



Cinquante ans de succès: la voix de l'Afrique  
de 1963 à 2013

Cinquante ans de succès:  
la voix de l'Afrique  
de 1963 à 2013

## Sommaire

Préface.....	vii
<b>Première partie: Déclarations de 1963.....</b>	<b>ix</b>
Discours d'ouverture de Sa Majesté Impériale Hailé Selassié 1 <sup>er</sup> , Empereur d'Éthiopie .....	1
Son Excellence Ahmed Ben Bella, Premier ministre algérien .....	8
Son Altesse Royale Mwami Nwambutsa IV, Roi du Burundi.....	10
Son Excellence Ahidjo Ahmadou, Président du Cameroun .....	13
Son Excellence David Dacko, Président de la République centrafricaine .....	15
Son Excellence François Tombalbaye, Président du Tchad.....	17
Son Excellence Fulbert Youlou, Président du Congo (Brazzaville).....	20
Son Excellence Joseph Kasavubu, Président du Congo (Léopoldville).....	23
Son Excellence Houphouët Boigny, Président de la Côte d'Ivoire .....	25
Son Excellence Hubert Maga, Président du Dahomé .....	28
Son Excellence Léon M'ba, Président du Gabon .....	30
Son Excellence Kwame N'krumah, Président du Ghana.....	32
Son Excellence Sékou Touré, Président de la Guinée .....	38
Son Excellence Maurice Yameogo, Président de la Haute-Volta .....	44
Son Excellence William V. S Tubman, Président du Liberia .....	47
Son Altesse Royale Hassan Rida, représentant Sa Majesté le Roi Idris 1 <sup>er</sup> de Libye .....	49

## Sommaire

Son Excellence Philibert Tsiranana, Président de Madagascar.....	52
Son Excellence Modibo Keita, Président du Mali .....	58
Son Excellence Mokhtar Ould Daddah, Président de la Mauritanie .....	61
Son Excellence Hamani Diori, Président du Niger .....	64
Son Excellence Alhaji Abubakar Tafawa Balewa, Premier ministre du Nigeria.....	67
Son Excellence Milton Obote, Premier ministre de l'Ouganda .....	70
Son Excellence Habamenshi, ministre des affaires étrangères du Rwanda, représentant Son Excellence Grégoire Kayibanda, Président du Rwanda.....	73
Son Excellence Léopold Sedar Senghor, Président du Sénégal .....	75
Son Excellence Milton Margai, Premier ministre de Sierra Leone.....	78
Son Excellence Aden Abdullah Osman, Président de la Somalie .....	79
Son Excellence Tsehafe Taezaz Aklilu Hapte Wold, Premier ministre d'Éthiopie.....	82
Son Excellence Ei-Farik Ibrahim Abboud, Président du Conseil suprême et premier ministre du Soudan .....	84
Son Excellence Julius Nyerere, Président du Tanganyika .....	87
Son Excellence Habib Bourguiba, Président de la Tunisie .....	90
Son Excellence Gamal Abdel Nasser, Président de la République arabe unie.....	93
M. Ajuma Oginga-Odinga, Représentant les mouvements africains de libération nationale dans les territoires non-indépendants.....	97
Discours de clôture de S.M.I. Hailé Sélassié 1er, .....	100

## Sommaire

Discours de clôture de Son Excellence Milton Obote,	
Discours de clôture de Son Excellence Kwame N'krumah, .....	103
<b>Deuxième partie: Déclarations de 2013.....</b>	<b>109</b>
Son Excellence Hailemariam Dessalegn, Premier ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie et Président de l'Union Africaine	110
Son Excellence Abdelaziz Bouteflika, Président de la République algérienne démocratique et populaire.....	113
Son Excellence José Eduardo dos Santos, Président de la République d'Angola .....	115
Son Excellence Boni Yayi, Président de la République du Bénin .....	117
Son Excellence Seretse Khama Ian Khama, Président de la République du Botswana.....	120
Son Excellence Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso.....	122
Son Excellence Pierre Nkurunziza, Président de la République du Burundi.....	124
Son Excellence Monsieur Paul Biya, Président de la République du Cameroun.....	126
Son Excellence Jorge Carlos De Almeida Fonseca, Président de la République du Cap Vert .....	130
Son Excellence Ikilou Dhoinine,Président de l'Union des Comores.....	132
Son Excellence Denis Sassou-N'Guesso, Président de la République du Congo .....	134
Son Excellence Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire.....	137
Son Excellence Joseph Kabila Kabange, Président de la République Démocratique du Congo .....	139
Son Excellence Ismail Omar Guelleh, Président de la République de Djibouti .....	141
Son Excellence Mohamed Morsi, Président de la République arabe d'Égypte.....	143

## Sommaire

Son Excellence Obiang Nguema Mbasogo, Président de la République de Guinée équatoriale.....	147
Son Excellence Isaias Afwerki, Président de l'État d'Erythrée .....	149
Son Excellence Ali Bongo, Ondimba, Président de la République Gabonaise.....	152
Son Excellence Yahya A. J. J. Jammeh, Président de la République de Gambie.....	154
Son Excellence John Dramani Mahama, Président de la République du Ghana.....	157
Son Excellence Alpha Conde, Président de la République de Guinée .....	159
Son Excellence Uhuru Kenyatta, Président de la République du Kenya.....	161
Son Excellence Motsoahae Thomas Thabane, Premier Ministre du Royaume du Lesotho .....	164
Son Excellence Ellen Johnson Sirleaf, Présidente de la République du Libéria .....	166
Son Excellence Ali Zaidan, Premier ministre de la Libye.....	169
Son Excellence Joyce Hilda Mtila Banda, Présidente du Malawi .....	171
Son Excellence Dioncouda Traore, Président de la République du Mali par intérim.....	174
Son Excellence Mohamed Ould Abdel Aziz, Président de la République Islamique de Mauritanie .....	176
Son Excellence Navinchandra Ramgoolam, Premier ministre de la République de Maurice .....	178
Son Excellence Armando Emílio Guebuza, Président de la République du Mozambique .....	180
Son Excellence Hifikepunye Pohamba, Président de la République de Namibie .....	181
Son Excellence Issoufou Mahamadou, Président de la République du Niger .....	184
Son Excellence Goodluck Ebele Jonathan, Président de la République fédérale du Nigéria.....	186
Son Excellence Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République de l'Ouganda .....	188

## Sommaire

Son Excellence Paul Kagame, Président de la République du Rwanda .....	191
Son Excellence Mohamed Abdelaziz, Président de la République arabe sahraouie démocratique.....	193
Son Excellence Monsieur Macky Sall, Président de la république du Sénégal.....	195
Son Excellence James Alix Michel, Président de la République des Seychelles.....	197
Son Excellence Ernest Bai Koroma, Président de la République de Sierra Leone.....	199
Son Excellence Hassan Sheikh Mohamud, Président de la République fédérale de Somalie.....	202
Son Excellence Jacob Zuma, Président de la République d'Afrique du Sud .....	203
Son Excellence Salva Kiir Mayardit, Président de la République du Soudan du Sud .....	206
Son Excellence Omar Hassan Al-Bashir, Président de la République du Soudan .....	208
Sa Majesté le Roi Mswati III et Ingwenyama du Royaume du Swaziland .....	210
Son Excellence Jakaya Mrisho Kikwete, Président de la République-Unie de Tanzanie.....	214
Son Excellence Monsieur Idriss Deby Itno, Président de la République du Tchad.....	218
Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbe, Président de la République Togolaise .....	221
Son Excellence Moncef Marzouki, Président de la République tunisienne.....	223
Son Excellence Michael Chilufya Sata, Président de la République de Zambie.....	226
Son Excellence Robert Mugabe, Président de la République du Zimbabwe.....	228

Mille neuf cent soixante-trois a été en effet une année charnière pour tous les Africains du continent et pour les peuples de descendance africaine. Il y a cinquante ans, les représentants de trente-deux pays africains indépendants ou de pays, encore sous le joug du colonialisme faisant partie de mouvements de libération, se sont réunis à Addis-Abeba pour donner naissance à l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

Récemment libérés des fers du colonialisme, les fondateurs, réunis en 1963 dans la capitale éthiopienne, ont estimé que l'unité du continent africain était le seul moyen de débarrasser l'Afrique des derniers vestiges de l'esclavage, du colonialisme et de l'apartheid, et de restaurer la dignité et la fierté du continent après des siècles de domination. Selon le grand Kwame Nkrumah, « L'Afrique devait s'unir ou périr ». Ainsi, face à ceux qui refusaient que le continent s'approprie son destin, les peuples africains ont proclamé leur désir de participer sur un pied d'égalité avec les autres nations, aux progrès de l'humanité, à une communauté humaine dont ils avaient été longtemps exclus.

Les générations fondatrices se sont inspirées de l'histoire des grandes civilisations de l'Afrique et ont marché dans les traces des générations de panafricanistes du continent et de la diaspora qui sont venus avant eux et qui ont lutté contre l'esclavage, le colonialisme et le racisme. Le Président Léopold Sédar Senghor du Sénégal a dit:

*« La civilisation du XX<sup>e</sup> siècle ne peut pas être universelle, sauf si elle est une synthèse dynamique de toutes les valeurs culturelles de toutes les civilisations. Elle sera effroyable et n'aura pas la saveur de l'humanité si elle n'est pas assaisonnée d'un sel de négritude »*

Nous sommes pleins d'admiration devant ce groupe de dirigeants visionnaires qui ont osé rêver que le géant africain endormi était sur le point de se réveiller. Ils ont osé rêver d'une Afrique libérée de l'esclavage, du colonialisme et de l'apartheid, et ils ont commencé à faire de ce rêve une réalité en l'appuyant sur l'unité et la solidarité de tous les Africains. Ce rêve a abouti à la création de la première organisation panafricaine de nos peuples, l'Organisation de l'unité africaine, résolue à faire renaître l'Afrique.

Aujourd'hui, nous nous tournons vers le passé avec admiration car nous sommes en effet des hommes et des femmes libres, grâce à ce rêve. L'Afrique s'est débarrassée de l'esclavage, du colonialisme et de l'apartheid grâce à leurs efforts et à leur dévouement indéfectible à cette cause. Nous nous souvenons des hommes et des femmes, des jeunes et des anciens, des travailleurs, des intellectuels et des paysans, et en fait des Africains venant de tous les horizons de la vie et de la diaspora, qui ont tout donné, certains même se sacrifiant jusqu'au bout, pour pouvoir nous léguer une Afrique meilleure que celle dans laquelle ils étaient nés. Nous nous souvenons des paroles que l'Empereur Haïlé Sélassié a prononcées à l'occasion de cette réunion historique:

*« Il s'agit d'un jour capital et historique pour l'Afrique et tous les Africains. Nous sommes aujourd'hui sur la scène internationale face à un public international. Nous nous sommes réunis pour affirmer notre rôle dans la conduite des affaires du monde et pour conférer de notre pouvoir au grand continent et aux 250 millions de gens que nous dirigeons. L'Afrique se trouve aujourd'hui à mi-chemin, en transition de l'Afrique d'hier à l'Afrique de demain. Nous sortons actuellement du passé pour avancer vers l'avenir. La tâche que nous nous sommes fixée, la*



## Préface

*construction de l'Afrique, n'attendra pas. Nous devons agir, préparer et forger l'avenir, laisser notre marque sur les événements alors qu'ils disparaissent dans l'histoire.*

Cinquante ans plus tard, ce livre, consacré au cinquantième anniversaire de la fondation de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Union africaine, rend hommage aux fondateurs des générations de 1963, aux panafricanistes qui sont venus avant eux et à ceux qui ont construit l'Organisation de l'unité africaine et l'Union africaine, qui devait devenir la première organisation continentale.

Le livre commémorant le cinquantième anniversaire de l'organisation prolonge la continuité de notre récit continental sur le panafricanisme et la renaissance de l'Afrique, rassemblant les discours des générations de dirigeants de 1963 et ceux des générations de dirigeants de 2013. Ces discours, passés et présents, sont une contribution essentielle à notre réflexion sur notre passé, notre situation actuelle et l'avenir de notre continent.

Aujourd'hui, 25 mai 2013, alors que nous célébrons le cinquantième anniversaire de l'organisation, nous nous tournons vers l'avenir avec calme, confiance et courage. Ces mêmes paroles ont été prononcées par les fondateurs de l'union des africains, il y a près de cinquante ans, dans cette même ville d'Addis-Abeba. Ce sentiment de confiance, malgré les défis auxquels nous sommes confrontés, se reflète dans les discours de nos dirigeants du

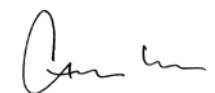
continent, alors qu'ils se tournent vers l'avenir, vers les cinquante prochaines années, vers une Afrique intégrée, prospère et en paix avec elle-même.

Les discours de 1963 et de 2013 traitent ouvertement des problèmes que nous avons à résoudre. Ils traduisent le sentiment d'optimisme et d'enthousiasme que l'année où nous célébrons notre cinquantième anniversaire, un continent fait d'espoirs et d'opportunités est en marche. Parmi une multitude de questions déterminantes pour notre développement, nous avons pris en main notre destin et sommes convenus de ce qu'il faut faire. Par-dessus tout, ces discours donnent des indications pour l'avenir, et sur ce que nous devons faire pour construire ensemble un avenir prospère et pacifique.

Ils donnent espoir à cette croyance forte et sincère de beaucoup d'Africains : que le rêve d'intégration, de paix et de prospérité de l'Afrique est non seulement réalisable au cours des cinquante prochaines années, mais peut se réaliser et se réalisera bien avant.



**Nkosazana Clarice Dlamini Zuma**  
Présidente de la Commission  
de l'Union africaine



**Carlos Lopes**  
Secrétaire général adjoint de l'Organisation  
des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la  
Commission économique pour l'Afrique

# Première partie: Déclarations de 1963



*Participants à la Conférence au sommet des  
États africains indépendants*



## Discours d'ouverture de Sa Majesté Impériale Haïlé Sélassié 1<sup>er</sup>, Empereur d'Éthiopie



Au nom du Gouvernement et du Peuple éthiopiens, ainsi qu'en notre nom personnel, nous souhaitons la bienvenue aux chefs d'État et de gouvernement des États Indépendants d'Afrique, qui se trouvent rassemblés aujourd'hui en cette réunion solennelle dans la capitale éthiopienne. Cette Conférence, sans précédent dans l'histoire, est un témoignage sans pareil du dévouement et de l'attachement que nous tous portons à la cause de notre continent et à celle de ses fils. Ceci est certainement un moment historique pour l'Afrique et pour tous les Africains.

Le monde entier a aujourd'hui les yeux tournés vers nous. Nous nous sommes réunis pour affermir notre rôle dans la conduite des affaires du monde, et pour accomplir notre devoir envers ce grand continent, dont nous avons la responsabilité de ses deux cent cinquante millions d'habitants. L'Afrique se trouve aujourd'hui, à mi-chemin, en transition de l'Afrique d'hier à l'Afrique de demain. Même à l'heure où nous sommes, nous nous acheminons du passé vers l'avenir. La tâche que nous nous sommes donnée: celle de bâtir l'Afrique, n'attendra pas. Nous devons travailler pour façonner et mouler notre avenir en marquant les événements qui passent à l'histoire.

Nous cherchons dans cette rencontre à établir où nous allons et à tracer ainsi le chemin de notre destinée. Il n'est pas moins important de savoir aussi d'où nous venons; la connaissance de notre histoire est indispensable pour établir notre personnalité et notre identité d'Africains.

Le monde n'a pas été fait par morceaux. L'Afrique n'a pas été créée ni plus tôt, ni plus tard qu'aucune autre région géographique de ce globe. Les Africains possèdent tous les attributs humains, ni plus ni moins, que les autres hommes. Ils en ont les talents, les vertus aussi bien que les défauts. Il y a quelques milliers d'années, des civilisations prospères ont existé sur ce continent. Celles-ci n'étaient en rien inférieures à celles qui existaient alors dans d'autres continents. Les Africains étaient politiquement libres et économiquement indépendants. Ils avaient leur propre structure sociale, et leurs cultures étaient véritablement autochtones.

Pendant ce temps, d'autres hommes dans d'autres lieux ne s'occupant que de leurs propres affaires croyaient dans leur ignorance, que le monde commençait et finissait à leur propre horizon. L'Afrique continuait à se développer dans sa propre structure avec une existence propre, jusqu'au jour où elle réapparut au monde au cours du 19<sup>e</sup> siècle.

Nous n'avons point besoin de nous étendre sur les événements des cent cinquante dernières années. La période coloniale culmina par la mise en chaîne et l'asservissement de notre continent. Nos peuples, autrefois fiers et libres, furent réduits en esclavage et humiliés. L'Afrique fut elle-même déchiquetée et découpée aux moyens de frontières arbitrairement établies. Au cours de ces tristes années, plusieurs d'entre nous furent écrasés sur les champs de bataille, ceux qui échappèrent à la conquête, purent y arriver seulement au prix de leur sang et d'une résistance farouche.

---

L'Afrique n'était qu'un simple réservoir de ressources naturelles à exploiter. Les Africains, un troupeau dont on pouvait disposer physiquement, ou dans le meilleur des cas, des gens à être réduits à l'esclavage et à la domesticité. Elle était le marché des produits des autres nations, et aussi, la source des matières premières qui alimentaient leurs industries.

Aujourd'hui l'Afrique est sortie de cette sombre période. Elle vient de renaître comme un continent libre, et les Africains comme des hommes libres. Le sang qui a été versé, et les souffrances éprouvées sont les meilleurs gages pour notre liberté et notre unité. Quel que soit le lieu de notre rencontre, c'est avec respect, que nous nous souviendrons de tous ces Africains qui refusèrent d'accepter le jugement passé contre eux par les colonialistes et les impérialistes, de tous ceux qui eurent espoir, sans faiblir, dans les moments les plus sombres, en une Afrique libérée de toute servitude politique, économique et spirituelle. Beaucoup d'entre eux n'ont jamais mis les pieds sur ce continent. D'autres, au contraire y sont nés et y sont morts. Ce que nous pouvons dire aujourd'hui ne peut ajouter grande chose aux exploits héroïques de ceux qui, par leur exemple, nous ont montré la grandeur de la liberté et de la dignité humaines, sans lesquelles la vie elle-même n'a plus une très grande signification. Leurs actes restent gravés dans l'histoire.

La lutte n'est pas encore terminée. Des résistances restent encore à vaincre. Nous proclamons aujourd'hui, que notre plus grande tâche reste la libération définitive de tous nos Frères Africains qui se trouvent encore sous le joug de l'exploitation et du contrôle étrangers. Avec cet objectif en vue et la victoire certaine à notre portée, ne nous laissons pas égarer ni traîner, ni laisser aller. Maintenant que la lutte approche de sa fin, que nous avons tant gagné et presque réalisé notre but, nous devons faire un suprême effort. Tant que tous nos frères africains ne seront pas libres, notre liberté n'aura aucune valeur. Nos frères de Mozambique, d'Angola et d'Afrique du Sud implorent désespérément notre appui et notre aide. Nous devons presser, en leur nom, leur accession pacifique à l'indépendance. Nous devons présenter un front commun avec eux et faire de leur lutte notre propre lutte. Nous trahirions la cause de leur libération, si nous n'appuyons pas nos paroles par des actes. Nous leur disons: vos blessures ne resteront pas sans soins, toutes les ressources de l'Afrique et de toutes les nations aimant la liberté sont rassemblées pour vous servir. Tenez bon, votre délivrance est proche.

Au moment où nous renouvelons notre engagement de libérer toute l'Afrique, prenons aussi la résolution que les vieilles blessures seront soignées et les vieilles querelles oubliées. C'est ainsi que l'Éthiopie a traité ses envahisseurs il y a à peu près vingt-cinq ans. Cette attitude a valu aux Éthiopiens la paix et l'honneur. Le souvenir des injustices passées, ne devrait pas nous faire perdre de vue les problèmes urgents qui se posent à nous. Nous devons vivre en paix avec nos anciens colonisateurs. Soyons exempts de récrimination et d'amertume. Renonçons à la futilité de la vengeance et des représailles. Débarrassons-nous de tout sentiment de haine, qui ne peut que miner nos âmes, et empoisonner nos cœurs. Agissons comme il sied à la dignité que nous réclamons pour nous mêmes en temps qu'africains, fiers de nos qualités propres, de nos distinctions et de nos capacités. Nous devons faire l'effort, en temps qu'hommes libres pour établir des relations nouvelles, exemptes de tout ressentiment et de toute animosité. Nous devons réaffirmer notre croyance et notre foi en nous-mêmes en temps qu'individus, pour traiter avec les autres hommes, également libres, sur une base de parfaite égalité.

Aujourd'hui nous envisageons l'avenir avec calme, confiance et courage. Bien plus, nous n'entrevoions plus une Afrique simplement libre, mais unie. En relevant ce nouveau défi nous pouvons nous baser et être encouragés par les leçons du passé. Nous savons qu'il y a des différences entre nous. Les Africains possèdent des cultures différentes, des valeurs propres, des attributs particuliers. Mais nous savons aussi, et nous avons là des exemples, que l'unité peut être réalisée entre hommes d'origines les plus diverses, que les différences de race, de religion, de culture, de tradition ne constituent pas des obstacles insurmontables pour l'union des peuples. L'histoire nous apprend que l'unité fait la force, et nous convie à mettre de côté nos différences, de les surmonter, dans la recherche d'objectifs communs, de lutter avec nos forces unies, dans la voie de la véritable fraternité et unité africaines.

Il y a de ceux qui prétendent que l'Unité Africaine est impossible, que les forces qui nous tiraillent les uns dans une direction, les autres dans l'autre, sont tellement puissantes qu'elles ne peuvent être surmontées. Autour de nous, les critiques ne manquent pas. Il y a aussi de ceux qui parlent de l'Afrique, de son avenir et de sa position au XX<sup>e</sup> siècle d'une voix d'outre-tombe. Ils prédisent la discorde entre nous, des querelles intestines, le chaos et la désintégration dans notre continent. Prouvons leur le contraire et déconcertons-les par nos actions. Il y a de ceux, au contraire, qui ont grand espoir dans les destinées de l'Afrique.

Ils regardent le visage haut, pleins de respect et d'étonnement à l'avènement d'une vie nouvelle et plus heureuse, qu'ils ont contribué d'ailleurs à réaliser par leur dévouement. Ils sont animés par l'exemple des leurs à qui ils doivent les réalisations du passé de l'Afrique. Récompensons ceux-ci de leur confiance et soyons dignes de leur approbation.

La route de l'Unité Africaine est déjà marquée de jalons. Les dernières dix années sont riches en réunions, conférences, déclarations et résolutions. Des organisations régionales ont été établies. Des groupements locaux divers, fondés sur des communautés d'intérêts, d'histoire et de traditions, ont été créés.

Mais à côté de cela dans tout ce qui a été dit, écrit ou fait au cours de ces dernières années, il y a un thème commun. L'unité a été acceptée comme étant l'objectif à atteindre.

Nous discutons sur les moyens et sur les différentes méthodes pour y parvenir. Nos débats tournent autour de techniques et de tactiques. Mais quand tout cela est mis de côté, nos différences sont réduites à peu de choses. Nous sommes résolus à créer l'unité des Africains. À vrai dire, notre continent n'est pas encore fait. Il attend sa construction et ceux qui doivent le bâtir. C'est notre devoir et notre privilège de réveiller ce géant, mais non point au nationalisme de l'Europe du 19<sup>e</sup> siècle, non point à une conscience régionale, mais à la poursuite d'une fraternité africaine unique, déployant ses efforts unis vers l'accomplissement d'un plus grand et d'un plus noble idéal.

Nous devons éviter, avant tout, de ne pas tomber dans les pièges du tribalisme. Si nous sommes divisés entre nous sur une base tribale, c'est une invitation à l'intervention étrangère avec toutes les conséquences néfastes que cela comporte. Le Congo en est une preuve évidente. Il ne faut pas nous laisser leurrer par l'amélioration actuelle de la situation dans ce pays. Le peuple Congolais a énormément souffert, et le développement économique du pays a été fortement retardé à cause des luttes intestines.

Tout en reconnaissant que l'avenir de ce continent, en dernier lieu, réside dans une union politique, nous devons reconnaître aussi que les obstacles à surmonter pour y parvenir sont nombreux et difficiles. Les peuples d'Afrique n'ont pas acquis leur indépendance dans les mêmes conditions. Ils possèdent des systèmes politiques différents. Nos économies sont différentes et nos systèmes sociaux fondés sur des cultures et des traditions diverses.

D'autre part, il n'existe pas d'accord sur le comment, ni sur le contenu de cette union. Sera-t-elle dans sa forme fédérale, confédérale, ou unitaire? La souveraineté de chaque pays en sera-t-elle diminuée, et dans ce cas là, dans quelle mesure et dans quel domaine? Si nous attendons d'arriver d'abord à un accord sur ces points et sur d'autres questions similaires, plusieurs générations se passeront avant d'avoir beaucoup progressé, alors que le débat continuera à faire rage.

Nous ne devons pas être découragés de ne pas parvenir à une union complète du jour au lendemain. L'union que nous cherchons à réaliser ne peut qu'arriver graduellement. Les progrès que nous réalisons chaque jour nous amèneront lentement mais sûrement sur cette voie là. A ce propos nous avons les exemples des États - Unis et de l'U.R.S.S. Rappelons-nous de tout le temps que cela leur a pris. Nous pouvons construire un édifice solide, simplement si la fondation est forte, le constructeur capable et les matériaux convenables.

Par conséquent, une période de transition est inévitable. Des relations et des arrangements anciens peuvent encore continuer pendant un certain temps. Des organisations régionales peuvent remplir des fonctions et des besoins qui ne pourraient l'être autrement. Mais ce qu'il y a de différent ici, c'est que nous reconnaissons ces situations pour ce qu'elles valent, c'est-à-dire comme des succédanés et expédients temporaires, dont nous nous servons jusqu'au jour où nous aurons réalisé les conditions qui rendront possible l'unité africaine totale à notre portée.

Toutefois, nous pouvons faire beaucoup pour accélérer cette transition. Il y a des questions pour lesquelles nous nous trouvons unis. Il y a des problèmes pour lesquels les Africains sont unanimes.

Profitions au maximum de ces domaines où nous sommes d'accord. Poursuivons une action, qui tout en tenant compte des réalités présentes, constitue néanmoins un progrès sûr et certain dans la voie qui nous est tracée par le destin. Nous croyons tous, quel que soit notre système politique interne, au principe de l'action démocratique. Appliquons-le dans l'unité que nous cherchons à réaliser. Élaborons nos propres programmes dans tous les domaines politique, économique, social et militaire. Ceux qui s'opposent au développement de l'Afrique, ceux dont l'intérêt serait mieux servi par un continent divisé et balkanisé, seraient trop heureux de voir le triste spectacle de trente et plus États Africains, ainsi divisés,



paralysés par des controverses sur des objectifs à long terme, incapables de joindre même leurs efforts sur des mesures à court terme où il n'y a pas de disputes. Ne donnons pas raison ni courage à ceux là. Si nous agissons ensemble, là où nous pouvons, dans les domaines où l'action est possible, la logique même des programmes que nous adopterons, nous amènera encore plus près, inévitablement, dans le sens de notre union finale.

Les commentateurs de 1963 discutant de l'Afrique, parlent des États de Monrovia, du Groupe de Brazzaville, des Puissances de Casablanca, de la Charte de Lagos, de la Déclaration de Conakry et ainsi de suite. Mettons fin à tous ces termes. Ce dont nous avons besoin c'est une seule organisation africaine, par laquelle l'Afrique puisse faire entendre une seule voix. Une organisation où l'on puisse étudier et résoudre les problèmes de l'Afrique et qui puisse nous procurer des moyens acceptables permettant de résoudre d'une façon pacifique les disputes entre Africains, une organisation où l'on puisse examiner et adopter des mesures assurant une défense commune, et où des programmes de coopération dans les domaines économiques et culturels puissent être élaborés. Créons au cours de cette Conférence, une seule organisation à laquelle nous appartiendrons et qui sera fondée sur des principes que nous acceptons tous. Nous pouvons être confiants, que dans ces délibérations nos voix auront leur poids, car nous serons assurés que les décisions qui y seront prises, seront dictées seulement par des Africains, et, qu'elles les seront en tenant compte des considérations qui sont vitales pour l'Afrique.

Nous sommes réunis ici pour jeter les bases de l'Unité africaine. Nous devons par conséquent ici même et aujourd'hui nous mettre d'accord sur l'instrument de base qui constituera le fondement pour le développement futur de ce continent dans la paix, dans l'harmonie et dans l'unité. Parlons désormais, dans toutes nos rencontres, de réalisations concrètes. Ne remettons pas pour l'examen à une date ultérieure le seul instrument, la seule décision, qui doit être le résultat de cette réunion, si celle-ci doit avoir une signification véritable. Cette conférence ne peut pas se terminer sans l'adoption d'une Charte Africaine unique. Nous ne pouvons pas nous séparer sans créer une seule organisation africaine, possédant les attributs que nous avons décrits. Si nous ne réussissons pas en cela, de prendre nos responsabilités, nous aurons manqué à nos responsabilités envers l'Afrique et envers nos peuples. Si nous réussissons, au contraire, alors seulement notre rencontre aura été pleinement justifiée.

L'organisation dont il s'agit doit avoir une structure bien articulée et permanente, avec un secrétariat efficace capable d'assurer les liaisons nécessaires entre les réunions des institutions permanentes. Des institutions spécialisées doivent être prévues pour remplir certaines tâches qui sont assignées à l'organisation dans certains domaines bien définis. Si la liberté politique pour laquelle nous avons longtemps lutté n'est pas appuyée et renforcée par un développement économique et social correspondant, le souffle de vie qui soutient aujourd'hui notre liberté pourrait s'arrêter. Dans nos efforts pour améliorer le niveau de vie de nos populations et de mettre en relief notre indépendance, nous comptons sur l'assistance et l'appui des autres. Ceux-là seuls ne suffisent pas. Et, à moins de les compléter par nos propres efforts, nous ne ferons que perpétuer la dépendance de l'Afrique.

Il est nécessaire ainsi d'avoir un organisme spécialisé pour faciliter et coordonner sur un plan continental les programmes économiques et pourvoir au mécanisme pour répartir l'assistance économique entre les pays africains. Des mesures rapides peuvent être adoptées, pour accroître les échanges et le commerce entre nos pays. L'Afrique est riche en ressources minières, nous devrions coopérer à son développement, nous avons besoin d'élaborer un programme de développement africain, qui contiendra des dispositions invitant chaque pays à se concentrer dans des activités productives pour lesquelles ses ressources, ses conditions climatiques et géographiques sont les mieux adaptées. Nous pensons que chacun de nos pays possède un plan de développement propre. Ce qui nous reste à faire c'est donc de nous réunir pour partager nos expériences dans l'élaboration d'un plan sur une base continentale.

Les voyages ainsi que les communications télégraphiques et téléphoniques entre nos pays sont des plus compliqués. Les communications routières entre états voisins sont souvent difficiles, voire même impossibles. Il n'est donc pas étonnant que le commerce entre Pays Africains soit resté à un niveau anormalement bas. C'est le legs du siècle où les Africains étaient délibérément isolés les uns des autres. Ceux sont là des domaines vitaux où nous devons concentrer nos efforts.

Un autre projet dans le domaine de la coopération économique qui devrait recevoir une application sans tarder, c'est la création d'une Banque africaine de développement. C'est là un projet auquel nos gouvernements respectifs ont donné tout appui, et, qui a déjà fait l'objet d'études approfondies. Nous devrions décider que la réunion de nos ministres des

finances, qui doit se tenir dans les prochaines semaines à Khartoum, devrait transformer ce projet en fait. En même temps, nos ministres pourraient convenablement continuer les études déjà entreprises concernant les effets sur l'économie africaine de la création de groupements économiques régionaux dans d'autres continents. Ils devraient entreprendre aussi d'autres études dans le but d'explorer les possibilités de faciliter le développement des relations économiques entre nos pays.

Les pays d'Afrique, et ceci est vrai d'ailleurs pour tous les autres pays, peuvent avoir parfois des différends entre eux. Ces différends doivent être limités à notre continent et isolés de toute contamination d'intervention non africaine. Pour cela des arrangements permanents doivent être trouvés pour en faciliter leur solution pacifique. Car aussi peu nombreux ces différends soient-ils, ne doivent pas être laissés se détériorer. Une procédure de règlement pacifique des disputes doit être établie afin d'empêcher que la menace ou l'utilisation de la force ne mette plus en danger notre continent.

Nous devons envisager aussi des mesures pour l'établissement d'un système de dépense commun pour l'Afrique. Des plans militaires pour la sécurité de notre continent doivent être préparés, en commun, dans un cadre collectif. La responsabilité de protéger notre continent de toute attaque de l'extérieur, est un devoir qui ne concerne que les Africains.

Des dispositions doivent être prévues pour qu'une assistance rapide et efficace puisse être fournie, dans le cas où un Pays Africain est menacé d'agression militaire. Nous ne pouvons pas compter simplement sur la moralité internationale. Le contrôle par l'Afrique de ses propres affaires est fonction de l'existence de dispositions militaires adéquates pour garantir sa protection contre de telles menaces. Cependant, tout en défendant notre propre indépendance, nous devons en même temps chercher aussi de vivre en paix avec le reste du monde.

L'Afrique a acquis son indépendance dans les conditions les plus difficiles. Les handicaps, dans lesquels nous travaillons, proviennent en grande partie du niveau d'éducation peu élevé de nos populations et de leur manque de connaissance de leurs frères africains. La meilleure formation que l'on peut avoir à l'étranger n'est qu'un substitut incomplet de l'éducation chez soi. Un effort massif doit être entrepris dans le domaine culturel et de l'éducation. Cela permettra non seulement d'élever le niveau de l'éducation mais fournira

aussi les cadres de techniciens qualifiés nécessaires à notre développement, tout en nous permettant de nous connaître les uns les autres. L'Éthiopie a entrepris il y a quelques années un programme de bourses pour les étudiants venant des autres pays d'Afrique. Le résultat a été très satisfaisant et extrêmement utile, et nous demandons que d'autres adoptent des projets similaires. Nous devrions d'ailleurs penser très sérieusement à la création d'une université africaine patronnée par tous les pays africains et qui servirait de lieu de formation des futures élites africaines dans une atmosphère de fraternité continentale. Dans cette institution africaine l'accent serait mis sur l'aspect supranational de la vie africaine, et les études y seraient orientées pour parvenir à une Unité africaine complète. L'Éthiopie est prête dès maintenant pour décider sur le lieu où devrait se situer cette université et en fixer les modalités financières.

Ceci est un résumé très sommaire de tout ce que nous pouvons accomplir. Nous sommes tous d'accord sur ces mesures; c'est pourquoi notre accord devrait constituer la base de notre action.

L'Afrique est devenue une force de plus en plus importante dans la conduite des affaires du monde. Ceci parce que le poids de notre opinion collective n'est pas axé simplement sur les questions qui ne concernent que notre continent mais sur tous les problèmes qui préoccupent l'humanité toute entière. Au fur et à mesure que nous nous sommes connus davantage, et qu'une confiance réciproque s'est établie de plus en plus, il nous a été possible de coordonner nos politiques et nos actions, et de contribuer ainsi au succès des règlements de problèmes urgents et critiques pour le monde. Cela n'a pas été toujours facile. Si nous voulons que nos opinions aient le poids qu'elles méritent, il est indispensable que nos pays coordonnent leurs actions sur des problèmes communs. Nous autres Africains occupons une situation particulière, mais unique, parmi les nations de ce siècle. Ayant connu nous-mêmes pendant très longtemps, l'oppression, la tyrannie et la conquête, qui mieux que nous peut-il prétendre de réclamer pour tous le droit de vivre et de se développer en hommes libres? Victimes nous-mêmes pendant des dizaines d'années de l'injustice, qui mieux que nous peut-il élever sa voix pour demander la justice et le droit pour tous? Nous exigeons la fin du colonialisme, parce que nous trouvons injuste la domination d'un peuple par un autre. Nous demandons la fin des essais nucléaires et de la course aux armements, parce que ces activités qui menacent l'existence humaine d'une manière effroyable ne sont qu'un gaspillage injuste de l'héritage matériel de l'homme.



---

Nous demandons la fin de la ségrégation raciale parce que tout affront à la dignité de l'homme est injuste. Dans tout cela nous agissons dans la légitimité pour une question d'un très haut idéal, et convaincus dans l'intégrité de nos croyances les plus profondes.

Dans cet effort, comme dans les autres, nous restons unis avec nos amis et frères d'Asie. L'Afrique partage avec l'Asie un passé commun de colonialisme, d'exploitation, de discrimination et d'oppression. À Bandoeng, les États d'Afrique et d'Asie se sont engagés à libérer leurs deux continents de toute domination étrangère, et ont affirmé le droit pour chaque pays de se développer suivant son choix, à l'abri de toute intervention extérieure. La déclaration de Bandoeng et les principes qui y sont énoncés gardent encore aujourd'hui pour nous tous, toute leur valeur.

Nous espérons que ces principes guideront les leaders de l'Inde et de la Chine dans leur recherche d'une solution pacifique de leur différend.

Nous devons mentionner aussi les dangers du cataclysme nucléaire qui menacent tout ce que nous possédons de plus précieux. Forcés de mener ainsi une existence quotidienne avec cette sensation et ce présage lugubre toujours à nos côtés, nous ne pouvons perdre cependant espoir. Les conséquences d'un conflit nucléaire sans contrôle seraient tellement désastreuses, que personne ne peut les déclencher. Il faut mettre fin aux essais nucléaires. Nous devons nous mettre d'accord sur un programme de désarmement progressif. L'Afrique doit être libérée et abritée, en tant que zone dénucléarisée, de toutes les conséquences directes par son inclusion involontaire dans la course aux armes nucléaires.

Les négociations à Genève, où la Nigeria, la République arabe unie et l'Éthiopie participent, continuent. Les progrès sont lents et difficiles.

Nous ne pouvons pas dire avec précision la part de succès due au rôle toujours plus important des pays non alignés dans les discussions; mais nous pouvons ressentir quelque satisfaction dans les quelques progrès réalisés vers un accord final entre les puissances nucléaires. Nous sommes persuadés que dans nos efforts de disperser les nuages qui planent sur l'horizon de notre avenir, nous devons réussir car l'échec est impensable. Nous avons besoin de patience et d'une détermination farouche, et une foi dans la clairvoyance du Tout-Puissant.

Si nous nous laissons guider par le souci d'un intérêt étroit et par une vaine ambition, si nous échangeons nos croyances pour des avantages à court terme, qui prêterait foi à nos paroles, qui croirait-il à notre désintéressement? Nous devons faire connaître nos opinions sur les grands problèmes qui préoccupent le monde avec courage et avec sincérité, en disant ce qui est. Si nous cédon aux menaces, si nous voulons compromettre lorsqu'il n'y a pas de compromis honorable possible, alors notre influence en sera diminuée d'autant, et notre prestige dangereusement affaibli. Ne renonçons pas à nos idéaux, et n'hésitons pas à nous sacrifier pour rester partout les défenseurs des pauvres, des innocents et des opprimés. Nos actes et nos attitudes ne doivent pas être mis en doute. Ces principes seuls peuvent conférer à nos actions force et sens. Soyons conformes à nos croyances, afin que celles-ci nous servent et nous honorent. Au nom du principe et du droit nous réaffirmons aujourd'hui notre opposition au préjugé dans toutes ses formes et où qu'il soit. Nous nous engageons particulièrement à l'élimination totale de la discrimination raciale de notre continent. Nous ne pourrions jamais nous contenter de nos réalisations aussi longtemps que quelque part en Afrique des hommes maintiennent sous un prétexte racial leur supériorité sur l'un de nos frères. La discrimination raciale est la négation même de l'égalité psychologique et spirituelle que nous avons lutté pour obtenir. Elle est aussi un déni de la personnalité et de la dignité d'Africains que nous avons établis par nos luttes. Aussi longtemps que notre esprit sera hanté par le spectacle désolant de l'apartheid en Afrique du Sud notre liberté politique et économique sera dénuée de sens. Nous devons redoubler nos efforts pour déraciner ce mal de notre continent. Et si nous persévérons, la discrimination disparaîtra un jour de la terre toute entière. Si nous utilisons les moyens dont nous disposons, l'apartheid de l'Afrique du Sud ne sera plus bientôt, comme le colonialisme, qu'un mauvais souvenir. Si nous mettons ensemble nos ressources et les utiliserons convenablement, ce spectre sera à jamais disparu.

Nous ne voudrions pas terminer sans parler des Nations Unies. Nous, qui avons toujours été guidés et inspirés au cours de notre existence par le principe de la sécurité collective, nous ne voudrions pas proposer maintenant des mesures qui diffèrent ou qui ne soient pas conformes avec cet idéal ou avec les déclarations contenues dans la Charte des Nations Unies. Il serait insensé, sans doute, d'abandonner un principe qui a résisté à l'épreuve des temps, et qui a donné la preuve de sa valeur intrinsèque plusieurs fois dans le passé. Ce serait plus que folie, que de vouloir affaiblir la seule organisation mondiale effective qui existe aujourd'hui et à laquelle chacun de nous doit tant. Ce serait tout simplement un manque

de prévoyance si l'un quelconque d'entre nous voulait se retirer de cette organisation. Car quelle que soit son imperfection, elle constitue le meilleur rempart contre les incursions de forces qui nous priveraient de notre liberté et de notre dignité si difficilement gagnées.

La Charte africaine dont nous avons parlé doit être en harmonie avec celle des Nations Unies. L'organisation des États africains que nous envisageons n'est destinée en aucune manière à remplacer dans nos rapports nationaux ou internationaux la place si bien méritée et très justement occupée par l'Organisation des Nations Unies. Les mesures que nous proposons délimiteraient avec précision et seraient un complément pour les programmes entrepris par les Nations Unies et ses Institutions spécialisées. Elles rendraient leurs activités et les nôtres plus efficaces en leur donnant plus de cohésion. Ce que nous envisageons rendra plus importante la contribution de nos efforts communs pour assurer la paix du monde en développant le bien-être et la compréhension humaines.

D'ici un siècle, lorsque les générations étudieront l'histoire essayant de suivre et d'évaluer la croissance et le développement du continent africain, que trouveront-ils de cette Conférence? Sera-t-elle considérée comme l'occasion au cours de laquelle les leaders d'une Afrique libérée agissant avec audace et détermination plèrent les événements à leur vo-

lonté et établirent les destinées futures des peuples d'Afrique? Se rappellera-t-on de notre réunion par ses réalisations durables, par l'intelligence et la clairvoyance de nos décisions? Ou se rappellera-t-on de cette conférence pour ses échecs, pour l'incapacité des leaders qui y participèrent, à surmonter les préjugés locaux et les différends individuels et pour la déception qui en fit suite?

Toutes ces questions sont pour nous matière à réflexion. La réponse ne dépend que de nous. Le défi à relever et les chances qui se présentent à nous sont autrement plus grands que tous ceux qui se sont présentés au cours des millénaires de l'histoire africaine. Les risques et les dangers que nous courons n'en sont pas moins grands. L'immense responsabilité que l'histoire et les circonstances nous ont confiée, demande une réflexion équilibrée et sobre. Si nous réussissons dans les tâches qui se présentent à nous, on se souviendra de nos noms, et nos réalisations seront mentionnées par ceux qui nous suivent. Si nous ne réussissons pas, l'histoire sera étonnée de notre échec et regrettera ce qui aura été perdu. Nous attendons avec impatience les résultats des jours qui vont suivre. Nous formulons le vœu que nous ayons la sagesse, le jugement et l'inspiration nécessaires pour garder la confiance de nos peuples et de nos pays, qui ont placé leur sort entre nos mains.



**Son Excellence Ahmed Ben Bella,  
Premier ministre algérien**

Je souligne que l'Algérie souscrit d'avance à toutes les conditions, à toutes les raisons, à toutes les justifications qui seront retenues par cette commission. Mais il est de mon devoir de dire, au nom du Peuple algérien et au nom d'un million cinq cent mille martyrs tombés au champ d'honneur, que cette charte restera lettre morte si nous ne prenons pas des décisions concrètes, si nous ne donnons pas un appui inconditionnel aux peuples de l'Angola, de l'Afrique du Sud, du Mozambique et autres, appui inconditionnel que ces peuples, encore sous le joug colonialiste, sont en droit d'attendre de nous.

Il est de mon devoir de dire que si des décisions concrètes n'étaient pas prises dans ce sens, la Charte que nous allons retenir ressemblera à toutes les chartes que toutes les assemblées du monde auront retenues. Il est de mon devoir de dire encore que tous les beaux discours que nous avons entendus ici seront la meilleure arme qui sera utilisée contre cette unité.

Nous avons parlé d'une banque de développement. Pourquoi n'avons-nous pas parlé de la création d'une banque de sang? Une banque de sang pour venir en aide à ceux qui se battent en Angola et un peu partout en Afrique.

Je dois souligner aussi que depuis le 4 février, c'est à- dire depuis la Journée organisée en faveur de l'Angola, dix mille volontaires Algériens attendent la possibilité d'aller porter leur aide à leurs frères combattants. Oui, des problèmes se posent et notamment dans les pays périphériques où existent les points chauds. Il faut les résoudre sous peine de voir se perpétuer cette calamité symbolisée par le fascisme de SALAZAR.

Allons-nous laisser dix millions d'hommes insulter chaque jour trois cents millions d'Africains?

Cela, nous n'avons plus le droit de l'accepter. Nous devons poser la question: comment allons-nous faire, immédiatement pour ne plus voir se répéter ces insultes en Angola au Mozambique, en Union sud-africaine et un peu partout en Afrique. Dans ces points chauds, l'unité de l'Afrique passe par une solidarité effective avec ceux qui se battent encore pour leur liberté. Je vous l'assure et je le dis en connaissance de cause; pendant sept ans et demi, nous nous sommes battus en Algérie contre l'impérialisme le plus fort, le plus obstiné.

Aujourd'hui nous discutons des problèmes économiques de l'Afrique. Je crains que tout ce que nous nous proposons de faire dans ce domaine ne se réduise à de simples accords permettant de mieux nourrir nos peuples. Or nous n'avons pas le droit de penser à nous remplir le ventre quand nos frères tombent encore en Angola, au Mozambique. Si des problèmes se posent notamment en ce qui concerne la sécurité des pays périphériques aux points chauds, au Congo, en Guinée, etc. Il est de notre devoir de les étudier et de faire en sorte que notre solidarité avec ces pays soit effective.

Ainsi, le jour où le Portugal tenterait d'entreprendre une autre action malfaisante comme celle contre le Sénégal ou le Congo, en Guinée ou contre tout autre pays africain, il trouverait toute l'Afrique solidaire pour lui faire face.

Il faudrait que ces pays périphériques sachent qu'ils ont une rançon à payer à l'unité africaine. Il y a eu une rançon à payer pour la libération de l'Algérie. C'est parce que des frères tunisiens sont morts à SAKIET-SIDI-YOUSSEF, c'est parce que des frères marocains sont morts à OUJDA, c'est parce que des frères égyptiens sont morts à Port-Said et parce que des frères libyens et autres sont tombés que l'Algérie a été libérée. Car je dois préciser ici que c'est à cause du soutien inconditionnel que nous apportait l'Égypte que celle-ci fut victime de l'agression tripartite.

C'est grâce, aussi, au soutien des frères guinéens, maliens, nigériens et autres que l'Algérie a pu se libérer.

---

Ainsi pour que l'Algérie ait pu devenir un état indépendant, des frères africains ont accepté de mourir un peu.

Ainsi pour que soient libérés les peuples encore sous domination coloniale, acceptons tous de mourir un peu ou tout à fait afin que l'unité africaine ne soit pas un vain mot.



**Son Altesse Royale Mwami Nwambutsa IV,  
Roi du Burundi**

C'est pour moi un honneur insigne que de prendre la parole pour faire entendre la voix du peuple du Burundi dont je suis actuellement le porte-parole. Quel beau jour que celui qui voit les responsables de l'avenir africain réunis pour étudier ensemble les problèmes communs de leur continent. Quels sont ces problèmes? La plupart de ces problèmes découlent de la structure actuelle du monde. L'Afrique actuelle, il faut en convenir, est en état d'infériorité technique par rapport aux autres continents. Honorables confrères, nous ne pouvons souffrir que cet état de choses s'éternise. Aussi, c'est parce que nous adoptons une attitude révolutionnaire vis-à-vis de cette situation que nous avons provoqué cette conférence qui nous permettra, d'abord, de mettre en évidence les facteurs qui sont à la base du sous-développement de l'Afrique, ensuite, d'étudier les moyens d'éliminer ces facteurs défavorables, enfin, de prendre conscience des facteurs nouveaux, susceptibles de conduire notre continent à un état de développement réjouissant.

Parmi les facteurs défavorables, responsables du sous-développement de l'Afrique, vous n'ignorez pas, chers confrères, que notre continent ne s'est ouvert au reste du monde que très récemment. Jusqu'au 19<sup>e</sup> siècle, on peut dire que l'Afrique est restée en dehors des civilisations qui se faisaient ailleurs de plus en plus florissantes. La civilisation industrielle, par exemple, qui caractérise la civilisation mondiale contemporaine, a pris son développement à la fin du 18<sup>e</sup> siècle, d'abord en Angleterre, puis en France, en Allemagne, en Europe Occidentale et finalement en Amérique du Nord, grâce aux multiples inventions européennes. Où en était l'Afrique en ce moment? L'Afrique connaissait alors une mosaïque de groupements humains, où l'on pouvait découvrir une trace d'anciennes organisations avancées sous forme d'empires.

Certains empires, tels: l'Empire d'Éthiopie, l'Empire du Ghana, l'Empire du Mali, l'Empire Nkongo, et j'en passe, avaient connu la splendeur. Mais au 18<sup>e</sup> siècle ces empires s'étaient effrités pour des raisons que l'histoire nous a appris à connaître.

A plusieurs points de vue, les différentes civilisations africaines qui ont précédé l'époque coloniale se rencontrent. C'est ainsi que l'esprit de solidarité familiale se retrouve partout, le sens de l'hospitalité est également semblable. Enfin, une étude attentive des différentes civilisations africaines à l'époque précoloniale fait ressortir des similitudes étonnantes qui font que l'unité africaine n'est pas une construction chimérique et superficielle, mais bien quelque chose de vivant qu'il ne reste qu'à traduire sur le plan institutionnel. Abordons, maintenant, l'époque coloniale.

Après la découverte de l'Afrique, pendant laquelle des figures comme Stanley se sont illustrées, nous avons connu le système colonial qui a été à la base d'un avancement sensible, quelles que fussent d'ailleurs les intentions des conquérants européens, mais qui est devenu intolérable à la longue, à cause de certains responsables européens qui cherchaient à éterniser «le système pour le système», au mépris des intérêts et des aspirations des autochtones africains. Dès ce moment, le facteur colonial est devenu et restera dorénavant un facteur défavorable au développement africain, au même titre que le facteur géographique pour la période d'avant la découverte de l'Afrique. En effet, l'Africain d'aujourd'hui est possédé par l'ambition de découvrir, pas seulement l'Europe occidentale, mais le monde entier, n'en délaie à ceux qui voudraient l'enfermer dans de vieilles optiques occidentales. À cet égard, l'Africain doit s'attaquer sans cesse aux appétits de dominations

étrangères, qu'ils se nomment «colonialisme», «néo-colonialisme» ou «impérialisme». A cette heure, il est de notre devoir de démasquer et de stigmatiser impitoyablement toutes les velléités coloniales visant à saper l'indépendance des États africains, que ce soit sous le déguisement économique ou culturel. Pourquoi devons-nous nous attaquer au système colonial? Parce que le système colonial sous toutes ses formes sert principalement les intérêts nationaux. En plus, chaque fois que les intérêts du colonisateur sont en conflit avec les intérêts du colonisé, et le cas n'est pas rare, on voit surgir des troubles du genre de ceux qui ont endeuillé l'Algérie pendant plus de huit ans, le Congo depuis 1959, l'Angola jusqu'à l'heure actuelle, les deux Rhodésies, l'Afrique du sud et la liste peut être encore allongée.

Nous pouvons donc résumer les facteurs défavorables au développement africain en trois catégories: le facteur géographique, le facteur colonial et le groupe de facteurs post-coloniaux. Dans la deuxième partie de notre exposé, nous voudrions ébaucher des solutions qui constitueront des moyens pour avoir raison des facteurs défavorables.

En ce qui concerne le facteur géographique, nous pouvons déjà nous féliciter du chemin parcouru. Quelles que fussent ses intentions, le colonisateur a travaillé avec énergie et a sillonné l'Afrique, du Nord jusqu'au Sud, de l'Ouest jusqu'à l'Est, de sorte qu'il ne reste guère montagne, forêt, fleuve, rivière, lac, vallée ou cime qui ne soient connus. L'Afrique n'est plus une «Terra Incognita». C'est une œuvre admirable que celle de la cartographie africaine. Seul, le sous-sol nous réserve encore des surprises que nous souhaitons agréables.

D'ici bientôt, le facteur proprement colonial ne constituera plus un souci majeur pour les Africains. Sans être prophète, on peut dire que dans un laps de temps non lointain le système colonial s'écroulera comme un château de cartes. La pression internationale est telle que ce système est condamné irrévocablement à disparaître.

Reste maintenant le groupe des facteurs post-coloniaux. Ils sont aussi multiples que multiformes, mais relèvent tous d'une considération initiale: l'état de sous-développement des États africains qui contraint ceux-ci à l'aide et à l'assistance des États développés. Ces derniers en profitent et cherchent à éterniser cet état de subordination de l'Afrique, notamment en sabotant les efforts d'unification de l'Afrique, suivant le principe impérialiste, «Divide et Impera». Nos ennemis se félicitent de voir l'Afrique balkanisée. Ce qui est certain, une Afrique divisée sera toujours une Afrique dominée. Encore une fois, il ne faut pas se

baser sur ces considérations pour se méfier de toute aide et de toute assistance étrangères. Simplement, ces considérations nous invitent à rester vigilants. Pour sa part, le Burundi accepte et se félicite de toute aide ou de toute assistance qui ne soit pas grevée de conditions politiques ou militaires de la nature de celles qui sont à la base de l'alignement idéologique derrière un des deux blocs, l'installation de bases militaires sur le sol national ou le maintien de troupes étrangères dans le pays. Le Burundi acceptera d'autant plus facilement une aide extérieure qu'elle sera grevée de moins de conditions.

Quelle est l'essence du sous-développement africain? Analysons ce problème sous deux aspects: l'infrastructure et la superstructure d'ordre économique et social. Dans le domaine de l'infrastructure, il saute immédiatement aux yeux de tout observateur que les États africains ont besoin de plus de moyens de communications, avec l'amélioration des moyens existants, des industries, etc. La comparaison de l'infrastructure africaine avec l'infrastructure des pays comme les États-Unis d'Amérique ou l'URSS, met en relief les efforts à entreprendre encore dans ce domaine pour satisfaire notre soif légitime d'égaliser tôt ou tard ces États. Vous vous apercevrez sans doute des implications d'efforts matériels qui en découlent. Dans le domaine de la superstructure, les problèmes de l'éducation et de l'enseignement sont les plus cruciaux. Il y a aussi le problème des institutions, aussi bien parlementaires, gouvernementales que judiciaires, qui peuvent encore se perfectionner. Bref, l'organisation étatique de l'Afrique doit s'inspirer des motifs à la fois de l'indépendance et de progrès. Dans ce domaine, nous avons besoin d'assistance technique qui ne peut nous venir que des États avancés, en attendant que les cadres autochtones soient au complet. Ici aussi, il y a des implications d'effort matériel. Arrivé à ce stade de l'exposé, on est en droit de se poser la question suivante: «Pour combien de temps encore l'Afrique devra-t-elle recourir aux pays économiquement avancés pour assurer son bien-être?» Le réalisme nous commande d'admettre que l'Afrique aura encore besoin de ces pays, et pour longtemps. C'est le moment de nous souvenir que l'indépendance se définit comme la libre interdépendance. Grâce au phénomène de l'indépendance, les États africains sont capables, s'ils sont dirigés par des responsables conscients et intègres, de négocier avec les autres États, y compris les anciens États coloniaux, les moyens de satisfaire leurs intérêts, sans aliéner aucun des bénéfices majeurs de l'indépendance et de la souveraineté internationales.

Chers confrères, voilà exposés brièvement les motifs qui justifient notre présence à cette mémorable Conférence au sommet des Chefs indépendants d'Afrique.

---

À cette occasion, nous prenons tous conscience de la nécessité de l'unité africaine et nous sommes résolus d'en rechercher les moyens, dans le domaine politique aussi bien que dans le domaine économique. Les institutions nécessaires à cette unité ne tarderont pas à surgir. L'Afrique en sera transformée, dans le sens d'un progrès jamais connu.



**Son Excellence Ahidjo Ahmadou,  
Président du Cameroun**



L'Afrique d'aujourd'hui nous offre, au demeurant, depuis quelques années, un éventail riche d'expériences aussi diverses qu'instructives, soit de groupement d'États africains entre eux sur une base régionale, soit à des États africains avec d'autres États non africains. Notre continent connaît en effet à cette époque une période de croissance de très grande intensité. En nous lançant définitivement dans la construction de l'unité, sachons laisser des chances à ces évolutions et préserver nos peuples des conséquences nécessairement néfastes, d'actes qui, même inspirés par notre bonne volonté, pourraient être des traumatismes au déroulement normal de ces évolutions. La nature et les événements sont têtus, ils acceptent peu de céder sans douleur aux perturbations hétérogènes. Nous devons voir large et couvrir du regard l'ensemble de tout ce qui s'entreprind de semblable sur notre planète. Les exemples abondent. Une inspiration intelligente ne saurait nuire à l'originalité qui nous tient tant à cœur et que nous devons offrir au monde.

D'accord que nous sommes sur le fond de la question, il nous reste à déterminer la forme à donner à notre unité. Il s'agit d'abord et avant tout d'option fondamentale. Option dans les principes politiques, option aussi dans les orientations économiques. Sur les autres domaines plutôt techniques, la coopération paraît plus aisée. Or, pour être réaliste sur la base du visage politique de l'Afrique que je viens d'esquisser, l'organisation que nous pouvons donner à l'unité africaine doit être d'une grande souplesse. Toute forme institutionnelle rigide nous semble à présent prématurée. Ainsi pour le moment, ni fédération, ni confédération. Il ne saurait s'agir, à notre avis, de faire table rase de tout ce qui existe déjà. Ce qu'il faut immédiatement Institutionnaliser, c'est la rencontre périodique de tous les chefs d'États d'Afrique. Elle aurait pour tâche de confronter les expériences et de décider les options,

d'harmoniser les politiques, d'uniformiser les décisions sur les affaires principales d'intérêt continental ou requerra une position commune face à l'opinion internationale. Il s'entend bien qu'instituer pour l'Afrique et les Africains cette Conférence ne saurait grouper que des chefs d'États au de Gouvernements originaires d'Afrique. Le test d'une telle unité serait au premier chef la manifestation de notre action sur le plan extérieur et notamment dans les (faux rangs) internationaux. Il s'ensuit que les positions étant harmonisées au cours des conférences au Sommet, il y ait lieu d'officialiser, voire institutionnaliser, les groupes africains de rencontre qui se forment souvent aux seules fins de consultation dans les différentes institutions internationales, l'ONU, organisations spécialisées ou autres.

Mais encore une fois, pour que cela soit viable, il faudrait nous mettre d'accord sur certains principes fondamentaux. Il faudrait que nous nous acceptions les uns les autres tels que nous sommes. Il nous faut souscrire à l'égalité de tous nos États quels qu'ils soient et quelles qu'en soient les dimensions et la population. Il nous faut accepter la souveraineté de tous et de chacun son droit absolu d'exister comme État souverain selon les aspirations de ses habitants. Cela suppose le respect total du voisin en s'abstenant d'intervenir dans ses affaires internes, d'engendrer ou de tenter d'y entretenir la subversion ouvertement ou adroïtement. Plus encore sur le plan économique que sur le plan politique, l'unité africaine nous apportera le salut. Face aux efforts d'entente et des concentrations gigantesques qui se sont constitués ou se constituent de nos jours, lequel de nos pays est en mesure de se défendre seul? Tributaires en général des fluctuations des cours mondiaux, nos économies peinent sur la pente ardue du développement et de l'industrialisation.



---

Il faut reconnaître que, dans ce qu'on appelle le tiers monde, nous figurons parmi les plus déshérités, si on démontrait la nécessité plus que jamais pour nous, de nous organiser et de nous grouper. Il est évident que la somme de nos productions, pour primaire qu'elle soit, constitue une proportion considérable dans l'ensemble de la consommation mondiale et que la voie d'un groupement à notre échelle empruntera une autre portée et une autre résonance.

Certes, je n'oublie pas que certains États ont amorcé sur le plan immédiatement régional, la mise en place d'organisation à caractère économique. Je n'oublie pas non plus qu'un certain nombre d'entre nous avons déjà souscrit à une association avec des organisations économiques extra africaines dont les avantages sont incontestables pour la période de démarrage, particulièrement de nos économies. Ce n'est pas ici le lieu de faire le procès de tendance. La vérité au fond, c'est qu'il faut voir loin, il faut voir à longue échéance. Nous sommes convaincus que les diverses expériences en cette matière, là aussi comme en toute autre, ne sont que des étapes sur la voie laborieuse et difficile, dont nous ne verrons le bout qu'après de patients efforts. Ce qu'il faut c'est persévérer en procédant à l'agrandissement et à l'harmonisation des cercles concentriques mis sur place, il nous faut arriver à l'étape 'ultime. L'Afrique jouit en ce domaine, contrairement au démarrage d'expériences analogues ailleurs, d'une situation favorable. Elle n'est qu'à son début d'industrialisation. Elle écarte ainsi d'emblée, les obstacles de sacrifices difficiles à accepter, de renoncements à des surprises définies ou à des marchés jusque là fermés ou protégés. Au contraire, une harmonisation des plans de développement peut faciliter la spécialisation des États en matière de productions industrielles et éviter dans le même espace économique créé, l'implantation d'installations concurrentes. Ceci suppose une coopération des unions régionales existantes et l'élargissement de l'espace économique à l'échelle du continent. Cela suppose surtout une reconversion des esprits et la détermination à nous procurer à meilleur compte chez nous et entre nous, ce que souvent nous importons de l'extérieur en des termes d'échange préjudiciable.

L'expérience a montré, combien il est difficile d'arriver rapidement à une intégration politique. Ainsi pour préserver l'échange d'une telle organisation de coopération économique, celle-ci pourrait faire l'objet d'un traité à part.

En dépit des îlots qui demeurent encore ici et là, la décolonisation est définitivement gagnée. Une autre grande bataille commence, qui marquera cette seconde moitié du XXe siècle: la libération économique du tiers monde. C'est ce qu'a parfaitement compris la dix-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui s'est préoccupée des perspectives d'une conférence internationale sur le commerce. Il est normal, dès lors, que l'Afrique aussi mobilise et apprête ses forces, tant il est vrai que nous avons beaucoup à défendre. Dans l'enrichissement du monde notre continent peut revendiquer une large contribution, non seulement en matières premières, mais jusqu'à la sueur et au sang de ses fils qui ont fécondé d'autres parties du monde où se sont bâties depuis, des fortunes colossales, des puissances agricoles ou industrielles gigantesques. Ce que nous exigeons à présent, ce n'est point une illusoire et impossible réparation du passé, mais une juste rémunération de nos matières premières et la stabilisation de cours. Ce que nous exigeons, c'est le rétablissement des termes d'échange qui ne soit plus préjudiciable que d'un seul côté: le nôtre. Il faut qu'il soit sûr et cela en accord avec nos autres partenaires du tiers-monde que nous sommes déterminés à ne plus subir. Enfin l'époque où nous vivons a prouvé que nos relations, malgré notre bonne volonté et notre désir d'unité, n'étaient pas toujours sans nuages. Cette organisation que nous aurions mise en place serait vite menacée de désintégration si elle ne prévoyait un mode de règlement en son sein des différends qui viendraient à surgir entre ses membres. En ce domaine également, existent des exemples dont nous pourrions utilement nous inspirer.

Son Excellence David Dacko,  
Président de la République centrafricaine



Que deviendrait la République centrafricaine que je représente ici, qui n'est qu'un tout petit État comme la plupart des États africains? Sans économie prospère, sans industrie, elle se trouve être par surcroît, exposée à la subversion entretenue de l'extérieur qui pèse sur notre Continent. Elle risquerait, hélas, de disparaître de l'échiquier politique mondial si elle n'appartenait pas à de grands ensembles fortement structurés ...

Le Peuple centrafricain tout entier, tient lui aussi (et pourquoi pas) à son existence et à sa place dans le concert des nations libres, et c'est pourquoi ma délégation est arrivée ici, sans appréhension aucune, pleine de confiance et d'optimisme, décidée à œuvrer pour tout ce qui assurerait à l'Afrique et aux États africains une nécessaire émancipation harmonieuse et pacifique ...

Déjà, dès 1958, la première Constitution nationale de mon pays entièrement inspirée par mon regretté prédécesseur, le feu Président Barthélémy BOGANDA qui croyait profondément en l'unité de l'Afrique, prévoyait l'abandon d'une part importante de ses attributs et de sa souveraineté au profit d'une nation africaine plus grande et plus solide, ce qui explique le renoncement de mon pays à son appellation coloniale de «Territoire de l'Oubangui Chari» en faveur de la République centrafricaine, ouvrant ainsi la porte à d'autres États frères ne faisant pas partie du bassin naturel du fleuve Oubangui.

Alors, on comprendrait aisément que c'est pour moi une grande joie et un grand honneur d'assister à la naissance de l'unité de notre Continent, unité tant souhaitée par le peuple centrafricain.

Monsieur le Président, si vous le permettez, je voudrais exposer ici un détail matériel mais non négligeable qui semble augurer des résultats positifs de nos travaux: l'organisation de notre conférence.

L'occasion m'est encore plus agréable d'adresser en mon nom personnel et au nom de la délégation centrafricaine à Sa Majesté Impériale HALLE SELASSIE Ier, au Gouvernement et au Peuple Éthiopiens l'expression de notre profonde gratitude pour l'accueil chaleureux et les soins particuliers dont nous avons été l'objet. Je voudrais également à cette occasion, avec votre permission, Monsieur le Président, exprimer solennellement toute ma profonde admiration pour Sa Majesté Impériale HAILE SELASSIE Ier qui, dans l'histoire du monde à déjà donné une leçon à tous les Africains. Oui, Votre Majesté Impériale, Vous nous avez appris à être et à demeurer maîtres de notre continent et à refouler de celui-ci toutes les puissances étrangères. Mais hélas, vos cris ne pouvaient alors être entendus, votre exemple suivi, car la radio et la presse faisait défaut à l'époque. L'administration coloniale, bien entendu, se gardait bien de donner une publicité à votre courageuse lutte pour la libération de l'Éthiopie. Aujourd'hui, sans hésitation et sans défaillance nous répondrons favorablement à votre appel, et nous sommes ici pour jeter les fondements de notre chère unité...

Nous ne devons pas échouer, et ma délégation souhaite quitter Addis-Abeba en rapportant non seulement de simples déclarations d'intentions, mais aussi et surtout des éléments concrets, des documents écrits et signés, gages de notre ferme désir d'aboutir à l'idéal que nous nous sommes fixés.

Les principaux problèmes communs aux États africains ont été explicitement exposés et définis dans le discours d'ouverture de Sa Majesté, l'Empereur HAILE SELASSIE I<sup>er</sup>. Leur envergure dépasse le cadre restreint de nos États et nos préoccupations quotidiennes. Aussi, devons-nous plus que jamais, concentrer nos efforts pour les résoudre avec objectivité en vue de parvenir à une Afrique unie et prospère,

Cette unité africaine que nous sommes fermement décidés de réaliser et je n'en veux pour preuve que les déclarations des éminents chefs d'État et de gouvernement qui se sont succédés à cette tribune, cette Unité Africaine, dis-je, doit. Outre que les institutions qu'elle se donnera, être l'arme efficace pour anéantir à jamais de notre continent la domination étrangère sous toutes ses formes.

Diverses thèses ont été exposées pour tenter de définir les structures de cette Unité. Pour ma part, je souscris pour une formule réaliste se basant sur les fondements du respect réciproque de la souveraineté de tous les États. Il doit en être de même du respect de la personne humaine, et à ce titre toutes tendances au racisme et au régionalisme politiques, parfois voilées par des croyances religieuses, sont à combattre et à écarter.

Tous ceux qui m'ont précédé à cette tribune ont condamné avec véhémence le colonialisme et ses méfaits. Je n'y reviendrai pas car je partage entièrement leurs opinions. Toutefois, je tiens à souligner que, forts de la souveraineté de nos États et au moyen d'une action conjuguée, nous pouvons à jamais l'anéantir. S'il lui arrivait de ressusciter sur notre sol, ce serait bien notre faute, et les générations futures ne nous pardonneront jamais d'avoir défavorisé sa résurrection.

Dès à présent, il est de notre devoir de coordonner nos efforts et d'aider par tous les moyens nos frères des pays encore dépendants à se libérer de la domination étrangère.

Mais, aussi ferme que soit notre volonté d'atteindre l'Unité de l'Afrique, nos Nations respectives ont, individuellement ou groupées, signé des accords de coopération soit entre elles, soit avec d'autres puissances. Et à présent, il faut l'avouer, notre organisation administrative

ou politique, économique et sociale, est dictée par ces accords de coopération. Nous ne saurions les dénoncer du jour au lendemain sans exposer l'Afrique à une crise générale dont les conséquences nombreuses, difficilement appréciables, seraient déroutantes. Et ce n'est pas là le but de notre mission à Addis-Abeba.

Aussi, conviendrait-il de bâtir notre unité en partant des éléments vivants et cohérents qui existent déjà, tout en nous préoccupant des réformes substantielles à leur apporter pour les adapter à notre panafricanisme.

La République Centrafricaine pense qu'ainsi notre politique des grands ensembles sera réaliste et constructive, car elle n'aura pas seulement détruit, mais elle nous aura aidé à réviser notre régime actuel où dominent les séquelles du colonialisme.

En attendant cette mutation, ma délégation pense que la Conférence peut déjà se prononcer sur la création d'un groupe africain et malgache à l'ONU, afin d'harmoniser notre politique étrangère et d'aider par la voie de la diplomatie les États encore dépendants à se libérer sans effusion de sang.

En plus de la charte fixant le cadre de notre unité dont je souhaite vivement l'adoption, la conférence gagnerait à se pencher dès lors sur la nécessité de doter notre Continent d'un Marché commun qui assurerait aux Africains la stabilité des cours de leurs produits.

Enfin, il a été agréable à la délégation de la République centrafricaine de constater au cours des débats de cette Conférence et pendant son séjour à Addis-Abeba que les dissensions opposant les leaders africains ne provenaient véritablement que des mécomptes et d'une opposition fictive entretenue par des puissances étrangères qui veulent leur division.

Du fond de mon cœur, je souhaite le rapprochement fraternel de tous les États africains.

Vive l'Unité Africaine.

**Son Excellence François Tombalbaye,  
Président du Tchad**



Il s'agit, à Addis-Abeba, de jeter les bases de la construction de l'unité africaine. À cette occasion, nous sommes également heureux, et nous entendons, en venant dans la capitale éthiopienne, apporter notre modeste contribution à la recherche d'une solution possible.

L'importance de cette conférence n'échappe à personne; elle constitue un événement capital de l'histoire de l'Afrique, parce que:

- Unité Africaine signifie toutes les forces du continent réunies pour la libération totale du continent.
- Unité Africaine signifie encore la mise en commun de toutes nos ressources économiques pour notre bien-être matériel.
- Unité Africaine, c'est également la restitution de toutes valeurs morales et culturelles.

Le TCHAD, par sa position géographique, est un carrefour entre l'Afrique noire et l'Afrique blanche, c'est aussi un carrefour entre l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest. C'est un des États d'Afrique où cohabitent des populations ayant une grande diversité de religions, de races et de langues, mais qui forgent leur destinée dans un même moule.

Le TCHAD qui, depuis son accession à la souveraineté internationale, participe à toutes les conférences de pays indépendants, loue et soutient effectivement les efforts fournis, par un grand nombre de pays frères en faveur de l'unité africaine et de la paix dans le monde.

A Addis-Abeba, le moment est venu pour une confrontation fraternelle de nos points de vue, car, comme il a déjà été dit, c'est pour la première fois dans l'Histoire du monde que tous les responsables africains se rencontrent aussi nombreux.

Pour le peuple tchadien et son Gouvernement, une société capable de résister aux épreuves du temps ne peut se bâtir que sur les fondements de l'amitié et de la fraternité. Au TCHAD, et généralement en Afrique, le terme frère n'est pas limitatif.

Il va sans dire que nombreux sont les spéculateurs qui souhaitent aujourd'hui l'échec de notre rencontre. Pour cela, ils aiment à souligner nos divergences actuelles sur le plan politique, économique et surtout linguistique. Leur seul but est de maintenir le clivage actuel du continent africain et de continuer ainsi l'exploitation féroce de chacun de nos peuples qui, Dieu le sait, sont si pauvres et si démunis.

Il nous appartient donc, hommes politiques responsables, de comprendre la situation et de déjouer toutes les manœuvres susceptibles de retarder la marche de notre continent vers sa libération totale et vers son bonheur. En réalité, ces manœuvres sont vaines. Elles ne dureront qu'un temps, car nous avons de sérieuses raisons de croire en la possibilité de réaliser l'unité africaine.

L'érection de l'Afrique en États souverains, indépendants les uns des autres, n'a pas une grande signification, du moment que nous savons que c'est de notre union, et d'elle seule, que nous tirerons assez de force pour nous, de déterminer avec soin et réalisme les mo-

dalités de cette future union de nos États. En d'autres termes, la question de savoir si notre future organisation des États africains doit avoir une structure unitaire, ou fédérale, ou confédérale, cette question doit être examinée avec beaucoup de soin, c'est-à-dire sans précipitation.

Par ailleurs, la division actuelle du continent africain en groupes francophone et anglophone n'a qu'une signification infime et superficielle, en ce sens qu'elle n'affecte pas la majorité de nos masses. Pour peu que nous soyons unanimes à promouvoir l'évolution de la nouvelle Afrique indépendante dans le sens de la démocratie, c'est en termes de masses qu'il convient de raisonner. Or, la grande majorité de nos masses est restée très africaine, très originale, sans aucun vernis de culture française ou anglaise ou autre. Une seule chose les caractérise, qu'elles soient de zones d'influences française ou anglaise: une seule chose les caractérise, c'est la pauvreté, le dénuement, l'ignorance et la misère et partant, le désir unanime de s'instruire ou s'éduquer, le désir de s'ouvrir sur le monde extérieur. Il y a dans cette aspiration générale des populations africaines, le ferment nécessaire à l'édification de nos structures unitaires. Et d'ailleurs, les barrières linguistiques n'ont rien de fondamentalement immuable: c'est à la fois une simple question de générations et de réforme de programmes d'enseignement.

En ce qui concerne le développement économique de notre continent, le travail à faire est encore plus vaste et plus ardu que le travail politique. La reconversion des structures économiques actuelles en structures horizontales interafricaines est la condition «sine qua non» de notre affirmation dans le monde. L'Institution d'une zone de libre échange, d'une banque de développement, d'une même monnaie, tout cela revêt des aspects très variés et très complexes qui, nous l'espérons, trouveront à partir de notre conférence, des éléments d'une solution définitive et efficace.

Il ne fait aucun doute que la décolonisation doit être totale dans l'Afrique du 20<sup>e</sup> siècle. Pour la faire, une action concertée entre les chefs d'États est nécessaire parce qu'efficace. Plus que jamais, les États africains et malgache doivent coordonner leurs efforts.

En matière de décolonisation, qu'il nous soit permis d'attirer votre attention sur un fait. Si nos pays ont conquis leur indépendance politique, la décolonisation mentale reste à faire. Nous sommes persuadés, quant à nous, que la décolonisation mentale de nos peuples

nous permettra de résoudre certaines de nos difficultés qui nous opposent les uns aux autres.

Autant que la délégation du Tchad est pour l'unité africaine, autant elle tient à préciser qu'elle combat fermement les tendances et les ambitions dévorantes ou annexionnistes. Nous pensons en effet que l'unité recherchée se fondera sur la politique de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays souverains. Nous aurons l'occasion, au cours de nos débats, d'explicitier et de préciser notre pensée à ce propos.

Pour dissiper tout équivoque, nous tenons à vous redire que notre délégation est toute disposée à apporter sa contribution, si modeste soit-elle, à la réalisation de l'Unité africaine. Nous avons la ferme conviction que les principes généraux de cette unité que nous désirons seront dégagés ici.

En guise de conclusion, nous pouvons affirmer que ces principes généraux se dessinent déjà à la lumière d'excellentes interventions dont la Tribune de cette Conférence est le théâtre depuis hier.

Sur le plan politique, il n'est pas concevable de penser à une organisation dont le leadership reviendrait soit à une personnalité, soit à un pays; il s'agit surtout de voir comment, pratiquement, il est possible à nos divers États de concerter ou de coordonner nos grandes options, tant pour favoriser la libération des pays encore colonisés que pour une conduite harmonieuse de notre politique étrangère.

Dans le domaine économique, le fait que nous soyons producteurs de matières premières et tributaires de pays industrialisés, nous impose impérativement le devoir de créer des organismes spécialisés interafricains, afin de nous permettre de présenter au monde extérieur un front commun.

Sur le plan culturel, adapter rapidement les programmes d'enseignement et accélérer l'établissement et le développement de nos institutions d'enseignement à tous les niveaux

Dans tous ces domaines, l'articulation de divers organismes ayant pour but de faciliter le rapprochement et l'union, doit être mise à l'étude dès à présent. Il convient donc de prévoir

---

de nouvelles rencontres à tous les niveaux: spécialistes, diplomates, chefs d'États, afin de dégager un accord donnant naissance à une organisation commune des États africains dont la dénomination peu importe.

Je vous remercie.





Son Excellence Fulbert Youlou,  
Président du Congo (Brazzaville)

L'unité de l'Afrique répond à la plus noble des ambitions. Elle doit être recherchée par tous les peuples convaincus de sa nécessité. Même si elle n'est pas atteinte, l'objectif commun qu'elle représente permet d'atténuer les oppositions entre les États africains lorsqu'elles surgissent et de trouver un moyen de les régler dans un esprit de fraternité africaine.

Le principe de l'unité africaine doit être le premier fondement de la politique extérieure des États africains. Il convient de le proclamer solennellement. Et sa première application rejoint la déclaration d'une «Doctrin de Monroe» africaine, réservant l'Afrique aux Africains.

L'unité de l'Afrique ne doit pas cependant faire oublier sa diversité, d'autant plus qu'il s'agit d'un immense continent. Aucun continent, que ce soit l'Europe, les Amériques ou l'Asie n'a jusqu'à ce jour réussi et ne peut prétendre établir un gouvernement continental, former un seul et unique État, forger une seule et même nation.

Mais les États indépendants peuvent abandonner volontairement une partie de leur souveraineté nationale au profit d'un organisme supranational, qui pourrait être au début consultatif et accroître progressivement sa compétence et son autorité dans les secteurs qui lui seraient dévolus.

Telle est la méthode qui a été appliquée en Europe, par la constitution du Conseil de l'Europe. Le Conseil de l'Europe compte dix-huit membres, après la récente admission de la Suisse, et dispose d'une Assemblée consultative, première ébauche d'un Parlement européen.

Une Assemblée consultative africaine pourrait être établie sans délai. Elle comprendrait deux membres par État, à l'instar du Sénat américain. Ces membres seraient désignés par les assemblées nationales ou les parlements de chaque État.

Cette méthode semble préférable à la fusion des groupes existants, tel que le groupe de MONROVIA et le groupe de CASABLANCA. Car il y a intérêt, non seulement à grouper tous les États africains dépendants en oubliant ce qui peut rappeler les anciennes divisions, mais aussi à donner à leur groupement une base institutionnelle supérieure marquant un premier pas dans la voie de l'organisation des pouvoirs de l'Afrique Unie.

Parallèlement serait dessinée l'ébauche d'un Exécutif Africain pour la mise en place d'une Conférence des chefs d'État africains, appelés à se réunir périodiquement et disposant dans l'intervalle de leurs sessions d'un secrétariat général permanent.

La Conférence des chefs d'État choisirait par roulement un Président annuel, qui devrait être lui-même chef d'État.

Le Secrétaire général permanent serait désigné par la Conférence des chefs d'État, qui fixerait également ses prérogatives. Il serait assisté de trois secrétaires généraux adjoints.

Le Secrétaire général et les Secrétaires généraux adjoints devraient être choisis selon une répartition géographique, afin que les quatre postes soient répartis à raison de un pour

l'Afrique du Nord, un pour l'Afrique Occidentale, un pour l'Afrique de l'Est, un pour l'Afrique Centrale.

Le Président de la Conférence des chefs d'État et le Secrétaire général permanent ne pourraient en aucun cas appartenir à la même zone géographique.

Le premier soin de la Conférence des chefs d'État serait de fixer les compétences et de répartir les prérogatives en établissant une Charte des États Africains Unis.

La Charte serait soumise à la ratification des Assemblées Nationales ou des Parlements des États.

Ainsi définie dans ses premières institutions de base, l'Afrique Unie devrait faire le choix d'une capitale. Il est essentiel que cette capitale soit placée dans une zone ex territorialisée ne dépendant d'aucun État africain, qu'elle soit nettement délimitée et si possible naturellement, qu'elle se trouve en position centrale en Afrique.

Les États africains commercent très peu entre eux. L'essentiel de leurs échanges s'opère entre l'Europe et l'Afrique. L'exportation comprend principalement des produits bruts, agricoles, forestiers et miniers. L'importation porte surtout des objets manufacturés.

Sur le plan économique, les États africains sont plus concurrents que complémentaires. Ils fournissent souvent les mêmes produits. Ils disposent dans l'ensemble d'un pouvoir d'achat peu élevé.

Dans ces conditions, comment concevoir la coopération économique africaine? Deux ordres de mesures communes s'avèrent souhaitables.

1. L'Afrique ne peut rester inactive devant l'effritement progressif et continu des cours de ses produits agricoles. Il lui faut disposer d'organismes internationaux capables de défendre les prix et d'éviter la surproduction.

2. Le développement de l'Afrique est fonction de son industrialisation. C'est en produisant elle-même les produits manufacturés essentiels dont elle a besoin que l'Afrique assurera son développement et atteindra un niveau de vie supérieur.

L'ensemble des dispositions à intervenir pourrait être confié utilement à un Organisme Africain de coopération économique, chargé d'établir un Plan d'industrialisation, non pas encore à l'échelle continentale, mais tout au moins sur de vastes portions du continent africain.

Enfin la production industrielle africaine devrait bénéficier à l'intérieur du continent, d'un tarif douanier privilégié de la part de tous les États, accordant la préférence à tous produits de fabrication africaine.

C'est par le jeu de mesures progressives et adaptées que l'Afrique pourra le mieux préparer la voie au Marché Commun Africain.

L'idée de Marché commun est une idée-force, avec laquelle il faut compter, même si sa réalisation est difficile dans l'état actuel des échanges interafricains. Elle apporte un élément supplémentaire dans la prise de conscience africaine, celle de l'entraide économique pour parvenir ensemble plus rapidement à une amélioration du niveau de vie des populations.

Les tenants d'un Marché Commun Africain sont partisans d'une union économique qui engloberait pour les plus optimistes le continent tout entier et pour les plus réalistes d'importantes régions africaines.

Si l'on regarde les chiffres, l'Afrique représente une superficie de 30 millions de kilomètres carrés, soit le cinquième des terres émergées, une population de 230 millions d'habitants, soit 12 % de la population mondiale, avec une très faible densité démographique: 8 habitants au km<sup>2</sup> contre une moyenne de 21 dans le monde.

Au point de vue économique, les échanges avec l'Afrique n'atteignent pas 10% du commerce mondial. Mais en certains domaines, elle a une place privilégiée. C'est ainsi que le continent africain produit 95 % du diamant mondial, 72 % du cacao, 23 % du cuivre, 21 % du café, ainsi que le tiers de l'uranium de l'Occident.



---

D'autre part, l'Afrique possède le potentiel hydroélectrique le plus grand du monde. Il peut être à la base de son industrialisation.

Par ailleurs l'Afrique représente pour les pays hautement industrialisés qui ont besoin d'un volant d'exportation, un client privilégié, puisqu'il ne dispose pas encore d'industries concurrentes en de nombreux domaines.

C'est en partant de ces données que l'on peut situer le rôle d'un Marché Commun Africain.

D'abord pour la vente des produits africains. Il est souhaitable lorsque des organismes communs de vente n'existent pas encore pour tel ou tel produit, de les créer si possible, sous la forme d'un office interafricain ou selon l'expression anglaise d'un Marketing Board, ayant compétence pour l'ensemble du continent.

Il y aurait ainsi l'Office africain du café, celui du cacao, celui de la banane, celui des agrumes, celui de l'huile de palme, etc.

Ces offices fixeraient les prix-plancher et les prix plafond et défendraient les cours sur le marché mondial. Isolément, chaque État n'a pas le moyen d'agir, sinon en concurrence, avec les autres États africains. Leur groupement au contraire, sous la forme d'une sorte de Coopérative Inter États, donnerait une grande autorité aux négociations avec les acheteurs internationaux des produits africains.

Ce ne serait plus, comme aujourd'hui, aux marchés de LONDRES, de PARIS, de HAMBOURG, de NEW-YORK de fixer les prix en considération des seuls besoins de la consommation et de sa conjoncture.

N'oublions pas que c'est seulement de cette manière que les producteurs de diamant ont réussi depuis plus d'un demi-siècle à maintenir très élevés les cours du diamant dans le monde, en établissant un contrôle du marché mondial du diamant.

Son Excellence Joseph Kasavubu,  
Président du Congo (Léopoldville)



Je ne peux trouver meilleure occasion que celle qui n'est offerte aujourd'hui pour exprimer à tous ces pays, dont les fils sont tombés sur le sol congolais, la gratitude de notre peuple.

Je vous prie d'observer une minute de silence à la mémoire de ces héros et tous ceux qui ont donné leur vie pour assurer ou pour consolider la souveraineté et l'intégrité territoriale du Congo.

Je vous remercie.

Ces liens scellés dans le sang sont le meilleur pacte que nous avons conclu avec l'Afrique pour laquelle nous avons opté bien avant d'accéder à la souveraineté.

En accueillant à Léopoldville, moins de deux mois après l'indépendance, une Conférence des ministres des affaires étrangères africains, le Congo entendait traduire cette politique dans les faits. Il devait également concrétiser quelque temps plus tard son option pour le non-engagement en participant à la Conférence de Belgrade.

Le non-alignement et une politique africaine sans exclusive ont été depuis deux constantes de toutes nos prises de position.

Il y a lieu d'ajouter dans ce contexte que la propagande insidieuse qui s'est emparée des événements de notre pays a relégué au second plan des actes que nous avons posés dès l'Indépendance et dont l'Afrique peut être fière. Aussitôt libérés nous avons débarrassé

notre sol des bases étrangères qui pouvaient constituer un pôle d'attraction de la guerre froide en plein cœur de l'Afrique.

Nous n'avons cessé par ailleurs de réaffirmer notre aversion pour les pactes militaires qui ne peuvent qu'aliéner la souveraineté de nos pays respectifs, restreindre notre possibilité de choix et retarder ainsi la marche de l'Afrique.

Nous voici aujourd'hui à la croisée des chemins. Plusieurs voies s'offrent à nous pour réaliser l'unité africaine. Laquelle devons-nous choisir? Chacun de nous doit en toute conscience et en toute humilité contribuer à cette réponse.

La contribution congolaise sera faite en fonction d'une expérience de près de trois ans, douloureuse certes, mais combien riche en enseignements.

Cette expérience nous a appris que la confiance et le respect mutuels entre partenaires constituent la base de réussite de toute œuvre d'unité. C'est pourquoi nous avons évité à notre réconciliation nationale de tourner au règlement de comptes. Rien ne peut être construit sur la haine, l'amertume ou la vengeance.

Nous avons souffert du tribalisme qui n'est pas un phénomène exclusivement congolais mais qui sévit malheureusement sous divers aspects dans tout le continent et menace la stabilité de nos États.

---

Certaines circonstances ont fait que le tribalisme au Congo a pris une valeur de symbole. Dans ces conditions nos efforts pour le juguler prennent une valeur de test pour toute l'Afrique. Ces efforts ont commencé à porter leur fruit. Nous estimons que c'est rendre un mauvais service à l'Afrique que de croire que cette amélioration est superficielle. Comment peut-on parvenir à l'Unité Africaine si au départ on met en doute les acquis et les progrès des États qui aspirent à cette unité?

Quoi qu'il en soit nous poursuivrons ces efforts qui tendent à entretenir et à renforcer la confiance entre nos différentes entités par un travail patient d'harmonisation et de rapprochement. Nous ferons en sorte que les particularismes de chacune de nos régions qui expriment la diversité de la richesse de notre patrimoine commun se complètent sans se heurter.

Ce concept vaut d'ailleurs autant pour les 21 provinces que compte le Congo que pour les 32 États qui composent aujourd'hui l'Afrique libérée.

Seul un instrument assez souple pour s'adapter à toutes les situations par lesquelles passe un pays ou, à plus forte raison, un continent en pleine mutation, nous permettra d'atteindre nos objectifs.

Le premier de ces objectifs est sans conteste celui de mener à son terme la décolonisation sans laquelle l'Unité ne peut être complète.

Le Congo a une lourde responsabilité dans ce domaine. La ligne de démarcation entre l'Afrique libérée et l'Afrique encore sous domination coloniale passe par ses frontières. Nous avons eu à souffrir de la proximité des régimes colonialistes mais cela n'a fait que nous confirmer dans la voie que nous nous sommes tracée.

Nous continuerons à apporter en tant qu'état souverain une contribution que nous voulons la plus efficace possible mais qui sera, je peux vous en assurer, toujours désintéressée aux mouvements de libération du Sud de l'Afrique.

Cette contribution sera ainsi conforme à l'idéal africain tel qu'il s'est dégagé de la Conférence des ministres des affaires étrangères qui a précédé notre réunion.

Les travaux de cette conférence ont permis de dégager plusieurs dénominateurs communs à nos différents pays. Nous croyons le moment propice pour traduire ces idéaux dans une charte qui permettra d'affirmer la personnalité du continent africain et de lui permettre de jouer dans le monde un rôle en harmonie avec son véritable potentiel.

Le renforcement de l'Organisation des Nations Unies est un autre moyen efficace qui nous permettra d'atteindre cet objectif.

Le Congo est, je crois, bien placé pour parler de cette Organisation qui a mené dans notre pays une expérience sans précédent. Une expérience difficile certes mais dont le succès a prouvé l'efficacité de l'Organisation malgré tous les obstacles auxquels elle peut se heurter.

Le meilleur moyen de renforcer les Nations Unies consiste à notre avis à respecter toutes nos obligations envers elle et particulièrement les obligations financières.

J'ai le plaisir de vous annoncer que malgré les difficultés qu'il connaît sur le plan économique et financier, le Congo vient de s'acquitter de ses charges envers l'Organisation internationale. Nous examinons également la possibilité de contribuer à l'achat des bons d'emprunt émis par les Nations Unies.

**Son Excellence Houphouët Boigny,  
Président de la Côte d'Ivoire**



Nous ne pouvons méconnaître, en premier lieu, l'obstacle que constitue pour nous la rareté des contacts humains qu'en retiennent entre eux les dirigeants de ce continent. Et c'est déjà un premier résultat positif de cette conférence que de rompre notre isolement et de permettre des échanges personnels à l'image de ceux que les plus grands de ce monde et les chefs d'État, des autres continents s'efforcent de créer entre eux.

On dit que les frontières sont des cicatrices de l'Histoire. Les magiciens de l'esthétique que certains voudraient être, auront beau user leur talent extraordinaire (supposé), ils ne parviendront pas de sitôt à effacer ces cicatrices de la surface de la terre. Cette opération n'est pas indispensable à la réalisation de l'unité qui nous préoccupe.

Tout en souhaitant que les nationalismes s'estompent rapidement, il ne nous est pas possible d'ignorer leur existence actuelle parfois même sous la forme exacerbée que la lutte contre le colonialisme les a contraints d'adopter. Il ne nous est guère loisible d'ignorer, par ailleurs, les difficultés d'ordre linguistique, et toutes celles qui, d'une manière générale, procèdent du sous-développement de ce continent et des tentations diverses, personnelles ou collectives, qui en sont la lamentable rançon.

Il n'est pas jusqu'au souci de certains blocs idéologiques d'attirer l'Afrique dans leur zone d'influence et d'y projeter leur antagonisme qui ne doit être souligné et considéré comme un facteur important de division.

Aussi notre recherche passionnée de l'unité nous paraît-elle devoir s'assortir de la plus grande prudence, et de la volonté de procéder à la fois par étapes successives, en apportant des solutions positives à des problèmes concrets et en laissant à ce que j'appellerai la «dynamique de l'unité» le soin de régler par la suite les questions qui peuvent encore nous séparer aujourd'hui. D'ores et déjà, il nous semble possible de dresser l'inventaire des principes qui devraient inspirer nos efforts.

L'unité recherchée ne peut être confondue avec l'uniformité, ce qui sous-entend d'abord que chaque pays doit avoir la possibilité d'adopter le système politique et économique qui lui paraît correspondre à une phase précise de son développement et qu'il a, d'autre part, le devoir impérieux de respecter les voies différentes que des pays frères pourront choisir. Cette tolérance absolue constitue à la fois la condition d'une Unification ultérieure plus poussée et contient un élément positif dans la mesure où elle permettra la confrontation d'expériences diverses qui, il nous faut le reconnaître, sont, par leur origine, étrangères à notre continent, et doivent, par conséquent, être mesurées à la réalité spécifique. Le choix de régimes différents ne peut d'ailleurs qu'apporter à l'Afrique un enrichissement certain sur le plan des doctrines et des méthodes, et faciliter l'élaboration d'un système qui serait réellement à notre continent et emprunterait à chacune de ces expériences les plus positifs de ces aspects

La tolérance absolue, scrupuleusement et religieusement observée par tous à l'égard des uns et des autres fera disparaître la grave menace qui plane sur l'avenir de nos jeunes États:

les menées subversives à partir d'États africains tiers, complices d'États étrangers ennemis de notre unité, donc de notre indépendance réelle et de notre bonheur.

C'est le lieu de condamner tous ensemble énergiquement les assassinats politiques comme moyens de gouvernement ou de prise du pouvoir.

Respectueux de la volonté populaire, il ne nous viendra pas à l'idée de venir défendre à cette tribune des régimes ou des personnes condamnés par leurs peuples.

Mais ce que nous considérons comme contraire à l'esprit d'unité qui nous anime tous, ce sont les assassinats, les meurtres organisés de l'extérieur- ou avec la complicité tacite de l'extérieur en vue de renverser un gouvernement ou un régime qui n'a pas la préférence des États africains qui les organisent ou les favorisent.

Notre conférence se doit de définir, en pareil cas, une attitude commune: claire, sans aucune équivoque possible, à l'encontre de ces faux frères, faute de quoi l'Afrique, glissera, tombera, plongera, sombrera dans ces soi-distances révolutions qui depuis des décades, ont déchiré bien des pays à l'instigation de quelques ambitieux assoiffés d'honneur et au préjudice certain des malheureuses masses laborieuses qui végètent ainsi dans la misère, conséquence inéluctable de ces troubles, facteurs d'instabilité politique, gouvernementale et d'insécurité.

Nous voulons croire d'ailleurs que les responsables que nous sommes condamneront fermement le recours à des pratiques qui déshonorent leurs auteurs. Nous voulons le croire, oui, parce que cet état d'esprit et ces méthodes nous apparaissent comme étrangères à l'Afrique, parce que nous estimons aussi que l'amélioration du bien-être du peuple constitue pour chacun d'entre nous une tâche suffisamment exaltante et absorbante sans que nous soyons tentés de poursuivre à l'extérieur des rêves d'hégémonie que nous entendons abandonner à d'autres continents, ou à d'autres époques.

Nous souhaiterions, par ailleurs, que la solution des différends qui peuvent opposer certains États frères fut recherchée par la voie des négociations pacifiques. Il y va du développement harmonieux de ce continent qui ne saurait se satisfaire de l'emploi d'autres

méthodes; il y va aussi de la valeur du message de paix et de fraternités humaines que l'Afrique entend transmettre à un monde qui en a cruellement besoin.

Quelle que soit l'ampleur des difficultés dont nous venons de mentionner quelques-unes, tout milite en faveur de l'unité.

De l'unité seule dépend notre salut à tous et l'avenir de notre Afrique bien aimée.

Liberté, paix et bonheur, n'est-ce pas la finalité de notre politique commune?

Chacun s'accorde à reconnaître que le développement de l'Afrique ne peut s'effectuer que dans un climat de paix.

Encore faut-il que l'Afrique, après avoir éliminé tous les éléments internes de discorde, puisse rester à l'écart de la compétition que se livrent les deux blocs idéologiques rivaux et que ceux-ci ne réussissent pas à transposer leur rivalité sur ce continent. Nous pensons que l'Afrique pourra d'autant mieux faire respecter sa neutralité réelle qu'elle manifestera une complète unité de vues et s'affirmera ainsi plus capable de traiter sur un pied d'égalité avec différents blocs qui, sinon, seraient tentés d'assortir leur assistance de conditions politiques telles qu'ils acculeront les États africains isolés à choisir entre un engagement - voire une sujétion idéologique - et la suppression d'une aide extérieure indispensable.

D'où la nécessité absolue de réaliser en Afrique la paix indivisible, fondement de la véritable neutralité.

Oui, paix entre nous, paix avec les autres continents, voilà les conditions indispensables d'une véritable neutralité: celle à laquelle nous aspirons, car seule capable de nous faire rattraper notre long retard sur le chemin du progrès.

J'entends bien qu'une déflagration ne concernerait pas directement notre continent, dans un premier temps du moins et dans la mesure aussi où il aurait choisi et acquis la possibilité de s'en tenir à une stricte neutralité. Mais conçoit-on sérieusement qu'à l'époque où nous vivons, dans un monde dont les différentes parties sont étroitement complémentaires et dont les dimensions ont été singulièrement rétrécies par la technique, conçoit-on sérieu-

sement qu'un débat mondial ne nous concerne pas à la longue, fut-ce indirectement, et n'entraîne sur le développement de nos États, sinon sur leur existence même des conséquences qu'il est facile d'imaginer? Et n'est-il pas clair que le comportement des puissances mondiales se transformerait sensiblement dès lors qu'elles cesseraient d'avoir pour interlocuteurs une mosaïque d'États d'importance relativement négligeable, et qu'elles s'adresseraient à un ensemble de plus de deux cents millions d'hommes, à un continent uni disposant de ressources naturelles considérables qui leur sont indispensables, et proclamant hautement son droit à la paix, c'est-à-dire au progrès.

Politiques, certes, les raisons qui nous font aspirer à l'unité sont également d'ordre économique. Car s'il est vrai que les grands ensembles mondiaux revêtent l'aspect de blocs politiques ou idéologiques, ne recouvrent-ils pas, au premier chef des réalités économiques?

---

Les plus solides les plus stables des unions ne sont-elles pas celles qui apparaissent bien souvent comme le prélude à l'harmonie insensible des politiques puis à l'unité politique? Parce que l'unité économique nous semble constituer la meilleure approche possible de l'unité politique parce que dans le cadre de l'organisation moderne des marchés mondiaux, il devient de plus en plus indispensable que l'Afrique se présente sous la forme d'un ensemble cohérent parce que les luttes idéologiques se réduisent en grande partie à des divergences fondamentales sur la manière de concevoir l'utilisation et la répartition des biens, parce que la libération totale de l'homme africain se situe maintenant sur le plan économique de l'accroissement de son pouvoir d'achat, nous ne pouvons qu'être sensibles aux avantages que nous apporterait dans ce domaine, la coordination préluant à l'unification souhaitée.





Son Excellence Hubert Maga,  
Président du Dahomé

Votre Majesté Impériale, Excellences, Mesdames, Messieurs, je ne doute pas que le désir de tous les participants à cette conférence n'aboutisse à des résultats concrets et positifs, en permettant de dresser un bilan objectif de nos possibilités et de nos moyens et de porter notre action sur les divers domaines où les échanges et la coopération peuvent être utilement développés et renforcés.

Ce souci de construire sur notre continent un nouvel ordre économique et politique apportera aux peuples africains les conditions de plus de dignité et de bien-être et il concrétisera le grand espoir qui s'est levé parmi eux de voir s'effacer enfin les clivages absurdes qui nous ont été imposés par la colonisation.

Je m'en voudrais de prolonger cet exposé qui n'est en fait qu'un aperçu synoptique des nombreux problèmes que la délégation du Dahomé aimerait voir posés à cette conférence, souhaitant par ailleurs que pour les plus graves, les plus importants et les plus urgents, des solutions soient trouvées dans l'intérêt supérieur de l'Afrique et des africains.

Je terminerai en formulant l'espoir que le message de la conférence d'Addis-Abeba soit d'une portée assez haute pour inciter les puissances mondiales à affronter les problèmes de l'humanité en tenant compte des aspirations de tous ceux qui la composent de façon à assurer un équilibre et une paix durables.

Puisqu'aussi bien je pense qu'il s'agit, avant tout, d'exposer à cette conférence des objectifs, des problèmes généraux d'intérêt commun, dont la réalisation par voie de conséquence

serait faite et assumée en commun, j'accorderais la primauté des débats à la tâche de «décolonisation» qui me paraît, à l'heure actuelle, l'une des plus importantes préoccupations de la politique extérieure de tout État africain.

En effet, bon nombre de nos frères groupés en plus de vingt territoires restent encore sous le joug de l'impérialisme, en dépit de leurs cris, de leurs efforts et de leur lutte pour la libération.

Face à cette situation, il convient que des conférences africaines, et notamment celle à laquelle nous assistons, ne se contentent plus simplement de dénoncer et de condamner, même en termes véhéments, le colonialisme: il faudra désormais prendre des dispositions pratiques de combat pour en finir avec les survivances du colonialisme en terre d'Afrique.

L'unité africaine, comme je le soulignais précédemment, pourrait être le second grand point de nos débats.

Il semble évident, en effet, que le moment est maintenant venu pour les africains, qui ont presque tout recouvré leur liberté, de définir en commun l'avenir qu'ils désirent se donner. Car il ne fait pas de doute que c'est ensemble qu'ils se sentent désormais appelés à vivre, et non plus séparés, comme jusqu'alors par les barrières artificielles de langues, de législations et de coutumes héritées de l'étranger.

Afin de bâtir cet avenir commun sur des bases solides, il leur faut maintenant s'attacher à éliminer tout ce qui est de nature à les diviser et à les opposer. Il leur faut au contraire tout ce qui peut les rapprocher et les unir, notamment, rechercher des mesures simples et pratiques, dont l'application sincère révélera une bien plus grande efficacité que des projets ambitieux mais chimériques dans le contexte actuel.

Les responsabilités de la Conférence d'Addis-Abeba, vues dans cette perspective, apparaissent à la fois très exaltantes, mais également très lourdes. L'Unité africaine, bien que ne pouvant être obtenue d'un seul coup, ne me paraît pas pour autant comme un but lointain: c'est une tâche accessible, réalisable sinon immédiatement, du moins progressivement, par des créations concrètes et positives dont nous pouvons trouver les bases et les jalons ici même.

«La coopération inter-États» devrait se situer, elle aussi, en bonne place dans nos débats. Qu'il s'agisse de coopération économique, de coopération technique, de coopération tout court, les chefs d'État africains et malgache auront à accomplir dans ce domaine précis une œuvre délicate, car c'est essentiellement à l'établissement des moyens pratiques de cette coopération que l'homme africain moyen - l'homme tout court - les jugera en bien ou en mal et décidera si cette réunion au sommet a été une réussite Ou un échec.

Trois ans d'expérience dans l'indépendance ont, en effet, montré à la plupart des pays africains que la coopération réelle, qui se manifeste effectivement, est seule valable et viable là où des projets sensationnels échouent.

Le développement des échanges, par exemple, nous apparaît d'une urgente nécessité.

Malgré les affinités du sang et de la géographie, nous sommes sur ce point encore bien trop souvent les uns pour les autres des étrangers qui s'ignorent. Certaines frontières, qui ethniquement n'existent pas, sont en fait devenues, de par les rivalités qu'elles ont enracinées, de véritables fossés. Comblons donc ces fossés, faisons circuler davantage entre nous, les hommes, les marchandises et les capitaux, renforçons de mille façons les liens qui nous unissent et, peu à peu, le sentiment, encore latent de l'appartenance à une même grande famille, deviendra l'Alger au Cap et de Dakar à Nairobi si fort et si évident que l'union organique des différents États africains se réalisera alors d'elle-même.

D'autres problèmes, à des degrés divers, présentent aussi des points d'intérêt commun: «Le Marché commun, la dénucléarisation du continent africain».

Pour ce qui est du Marché Commun - Marché Commun africain s'entend- le principe est désormais admis par la majorité des pays d'Afrique. Il faut passer à la phase de recherche des moyens et des conditions de sa réalisation. Le travail préparatoire sera long, et nécessitera de la patience; il nécessitera en outre que les querelles de préséances et prééminence entre grands et petits, entre États économiquement forts et ceux plus faibles, cèdent le pas à l'intérêt bien compris de l'Afrique toute entière. Le jeu en vaut la chandelle et l'expérience mérite d'être tentée.

La cessation des essais atomiques et thermonucléaires dans le 'Continent est un problème qu'il faut aborder franchement, mais objectivement. Or nous ne ferions pas un examen franc et objectif de ce problème si, condamnant certaines expériences, nous fermions les yeux sur des expériences de même nature ailleurs dans le monde. La contamination de l'atmosphère terrestre par les radiations atomiques reste un danger pour toute l'humanité.

Aussi, devons-nous prendre des 'positions fermes sur toutes les expériences atomiques, qu'elles soient françaises, américaines, russes ou bientôt chinoises.

Pour l'instant, il convient de demeurer réalistes et d'éviter les formules à priori. Je souhaite, pour ma part, que cette conférence engage nos États, sur la base de leur entière souveraineté, dans une phase de solidarité renforcée, notamment dans le domaine économique, de la diplomatie et de la défense. Le Dahomey se tient prêt, quant à lui, à souscrire sans réserve à une telle politique d'harmonisation concertée. Son appartenance au Conseil de l'Entente et à L'Union Africaine et Malgache, son adhésion à la Charte de Lagos l'ont en effet déjà engagé dans cette voie, qu'il considère comme la seule susceptible de conduire progressivement à l'Unité tout en respectant la personnalité et l'indépendance de chacun des États africains.

Ce respect de la liberté d'autrui, et le principe qui en découle, de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays, sont d'ailleurs à la base de la position adoptée par le Dahomey en toutes circonstances.





Son Excellence Léon M'ba,  
Président du Gabon

Nous inclinons à penser avec Sa Majesté Impériale que «l'Union que nous cherchons à réaliser ne peut qu'arriver graduellement» et notre sentiment rencontre le sien lorsqu'il déclare «qu'une période de transition est inévitable» que «des relations et des arrangements anciens peuvent encore continuer pendant un certain temps. Des organisations régionales peuvent remplir des fonctions et des besoins, qui ne pourraient l'être autrement».

C'est dans cet esprit que nous devons aborder l'étude d'une charte au niveau du continent africain afin que chacun de nous retrouve, en même temps que sa personnalité, le besoin de coopération qui nous anime tous, c'est-à-dire harmoniser nos Positions politiques, accorder nos actions économiques, sociales, culturelles et trouver les moyens d'assurer l'intégrité de l'ensemble de nos États.

De ces options fondamentales doivent, à notre avis, découler les modalités de réalisation des divers projets qui nous ont été présentés et visant à l'unité africaine en matière économique, culturelle et de défense notamment.

Je désirerais insister singulièrement sur l'importance de la coopération économique comme approche de l'unité africaine.

En l'occurrence, le réalisme et l'efficacité doivent prévaloir sur la passion et la précipitation.

Il ne sert à rien de nier que nous sommes placés pour certains d'entre nous, dans des situations concrètes très différentes et que nous sommes inclus dans des systèmes écono-

miques et monétaires qui n'ont pas pour l'heure, de point de jonction réel Ces faits entrent dans l'appréhension objective de l'évolution que nous voulons imprimer aux rapports économiques interafricains.

Tout un système d'échanges hérité de la colonisation reste à repenser. Nous n'estimons pas que le libre échangeisme intégral soit le postulat que les Africains doivent adopter au stade actuel de leur développement. Bien souvent d'ailleurs, des théoriciens du libre échangeisme sont des protectionnistes forcés.

À notre sens, la solution actuelle demeure dans la mise en place au niveau du continent africain d'une Communauté économique au sein de laquelle les échanges seront organisés de telle façon que chaque État trouve une équitable contrepartie des avantages consentis à l'ensemble. Par ailleurs, cette communauté économique ne doit pas éluder le principe de la protection des industries africaines vis-à-vis des produits d'industries similaires en provenance de l'extérieur du Continent.

Pour toutes ces raisons, je crois que nous aurions intérêt à ne pas trop insister, dans l'état actuel des choses, sur la création d'une zone de libre échange, qui peut être une arme à double tranchant, susceptible d'entraver le développement harmonieux de nos économies, voire de nous placer dans un contexte économique, tout à fait artificiel.

Ceci étant, Messieurs les chefs d'État,  
Messieurs les délégués,

Le Gabon vient à cette conférence, avec la volonté de n'entraver aucune initiative, bien au contraire, d'essayer à chaque fois d'en pénétrer le contenu afin d'apporter à tout moment, une contribution positive, pour que la marche vers l'Unité Africaine soit celle de tous ensemble recherchant à chaque rencontre ce qui unit et rapproche, plutôt que ce qui divise.

Le discours que Sa Majesté l'Empereur a prononcé à l'ouverture de nos travaux, traduit l'unanimité profonde des nations africaines et précise les buts auxquels nous aspirons tous. Il s'agit là, pour la première fois d'une tentative de dresser les grandes lignes d'une coopération effective entre tous les États africains et en un mot, de la Construction d'une Afrique unie.

Certes, si nous sommes tous d'accord sur les buts, nous pouvons avoir des points de vue différents sur les moyens à utiliser pour y parvenir. Comme l'a dit Sa Majesté Impériale: «si nous attendons d'arriver d'abord à un accord sur ces points et sur d'autres questions similaires, plusieurs générations se passeront avant d'avoir beaucoup progressé, alors que le débat continuera à faire rage».

Deux buts fondamentaux nous sont fixés:

1. Accélérer la libération totale du continent africain;
2. Procéder à la construction de l'unité africaine.

J'aborderai successivement ces deux points:

Nous sommes tous d'accord en Afrique, sur le fait que la situation présente appelle une attitude révolutionnaire en ce qui concerne notamment la Libération de nos frères opprimés

en Angola, au Mozambique, à Sao-Tomé-et-Principe, au Rio Mouni dit Guinée espagnole, en Guinée portugaise et ceux asservis en Afrique du Sud de la façon la plus honteuse.

C'est l'occasion pour moi de dire, ici à nouveau, ce que nous avons rappelé à Ouagadougou «Les colonies sont faites pour être perdues, elles naissent avec la croix de la mort au front».

Les peuples d'Afrique opprimés trouvent toujours auprès du Gabon comme ils l'ont trouvé auprès de tous vos pays, appui et soutien, tant moral que matériel, et le peuple gabonais réservera à leurs ressortissants, asile et protection, comme il le fait déjà pour certains d'entre eux.

L'Empire d'Éthiopie a subi autrefois l'invasion la plus cruelle; et pourtant aujourd'hui, ainsi que le rappelait Sa Majesté l'Empereur Hailé Selassié: «Nous devons vivre en paix avec nos anciens colonisateurs. Soyons exempts de récrimination et d'amertume. Renonçons à la futilité de la vengeance et des représailles».

Depuis que le destin du Gabon, a été placé entre les mains du peuple Gabonais lui-même, nous avons tout mis en œuvre, pour éviter la haine et les complexes paralysants, pour transcender le passé et préparer dignement notre place dans une communauté de peuples divers mais solidaires et frères.

Révolutionnaire, l'Afrique doit donc l'être pour réaliser sa libération totale. Mais par contre, le problème se pose aujourd'hui de savoir si l'unité africaine se construira dans la patience et dans l'effort continu ou plutôt par une mutation soudaine.



Son Excellence Kwame N'krumah,  
Président du Ghana

Il n'est pas d'actes sporadiques, il n'est pas d'intentions pieuses qui puissent résoudre nos problèmes actuels. Rien ne pourra nous servir, en dehors d'une action commune exécutée par une Afrique unie. Nous sommes déjà parvenus au stade où nous devons nous unir ou sombrer dans cet état où l'Amérique latine est devenue, contre son gré, la triste proie de l'impérialisme, après un siècle et demi d'indépendance politique.

Nos peuples nous ont apporté leur appui dans notre lutte pour l'indépendance parce qu'ils croyaient que l'avènement des gouvernements africains guérirait les maux du passé d'une façon qu'il n'aurait jamais été possible de réaliser sous la domination coloniale. Par conséquent, si maintenant que nous sommes indépendants, nous laissons subsister les mêmes conditions qui existaient à l'époque coloniale, tout le ressentiment qui renversa le colonialisme se mobilisera contre nous.

Nous avons les ressources. C'est en premier lieu le colonialisme qui nous a empêché d'accumuler le capital effectif, mais par nous mêmes, nous ne sommes pas parvenus à utiliser pleinement notre puissance dans l'indépendance, pour mobiliser nos ressources afin de démarrer de la façon la plus efficace dans une expansion économique et sociale aux profondes répercussions. Nous sommes trop exclusivement consacrés à guider les premiers pas de chacun de nos États pour comprendre pleinement la nécessité fondamentale d'une union dont les racines puisent dans une résolution commune, une planification commune, et des efforts communs. Une union qui ne tient pas compte de ces nécessités fondamentales n'est qu'un leurre. C'est seulement en unissant notre capacité de production et les

richesses qui en résultent que nous pouvons amasser des capitaux. Une fois déclenché, cet élan ne fera que croître.

Avec des capitaux gérés par nos propres banques, consacrés à notre véritable expansion industrielle et agricole, nous pourrions progresser. Nous accumulerons le matériel industriel, nous pourrions créer des aciéries, des fonderies de fer et des usines; nous unirons les divers États de notre continent en créant des voies de communication; nous étonnerons le monde avec notre puissance hydro-électrique; nous assécherons les marais et les marécages, nous purifierons les zones infestées, nous nourrirons ceux qui sont carencés, nous débarrasserons nos populations des parasites et des maladies. Il est au pouvoir de la science et de la technique de faire fleurir le Sahara lui-même et de le transformer en un vaste champ cultivé, porteur d'une végétation verdoyante pour notre expansion agricole et industrielle. Nous dompterons la radio, la télévision, les presses géantes d'imprimerie, pour faire sortir nos peuples des sombres abîmes de l'analphabétisme.

Il y a dix ans seulement, tout cela n'aurait représenté que des paroles de visionnaires, des fantaisies de rêveurs oisifs. Mais nous sommes à l'époque où la science a transcendé les limites du monde matériel et où la technique a envahi le silence de la nature. Le temps et l'espace ont été réduits à des abstractions dénuées d'importance. Des machines géantes percent des routes, éclaircissent des forêts, construisent des barrages, des aéroports, des camions monstrueux et des avions répartissent tous les produits; des puissants laboratoires fabriquent des remèdes; des relevés géologiques les plus complexes sont mis au point; des puissantes stations d'énergie électrique sont construites, des colossales usines se dressent

vers le ciel et tout cela à une vitesse incroyable. Le monde a cessé de progresser le long de sentiers de brousse, à dos d'ânes ou de chameaux. Nous ne pouvons plus nous permettre de régler nos besoins, notre développement, notre sécurité, sur le rythme de marche des chameaux et des ânes. Nous ne pouvons plus nous permettre de ne pas abattre la brousse exubérante des attitudes périmées qui obstruent notre voie vers les grands chemins modernes des réalisations les plus amples et les plus rapides, d'indépendance économique et d'élévation au plus haut degré du mode de vie de nos peuples.

Même, pour les autres continents qui ne disposent pas de ressources de l'Afrique, l'heure est venue qui doit voir la fin de la détresse humaine. Pour nous, il s'agit tout simplement de saisir avec certitude notre légitime héritage, en utilisant la puissance politique créée par notre unité: tout ce dont nous avons besoin, c'est de développer avec notre puissance commune les énormes ressources de notre continent. Une Afrique unie offrira un secteur stable aux investissements étrangers dont nous encouragerons l'apport tant qu'ils ne se comporteront pas en ennemis de nos intérêts africains, car de tels investissements doivent renforcer l'expansion de l'économie de notre continent, l'emploi de notre main d'œuvre, la formation technique de nos travailleurs et l'Afrique les accueillera favorablement. En traitant avec lune Afrique unie, ceux qui apportent des capitaux n'auront plus à évaluer avec inquiétude les risques de négocier, au cours d'une période, avec des gouvernements qui pourraient ne plus exister dans la période immédiate. Au lieu de traiter au de négocier avec un si grand nombre d'États séparés, ils traiteront avec un seul gouvernement uni qui poursuivra une harmonieuse politique continentale.

Y a-t-il un autre moyen que celui-là? Si nous échouons à ce stade et si nous laissons s'écouler le temps qui doit permettre au néo-colonialisme de consolider sa position sur notre continent, quel sera le destin de nos combattants de la libération? Quel sera enfin le destin des autres territoires africains qui ne sont pas encore libres?

A moins que nous puissions créer en Afrique de puissants complexes industriels - ce qui n'est réalisable que dans une Afrique unie - nous devons laisser notre paysannerie à la merci des marchés étrangers qui achèvent leurs récoltes et nous devons faire face à la même impatience qui renversa les colonialistes. À quoi servent, pour les cultivateurs, l'enseignement et la mécanisation? À quoi sert même le capital si nous ne pouvons pas assurer au paysan un prix équitable et un marché prêt à absorber ses produits? Le paysan, les travail-

leurs, le cultivateur, qu'auront-ils gagné dans l'indépendance politique, aussi longtemps que nous ne pourrons leur assurer un rendement équitable de leurs travaux et 'un niveau de vie plus élevé?

Aussi longtemps que nous ne pourrons que créer des grands complexes industriels en Afrique, quels bénéfices le travailleur des villes et les paysans qui cultivent des terres surchargées d'habitants auront-ils retiré de l'indépendance politique? S'ils doivent rester chômeurs ou attachés à des tâches réservées à la main d'œuvre non spécialisée, à quoi leur serviront les installations perfectionnées créées pour l'enseignement, la formation technique, au service de l'énergie et de l'ambition que l'Indépendance nous permet de leur offrir?

C'est à peine s'il existe un seul État africain qui n'ait un problème de frontière avec les États limitrophes. Il serait inutile que je les énumère, car ces problèmes vous sont déjà familiers. Mais que vos Excellences me permettent de suggérer que ce vestige fatal du colonialisme risque de nous entraîner dans des guerres intestines, au moment où notre expansion industrielle se déroule sans plan et sans coordination exactement comme il en est advenu en Europe. Tant que nous n'aurons pas réussi à mettre un terme à ce danger par la compréhension mutuelle des questions fondamentales et par l'unité africaine qui rendra périmées et superflues les frontières actuelles, c'est en vain que nous aurons combattu pour l'indépendance. Seule l'Unité africaine peut cicatiser cette plaie infectée des litiges frontaliers entre nos divers États. Excellences, le remède à ces maux est dans nos mains mêmes. Il nous confronte à chaque barrière douanière il crie vers nous du fond de chaque cœur africain. En créant une véritable union politique de tous les États indépendants d'Afrique, dotée de pouvoirs exécutifs pour exercer une direction politique, nous pouvons avec espoir et confiance répondre à chaque circonstance critique, à chaque ennemi, à chaque problème complexe.

Non pas que nous soyons une race de surhommes, mais parce que nous sommes parvenus à l'époque de la science et de la technique où la pauvreté, l'ignorance et la maladie auront cessé d'être les maîtres mais ne seront simplement plus que des ennemis de l'humanité, en pleine retraite. Nous sommes parvenus à l'âge de la planification socialisée, où la production et la répartition des biens auront cessé d'être régies par le chaos, l'avidité, l'intérêt personnel, mais seront dirigées par les besoins sociaux. En même temps que le

---

reste de l'humanité, nous nous éveillons des rêves de l'utopie pour mettre sur le papier des plans pratiques de progrès et de justice sociale.

Cette Union, nous devons la réaliser. Sans sacrifier nécessairement nos diverses souverainetés, grandes ou petites, nous pouvons dès maintenant et ici-même forger une union politique fondée sur une défense commune, des affaires étrangères et une diplomatie commune une nationalité commune, une monnaie africaine, une zone monétaire africaine et une Banque centrale africaine. Nous devons nous unir afin de réaliser la libération intégrale de notre continent. Il nous faut créer un système de défense commune, dirigé par un commandement suprême africain, pour assurer la stabilité et la sécurité de l'Afrique.

Nous avons été chargés de cette tâche sacrée par nos peuples, nous ne pouvons pas leur manquer et trahir leur confiance. Nous tournerions en dérision les espoirs de nos peuples si nous montrions la plus minime hésitation ou si nous apportions le moindre retard à aborder objectivement cette question de l'unité africaine.

La fourniture des armes ou d'autre aide militaire aux oppresseurs coloniaux de l'Afrique doit être considérée non seulement comme une aide à ceux qui cherchent à triompher des combattants de la libération, dans leur lutte pour l'indépendance africaine, mais comme un acte d'agression contre toute l'Afrique. Comment pouvons-nous faire face à cette agression sinon par le poids intégral de notre puissance unie?

Plusieurs d'entre nous ont fait du non-alignement un article de foi sur notre continent. Nous n'avons aucun désir, aucune intention d'être entraînés dans la guerre froide, mais étant donné l'état actuel de faiblesse et d'insécurité où se trouvent nos États, dans le contexte de la politique mondiale, cette recherche de bases et de sphères d'influence fait pénétrer la guerre froide en Afrique, avec ses dangers d'extermination nucléaire. L'Afrique doit être déclarée zone franche dénucléarisée, à l'écart des exigences de la guerre froide. Mais nous ne pouvons pas donner un caractère impératif à cette exigence si nous ne la formulons pas du haut d'une position de force que nous ne pouvons réaliser que par notre Unité.

Or, au lieu d'adopter une telle attitude, plusieurs États africains indépendants sont liés par des pactes militaires avec les anciennes puissances coloniales. La stabilité et la sécurité que tels procédés cherchent à établir sont illusoires, car les puissances métropolitaines

saisissent cette occasion pour appuyer leur domination néo-colonialiste en impliquant la puissance africaine dans une entente militaire. Nous avons vu de quelle façon les néo-colonialistes utilisent leurs bases pour se retrancher et même pour attaquer les États voisins indépendants. De telles bases sont des centres de tension et des points de danger potentiel de conflits militaires. Elles menacent la sécurité non seulement du pays où elles sont situées, mais aussi des pays limitrophes. Comment pouvons nous espérer faire de l'Afrique une zone franche dénucléarisée et libre de toute pression exercée par la guerre froide, lorsque notre continent est impliqué de cette façon dans les questions militaires? Ce n'est qu'en équilibrant une force commune de défense par un désir commun de réaliser une Afrique libre de tout lien imposé par un diktat étranger ou une présence militaire et nucléaire. Il faudra pour cela un commandement suprême africain dont l'autorité s'exerce sur tout le continent, tout particulièrement, si l'on doit renoncer aux pactes militaires conclus avec les impérialistes. C'est le seul moyen de parvenir à briser ces liens directs entre le colonialisme du passé et le néo-colonialisme.

Aucun État africain indépendant n'a aujourd'hui par lui-même la possibilité de suivre une voie indépendante de développement économique, et plusieurs d'entre nous qui s'y sont efforcés, ont été presque ruinés ou ont dû se laisser ramener au bercail de leurs anciens maîtres coloniaux. Cette situation ne changera pas, tant que nous n'aurons pas une politique unifiée opérant sur le plan continental. Une première démarche vers une économie cohérente devrait consister en la création d'une zone monétaire unifiée débutant par un accord sur la parité de nos monnaies. Pour faciliter cet arrangement, le Ghana accepterait d'adopter le système décimal. Lorsque nous constaterons que notre accord sur une parité fixe commune fonctionnera avec succès il semble qu'il n'y aura aucune raison pour ne pas créer une monnaie commune et une seule banque d'émission. Lorsque nous disposerons d'une monnaie commune émise par une seule Banque d'émission, nous devrions être capables de tenir par nos propres forces, car un tel arrangement serait pleinement appuyé par le produit national combiné des États qui composent notre Union. Après tout, le pouvoir d'achat de la monnaie dépend de la productivité et de l'exploitation productive des ressources naturelles, humaines et physiques de la nation.

Tandis que nous assurerons notre stabilité par un système de défense commune et que notre économie sera orientée en dehors de toute domination étrangère au moyen d'une devise commune, d'une zone monétaire et d'une Banque centrale d'émission, nous pour-

rons dresser l'inventaire des ressources de notre continent. Nous pourrions commencer à vérifier si, en réalité, nous ne sommes pas les plus riches et non pas, comme on nous l'a enseigné, les plus pauvres parmi les continents. Nous pourrions déterminer si nous possédons le plus vaste potentiel d'énergie hydro-électrique et si nous pouvons l'exploiter, ainsi que les autres sources d'énergie, au bénéfice de nos propres industries. Nous pourrions commencer à dresser le plan de notre industrialisation à l'échelle du continent et à construire un marché commun pour près de trois cent millions d'êtres humains.

Cette planification continentale commune, au service du développement agricole et industriel de l'Afrique, est une nécessité vitale.

Tant de bénédictions doivent provenir de notre Unité, tant de désastres doivent découler du maintien de notre désunion, que si nous ne parvenons pas aujourd'hui à nous unir, cet échec ne sera pas imputé par la postérité uniquement à un défaut de raisonnement et à un manque de courage mais au fait que nous avons capitulé devant les forces conjuguées du néo-colonialisme et de l'impérialisme.

L'heure de l'histoire qui nous a amenés dans cette Assemblée est une heure révolutionnaire. C'est l'heure de la décision. Pour la première fois, l'impérialisme économique qui nous menace, se voit lui-même jeter un défi par l'irrésistible volonté de notre peuple.

Les masses des peuples d'Afrique crient vers l'unité. Les peuples d'Afrique exigent que l'on abatte les frontières qui les divisent. Ils exigent entre des États africains frères la cessation des litiges de frontières qui proviennent des barrières artificielles dressées par un colonialisme qui avait l'intention formelle de nous diviser. C'est sa volonté qui nous a laissés en proie à cet irrédentisme de frontière et qui a repoussé notre fusion ethnique et culturelle.

Nos peuples appellent de leurs vœux cette Unité, afin qu'ils ne risquent pas de perdre leur patrimoine au service perpétuel du néo-colonialisme. Dans cette fervente pression qu'ils exercent dans le sens de l'unité, ils comprennent que seule cette réalisation donnera son plein sens à leur liberté et à notre indépendance africaine.

C'est ce ferme propos populaire qui doit nous amener à une Union des États africains indépendants. Dans le moindre retard réside un danger pour notre bien-être et pour notre

existence même en tant qu'États libres. On a suggéré que notre marche vers l'Unité soit graduelle et progresse en ordre dispersé. Ce point de vue consiste à concevoir l'Afrique comme une entité statique chargée de résoudre des problèmes «gelés» susceptibles d'être éliminés l'un après l'autre, si bien qu'une fois cette tâche terminée, nous pouvons nous réunir et déclarer: «Maintenant tout est bien: réalisons maintenant notre union». Cette conception ne tient aucun compte de l'impact des pressions extérieures et n'est pas conscient de ce danger qu'un retard peut intensifier notre isolement et notre exclusion et élargir nos divergences, tant et si bien que nous serons davantage encore lancés à la dérive, plus loin encore les uns des autres pour tomber dans les rets du néo-colonialisme, si bien que notre Union ne sera plus qu'un espoir évanescent et que le grand dessein de l'intégrale rédemption de l'Afrique s'écroulera peut-être à jamais.

Certains ont également exprimé l'opinion que nos difficultés peuvent être résolues simplement par une plus grande collaboration réalisée au moyen d'une association coopérative, sur le plan de nos relations intra territoriales.

Cette façon de considérer nos problèmes consiste à nier la juste conception de leurs rapports intérieurs et réciproques. Elle consiste à dénier toute foi dans un avenir ouvert à la progression africaine dans l'indépendance africaine. Elle trahit le sentiment qu'une solution ne peut être trouvée que dans la continuation d'une confiance envers les sources extérieures, au moyen d'accords bilatéraux qui organisent une assistance, sous une forme économique et diverses autres formes.

Un fait est certain: bien que nous ayons collaboré et que nous nous soyons associés dans divers secteurs d'entreprises communes, même avant l'ère coloniale, cela ne nous a pas donné l'identité continentale et la force politique et économique qui pourraient nous aider à résoudre efficacement les problèmes complexes que doit affronter l'Afrique d'aujourd'hui. S'il s'agit de l'assistance extérieure, une Afrique unie se trouverait dans une position beaucoup plus favorable pour l'attirer. Il existe aussi, dans un arrangement de cette nature, ce nouvel avantage qui nous impose davantage encore cette voie, que l'assistance affluera de toutes parts vers une Afrique unie parce que nos possibilités de marchandage seront infiniment plus fortes. Nous cesserons de dépendre plus longtemps d'une aide accompagnée de conditions restrictives. Le monde entier sera à notre disposition.



Qu'attendons-nous maintenant en Afrique? Attendons-nous des chartes conçues à l'exemple de celle des Nations Unies? Attendons-nous un type d'organisation réalisée sur le modèle des Nations Unies dont les décisions sont fondées sur des résolutions dont l'expérience nous apprend qu'elles ont été parfois tenues pour nulles et non avenues par des États Membres? Doit-il s'agir d'une organisation à l'intérieur de laquelle des groupes se constitueront et des pressions s'exerceront conformément aux intérêts des différents groupes? Ou bien, a-t-on l'intention que l'Afrique se transforme en une organisation assez lâche d'États sur le modèle des États américains, où ceux qui seront les plus faibles risquent d'être à la merci, sur le plan politique ou économique, des plus forts ou des plus puissants, et où tous les États seront à la merci de quelques puissantes nations ou de quelques groupes de nations étrangères? Est-ce une association de cette nature que nous voulons réaliser dans cette Afrique unie dont nous parlons tous avec tant d'émotion? Excellences, permettez-moi de vous poser une question: Est-ce un cadre de cette nature que nous désirons réaliser pour notre Afrique unie? Un arrangement qui, à l'avenir, pourrait permettre par exemple au Ghana, à la Nigeria, au Soudan, au Liberia, à l'Égypte ou à l'Éthiopie d'employer la pression que confère une puissance économique ou une influence politique supérieures, pour imposer, par exemple, au Burundi, au Togo ou au Nyassaland, une direction de leurs échanges commerciaux vers le Mozambique ou Madagascar?

Nous voulons tous une Afrique unie, et non seulement dans le concept qu'indique ce terme d'unité, mais encore par notre désir commun d'aller de l'avant tous ensemble en résolvant tous les problèmes qui ne peuvent l'être que sur une base continentale.

Comme première démarche, une déclaration des principes qui nous unissent et qui nous lient, à laquelle nous devons tous adhérer fidèlement et loyalement et qui posera les fondations de l'Unité. Nous devons également énoncer une déclaration officielle, aux termes de laquelle les États indépendants d'Afrique décident ici même et dès maintenant la création d'une union des États africains.

Une seconde mesure, également urgente, pour la réalisation de l'unification de l'Afrique, c'est la création, dès maintenant, d'un comité panafricain des ministres des affaires étrangères; avant que nous partions de cette conférence, une date devra être fixée pour la réunion de ce comité.

Ce comité doit créer, au nom des chefs de nos gouvernements, un corps permanent de fonctionnaires et d'experts chargés de mettre au point l'organisation qui doit assurer le fonctionnement du gouvernement d'union africaine. Cet organisme de fonctionnaires et d'experts doit être composé d'un ou deux des meilleurs cerveaux de chaque État africain indépendant. Les diverses chartes des groupements actuels et les autres documents pertinents pourront également être présentés à ces fonctionnaires et experts. Un présidium composé des chefs de gouvernement des États africains indépendants sera alors convoqué pour adapter une constitution et d'autres recommandations qui déclencheront le lancement du gouvernement d'Union de l'Afrique.

Nous devons également nous prononcer sur le choix de l'emplacement où travaillera cet organe de fonctionnaires et d'experts, qui constituera le nouveau siège central ou la capitale, de notre gouvernement d'union. Les suggestions les plus équitables pourraient peut-être porter sur un site central, soit à Bangui, dans la République de Centre Afrique, soit à Léopoldville, au Congo. Mes collègues peuvent avoir d'autres propositions. Quoi qu'il en soit, ce comité des affaires étrangères, de fonctionnaires et d'experts doit pouvoir avoir pour créer:

- 1) une commission chargée d'élaborer une constitution pour un gouvernement d'union des États africains.
- 2) une commission chargée d'élaborer un plan d'envergure continentale qui organiserait un programme économique et industriel unifié et commun pour l'Afrique; ce programme devant comporter des propositions sur la création:
  - a) d'un marché commun pour l'Afrique;
  - b) d'une monnaie africaine;
  - c) d'une zone monétaire africaine;
  - d) d'une banque centrale africaine;
  - e) d'un système continental de télécommunications.



- 
- 3) une commission chargée d'élaborer un plan détaillé de (politique extérieure et de diplomatie commune;
  - 4) une commission chargée de présenter des plans de systèmes communs de défense;
  - 5) une commission chargée de présenter les propositions de création d'une citoyenneté africaine commune.

Ces commissions feront rapport au comité des ministres des affaires étrangères qui, à son tour, soumettra dans les six mois, leurs recommandations au présidium. Celui-ci, réuni en

conférence au siège de l'union, étudiera et approuvera les recommandations du comité des ministres des affaires étrangères.

Afin d'assurer les fonds immédiatement nécessaires pour les travaux des fonctionnaires et d'experts permanentes du siège de l'Union, je suggère qu'un comité spécial soit constitué pour mettre au point un projet de budget.



**Son Excellence Sékou Touré,  
Président de la Guinée**

L'Éthiopie est un grand peuple, un peuple africain qui a combattu courageusement pour l'indépendance de l'Afrique, pour la sauvegarde de la liberté et de l'exercice normal des droits de nos peuples à diriger sans tutelle ni ingérence leur destin en décidant souverainement de leurs propres affaires.

Du fait de la tenue de la présente conférence africaine dans la capitale éthiopienne, Addis-Abeba et l'Éthiopie sont devenues encore plus liées à l'histoire africaine; elles sont désormais au centre de cette suite ininterrompue d'événements et de faits suscités et dirigés consciemment par les populations de tout un continent dans le sens conforme à leur intelligence des choses et à leur volonté de progrès.

Si à Berlin en 1885, des États européens au développement économique anarchique et émus par un sens arbitraire de la puissance et du rayonnement horizontal d'une civilisation, ont procédé au partage de l'Afrique considérée alors comme un gâteau; en Mai 1963, à Addis-Abeba, ville de la liberté, les représentants qualifiés, les authentiques et dignes fils des peuples Africains se sont réunis, sous le signe de la conscience de leur communauté de destin et de la fidélité à leur personnalité, à l'originalité de leur patrie, l'Afrique, pour procéder cette fois dans la légalité et la légitimité à la réunification de leurs États, dans une seule et unique charte, la charte de leur fraternité, de leurs droits et intérêts à défendre et à développer, la Charte de leur solidarité désormais indéfectible, la Charte de la liberté et de la paix, de la justice et du progrès en Afrique.

La Conférence d'Addis-Abeba ne se limitera pas à la solution des problèmes présents de l'Afrique, elle est consciente que l'Afrique est une partie du monde et se préoccupera à juste titre de la solution de tous les problèmes Internationaux qui affectent directement ou indirectement les conditions de vie, la sécurité, la paix et le progrès de l'humanité.

L'unité africaine est devenue une forte aspiration commune à nos peuples, un objectif dont les conditions de réalisation rapide ont requis l'attention et mobilisé concrètement les énergies et les capacités de nos divers États, de nos partis, de nos Syndicats, de nos associations d'intellectuels, de femmes, de jeunes et de toutes les organisations groupant des hommes conscients en Afrique.

L'unité africaine a ses partisans convaincus et ses adversaires décidés. Si elle constitue en effet un moyen décisif qui permettra aux peuples et aux États africains de faire accélérer le mouvement d'émancipation africaine, elle est en cela une puissante force anti-impérialiste et anticolonialiste, un instrument de combat de nos peuples contre les causes de leur misère et de leur retard économique et social.

En raison des immenses perspectives de progrès qu'elle permettra à l'Afrique d'atteindre dans des conditions rapides et efficaces, l'unité africaine est combattue résolument sous de multiples formes par toutes les puissances et les groupes d'intérêts hostiles à la libération totale de l'Afrique, à l'organisation rationnelle et dynamique de ses moyens économiques et culturels, à la participation consciente de l'Afrique recherchant dignement avec les autres continents de justes solutions aux problèmes internationaux.

Les ennemis du progrès africain par la diversion, le mensonge, la corruption, les pressions de toutes sortes agissent directement sur la vie africaine, en vue, sinon d'empêcher définitivement la réalisation de l'Unité Africaine, du moins d'en retarder l'avènement le plus longtemps possible. C'est pourquoi les fondements de l'unité Africaine méritent d'être connus de tous ceux qui veulent sincèrement œuvrer à l'avènement d'une Afrique Nouvelle.

Dans le domaine de la philosophie, l'homme, qu'il soit noir, blanc, jaune ou rouge, reste l'égal de tous les autres hommes, obéissant aux mêmes lois de développement humain et nourrissant les mêmes profondes aspirations à une vie libre et heureuse, à une sécurité et à un développement continu. Puisqu'il n'y a pas de la génération humaine spontanée, l'on est obligé de convenir que de génération en génération et en vertu des lois de la multiplication de l'être, l'homme quel qu'il soit, est directement lié à tous les autres hommes de la terre. La différence entre les hommes, leurs capacités et leurs possibilités ne résulte donc pas d'une différence de nature, mais uniquement de la différence existant dans les conditions de vie des hommes. En effet, selon que celles-ci sont favorables ou mauvaises, l'homme peut se développer physiquement, intellectuellement et moralement de manière constante ou demeurer privé de toutes possibilités d'épanouissement. Ce qui est vrai pour l'homme l'est également pour la société, celle-ci n'étant autre chose que le rassemblement des personnes agissant dans le cadre de certaines communautés d'ordre familial, villageois, régional, national, etc. À ce niveau, celui des sociétés humaines, on retrouve, dans des termes certes plus complexes, les mêmes problèmes de caractère économique, social, culturel et politique conditionnant la vie de l'homme. L'égalité naturelle entre les hommes du fait de l'identité fondamentale qui caractérise leur comportement essentiel, sanctionne également les attitudes des sociétés à l'égard de phénomènes naturels ou des rapports humains établis en leur sein. S'il n'y a pas d'hommes supérieurs et d'hommes inférieurs, il ne saurait y avoir des sociétés humaines supérieures et d'autres sociétés humaines inférieures. L'égalité des nations résulte de l'égalité des hommes. Aucune nation n'est détentrice à titre exclusif du génie humain, de l'intelligence ou de la capacité physique nécessaires à l'amélioration du sort de l'humanité. Toutes les nations, quelles que soient la couleur, la religion de leurs populations, quel que soit le climat du pays qu'elles occupent, quelle que soit l'importance de leur économie, demeurent une partie de l'humanité. Le génie créateur de l'homme, ses facultés de compréhension et ses capacités de réalisation resteront indistinctement répartis entre elles et exercés par chacune d'elles. Or, l'on a voulu convaincre l'humanité de la disqualification naturelle qui marque l'homme d'Afrique et particulière-

ment l'homme noir. L'on a voulu pour justifier les pratiques honteuses de l'exploitation d'un peuple par un peuple, créer un système hiérarchique entre les sociétés dont le sommet serait constitué par les nations européennes à la base, à qui seraient réservées les corvées inhumaines, aux nations africaines, dont l'infériorité en matière de moyens matériels devait être sciemment confondue avec le signe naturel de l'incapacité et de l'infériorité.

L'Unité Africaine, n'est-elle pas le moyen donné aux peuples d'Afrique d'assurer leur présence non pas à la base d'une pyramide édifiée sur l'arbitraire et l'injustice, mais sur un pied d'égalité avec les autres peuples de tous les autres continents dans la conduite des affaires du monde?

Au cours de l'histoire, les pays africains ont tous connu la domination étrangère, qui a compromis le développement normal de leur Civilisation, de leur personnalité et de leur culture, en plus du fait qu'elle a favorisé l'exploitation intense de leurs richesses et de leurs peuples au profit d'intérêts étrangers. Des centaines de millions d'hommes sont morts au cours des guerres coloniales, par le travail forcé, l'esclavage, la déportation, etc. La colonisation a fait éclater la plupart des bases concrètes des unités nationales qui existaient en Afrique. Le continent asservi, placé dans les conditions incompatibles avec un développement normal de ses peuples, a vu se réduire et se dénaturer le rôle de ceux-ci au point de se confondre à celui des bêtes de somme ou de simples produits ou matières premières, propres, par Leur utilisation, à assurer le bonheur de quelques usurpateurs dans les autres continents. La colonisation nous a privés ainsi en nous enlevant liberté et dignité, des possibilités d'un épanouissement de notre personnalité, du développement de notre civilisation et de notre culture. Chacun de nos peuples a résisté à la pénétration étrangère et plus tard à l'exploitation et à l'oppression coloniale. Chacun de nos peuples a lutté et consenti tous les sacrifices indispensables à la reconquête de sa liberté.

Aujourd'hui la plupart des pays sont libérés et ont édifié des États dont les préoccupations demeurent les mêmes. Il s'agit pour eux d'extirper de leurs réalités les séquelles de la domination étrangère, l'esprit d'irresponsabilité, les causes des misères sociales, d'assurer la reconversion vers et pour l'Afrique de toutes les structures et de tous les moyens hérités du système colonial, de donner un fondement politique et moral à l'action unitaire de leur peuple, en vue de faciliter la reconstitution sur des bases objectives saines et efficaces des

---

États dont l'action moderne et dynamique doit faciliter le progrès social et humain et permettre une coopération fraternelle sur les plans africain et international.

N'est-ce pas que l'unité africaine à construire a, pour fondement essentiel, cette prise de conscience de nos peuples de l'identité des sorts qu'ils ont eu dans le passé, qu'ils ont dans le présent et qu'ils auront nécessairement dans l'avenir? Aussi l'Unité Africaine est un élément indispensable à la qualification humaine de chaque africain et à la promotion politique et économique de chaque nation d'Afrique. En effet pour un peuple colonisé, exploité, opprimé par un autre peuple, l'indignité, l'incapacité, la minorité et l'infériorité étaient les conséquences de son état d'irresponsabilité dans la conduite de ses propres affaires.

L'homme le plus cultivé, le plus intelligent et le plus beau du monde pourrait ne pas bénéficier de ces qualités s'il appartient à une société colonisée, à un peuple dépourvu et dominé par un État étranger qui considère son peuple comme une chose taillable et corvéable à merci. Ainsi cet homme resterait disqualifié malgré ses possibilités, ses capacités, il resterait mineur et incomplet parce que privé de la base indispensable à tout équilibre humain: la liberté et la responsabilité.

L'indépendance nationale est pour cet homme ce que l'unité africaine est pour chacune de nos nations, ce que la fertilité du sol est pour un arbre.

En effet, aucune de nos nations prise isolément ne saurait représenter valablement l'Afrique ni réhabiliter totalement ses peuples. La civilisation africaine, la culture africaine, l'humanisme africain en un mot la contribution de l'Afrique à la vie de l'humanité requiert de tous les peuples africains leur présence consciente et leur unité d'action sur le chantier de l'édification du bonheur universel.

En demeurant désunis, déchirés par des conflits, incapables de s'organiser et de résoudre les problèmes fondamentaux de notre continent, les États africains n'auraient d'autre chance que de chanter l'amour de la liberté sans pouvoir en jouir et d'espérer une vie de dignité et de responsabilité sans jamais l'atteindre pleinement.

L'identité des conditions de vie qui a marqué le passé et qui marque le présent et marquera l'avenir des peuples africains exige que les États africains coordonnent leurs activités dans

la réalisation d'objectifs choisis librement par eux conformément à leur volonté commune de progrès démocratique et de justice sociale.

Si l'unité africaine peut assurer aux États africains un équilibre plus harmonieux, la participation de l'Afrique à la construction du monde sur des bases justes, égalitaires et solidaires contribuera de manière plus sûre à la création et au maintien d'un véritable équilibre international, celui qui favorisera la justice et renforcera la fraternité entre les nations. Les ennemis de l'Unité Africaine, conscients de la justesse de ces conceptions morales, philosophiques historiques de la légitimité de notre aspiration à cette unité sèment partout le sentiment de l'impossibilité de telle réalisation. Ils parlent des différences entre les régimes politiques et sociaux des États Africains, ils soulignent la diversité de nos coutumes, celle de nos richesses économiques et culturelles et surtout de nos moyens d'expressions pour conclure un peu trop vite à l'incapacité des États africains à surmonter tous ces faits qu'ils qualifient de contradictoires.

La Conférence d'Addis-Abeba devra réserver un démenti cinglant à ces prophéties qui n'ont d'autre motif que de contribuer au renforcement de la division, et même d'établir l'incapacité de l'Afrique à diriger efficacement son destin.

Les peuples d'Europe, d'Asie, ou d'Amérique qui ont constitué des unités continentales ont-ils adopté les mêmes coutumes, les mêmes modes de vie, les mêmes régimes politiques et sociaux? Parlent-ils les mêmes langues, ont-ils le même système économique? Nous pensons que non. Leur mérite reste justement dans le fait politique qui leur a permis de transcender la diversité qui caractérise leurs régimes politiques, économiques, et sociaux par la création de communautés plus vastes au sein desquelles est assurée de manière cohérente la coordination de leurs activités aux fins d'une évolution rapide et harmonieuse de leur personnalité et de leurs communes valeurs. Pourquoi l'Europe pourrait-elle faire l'unité européenne, adopter des objectifs politiques, économiques et sociaux, assurant l'égalité de ses nations entre elles et le respect des institutions et de la personnalité de chacune de ces nations? Pourquoi des pays américains ayant des institutions et des langues différentes pourraient-ils constituer de vastes communautés politiques, économiques et culturelles et pourquoi l'Afrique serait-elle incapable de telle réalisation?

Conclure à l'impossibilité de réaliser l'unité africaine, c'est vouloir justifier les considérations injustes et humiliantes des ennemis de l'Afrique qui ont, à travers l'histoire, essayé de convaincre l'humanité qu'elle est constituée de peuples supérieurs et de peuples inférieurs.

Nous pensons par conséquent que les raisons philosophiques et politiques rejoignent ici les conceptions dynamiques d'une révolution économique de l'Afrique. En effet si l'indépendance et l'Unité sont indispensables à la manifestation de la volonté de nos peuples, elles sont la condition de leur évolution rapide; l'indépendance et l'unité africaine ne deviennent pas pour autant une fin en soi que l'on acquiert une fois pour toutes, mais l'une et l'autre demeurent des moyens entre nos mains, moyens dont l'utilisation consciente vers des objectifs toujours plus élevés, assureront à nos peuples bonheur, sécurité, équilibre et paix. Il est évident qu'il n'y a pas de développement économique possible pour un peuple qui ne jouit pas de son indépendance d'action pas plus qu'il n'y a pas de développement social et humain conséquent pour un peuple économiquement démuné de tout.

Les États africains ont tous opté, de manière certes plus ou moins dynamique, pour une émancipation complète de l'homme africain. La fin assignée à leurs actions étant la même, la nature voulue pour leur développement étant identique, il est tout à fait normal que la conscience de nos états s'élève aux dimensions et au niveau des exigences de la mission qu'ils se sont proposés d'atteindre.

La création d'un marché commun africain, l'industrialisation de l'Afrique, la mise en commun de ses ressources, l'harmonisation et la rationalisation de nos actions pour éviter les contradictions et les doubles emplois sont les conséquences des options identiques faites par nos États, options qui requerront de nos Gouvernements une attitude réaliste et honnête.

Nous sommes décidés à construire le bonheur de nos peuples à coopérer avec les autres nations dans l'édification d'un monde plus prospère, plus juste, plus solidaire et plus humain.

Nous savons que le présent est le prolongement du passé et que l'avenir heureux auquel nous aspirons sera la résultante de nos activités créatrices. La nature nouvelle de la situation Africaine et les qualités progressistes et foncièrement humaines des conditions de vie

politiques et économiques, sociales et culturelles de nos peuples résulteront de la conjugaison et de l'harmonisation de nos efforts de développement.

Bannissant l'assimilation et tendant à assurer pour et par nous mêmes l'évolution équilibrée et dynamique de nos peuples et l'accroissement sans fin de leurs moyens d'existence décente, nos États doivent maintenant s'organiser avec méthode et esprit de suite.

En effet, les objectifs d'émancipation choisis par nous États étant justes, légitimes et réalisables, la qualité des nouvelles structures à créer en vue de favoriser concrètement la coopération directe entre nos nations sœurs et la fidélité, l'attitude loyale et ferme de nos gouvernements dans l'application des décisions, que la Conférence nous permettra d'arrêter, constitueront les facteurs de notre succès général dans l'œuvre commune entreprise au nom et au profit de nos peuples.

L'Afrique est sensible à son retard dans les domaines économique, technique et scientifique, ce retard affecte sa situation sociale et sa vie culturelle. Nos États, nos partis politiques, nos syndicats, nos diverses organisations ont déjà fait de grandes options, mais nous devons le reconnaître, ils ont manqué souvent d'esprit d'organisation et de suite dans l'accomplissement progressif des tâches indispensables à la réalisation des objectifs arrêtés-

La valeur de nos présents débats sera fonction de l'importance et de l'efficacité des organismes que nous créerons en vue d'assurer un fonctionnement régulier du nouvel édifice unitaire que nous voulons créer.

La conférence doit élaborer et adopter une charte, fixer ses principes et ses objectifs fondamentaux et créer un Secrétariat exécutif chargé de la coordination des activités de nos États.

Il serait préjudiciable à l'honneur africain et à la réussite de nos entreprises panafricaines que la conférence se prépare sur des motions, des résolutions ou des déclarations sans que les moyens pratiques de les faire aboutir dans les conditions convenables ne soient également et clairement déterminés. Il ne s'agit pas de savoir et de dire ce que veulent les peuples Africains, il s'agit désormais de réaliser des options de nos États, de faire aboutir par

---

une organisation efficace et une action dynamique des aspirations profondes et des justes causes qui défendent nos peuples.

La Charte de Casablanca et la Charte de Monrovia ont été des tentatives d'unité africaine et des moyens d'accélération du processus historique de l'Afrique.

Ces moyens doivent se fondre en une seule et unique charte, la Charte de l'Afrique unie.

Cette charte nouvelle doit, par son contenu, être en harmonie avec les nouvelles exigences de l'évolution du continent africain.

Elle constituera, pour la communauté avec l'objectif qu'elle nous fixera, un cadre et un moteur pour notre action nationale et internationale au service de nos peuples. Elle marquera un nouveau cours dans l'évolution de notre continent et une base commune qui impulsera et dirigera à son terme final le mouvement de décolonisation de l'Afrique et de ses réalités humaines économiques et sociales.

L'Afrique aux Africains, c'est l'Afrique reconstruite sur des bases authentiquement africaines par les peuples conscients d'Afrique pour la liberté, le bien-être matériel et moral des masses Africaines.

L'unité africaine ne se fera ni autour d'un homme, ni autour d'une nation, ni autour d'une religion mais autour de cette Charte qui sera elle-même un programme juste et dynamique, rationnel et réaliste.

L'unité Africaine ne saurait signifier ni unicité des institutions de nos États, ni devenir le prolongement d'un quelconque bloc économique, idéologique ou militaire étranger à l'Afrique.

L'unité africaine se construira tous les jours à venir; elle sera une création continue, une œuvre irréversible qui liera entre elles toutes les futures générations à celles qui à Addis-Abeba auront posé les premières pierres.

Tout ce qui peut être fait à Addis-Abeba doit être fait car l'avenir nous apportera des problèmes nouveaux, des problèmes certainement plus complexes.

Sur la représentation africaine au sein de l'Organisation des Nations Unies et de ses organismes spécialisés, il suffira de savoir que le contexte mondial de la Conférence de San Francisco est trop largement dépassé, que la notion de grandes puissances qui prévalait en 1945 est dépassée de nos jours, donc anachronique, pour qu'il y ait nécessité de raviser la Charte des Nations Unies sur une base juste, reconnaissant à notre continent la place qui lui revient.

Il ne restera plus qu'à l'Afrique d'harmoniser son action à l'ONU, pour en impulser l'efficacité. Dans le domaine économique plus encore qu'ailleurs, l'Afrique a trop payé pour assurer le bonheur des autres continents, il faut que nous n'envisionnions la nécessaire harmonisation de nos moyens et ensuite l'amélioration de nos relations avec le reste du monde que sur la base unitaire. Créer un marché commun africain ou des groupements économiques africains, devrait préoccuper nos États dont la complémentarité fait force de loi.

La création d'une banque africaine du développement sera la pierre angulaire de cette organisation économique.

Bref une conférence économique au niveau du continent précédera la grande réunion universelle qui aura à définir les bases de coopération économique internationale où l'Afrique ne paraîtra plus en parent pauvre, mais bien au contraire en puissance disposant d'un potentiel inestimable qu'il pourra verser au patrimoine commun de l'humanité.

Réhabiliter notre culture qui contient mille et une vertus et faire jouer à l'Afrique son rôle dans la coopération scientifique doit nous amener à réaliser un programme concret, complet d'enseignement général et technique; dans cet esprit la Conférence doit unanimement appuyer la suggestion capitale de Sa Majesté l'Empereur sur la création d'universités africaines ayant pour mission essentielle de recenser, de développer et de diffuser les éléments authentiques de la culture africaine. Sur le problème de la décolonisation nous, devons en finir avec les déclarations d'intention et de libérer effectivement l'Afrique encore sous domination par nos propres moyens: lutte politique et diplomatique boycottage économique des puissances coloniales attardées.

Enfin il est indispensable que cette Conférence fixe et de manière impérative la date limite à la domination étrangère en Afrique, date au-delà de laquelle nos forces armées devront intervenir directement dans le cadre de la légitime défense du continent Africain contre ses agresseurs.

De même elle doit créer des fonds de libération nationale pour l'alimentation desquels nous proposons formellement 1 % du budget national de chaque État indépendant d'Afrique à acquitter dès le début de l'exercice budgétaire.

La Conférence doit envoyer une délégation de Ministres des Affaires Etrangères:

- a. pour saisir le Secrétaire Général des Nations Unies des conclusions de cette Conférence en matière de décolonisation;

- b. demander la convocation du Conseil de Sécurité afin d'examiner en vue de solutions urgentes:
- c. le rapport du Comité de Décolonisation, relatif aux territoires africains encore sous domination portugaise;
- d. le rapport du Comité des Nations Unies sur la Politique d'apartheid du Gouvernement de l'Afrique du Sud.





**Son Excellence Maurice Yameogo,  
Président de la Haute-Volta**

Les problèmes sont à la mesure des grands desseins que nous formons tous; et si les termes de la discussion sont souvent techniques, ils n'en sont pas moins résumés dans des données communes.

Sans vouloir le moins du monde en donner une énumération exhaustive, les pôles essentiels se situent, je crois, dans la définition de nos rapports globaux avec les groupes d'en dehors notre sphère, dans la définition des options économiques communes et enfin dans la définition de la philosophie qui doit servir de Charte véritable à notre action; et, c'est peut-être en définitive cela l'essentiel que d'aboutir à trouver la formule qui nous assure le respect, la considération et l'efficacité; je ne sous-estime nullement la puissance contraignante de certaines options, je ne sous-estime nullement l'épaisseur aveuglante de certaines idées préconçues; mais notre conférence marquera la redécouverte essentielle de notre commune volonté de vivre dans la liberté véritable et dans la dignité véritable.

Ce sera certainement une redécouverte pour nous tous que ces contacts directs entre l'Afrique Noire et l'Afrique Blanche, et le monde plus spécifiquement oriental; c'est un rendez-vous de la vérité dont nous sommes en droit d'attendre que jaillisse la lumière, la bien-faisante lumière de la fraternité.

S'agissant de nos rapports avec le monde extérieur à notre prochain regroupement, les difficultés proviennent de ce que les mots ont fini par acquérir dans le contexte d'aujourd'hui, des valeurs profondément subjectives en fonction de qui les exprime; et ce ne sera pas l'une de nos moindres réussites si nous arrivons à fixer le sable mouvant du vocabulaire.

Nous ne sommes pas responsables de la division du monde en blocs idéologiques, en suspense de radiation par accident atomique; ce qui importe, c'est que nous puissions situer ce contexte comme externe à partir du moment où nous aurons à bâtir notre regroupement et notre unité comme force morale dominante; nous sommes le nombre, nous devons être la force.

Cette expression pourra faire sourire en regard des moyens techniques de tel au tel; mais certainement pas si notre force réside dans la valeur profondément humaine des principes que nous défendons, dans la réprobation objective et sereine que notre action fera peser sur toutes les menaces de folies sanguinaires; bref, si nous avons la force et la volonté d'être ce que nous devons être. Nous sommes en situation de solidarité obligée; tâchons d'être le groupe de la solidarité effective, librement consentie.

Il ne sert à rien de se voiler la face et de nier certaines évidences; déjà entre nous-mêmes, africains de l'Afrique Noire, nous avons été forgés au creux des mêmes réalités historiques, géographiques et politiques, nous sommes obligés de constater tout en nous félicitant, le foisonnement d'idées divergentes qui agite tous ceux qui veulent imaginer l'avenir.

L'Afrique n'est pas monolithique dans le domaine de la pensée, elle ne peut évidemment l'être dans le domaine politique; et cette constatation se trouve affectée d'un a fortiori dès lors que nous quittons l'aire géographique de l'Afrique Noire, pour entrer dans les réalités du monde arabe moderne. Là encore le foisonnement des idées, la volonté de rénovation et de progrès, la richesse de la vision philosophique n'ont rien à envier à ceux d'aucun

peuple, ni d'aucun continent mais ceci, en même temps, nous démontre l'importance des éléments à prendre en compte pour la synthèse, la puissance d'imagination, la volonté de tolérance qui doivent présider à la création de l'esprit communautaire de notre futur regroupement.

Il n'est même pas nécessaire de rappeler les facteurs de dispersion, les facteurs de méconnaissance accumulés par les siècles.

Quant aux peuples de ce même monde arabe, ils ne nous connaissent, que comme nous-mêmes les connaissons, c'est-à-dire à travers le prisme gravement déformant de l'information publique, indifférente sinon inexacte.

L'élément nouveau, le pont et la connaissance nouvelle entre nos deux mondes, a été jeté par trois de nos Frères d'Afrique Noire, qu'ont été les présidents KWAME N'KRUMAH, SEKOU TOURE et MODIBO KEITA; leurs noms constituent pour nous, la meilleure des références; ils sont les enfants sublimes d'une terre de fierté que l'adversité a pu tenir en laisse mais n'a jamais pu briser.

Je suis persuadé que les contacts, l'esprit dont ils se seront faits les porte-parole au sein du Groupe de Casablanca, ont déjà apporté aux membres de ce groupe un sentiment d'évidence quant à l'identité profonde des objectifs de notre action; et je n'en veux pour preuve que le fait que nous nous retrouvions tous ici aujourd'hui.

Par conséquent, ce n'est pas faire preuve d'optimisme béat en estimant que la rencontre d'ADDIS-ABEBA ne doit pas être rangée dans les improvisations factices et publicitaires, mais constitue la réunion d'hommes lucides qui savent ce qu'ils veulent.

Peut-être encore dois-je me faire l'interprète de quelques esprits chagrins en soulevant la question de l'aire géographique optimum de notre regroupement! Eh bien! je pense que je rencontrerai l'approbation unanime en disant simplement que notre regroupement devrait avoir pour objectif final de rassembler autour d'une même foi et d'un même idéal de fierté humaine, tous les déshérités de la terre.

Mais nous n'en sommes point là; il faut être réaliste et voir, au moment considéré ce qui est possible et souhaitable; de même que nous avons dû charpenter aussi solidement que possible ce qui existe déjà, de même il nous faut accorder suffisamment de souplesse aux organes permanents de notre future Union pour lui permettre d'absorber tous les chocs sans risque de casse.

Notre Union Nouvelle, si elle doit vivre et faire école, devra avant tout préserver l'esprit de tolérance et d'amour du prochain; notre Union devra signifier, pour chaque femme, pour chaque homme des pays qu'elle englobe, un constant dépassement de soi-même, dans la perspective du mieux-être commun, dans le désir absolu de la réussite commune, dans le mépris total de l'esprit de domination, sous quelque forme que ce soit.

L'Union fait la force; c'est une maxime éternelle. Si nous voulons donc être forts, il nous faut réaliser l'Unité.

Mais comment y parvenir avec ces obstacles sans nombre qui jalonnent notre route? Il suffit d'en vouloir les moyens - et ce, avec détermination - d'être tout simplement africains dans toute l'acception du terme.

Nous savons de toute évidence, que celui qui se noie n'a pas le choix de la branche à laquelle il s'accroche; dans cette mer d'apocalypse, où nous voguons, l'Unité Africaine est notre seule branche de salut.

C'est elle, mieux que les violents discours, qui hâtera le départ des colonialistes impénitents qui veulent encore conserver des possessions en Afrique.

En même temps, elle éliminera du même coup les ambitions et les subversions consécutives.

Jamais les puissances colonialistes ne nous prendraient au sérieux, si nous quittions ADDIS-ABEBA sans adopter les grandes lignes de notre Charte Panafricaine.

On a longtemps misé sur notre incapacité de nous unir à cause du vieil homme qui habite chacun de nous.

---

En approuvant unanimement la Charte d'ADDISABEBA, nous ferons montre de maturité politique indiscutable. Nous couperons court à toutes les causes de divisions entre nous au bénéfice de l'Afrique et non de ceux qui les entretiennent.

Comme le voudraient les divisionnistes, il n'y a pas en Afrique, d'un côté des révolutionnaires et de l'autre des réformistes ou modérés. Il y a tout simplement une Afrique révolutionnaire dans son intégrité et au suprême degré.

Nous fermerons donc la bouche à tous ces mauvais prophètes de malheur, qui attendent de notre conférence des décisions timides, pouvant servir d'aliment facile à leurs propagandes contre l'Unité Africaine.

Je dois évoquer maintenant le problème plus délicat de la perspective économique commune, des idées-forces, qu'elles soient prématurées ou techniquement intéressantes, bref

des opinions méritant au moins d'être examinées ont été présentées et mises en avant; je ne peux que laisser aux spécialistes, le soin d'animer les débats.

Ce que je voudrais néanmoins dire, c'est que, de même qu'au début la notion de l'Unité africaine apparaissait comme une chimère et pourtant a fait son chemin, de même, il n'est pas impossible de concevoir que notre confrontation économique débouche sur des vocations nouvelles; et peut-être cette vocation laissée au tiers-monde de trouver seul, quoi qu'on en ait dit, la voie véritable de son essor économique, de créer dans la perspective de ses intérêts particuliers ce qui ne sera pas seulement le «MARCHE COMMUN AFRICAIN», mais à plus ou moins longue échéance le «TIERS-MARCHE»; peut-être tout cela nous place-t-il plus que jamais devant l'obligation de l'Unité Africaine élargie à ses dimensions optima.

**Son Excellence William V. S Tubman,  
Président du Liberia**



Tous les Africains et tous les peuples du monde attendent les résultats de la Conférence d'Addis-Abeba, et depuis l'ouverture de la réunion des Ministres des Affaires Etrangères, le monde s'est mis à l'écoute d'Addis-Abeba.

Dans son discours, Sa Majesté Impériale a exprimé de façon directe et constructive la nécessité de l'unité africaine et elle a exposé les objectifs de notre Conférence. Comment l'unité peut être réalisée, quelles mesures concrètes peuvent être prises pour y arriver, de façon à ce que s'instaure entre nous un esprit d'association et de création qui nous permettra de vivre et de travailler en paix, pour le plus grand avantage des uns et des autres, de renforcer l'Afrique dans les aspects économiques, éducatifs, culturels et techniques de son développement, tels sont les problèmes qui ont déjà été mûrement réfléchis et qui ont fait l'objet de divers projets et propositions concrets. Voici maintenant que nous est donnée l'occasion d'en faire la synthèse, d'en pousser l'étude et l'examen jusqu'au bout afin que nous puissions en tirer une façon de procéder utile, efficace, et acceptable par tous.

A ce propos, j'aimerais redire une histoire qui avait été racontée par l'un des chefs tribaux du Libéria lors d'une séance du Conseil exécutif à laquelle participaient plus de mille personnes. J'ai déjà eu l'occasion de raconter cette histoire à la Conférence d'Accra. (Il raconte l'histoire).

Jamais encore l'unité d'action n'a semblé plus souhaitable ni plus urgente, jamais auparavant les Nations indépendantes n'ont eu l'occasion unique et exaltante de s'unir dans

l'action, jamais auparavant nos problèmes n'ont été aussi graves ni aussi cruciaux que nos besoins.

La délégation libérienne est venue avec un esprit ouvert et sans préjugés; si elle a certes ses conceptions propres - dont certaines ne manqueront pas d'apparaître au cours des débats de la Conférence - c'est de façon raisonnable et dans un esprit d'équité qu'elle se propose considérer les positions des autres États et des autres groupes. Nous croyons à la valeur du compromis, à l'efficacité des concessions. Je suis convaincu que tous ceux qui sont ici réunis aujourd'hui sont venus dans le même esprit.

Je me permets de rappeler un usage auquel se conforment parfois les délégations qui participent à des conférences comme celles-ci, qui veut que l'on quitte la salle quand la discussion s'écarte de leur manière de voir. À mon avis, de tels procédés peuvent compromettre la réussite d'une conférence.

Si une décision prise est contraire aux opinions ou aux intérêts d'une délégation, il est loisible à celle-ci de demander que sa protestation soit inscrite au procès-verbal à l'usage des générations futures. Il est possible en effet que d'autres questions surgissent qui touchent aux intérêts de la délégation ou à propos desquelles les avis, les conseils et le concours de la délégation soient nécessaires ou utiles. Nous perdons le bénéfice de ces avis, de ces conseils et de ce concours si la délégation quitte la séance. Nous souhaitons instamment qu'à l'occasion d'une conférence comme celle-ci, qui restera dans l'histoire, les intérêts généraux, et non les intérêts personnels ou purement nationaux, nous guideront dans nos

---

conceptions et dans nos actes, ce qui nous permettra de participer sans passion et sans égoïsme à des débats qui, comme l'a dit Sa Majesté Impériale, doivent servir la cause de l'Afrique. C'est pour cette fin que nous sommes réunis ici, que nous avons travaillé et établi des plans en prévision de cette Conférence. Certes, cette Conférence ne saurait supprimer la nécessité d'autres réunions, mais il s'agit d'une Conférence à laquelle assistent tous les chefs d'État africains qui aspirent à l'unité et qui cherchent les moyens d'y parvenir.

Nous tenons une fois encore à rendre hommage à Sa Majesté Impériale, au Gouvernement et aux peuples éthiopiens qui ont provoqué cette réunion qui restera un grand événement dans les annales de notre continent.

Devant la tâche immense que nous avons entreprise à un moment crucial de l'histoire de notre continent, pensons en hommes d'action et agissons en sages.

Son Altesse Royale Hassan Rida,  
représentant Sa Majesté le Roi Idris 1<sup>er</sup> de Libye



À ce moment mémorable et historique où nous sommes tous réunis ici pour réaffirmer notre ferme solidarité et jeter les bases solides et permanentes de notre unité, il m'est particulièrement agréable d'exprimer mes remerciements les plus profonds et les plus sincères à Sa Majesté Impériale Hailé Sélassié Ier, Qui, à cause de son amour bien connu pour l'Afrique, a déployé de grands efforts et mené une action diplomatique remarquable pour la convocation de cette historique conférence dans cette magnifique capitale d'Addis-Abéba. Nous exprimons également notre gratitude et notre sincère reconnaissance à Sa Majesté, à son Gouvernement, ainsi qu'au noble peuple ami d'Éthiopie, pour le chaleureux accueil et la généreuse hospitalité qu'ils nous ont réservés, à nous tous.

J'ai aussi le grand plaisir de vous transmettre les salutations fraternelles du Gouvernement et du peuple Libyen à vos honorables Gouvernements et à vos peuples frères. Le peuple Libyen attache de grands espoirs à cette Conférence qui réunit ensemble les Chefs éminents de notre cher Continent.

J'espère sincèrement que nos travaux à unifier les efforts des États africains en vue d'établir une étroite collaboration dans tous les domaines et de libérer les peuples du Continent africain qui souffrent encore Sous le joug colonial et la domination étrangère soient un succès. Ces nombreux objectifs représentent le ferme espoir des peuples Africains. Ce sont ces mêmes objectifs qui ont animé les Gouvernements Africains pour se réunir, dans des conférences semblables et de prendre part à des réunions à ce haut niveau.

C'est avec une grande joie et un plaisir extrême que je profite de cette heureuse occasion pour transmettre un salut fraternel aux délégations des États Africains qui participent à nos travaux pour la première fois. Je tiens aussi à souhaiter la bienvenue à la délégation de notre pays frère d'Algérie, qui enfin prend la place qui lui revient parmi nous, après avoir acquis sa liberté et son indépendance nationale, par une lutte héroïque et dure. Au cours de sa lutte sacrée pour la liberté, la solidarité africaine avec notre pays frère d'Algérie s'est manifestée sous son meilleur jour.

Le Royaume de Libye est profondément convaincu que la compréhension entre les États de l'Afrique et leur étroite collaboration sont la conséquence logique de facteurs communs très forts: la lutte pour la liberté et la dignité; les liens historiques communs et leur unité de voix et leur solidarité dans les affaires internationales.

Nous vivons dans des temps où les groupements et regroupements régionaux et internationaux jouent un rôle primordial, et il est évident qu'il devient difficile pour un État de se trouver seul poursuivant son chemin parmi ces puissants groupements. En plus il y a les facteurs géographiques qui lient nos intérêts communs et notre besoin de nous tenir unis devant les courants hostiles, qui essayent, de toute leur force, d'empêcher notre Continent de jouer son rôle naturel dans le domaine international.

La majorité des peuples Africains, ayant réalisé leur souveraineté et leur indépendance et s'étant libérés du joug colonial, il est impératif pour l'Afrique de jouer son rôle historique et de s'élever au niveau de la mission pour laquelle elle est destinée. L'Afrique doit jouer



---

une part effective dans la civilisation humaine et dans le progrès scientifique, et elle doit rattraper les pays qui l'ont dépassée dans le domaine scientifique et économique, afin qu'elle puisse contribuer avec les autres nations libres à l'avancement et au bien-être du monde.

Notre Continent bien aimé a été, pour longtemps, privé de son droit à la liberté et à la dignité. Ce que l'Afrique a réalisé aujourd'hui est dû principalement au zèle de ses fils loyaux, qui ont prouvé au monde entier d'être dignes de guider leurs pays vers le niveau achevé par les nations avancées. En fait, les nations Africaines occupent maintenant une position éminente dans le monde et leur importance internationale a grandi. Pourtant, les États Africains devraient promouvoir plus de collaboration entre leurs Gouvernements et leurs peuples afin de contribuer, par leur sincérité, à la réalisation de la paix et de la prospérité dans le monde et ainsi, ils accompliront leur responsabilité envers l'humanité.

La politique de la Libye a toujours été de promouvoir des rapprochements plus serrés entre toutes les nations Africaines. Mon pays croit fermement que le Continent Africain doit constituer une entité indivisible et que la collaboration doit être l'objectif de toutes les nations Africaines sans distinction. Guidée par ce noble esprit, la Libye a été toujours heureuse d'accepter l'invitation à participer à des réunions et à des conférences africaines. Elle s'est gardée toujours de s'aligner à quiconque des différents groupements Africains.

La Libye est convaincue aussi que les pays Africains doivent avoir une voix unanime et unifier leurs efforts, et elle déploiera tous ses efforts et son énergie en promouvant la collaboration et la compréhension entre tous les pays Africains afin que le navire africain puisse arriver au rivage du salut. C'est en vue de ce haut et noble but que la Libye participe ici à cette grande réunion.

Aujourd'hui, nous nous trouvons heureusement réunis dans de meilleures conditions. Nous avons la perception de l'unification de la voix de l'Afrique. Nous espérons très vivement que cette conférence puisse apporter des résultats positifs et fructueux pour le bien-être de tous les peuples Africains et pour la solution complète de tous les problèmes en suspens. Nous sommes animés par l'espoir de voir notre conférence formuler les bases d'une collaboration plus étroite, dans un esprit de compréhension mutuelle

qui permettrait à nous tous de servir notre intérêt commun. Ainsi nous pouvons unifier les efforts des nations Africaines dans l'élimination de ce qui reste des vestiges du colonialisme sous toutes ses formes, y compris le sionisme, la discrimination raciale et toute autre forme de tyrannie et de despotisme colonialistes.

La compréhension mutuelle et la collaboration plus étroite entre États Africains sont très essentielles. Nous devons éviter, à tout prix, la formation de blocs Africains, qui risqueraient de déchirer et de diviser l'unité de l'Afrique et créer un danger réel à notre sauvegarde et à notre existence. Telle désunion aiderait seulement les impérialistes et les sionistes - qui sont les ennemis les plus dangereux de l'Afrique - à semer la discorde et la dissension entre les nations Africaines et de servir les intérêts égoïstes et leurs objectifs colonialistes.

La Libye a été, et elle reste, la Porte d'entrée principale de l'Afrique. Les amendements à la Constitution Libyenne, promulgués il y a quelques semaines, et qui ont amené notre pays au système unitaire, déclarent clairement que la Libye est une partie intégrante de l'Afrique. Pour cela, mon pays est déterminé à combattre et à résister à toute tentative visant à la division de l'Afrique par l'emploi d'expressions tendancieuses telles que «l'Afrique du Sud au Sahara». Pareille définition vise à séparer l'Afrique de ses territoires du Nord. Le Sahara Africain doit être un pont qui nous unit et non pas un obstacle qui nous sépare.

A l'ordre du jour que nous avons établi sont inscrits plusieurs points importants qui visent à la réalisation de l'unité africaine. Cette unité que nous chérissons depuis si longtemps est le plus grand espoir de tous les peuples d'Afrique, qui ont les yeux tournés sur notre conférence, pour voir si ce noble idéal sera enfin réalisé d'une façon concrète. C'est donc notre devoir envers tous les peuples d'Afrique d'établir les principes et de jeter les bases de notre unité dans tous les domaines, à savoir: une coopération et une solidarité étroites sur le plan politique, économique, culturel et social.

Je voudrais conclure en vous exprimant encore une fois mes vœux les plus sincères de succès complet pour cette conférence bénie. Nous prions Dieu Tout-puissant pour que cette conférence puisse être un pas en avant vers l'unité Africaine. Tous les peuples Africains regardent cette conférence avec espoir et contemplent un avenir plus brillant. Nous



---

ne devons pas oublier qu'il y a encore des peuples Africains frères dans l'Afrique du Sud, Angola, Mozambique, Guinée Portugaise, Afrique Sud-Ouest et dans d'autres territoires Africains, qui souffrent actuellement sous le joug de l'impérialisme. Ces peuples frères nous appellent, au nom de la fraternité et de la solidarité, à nous unir et à collaborer pour l'intérêt de notre Continent bien-aimé contre les ennemis communs, qui persistent à semer la discorde et la dissension entre nos rangs.

Je vous remercie.



**Son Excellence Philibert Tsiranana,  
Président de Madagascar**

Pour les Malgaches, la rencontre éthiopienne revêt une particulière signification. Si l'on en croit la légende, l'Éthiopie et la Grande Ile malgache ont de commun une double appartenance à l'Afrique et à l'Asie. Est-ce à cette commune source que les deux nations doivent d'avoir aménagé les pentes des collines en terrasses cultivables et d'avoir construit leurs points forts au sommet de collines escarpées?

Qu'y a-t-il d'exact dans les traditions qui rapprochent les deux races abyssine et malgache à partir de constatations anthropologiques, ethniques et linguistiques?

Ces questions encore sans réponse, le prestige personnel de notre hôte très éminent, Sa Majesté Hailé Sélassié Ier, tout concourrait à entourer d'un préjugé favorable de la part des Malgaches ma venue dans l'ancien Empire de la Reine de Saba.

Mais le peuple malgache, bien que très attaché à son passé, tourne ses regards vers l'avenir et nourrit un grand espoir pour notre Convention Africano-Malgache, qui fera date dans l'histoire du Tiers-Monde. (Je signale en passant que j'emploie ce terme de «Convention» dans ses acceptations anglo-saxonnes).

Nous sommes ici - nous ne le répéterons jamais trop pour nous pénétrer comme il convient de cet objectif nous sommes ici, dis-je, pour construire l'unité africaine et malgache.» ...

... «Nous avons, pour la plupart, hérité des puissances coloniales une répartition et un regroupement des nationalités qui, bons ou mauvais, sont des réalités patentées. Les colonisa-

teurs nous ont également laissé une répartition et un regroupement linguistique qui nous permettent aujourd'hui, à Addis-Abeba, de nous expliquer et de nous comprendre.

S'il m'est permis d'élargir un instant notre propos, je mentionnerai qu'ils nous permettent aussi de nous faire comprendre hors du continent africain et de Madagascar et même de rayonner dans le monde entier: je ne vous apprendrai rien en signalant ici que notre ami, Son Excellence M. Léopold Sedar Senghor, s'est vu décerner récemment, en France, le Grand Prix International de poésie.

Il s'est donc constitué, de gré ou de force, des groupements qui sont stabilisés. Il ne me semble pas acceptable que les unités ainsi créées puissent être remises en question. Il n'est plus possible, ni souhaitable, de modifier les frontières des Nations, au nom de critères raciaux, religieux, en invoquant cette Unité à base d'Uniformité que je dénonçais à l'instant.

Un État est toujours, à l'un des moments de son histoire, un assemblage de races, de religions ou de langues comportant inévitablement des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques. Ces minorités ont droit à la vie et doivent être respectées.

Car en effet, si nous prenions pour critère de nos frontières la race, la tribu ou la religion, il y aurait en Afrique des États qui seraient effacés de la carte.

Démagogie à part, on ne peut penser qu'un seul de nos États accepterait volontiers, pour la Cause de l'Unité, d'être parmi les victimes.

L'île de Madagascar a été peuplée par plusieurs races, africaines et asiatiques. Mêlées comme elles l'ont été, ces races constituent aujourd'hui un seul peuple de même sang, de même langue, ouvert à toutes les religions. L'insularité a sans doute facilité la fusion, Je ne doute pas cependant que les ethnies groupées dans les actuelles limites nationales des États du Continent ne puissent, si ce n'est déjà fait, fusionner rapidement grâce à l'accélération que différents facteurs peuvent imprimer à ce phénomène, et notamment le développement des communications sous toutes leurs formes, et de la culture.

C'est pourquoi notre Convention Africano-Malgache se doit à mon avis - et c'est par là seulement qu'elle suscitera dans le monde entier la considération et la révérence que nous lui souhaitons tous - notre Convention Africano-Malgache, dis-je, se doit de coller à la réalité et de se montrer.

Cela ne se fera pas sans un réel sacrifice. Il nous faudra en effet, me semble-t-il, contrôler et maîtriser nos profondes aspirations sentimentales; l'élan du cœur et la ressouvenance du passé nous animent dans notre très sincère et très respectable recherche d'un étroit rassemblement et d'une fusion aussi complète que possible; nous y voyons des éléments déterminants de la défense de notre patrimoine ancestral, de nos droits et de nos intérêts.

Toutefois les Malgaches étant très attachés à leur indépendance nouvellement et difficilement acquise, je ne pourrais me faire suivre de mes compatriotes si je donnais mon adhésion à un projet d'association à caractère fédéral ou même seulement confédéral. Le spectacle que nous offre notre planète en ses différentes parties, et - pourquoi ne pas le dire - dans le continent africain, lui-même doit nous inciter à la réflexion. Ce qui se passe dans le Monde à la recherche de son équilibre n'est pas fait pour nous inciter à souhaiter dans l'immédiat une unité rigide dans ses principes et dans leur application.

Je voudrais qu'on me comprenne bien: je crois que la force de l'Afrique dans le monde résidera dans sa cohésion, et que l'idéal à atteindre est l'harmonie par la fraternité dans toutes ses manifestations; c'est bien là, j'en suis aussi profondément convaincu qu'aucune des personnalités ici présentes, le phare vers lequel nous devons conduire les peuples dont nous avons la lourde et grave responsabilité.

Mais je pense que le but est encore lointain; que, parce qu'il est lointain, il convient de se mettre en route le plus tôt possible; mais aussi, que l'entreprise projetée doit être, sous peine d'échec, préparée avec le plus grand soin.

Lorsque je note les obstacles que rencontre l'unification de l'Europe, le prix qu'y ont mis ses artisans au cours des siècles, je ne puis croire que l'accélération de l'histoire et les leçons qu'elle a pu nous donner nous autorisent à envisager des solutions accélérées.

En dépit de nos ancestrales vocations à la solidarité et à la fraternité, nous nous tromperions gravement si nous pensions que, par des textes, nous allons décréter l'unité africaine et par cette seule volonté, lui donner vie.

Je souhaite, avec bon nombre des membres de l'honorable Assemblée, la constitution d'un Gouvernement et d'un Parlement couvrant toute l'Afrique, si nous appelons cela l'unité; mais il ne paraît pas réaliste de la croire prochaine.

Dieu merci! Une chose nous rassemble et nous rapproche, c'est notre commun idéal d'unité. Nous devons donc pouvoir, en toute amitié, mesurer les obstacles et définir les moyens de les surmonter.

La preuve de cette possibilité par l'existence des Groupes de Casablanca, de Monrovia et de Brazzaville, et celle des trois Chartes qui les ont institutionnalisés; la République Arabe Unie est en voie de renaître, renforcée, de tentatives antérieures.

Ces constructions ne se sentent pas édifiées sans une prudente lenteur, en dépit des immenses efforts de bonne volonté de tous ceux qui y ont participé. Mais elles existent et s'emploient à réaliser les projets qu'elles ont arrêtés.

Car il ne suffit pas de diffuser dans le monde des déclarations d'intention pour donner force à un groupe régional et lui permettre de défendre ses idéaux et ses intérêts; il est nécessaire de s'appuyer sur du concret. Dans un premier temps, ce concret ne peut émaner que des groupes régionaux existants; c'est selon moi à leur niveau que peuvent se réaliser pratiquement l'unité d'idéal et l'unité d'action auxquelles nous visons.

Encore sera-t-il nécessaire que se dégage dès l'abord plus qu'une doctrine politique, culturelle et sociale; il faudra aussi, il faudra en premier lieu; que se précisent les lignes exactes d'une politique et spécialement d'une politique économique, car on n'a jamais vu que des alliances aient pu être durables sans le fondement de dispositions d'ordre économique ....

...«Ce n'est qu'ensuite que, selon moi, l'organisation commune pour laquelle nous sommes réunis, pourra établir ses assises sur des données acceptables pour nous tous, et aussi pour les pays isolés, encore dépendants, susceptibles de s'y intégrer ultérieurement.

Je sais bien que ma thèse s'oppose au désir de plusieurs d'entre nous, de n'entendre parler que du Groupe Africain en ignorant les groupes. Je sais aussi qu'elle s'oppose aux impatiences de ceux qui attendent de notre première réunion un système communautaire complet, à l'échelle du Continent.

Je réponds à ces objecteurs que les Groupes existent, et qu'ils existeront tant que leur fusion n'aura pas été réalisée; et qu'elle ne peut se réaliser par la seule expression de la volonté de le faire.

Si l'on me permet une image, je dirai que nous sommes en train d'édifier la maison. Les fondations sont nos peuples, qui existent, c'est l'Afrique elle-même; les murs en sont les Groupes régionaux, qui doivent être solidement liés les uns aux autres par des chaînages de béton et pas seulement par un crépi qui en dissimulerait les fissures: et la toiture, aussi indispensable que les fondations et les murs, c'est l'unité africaine que nous poserons sur les murs mutuellement renforcés.

Je réponds encore que la communauté africaine immédiate est une illusion lorsqu'on la veut, comme le font certains, s'appliquant à la politique étrangère et à la diplomatie, comme à la planification économique, à la monnaie et à l'émission, et enfin à la défense. Beaucoup de nos États ne pourraient supporter l'épreuve communautaire à leur stade actuel de développement politique et économique dans l'indépendance. Mes collègues des États anciennement Territoires de l'Outre-Mer français peuvent dire, avec moi, qu'un pareil régime est celui que nous avons connu pendant la période d'autonomie où nous appartenions à la Communauté française.

Il n'est pas sans mérites et sans avantages, mais il est limitatif de l'indépendance, de cette indépendance que nos États ont tous acquise de plus ou moins longue date. Il n'est en conséquence acceptable que s'il leur apporte à chacun et à tous, en contrepartie immédiate, une incontestable plus-value politique, économique et sociale dans le rapport de leurs forces avec celles des autres Nations du Monde» ...

... «Nous entendons conserver nos États dans leur totale souveraineté et traiter d'égal à égal entre nous, sans considération de leur importance géographique ou démographique.

Nous entendons garantir solennellement l'intégrité de chaque État et son droit inaliénable à une existence indépendante. Ceci nous conduit à nous garantir mutuellement la non-agression, la non immixtion dans les affaires intérieures des États, et à proscrire et condamner la subversion qui trouverait un refuge, un aliment ou un appui dans un des États associés.

Nous sommes dès lors partisans du règlement pacifique des conflits et différends qui pourraient surgir entre États-Membres.

Nous sommes déterminés à faire disparaître le colonialisme et à lutter pour l'indépendance des peuples-frères sous la domination coloniale, et nous sommes décidés à enrayer toute tentative de néo-colonialisme, d'où qu'elle vienne.

Je pense, je le répète, qu'aucun de nous ne rejettera aucun de ces principes dont l'énumération n'est d'ailleurs pas exhaustive, et nous les accepterons comme base de notre institution si nous voulons créer l'Afrique de la Fraternité.

Mais, je dois alors mettre en relief que notre adhésion écarte «ipso facto» la formule de la Fédération des États: Africains, puisque le fédéralisme suppose l'abandon d'une grosse partie de la souveraineté nationale.

De même, nous rejetterons la formule confédéraliste parce que l'autorité que nous placerions au-dessus des États pourrait imposer des directions inacceptables par certains d'entre nous.

J'estime donc que nous devons, pour assurer le succès de nos desseins et la puissance de l'Afrique des États trouver - dans un premier temps au moins - une formule plus souple et cependant efficace comme l'ont fait les États constitutants des Groupes de Casablanca, de Monrovia, et l'Union Africaine et Malgache. Prédisposés par leurs affinités respectives aux formes les plus étroites de regroupement, ils ne se sont cependant orientés ni vers le Fédéralisme, ni même vers la Confédération.

Comme les États membres de ces Groupes, nous atteindrons notre objectif par la mise en œuvre de notre commun esprit de coopération active, L'Afrique des États doit être l'Afrique de Coopération» ...

...»Quelles pourraient être les institutions fondamentales de la coopération panafricaine et malgache? Autrement dit, quelle sera la structure même de notre future Charte?

Madagascar la verrait volontiers ainsi: une Réunion des chefs d'État et de gouvernement, un Conseil des Ministres, un Secrétariat Général, un Groupe Africano-malgache

à l'O.N.U., une Commission Permanente de Conciliation et une Organisation Africano-malgache de Coopération Economique; ceci n'est évidemment pas limitatif.

La Conférence des chefs d'État et de gouvernement se réunirait selon une périodicité à fixer, par exemple une fois par an. Autorité suprême, elle prendrait des décisions immédiatement exécutoires; l'idéal serait que pour le respect du principe de la souveraineté des États, les décisions soient prises à l'unanimité des voix, chaque État ne disposant bien évidemment que d'une voix.

Le Conseil des Ministres, dont les réunions pourraient être semestrielles, traiterait les questions justiciables de décisions, préparerait et dirigerait les travaux des colloques d'experts dont il tirerait ensuite les conclusions, et enfin, préparerait la matière des réunions de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement.

Le Secrétariat Général, organe administratif de la Convention, organiserait les colloques et les réunions du Conseil des Ministres, serait responsable de l'exécution des décisions des

chefs d'État et de gouvernement, et de celles du Conseil des Ministres, rendues exécutoires. Car j'espère que les décisions prises à tous les niveaux ne resteront pas lettre morte.

Le Groupe Africano-malgache à l'Organisation des Nations Unies composé des Représentants à New York des Pays Membres, constituerait l'instrument permanent de la politique continentale à l'égard des pays ou groupements de pays des autres continents. La représentation dans les organismes spécialisés de l'O.N.U. serait organisée sur les mêmes bases.

La Commission Permanente de Conciliation constituerait la cinquième institution fondamentale, et cela dans le cas même où elle serait créée par un traité particulier ; garante de la Paix africaine, elle est d'une importance primordiale. Il serait pertinent, compte tenu de l'importance que nous attachons tous à l'harmonie de nos relations, de prévoir par le même traité l'organisation de l'arbitrage.

La Cour Internationale de Justice ne sera utilisée que lorsque tous les moyens de conciliation Africaine auront été épuisés.

Ces moyens seraient ceux de notre action politique; le sixième concernerait notre deuxième front, le front économique, il s'agit de l'Organisation de Coopération Economique et sociale.

Nous sommes tous convaincus que la force de notre entente repose sur notre force économique; nous savons tous que le développement social et culturel n'est possible que s'il s'appuie sur l'essor économique. Il conviendrait de ne pas affaiblir les différentes formes de la coopération, et leur efficacité, par un fractionnement excessif; loin de les répartir entre plusieurs organismes autonomes, nous devrions les grouper dans des sections spécialisées du même organisme.

Nous souhaitons tous la constitution d'un Marché Commun Africain, et parce que nous le souhaitons ardemment, nous devons le préparer avec le plus grand soin» ...

... «Pour élargir l'espace économique africain, il convient dans une première phase d'harmoniser les plans de production et de supprimer les barrières douanières. Il serait dangereux

---

pour son avenir que l'Industrialisation du Continent se poursuive dans le désordre que nous pouvons constater actuellement.

Nos richesses naturelles, effectives ou en puissance sont multiples et diverses. Chacun de nos Pays doit faire effort sur celles où il est le mieux placé, et laisser à d'autres pays plus favorisés l'exploitation des ressources qui, pour lui, sont secondaires. C'est en évitant la concurrence que nous créerons une industrie forte et concurrentielle sur le marché mondial. Et puisqu'il en est temps encore, nous devons favoriser le développement de nos industries par la spécialisation de nos Pays.

Un régionalisme intelligent et large nous y aidera. Déjà on a pu remarquer en Afrique des politiques économiques concertées, qui s'appliquent à des zones d'importance relativement faible à l'échelle géographique du Continent, mais non négligeables politiquement et, démographiquement; et l'on a pu constater que ces ententes ont obtenu déjà d'excellents résultats.

C'est pourquoi je pense que les regroupements régionaux seront initialement indispensables; ils seront un moyen, non une fin en soi, et nous devons tendre à fusionner ultérieurement les complexes économiques ou autres qu'ils auront formés.

Il m'est difficile de croire que le régionalisme puisse développer les particularismes; je pense, bien au contraire, qu'il favorisera la coopération et contribuera à l'épanouissement de l'universalisme africain. Chaque État membre d'un groupement régional peut devenir un relais efficace pour de nouveaux rapports entre ce Groupement et d'autres États Membres de la Convention. Le mouvement est réversible: on peut concevoir qu'un État de la Convention s'intègre à un groupement régional auquel il n'appartient pas pour une opération définie; on peut même prévoir qu'un programme régional, renforcé par des adhésions nouvelles, deviendra le programme de la Convention pour plusieurs Groupements régionaux et peut être même pour l'ensemble de ses Membres.

En résumé, je crois sincèrement que, dans tous les compartiments de notre coopération, le processus sera identique, que notre unité résultera du rassemblement des groupements régionaux, je crois même qu'il sera nécessaire de créer de nouveaux groupements régionaux pour couvrir le continent d'un dispositif harmonieux de coopération.

Afin que, sur cette base, se préparent des rapprochements nécessaires, nous devons faire preuve d'esprit réaliste et de sens pratique. Un système de liaisons et d'informations permanentes, un réseau d'interpénétration, me paraissent devoir être la première de nos préoccupations.

Car, je vous le demande, comment créer une union sans moyens de se réunir? Il ne suffit pas que les chefs d'État et de gouvernement que nous sommes, il ne suffit pas que quelques Ministres et quelques Experts et Ambassadeurs de bonne volonté se connaissent, se comprennent et s'estiment mutuellement; il faut encore que le technicien et l'homme d'affaires, l'étudiant et le sportif puissent se déplacer librement et se sentir comme chez eux, dans tous les pays de la Convention.

Je souhaite, en conséquence, que nous mettions très vite au point un ensemble de dispositions propres à faciliter les communications, et tout d'abord que nos nationaux puissent voyager sans obstacle à travers l'ensemble de nos pays; que sur la simple présentation de leur carte d'identité nationale, ils aient libre passage à travers toutes nos frontières.

Il est nécessaire, en second lieu, que nous fixions les langues, très peu nombreuses pour la commodité de nos rapports, que nous emploierons officiellement. Il importe peu qu'elles soient un apport extérieur à notre culture héréditaire: je pense même qu'une de nos langues vernaculaires n'aurait aucune chance d'être agréée comme langue commune par les autres Nations composant notre Convention.

Il convient enfin que nous résolvions dans les moindres délais le problème du réseau panafricain des communications et des transports. Le poste central de nos lignes téléphoniques et télégraphiques devrait se trouver en Afrique et autant que possible au centre géographique du Continent. Il devrait en être de même de l'aéroport qui nous servirait de plaque tournante.

Nos routes, nos chemins-de-fer, nos lignes maritimes, doivent être constitués en réseaux répondant à nos desseins.

Ces desseins ne doivent pas être limités à l'Afrique et à Madagascar repliés sur elles-mêmes comme pour vivre en autarcie.

L'Unité ne doit pas dresser une barrière infranchissable autour de l'ensemble de nos Pays, pour les isoler des autres continents.

Le monde moderne est celui des entraides et des solidarités internationales, et nous ne saurions le méconnaître sans faire courir à nos Pays de graves dangers.

---

C'est avec le monde entier que nous constituerons nos économies, et que nous les ferons prospères. Et, ne l'oublions pas, c'est une économie prospère qui consolidera l'indépendance de chacun de nos États et de l'Unité de l'Afrique.» ...





Son Excellence Modibo Keita,  
Président du Mali

Sa Majesté Impériale, M. le Président, Excellences, la tradition veut qu'en la République du Mali, nous n'adoptons pas la langue diplomatique qui veut que l'on taise ce que l'on pense, que l'on dise ce que l'on ne pense pas. Si vraiment nous sommes les uns et les autres animés de la volonté ardente de faire l'unité africaine, il faut que nous prenions l'Afrique telle qu'elle est, il faut que nous renoncions aux prétentions territoriales, si nous ne voulons pas instaurer en Afrique ce qu'on pourrait appeler l'impérialisme noir. Car pour nous l'impérialisme n'est le fait d'un pays, d'un continent ou d'un bloc: l'impérialisme est cette manifestation de la volonté de domination d'un homme sur un homme, d'une société sur une société, d'un peuple sur un peuple et de vouloir à tout prix lui imposer son mode de penser, son mode de vie, son mode de développement politique et économique, et alors, l'unité africaine exige de chacun de nous respect intégral de l'héritage que nous avons reçu du système colonial, c'est-à-dire le maintien des frontières actuelles de nos États respectifs.

Il est donc nécessaire, il est même indispensable que d'une manière concrète, nous mettions un terme à tous les éléments de division; le respect de la souveraineté de l'intégrité territoriale de chaque État doit être concrétisé par un engagement, un pacte multilatéral de non-agression garanti par chacun des États ici réunis. La conclusion d'un tel accord renforcera les relations interafricaines et réduira dans ce domaine les ingérences extérieures et ouvrira une heureuse perspective à la coopération africaine dans le domaine de la défense et de la sécurité. Dans le cadre ainsi défini un organisme de conciliation inter-États que nous devons mettre en place !pourra répondre à notre attente dans le règlement des différends qui opposent les pays africains. M. le Président, vous avez sans doute deviné la volonté de mon pays de ne point exiger de la position privilégiée que

lui confère l'Article 48 de sa constitution qui prescrit l'abandon partiel ou total de souveraineté au profit de toute construction africaine viable. Dans la perspective de réalisation d'une unité complète, le peuple du Mali unanime a choisi d'examiner avec discernement les réalités de notre continent et les expériences des États frères.

Quelles sont ces réalités? Ici il a été affirmé que le système colonial a divisé l'Afrique; c'est vrai sous un certain rapport mais l'on peut dire aussi que le système colonial a permis à des nations de naître. En effet, si nous prenons certaines parties de l'Afrique dans la période précoloniale, l'histoire nous a appris qu'il y avait là une poussière de royaumes et d'empires qui se définissaient suivant les tribus et les ethnies mais qui aujourd'hui dans certains États ont transcendé ces différenciations tribales et ethniques pour constituer un État, un véritable État; c'est là aussi des réalités dont il faut tenir compte, et nous pensons, quant à nous» que l'unité africaine, si elle veut être une réalité, devra tenir compte de ce fait aussi.

Je me permets de vous citer un exemple: si nous voulons que nos nations soient des entités ethniques parlant la même langue, ayant la même psychologie, et bien on ne trouvera en Afrique aucune véritable nation. La République du Mali est constituée d'une dizaine de races qui ont transcendé leurs différenciations ethniques et tribales pour constituer aujourd'hui la République du Mali, mais est-ce- que nous n'avons pas des Senghaï qui, par le fait de grands mouvements humains se sont trouvés au Niger et ailleurs, est-ce que nous n'avons pas des Fullbés de toutes couleurs qui, par le processus de développement de la société se sont retrouvés en Guinée dans le Nord du Cameroun ou en

Nigeria? Et bien s'il fallait, partant de la définition de la nation, exiger que la République du Mali soit constituée essentiellement de Manadière, ou de Fulbés, ou de Senghaïs et bien nous aurions des problèmes, et beaucoup de problèmes avec nos voisins.

C'est cette réalité dont il faut tenir compte, et une autre réalité: les États africains, selon le système colonial et selon aussi le développement des organisations populaires, se sont plus ou moins orientés dans telle ou telle voie de construction. Pendant que certains États africains continuent à suivre dans leur développement économique la ligne tracée par l'ancienne puissance coloniale, d'autres se sont engagés dans une autre forme de construction, je veux parler de la construction socialiste. D'autres enfin, ont choisi une voie intermédiaire, et tout cela compte tenu de la réalité de leurs États.

Il serait bien illusoire en effet aux responsables que nous sommes de vouloir jouer le rôle que nous souhaitons, tant que tout près de nous, quelquefois à nos frontières nos propres frères sont réduits à l'esclavage ou ravalés au rang de bête de par la seule volonté de colonialistes attardés, qui n'ont rien compris à l'histoire, et de racistes d'Afrique du Sud. Le problème ici est grave et affecte la conscience de l'humanité entière; certes, l'opprobre unanime des membres de l'Organisation des Nations Unies, l'aide constante et courageuse des États anti-impérialistes et notamment des pays frères d'Asie en apportent témoignage.

Ceci n'empêche que le problème est d'abord et essentiellement notre, que ce qui se passe en Angola, en Mozambique, en Rhodésie du Sud, en Afrique du Sud, s'inscrit en faux contre tout ce que nous proclamons, s'oppose aux aspirations les plus légitimes et se dresse là comme une injure à toute notre âme d'africains. Il est temps, il est grand temps d'en finir; notre organisation commune, doit en faire sa première préoccupation et décider ici-même le recrutement dans nos États de volontaires pour la libération de ces territoires, engager les gouvernements à assurer le transport sans restrictions des armes et des munitions destinées aux patriotes et à alimenter un fonds commun de solidarité pour soutenir nos frères engagés dans le combat de libération.

Chers frères, dans ce domaine comme dans celui de l'organisation commune que nous entreprenons, la Conférence d'Addis-Abeba se doit de rejeter les sentiers battus des forums internationaux et creux qu'ont été hélas jusqu'ici bien des conférences africaines;

il y va de la dignité de l'Afrique, du sérieux de notre organisation commune. J'en saurais poursuivre sans signaler à votre attention le danger de subversion en Afrique. En effet, vous savez que dans certains États résident des nationalistes des autres États, mais actuellement indépendants. Si nous voulons réellement réaliser l'unité africaine, basée essentiellement d'abord sur la confiance des uns vis-à-vis des autres, il est essentiel que cette situation puisse trouver une solution. Ce que nous pouvons recommander, c'est que l'unité africaine passe d'abord par l'unité nationale. Il serait souhaitable que les États africains dont certains ressortissants ont été obligés de se réfugier à l'extérieur, leur tendent la main, et leur facilitent le retour au foyer et dans la patrie commune.

La dignité des africains colonisés et aussi l'unité des États ici représentés: la tâche n'est pas facile. Les expériences des uns et des autres concourent à reconnaître la création d'une harmonisation là où l'on peut. À cet égard notre délégation salue avec joie les résultats des travaux de la conférence préliminaire des Ministres des affaires étrangères, ses recommandations qui ont exposé en termes clairs les divers aspects de la coopération interafricaine et que pour ma part je m'interdis de reprendre à cette illustre tribune.

Notre attention cependant portera ici sur la création du Comité économique et social qui étudiera et organisera la coopération dans les domaines économiques, social et culturel ainsi que dans le cadre des communications et des transports. Dans le cadre des attributions de ce Comité il pourrait être trouvée une solution heureuse aux problèmes préoccupants de l'organisation et des modalités d'octroi de l'aide extérieure; ainsi, dans le domaine du commerce extérieur, le Comité œuvrerait à l'harmonisation rapide de nomenclature douanière, à l'organisation d'un système international de transit et encouragerait la coopération administrative en matière douanière. Le Comité économique et social entreprendrait l'étude des possibilités d'harmonisation, des législations commerciales en vue d'éviter la double imposition. En même temps il mettrait en place une organisation d'aviation civile qui pourrait convoquer une Conférence en vue de la création d'une compagnie africaine de navigation maritime. C'est ce Comité aussi qui pourrait se charger de créer une organisation africaine de banques. Il mettrait un soin particulier à étudier la possibilité de création d'une communauté économique africaine, avec y compris les effets des groupements économiques extérieurs sur l'économie de notre continent. De même il est de première urgence d'organiser la défense des prix de nos matières premières par la création d'un fonds commun de stabilisation des prix, les re-

---

cherches systématiques des moyens de coordination des plans de développement tant à l'échelon du continent qu'à celui de la région dans le domaine de l'industrialisation, du transport, de l'énergie, demeurée l'une des tâches les plus importantes de ce Comité.

**Son Excellence Mokhtar Ould Daddah,  
Président de la Mauritanie**



La tenue de notre réunion, dans cette capitale glorieuse, est un présage heureux et le gage le plus sûr de la réussite de nos travaux.

Je suis heureux de pouvoir proclamer, aujourd'hui, devant toute l'Afrique réunie, ce que j'ai toujours exprimé à toutes les occasions, depuis des années, au nom du Peuple mauritanien: je veux dire la foi de ce Peuple dans la nécessité de construire l'Unité Africaine, et sa détermination constante d'accepter tous les sacrifices nécessaires pour la réalisation de cette Unité. Le Peuple mauritanien est, en effet, convaincu que son indépendance ne sera complète que le jour où tous les peuples du Continent seront libres et unis. Il se considère comme partie intégrante de la grande Patrie africaine que nous devons construire à tout prix, si nous ne voulons périr, victimes de l'isolement et des querelles absurdes.

Depuis que la Mauritanie a acquis le droit d'exprimer son point de vue, c'est-à-dire depuis déjà le régime de l'autonomie interne et, surtout, depuis qu'elle a accédé à l'indépendance, elle n'a cessé d'affirmer son attachement à l'Unité africaine. La meilleure preuve en est que le Parti du Peuple mauritanien proclame, à l'article 2 de ses statuts, que la réalisation de l'Unité africaine est un des objectifs Fondamentaux de son action. Aussi, la délégation mauritanienne éprouve-t-elle, aujourd'hui, une joie immense, à l'occasion de la réunion de cette Conférence historique qui concrétise un espoir longtemps caressé.

L'Unité africaine est notre préoccupation essentielle; car, comme je l'ai souvent expliqué, notre position géographique fait de nous un TRAIT d'UNION naturel, entre l'Afrique Noire

et l'Afrique Blanche. La Mauritanie est liée aux pays arabes par des liens ethniques et par un patrimoine culturel précieux. À l'Afrique Noire aussi, outre des liens ethniques solides, elle se rattache par sa géographie et, depuis toujours, par son économie. Le Peuple mauritanien se trouve, par ce double fait, dans l'impossibilité de renier l'une ou l'autre de ses deux origines, ou de s'en couper totalement. Il est fier de symboliser, dans l'harmonie des éléments qui le composent, l'Afrique unie dans sa diversité, d'où un exemple de cette Unité qui est le but de tous.

Chers frères,

Les travaux de nos Ministres des Affaires Etrangères ont déblayé le chemin, nous laissant la responsabilité de définir, en dernier ressort, les moyens qui permettront la concrétisation de l'Unité africaine et malgache.

Les vœux de la délégation mauritanienne seraient comblés, s'il s'avérait possible de réaliser immédiatement l'Unité totale, et nous sommes prêts à y souscrire tout de suite. Mais nous devons reconnaître que de grandes difficultés existent, qui sont dues aux différences des conditions économiques, politiques, aux différences de civilisation, etc. Pour toutes ces considérations, nous pensons que la meilleure méthode est de procéder par étapes, «à condition que la première soit franchie, dès maintenant,» et que les bases de l'Unité soient posées, dès maintenant, de telle façon que le processus soit, désormais, irréversible.

---

Les regards du monde entier sont fixés sur nous, en particulier ceux des peuples africains. Or, le plus grand crime que nous pouvons commettre contre ces peuples, c'est d'échouer. Il faut que cette Conférence réussisse et réponde aux espoirs placés en elle. Il suffit, pour cela, à mon avis, que nous fassions l'inventaire des points sur lesquels un accord, dans l'immédiat, est possible, et que cet accord se concrétise sans retard. Voici quelques uns de ces points:

- Élaboration immédiate d'une charte africaine définissant les principes sur lesquels l'Unité doit s'établir, ainsi que les buts et les moyens;
- Création d'un secrétariat permanent, chargé de coordonner l'activité des organismes panafricains existants ou à créer, et disposant des pouvoirs nécessaires;
- Création immédiate du plus important de ces organismes: une organisation de coopération économique technique, dont la nécessité est évidente, et dont le rôle sera de constituer un front africain de défense des intérêts de notre continent, notamment dans les domaines de la stabilisation des cours des matières premières, la transformation de la plus grande quantité possible de ces matières premières sur place, l'action commune pour imposer aux pays développés le respect de notre continent et de ses intérêts. Ceci, au demeurant, appelle, d'une part, la mise sur pied d'un marché commun africain, dont la conception et la réalisation seront l'une des missions principales de cette organisation, et, d'autre part, la création d'une banque africaine pour le développement.
- Création d'un organisme culturel chargé d'encourager et de faire rayonner les cultures africaines. La nécessité de fonder une université africaine est particulièrement urgente. Il est aussi important d'encourager des rencontres, sous l'égide des organisations populaires: partis politiques, syndicats, mouvements des femmes, des jeunes, d'étudiants, afin de supprimer les causes d'isolement dont nous avons si longtemps récolté les fruits amers.
- Dans le domaine de la lutte contre le colonialisme et la discrimination raciale, il faut coordonner les efforts et l'aide que nous devons apporter aux mouvements qui combattent pour la libération; cette coordination doit se faire par l'intermédiaire

d'un bureau qui centralisera et répartira toutes les contributions. À cette occasion, je demande à la Conférence des chefs d'États et de Gouvernements africains et malgache d'adresser un appel solennel aux nationalistes de chaque pays, leur demandant de former un front uni, pour que la lutte ne souffre pas des querelles qui les opposent et pour que l'aide qui leur sera apportée atteigne son objet.

- Sur le plan international, un groupe africain cohérent doit fonctionner, aussi bien à l'O.N.U. que dans toutes autres organisations internationales. Cela ne veut pas dire que le groupe afro-asiatique doit disparaître: en effet, de nombreux liens existent entre nous et les pays d'Asie; communauté d'intérêts, luttes passées et présentes contre le colonialisme, part active prise par eux dans la libération de l'Afrique, etc.

Il n'est donc pas question que l'Afrique, même unie, s'isole et par-delà la nécessaire solidarité avec les pays du Tiers-monde, elle doit chercher à établir les bases d'une coopération fraternelle avec tous les états, dans l'intérêt du développement de notre continent, bien sûr, mais aussi pour contribuer à faire régner la paix et l'harmonie dans le monde.

Je n'ignore pas que la plupart des points que j'ai développés l'ont déjà été, avant moi, par d'autres orateurs: mais je ne crois pas que ce soit là une mauvaise chose; il faut que chacun exprime à cette tribune ses idées sur l'Unité africaine et les moyens de la réaliser: tant mieux, si les mêmes idées reviennent souvent. C'est bon signe. De plus, j'ai essayé d'apporter une contribution personnelle, en formulant des propositions simples, faciles à appliquer.

Mes chers Amis,

Je tiens à signaler à votre attention, avant de terminer, que l'Unité africaine et malgache dont nous sommes tous en train de jeter les bases ici, exige de nous des sacrifices dont le moindre n'est peut-être pas l'oubli de nos querelles et de nos dissensions passées. L'histoire est là pour nous rappeler que les petits conflits de ce genre comportent des risques de balkanisation trop graves pour que nous les prenions à la légère. Le peuple mauritanien, en ce qui le concerne, n'entretient nul ressentiment, nulle rancune pour personne, même pas pour ceux qui, à un moment donné ont pu lui faire ou chercher à lui faire du mal. Il leur tend, au contraire, une main amicale, comme à des frères retrouvés,

---

en répétant le mot de Joseph: «Dieu vous pardonne». Bien plus: afin de prouver notre bonne volonté, et de contribuer à rapprocher tous les membres de la grande famille africaine, je proclame, à cette réunion historique, que nous sommes prêts à établir avec le Maroc des relations amicales comme celles qui nous lient aux autres pays frères, et cela dès que le Maroc aura reconnu notre indépendance et notre souveraineté nationales.





Son Excellence Hamani Diori,  
Président du Niger

Espoir et réalité, deux termes qui s'opposent, deux pôles entre lesquels notre action de chefs d'État et de Gouvernement doit se situer.

Une Vision réaliste de la conjoncture africaine nous permet de percevoir cette première évidence criante: la grande diversité des situations à l'intérieur du continent qui est le nôtre. Peuples de race noire, blanche ou brune, aux modes de vie, aux langues, aux croyances, aux éthiques très différentes, alternativement séparés, opposés, confrontés, parfois même regroupés par les accidents de l'histoire. En particulier par le «fait colonial» ces peuples se situent aujourd'hui à des niveaux de développement économique et culturel superposés et leur appartenance à de grands ensembles mondiaux, tels que les zones monétaires, semble les condamner à des destins divergents.

Et voilà que, au cours des récentes années, ces Afriques, soit par la force des armes, soit par les voies de droit, cessent d'être des dépendances étrangères et entrent le front haut dans l'Assemblée des Nations libres, sous la forme d'États modernes, désormais ouverts à la vie du monde entier.

S'agit-il, au nom de l'Unité africaine, de supprimer nos diversités, d'en uniformiser les éléments, de tendre vers la création d'un «homo africanus» moyen, standardisé? Ce serait pure chimère.

Par contre, procédant de la même vision réaliste des choses, et en se fondant sur ce fait nouveau qu'est le fait national, il convient de prendre nettement conscience de quelques autres évidences:

Tout d'abord, l'accroissement démographique de nos Pays: malgré les portes sensibles des guerres intérieures, qui précédèrent la domination coloniale; malgré les cruelles saignées de la traite esclavagiste; malgré la participation meurtrière aux conflits mondiaux sur le champ de bataille de l'Europe et de l'Asie, la vitalité africaine s'est maintenue et affirmée.

Ensuite, l'ébranlement des structures économiques et sociales traditionnelles, le bouleversement des valeurs morales coutumières, provoquant l'éveil politique des masses, attisant leur désir d'accéder, elles aussi, à une vie matérielle et culturelle décente, justifiée par le progrès accéléré de la technique moderne.

Expansion démographique, expansion des besoins pour naturels qu'ils soient, ces phénomènes contribuent à détériorer la situation présente. Nous voici, nous, Pays dits «en voie de développement» menacés d'un arrêt de ce développement, menacés de stagnation et même de régression.

Les faits sont là, tirés des statistiques: dans les échanges internationaux, que ce soit avec les pays dits du Monde Libre, ou que ce soit avec les pays de l'Est, le Tiers Monde, auquel nous avons le triste privilège d'appartenir, tire ses ressources essentielles des recettes d'exportation, qui sont, en quasi totalité, pour 50 à 90%, des exportations de produits agricoles



(oléagineux, bananes, cacao, café). Ces recettes sont en diminution constante malgré une productivité et une production accrues, et cela en raison de la baisse générale des prix mondiaux fixés par les acheteurs du monde occidental, en principe suivant la dure loi de l'offre et de la demande. La politique de soutien des cours, ou de l'organisation des marchés, pratiquée par certaines grandes puissances européennes n'est qu'un mécanisme superficiel et d'ailleurs provisoire.

La raison froide commande la prise de conscience de ce qu'il y a de commun dans les situations de nos peuples et dans leurs intérêts vitaux.

L'Unité Africaine, c'est essentiellement cette prise de conscience de notre «solidarité» qui doit tout d'abord nous commander une action commune et énergique en faveur de nos frères qui se trouvent encore sous le joug étranger. J'affirme qu'aucune de nos nations ne pourra s'enorgueillir d'avoir accédé à l'Indépendance réelle, avant que notre continent tout entier ne soit Libre. C'est pourquoi je propose que nous prenions ici la ferme résolution d'user en commun de tous les moyens pour faciliter l'accession à l'indépendance des peuples d'Afrique qui vivent encore sous le régime colonial. Et, l'une des mesures immédiates que nous devons prendre, est la création d'un fonds interafricain de solidarité pour aider les mouvements de libération.

Par ailleurs notre solidarité doit se manifester également par la mise en place d'un organisme de large «coopération africaine», fondée sur le respect et l'estime réciproques, la confiance fraternelle, excluant tout désir de prééminence de caractère ethnique, idéologique, religieux ou économique, répudiant sincèrement toute tentative de régler les différends éventuels par la force, toute ingérence dans les affaires intérieures des nations, tout appui direct ou indirect à la subversion.

Cette coopération doit se fixer comme buts primordiaux l'établissement d'une solide Infrastructure des moyens de communication, la mise en place d'une réglementation facilitant les échanges commerciaux, l'harmonisation des plans de développement, l'organisation du front commun des producteurs paysans pour la défense des cours des matières premières agricoles.

Il s'agit en somme de rechercher et mettre en œuvre les moyens qui permettront à l'Africain de participer activement à la vie des hommes des autres continents. Non plus en citoyen de second rang, ni en producteur prolétarisé, ni en client assujéti, ni en imitateur servile des modes de vie étrangers. Mais en qualité d'homme libre, de producteur physiquement sain et techniquement qualifié, ayant non seulement atteint son développement maximum, mais encore conservé son patrimoine culturel, ses valeurs morales, son âme.

La plupart d'entre nous sont persuadés de ce que le bouquet des Nations Africaines s'épanouira pleinement dans la mesure où chacune des fleurs qui le composent s'épanouira elle-même en conservant son parfum original.

À cette fin - et pour conclure- la délégation de la République du Niger propose que cette Conférence ne se sépare pas sans avoir pris les mesures concrètes suivantes:

1. Décider de l'élaboration dans les plus brefs délais d'une Charte interafricaine (le nom importe peu), dont les principes de base seraient:
  - le respect de la souveraineté de chaque État et la non ingérence dans les affaires intérieures des autres États indépendants;
  - la création d'institutions de consultation et de coordination politique, avec un secrétariat permanent;
  - l'organisation d'un système de défense et de sécurité collectives;
  - la création d'un organisme chargé du règlement des litiges qui pourraient intervenir entre nos États.
2. Pour donner à cette union politique des assises économiques, créer dès à présent un organisme chargé de coordonner et harmoniser les efforts de développement des États Africains.
3. Dans le domaine de la coopération culturelle, décider de créer cette Université Africaine dont on a déjà parlé, qui devrait intensifier les échanges culturels entre nos pays

---

et travailler à une meilleure connaissance et à une réhabilitation des valeurs culturelles propres à notre continent.

4. Pour donner aux mouvements africains de libération une aide immédiate et efficace, création d'un «Fonds de solidarité et d'un bureau de coordination de l'aide interafricaine», qui serait chargé de centraliser les demandes et de distribuer les fonds de secours. Et pour illustrer cette action commune, il faut instituer une journée africaine de solidarité avec une collecte qui contribuera à l'alimentation du fonds.
5. Pour ce qui est de la Lutte contre la politique d'apartheid de l'union, Sud-africaine, que chaque État prenne l'engagement de mettre immédiatement en application les sanctions qui ont été décidées à nos précédentes conférences interafricaines.

6. Enfin, qu'il soit décidé que le groupe africain des Nations Unies qui se réunit pour consultation toutes les fois que se pose un problème concernant notre Continent, s'entienne fermement aux seules décisions prises en commun.

Si nous arrivons à nous entendre sur ces quelques points concrets, nous pourrons nous quitter satisfaits avec la conviction que cette Conférence historique d'AddisAbéba, aura marqué le début d'une ère nouvelle pour l'Afrique.

**Son Excellence Alhaji Abubakar Tafawa Balewa,  
Premier ministre du Nigeria**



Pour ce qui est du contenu de la notion d'unité africaine, nombreuses sont les conceptions. Certains d'entre nous ont avancé qu'il faudrait faire l'unité africaine par la fusion politique des différents États africains; d'autres estiment que l'on pourrait aboutir à l'unité en prenant des mesures d'ordre pratique établissant la coopération dans les domaines de l'économie, de l'enseignement, des sciences et de la culture et en commençant par essayer d'amener les Africains à s'entendre avant de les engager dans le système plus compliqué et plus difficile à réaliser de l'union politique. Mon pays est partisan de la solution pratique pour la recherche de l'unité du continent africain. Nous estimons que, si nous voulons que cette unité dure, nous devons commencer par le commencement. La Nigeria estime que si nous voulons cette unité africaine, il faudra tout d'abord que nous nous entendions sur certains points essentiels. En premier lieu, nous devons nous respecter mutuellement. Tous les États doivent accepter le principe de l'égalité. Qu'ils soient grands Ou petits, ils sont tous souverains et leur souveraineté est souveraineté. On ne devra jamais accepter comme critères l'étendue d'un pays, sa population ou sa richesse. On a avancé à de multiples reprises que les petits États africains n'ont pas droit à l'existence en raison de leur petitesse.

En Nigeria, nous ne souscrivons pas à cet argument. Il est fâcheux que les États africains aient été divisés en différents groupes par les puissances coloniales. Dans certains cas, une même tribu s'est trouvée partagée entre quatre pays différents. On peut en trouver une partie en Guinée, une partie au Mali, une partie au Sierra Leone et peut-être une partie au Libéria. Nous n'y sommes pour rien, car ces groupes différents existent depuis plus de 60 ans; toute tentative de la part d'un pays africain de méconnaître ce fait pourrait provoquer des troubles dans notre continent. Nous entendons éviter les troubles et, pour cette raison

la Nigeria reconnaît toutes les frontières, qui existent en Afrique et reconnaît l'existence de tous les pays d'Afrique. Telle est, à mon avis, Monsieur le Président, le fondement de l'unité que nous désirons en Nigeria pour notre continent.

Monsieur le Président, de nombreux orateurs ont prononcé de fortes paroles à propos de la décolonisation du continent. Je tiens à affirmer qu'en Nigeria, nous sommes prêts à mettre tout en œuvre pour assurer la libération du continent africain tout entier. Quelqu'un a proposé que nous mettions toutes nos ressources en commun, que nous prenions toutes les dispositions nécessaires pour aider les nationalistes des divers pays africains qui ne sont pas encore indépendants à lutter pour leur indépendance. Nous sommes prêts en Nigeria à tout mettre en œuvre pour la libération de tous les pays africains. J'ai observé que, si nous accordons notre assistance à un pays qui lutte pour son indépendance, certains d'entre nous ont pris l'habitude d'imposer des obligations à ce pays. Ils ont tort. Si nous aidons un peuple africain d'un territoire non encore libéré, nous ne devons pas exiger d'obligations de leur part, car, ainsi que certains orateurs l'ont souligné, ils pourraient alors en arriver au point où ils n'accepteront l'aide étrangère que dans la mesure où elle sera exempte de toute sujétion. À vrai dire, je ne crois guère qu'il existe aucune forme d'aide, d'où qu'elle vienne, qui ne soit pas assortie de quelque sujétion. Evitons de tomber dans le même piège. Si nous aidons un pays africain non encore libéré, nous devons faire en sorte que cette assistance soit inconditionnelle. Il s'agit là d'un point extrêmement important: Si nous voulons instaurer la solidarité en Afrique, nous devons proclamer que l'assistance que nous offrons, quelle que soit sa forme, est offerte gratuitement.

Nous devons nous féliciter, Monsieur le Président, d'avoir un fonds commun, mais une conférence comme la nôtre ne peut étudier les détails d'une telle organisation. Nous pensons qu'immédiatement après cette Conférence, ou peut-être même avant sa clôture, nous devrions instaurer un comité - un comité permanent - qui sera chargé d'entrer dans les détails. À propos du colonialisme et de la discrimination raciale, j'ai bien peur qu'en Nigeria nous n'acceptions jamais le moindre compromis.

J'en arrive maintenant à une question absolument essentielle, vitale même, à savoir la mise en valeur du continent. Le continent africain est très riche, les ressources de toutes sortes y abondent, mais, malheureusement, ces ressources ne sont pas encore exploitées. Nous naissons à une époque vraiment difficile: nous sommes dépourvus des capitaux nécessaires, de l'équipement nécessaire, des compétences nécessaires au développement de notre continent. Pour cette raison, nous sommes contraints de faire appel à des éléments extra africains pour la mise en valeur des territoires africains. Je tiens à déclarer que nous devons nous attacher avec des grandes précautions à connaître ceux que nous invitons à nous prêter leurs concours pour la mise en valeur de nos ressources, car on peut craindre, je le crains moi-même, que si nous ne sommes pas très circonspects, nous introduirons chez nous un colonialisme de forme différente. Le colonialisme en effet peut prendre toutes sortes de formes. Nos pays risquent d'être colonisés économiquement, si nous n'y prenons garde. Au même titre que nous avons lutté contre la domination politique, il est tout aussi important que nous luttons contre la domination économique imposée par d'autres pays.

N'oublions pas que l'Afrique appartient au monde. À ce titre, nous avons des obligations internationales. Quoi que nous fassions, nous ne pouvons pas nous isoler du reste du monde. En conséquence, quoi que nous fassions, quoi que nous disions, nous devons être réfléchis. Car nous appartenons à la seule société humaine qui soit. Monsieur le Président. Je ne cesse d'affirmer dans mes conversations que je ne crois pas à la personnalité africaine, mais à la personnalité humaine. L'Afrique est un être humain, et pour cette raison nous devons travailler au développement de la personnalité humaine en Afrique. À mon sens, aucun être humain, qu'il soit rouge, blanc, brun, jaune ou vert, ne m'est supérieur. Je me tiens pour l'égal de n'importe qui. Je suis un être humain.

On a proposé il y a quelque temps la création d'une banque africaine de développement, et l'entreprise est en cours. Quand les Ministres des Finances des divers pays africains se ré-

uniront à Khartoum, j'espère qu'ils seront en mesure de mettre sur pied quelque chose qui devra profiter à tous nos pays. On a envisagé également la création d'un marché commun africain. C'est une excellente idée, mais je dois dire qu'en Nigeria nous estimons qu'il s'agit d'une entreprise très compliquée. Certes, nous voulons qu'il y ait un marché commun africain, mais pouvons-nous le réaliser en considérant le continent tout entier? Ou bien, pouvons-nous le réaliser en partant de certains groupements? À notre avis, la solution la plus pratique serait sans doute de fonder notre marché commun africain sur certains groupements. Nous pensons, Monsieur le Président, à un groupement nord-africain, qui engloberait le Soudan; à un groupement ouest africain qui s'étendrait jusqu'au fleuve Congo; à un groupement est africain qui engloberait la quasi-totalité des pays du centre de l'Afrique. Si nous fondons notre examen sur ces groupements, je pense que nous parviendrons à créer un marché commun africain, dans des conditions très concluantes, car je suis convaincu que ce marché serait extrêmement favorable aux échanges africains. Le commerce que les pays africains pratiquent entre eux ne correspond-t-il pas à 10 pour cent seulement du commerce total de l'Afrique, alors que le commerce pratiqué avec les pays extra africains représente les 90 pour cent de ce total? Il n'y a aucune raison pour que nous ne parvenions pas à augmenter les échanges entre pays africains. Je pense, Monsieur le Président, que si nous sommes capables de créer un marché commun africain, nous surmonterons un bon nombre de nos difficultés et nous serons en mesure de voler de nos propres ailes en face des autres parties du monde. La crainte d'une nouvelle colonisation disparaît si nous réussissons à établir ce marché commun africain.

La question du désarmement a été soulevée par plusieurs orateurs. Je crois que nous avons tous des opinions bien arrêtées sur ce sujet. Si certains pensent qu'il s'agit d'une utopie, d'autres estiment qu'il est extrêmement important que les grandes puissances continuent d'en parler; car tant qu'ils en parleront le danger qu'elles en viennent aux mains est écarté. Je me félicite qu'elles aient estimé judicieux d'inviter quelques pays africains à participer à leurs entretiens sur le désarmement. La chose essentielle que l'on peut souhaiter, c'est que le désarmement soit réalisé effectivement. Il est souhaitable que les expériences nucléaires soient interdites; il est de la plus haute importance que nous exerçons toute l'influence en notre pouvoir pour que les grandes puissances détruisent les bombes qu'elles ont en stock. Si une guerre éclatait aujourd'hui, ce serait la. Disparition de tout. Nous venons à peine de nous lancer dans la mise en valeur de nos pays. L'Afrique a été déclarée zone «dénucléarisée», ce qui ne signifie nullement que l'Afrique serait libre en cas de guerre. Si une

guerre éclatait, nous y serions impliqués directement. Nous Africains, nous voudrions que la paix règne dans le monde et que l'entente règne entre les grandes puissances. Certains ont suggéré que nous nous organisions en un bloc de défense. Or, Monsieur le Président, il se trouve que nous avons tous dénoncé la malfaisance de la course aux armements, et on nous demande de nous engager dans une course aux armements en Afrique. Nous savons

---

tous cependant que nous sommes actuellement incapables d'entrer dans une telle course. À notre avis, nous devrions nous abstenir de parler d'une course aux armements. Ce dont nous devons parler, Monsieur le Président. C'est de la manière d'y mettre fin. En ce qui me concerne, je me garderai bien de proposer que nous participions à cette course.



Son Excellence Milton Obote,  
Premier ministre de l'Ouganda

Le sens que je donne à cette Conférence, c'est que nous nous trouvons rassemblés ici pour trouver les bases qui nous permettent de faire progresser les deux révolutions qui se déroulent parallèlement en Afrique. L'une est la révolte contre l'autorité et la domination économique et sociale de l'étranger, l'autre cette explosion révolutionnaire qui veut donner à l'Afrique une croyance et une certitude nouvelles, un nouveau sentiment d'appartenance, en transformant l'attitude mentale et l'orientation de nos peuples et en leur assurant des normes politiques, économiques et sociales qui leur permettront de mener une vie meilleure que celle que nous pouvons vivre aujourd'hui sur tout le continent africain. À mes yeux, nous ne pouvons atteindre ces deux objectifs que par un effort commun soutenu par chacun d'entre nous, sur toute l'étendue du continent. Il semble qu'il n'y ait aucun désaccord sur ce point: nous devons œuvrer ensemble et collectivement pour atteindre ces objectifs.

Ce qui me semble important dans ce consensus, c'est l'ampleur et l'efficacité totale de l'effort commun que nous sommes disposés à déployer pour cette tâche. À mon sens, nous devons manier un très lourd marteau pour donner une forme précise et riche de sens à tout ce que nous avons l'intention de faire, afin d'avoir la certitude que notre peuple et la population du monde entier ne puisse pas conserver le moindre doute sur nos intentions réelles. Il est, évidemment, très encourageant de penser que notre seule présence dans cette ville et dans ce grand pays constitue en soi l'indication du début d'une étape nouvelle dans le nouveau réveil, sur tout le continent, d'un désir d'unification africaine. Cela est important en soi et constitue un progrès décisif, mais je considère qu'il faut l'étayer de décisions hardies et que nous ne devons pas partir de cette ville après avoir abouti

simplement à une décision qui, aux yeux de nos populations et du monde extérieur, signifierait, simplement que nous ne nous sommes réunis que pour décider de nous réunir de nouveau. Je ne dis pas que nous ne devons pas nous réunir à nouveau, mais la base de nos futures réunions doit être différente de ce qu'elle est maintenant.

À mon sens, nous nous sommes réunis dans cette Conférence pour explorer les secteurs d'accord qui formeront la base de nos futurs débats et qui orienterait les mesures que nous prendrons de telle façon que l'Afrique puisse enfin projeter son image sous forme d'une seule et même unité. Or, je ne crois pas que la création d'une telle base d'accord transcende notre capacité et nos pouvoirs. Une fois cette base établie à la présente Conférence, il incombera aux réunions ultérieures de donner forme à ce que l'Afrique doit dire et faire à l'intérieur du continent africain et dans ses relations avec les autres pays.

Je fais toutes ces déclarations en comprenant pleinement le sens de notre histoire et l'effet de cette histoire sur chacun d'entre nous. Nous avons été gouvernés par d'autres peuples, mais la période coloniale qui commença en Afrique avec les explorateurs de l'Europe occidentale touche rapidement à sa fin. La domination directe de l'Occident sur le continent d'Afrique a survécu à ses fonctions historiques; elle est en train de périr dans une fermentation suscitée par notre demande de liberté et d'indépendance. D'autres idées et d'autres mouvements évoluent maintenant. Nous libérons également de nouvelles énergies afin de donner expression à ce que représente l'Afrique. Le continent africain et ses populations cherchent une orientation nouvelle. Notre difficulté essentielle réside dans les liens qui existent encore avec les Puissances qui ont abattu notre culture et exploité nos ressources

humaines et matérielles. Or, nous ne pouvons échapper à ce fait que l'économie de nos nouveaux États est encore sous la dépendance de puissances étrangères, mais nos populations restent sensibles et fières, attendant le jour où leurs chefs leur donneront une pleine liberté. Dans mon cas, l'expérience ne date encore que de quelque mois et, à l'exception de l'Éthiopie et du Libéria, aucun de nous ne peut compter en décennies cette sorte d'expériences.

Comme héritage de l'ère coloniale, nos populations sont ravagées par la maladie et frappées par la pauvreté, ce qui les a lancées dans un cercle vicieux de sous-nutrition, maladies, basse productivité. Une décision prise par cette Conférence sur le principe d'une nouvelle réunion est une décision qui ne suscite nullement, sur tout le continent, une guerre contre les maux que nous avons hérités.

Il y a là un problème qui se pose pour chacun d'entre nous dont la solution nécessite un effort commun et hardi, par l'intermédiaire d'un mécanisme que nous devons créer, et certainement point par voie de consultation, si bonne que puisse être cette procédure.

Il y a également deux nouveaux symptômes inquiétants du danger auquel nous sommes exposés. À moins que nous ne soyons capables de créer un puissant mécanisme central, la tendance à rester éloignés l'un de l'autre et à constituer des groupes contre nous-mêmes ne fera que croître. La croissance de cette tendance ne pourra qu'aider les ex-colonisateurs et les autres puissances désireuses de prendre pied en Afrique. Et une fois que cela se sera traduit dans la réalité, toute la base de notre révolte contre la domination étrangère s'effondrera.

Notre révolution doit réussir. Cette Conférence assume la tâche de jeter les fondations de son succès. Je sais qu'il y a de grandes difficultés que nous devons surmonter afin de faire hardiment un nouveau pas en avant. Plusieurs siècles de contacts étroits avec les colonisateurs ont laissé subsister sur nous des marques profondes. Même dans cette Conférence, nous ne pouvons communiquer entre nous qu'en recourant aux langages des anciennes puissances coloniales. Mais nous ne pouvons oublier ou négliger ce fait que la main-d'œuvre et les produits de l'Afrique jouent encore un rôle décisif dans l'économie nationale de nos anciens colonisateurs, ni ce fait que leurs pays doivent encore dépendre des matières qu'ils obtiennent de leurs anciennes colonies et des textiles, machines biens

de consommation qu'ils vendent encore à ces anciennes colonies. Ce sur quoi nous devons prendre une décision à la présente Conférence c'est de savoir si notre façon de vivre et notre tempérament même vont continuer à être dominés par cette longue association avec nos anciens maîtres. Nous devons également garder présents à l'esprit, en prenant cette décision, les problèmes de la pauvreté et de l'ignorance de nos peuples et toute cette somme de problèmes administratifs encore irrésolus que nous semblons avoir acceptés individuellement en nous considérant comme incapables de les résoudre sans aide extérieure. Non pas que je déclare qu'il n'existe aucune nécessité d'assistance ni que nous n'accueillerions pas avec plaisir cette assistance mais je suis convaincu que toute aide qui tend à nous isoler l'un de l'autre est contraire aux intérêts de l'Afrique et des peuples africains.

Je suis l'un de ceux qui croient que cette Conférence aura échoué, si nous devons rejoindre nos capitales après nous être contentés de faire des déclarations de principe et de proclamer aussi éloquemment que ce soit, nos intentions sur la nécessité de l'unité africaine. Le temps des grands mots, des slogans, des clichés et des protestations de bonnes intentions est révolu; nous en sommes à la phase des propositions concrètes et de l'action.

Quelque plaisir que l'on éprouve à se sentir entièrement maître chez soi, je prétends que le moment est venu- il est même déjà passé - où les États africains indépendants devront renoncer à une partie de leur souveraineté en faveur d'une législature et d'une instance exécutive centrales en Afrique nanties de pouvoirs spécifiques pour traiter des questions qu'il serait préférable de ne pas laisser au gré des politiques individuelles. Au nombre de ces questions je citerai la création d'un marché commun africain, la planification économique à l'échelle continentale, la défense collective, une politique étrangère commune, une Banque de développement commune, une zone monétaire commune, et bien d'autres questions encore. J'espère que la Conférence réalisera un accord sur la création d'un comité d'experts chargé d'étudier la question d'une union économique et politique plus étroite entre les États africains indépendants et de faire rapport aux chefs d'État, dans un délai maximum de six mois.

Je considère également que le problème de l'échange d'étudiants, au niveau secondaire aussi bien qu'universitaire, mérite qu'on l'étudie de plus près qu'on ne l'a fait jusqu'à présent. Il est inutile, je pense, d'énumérer les avantages, aussi bien tangibles qu'impondérables, qui en découleraient pour la cause de l'unité africaine. Je soulignerai toutefois le profit que les



---

élèves des écoles secondaires de langue française, pourraient tirer d'une année d'études dans une école de langue anglaise, et vice versa.

Il faut que nous apprenions la langue de nos frères, que nous nous familiarisions avec leurs modes de vie, et réciproquement; nous devons prendre en mains les futurs citoyens de l'Afrique, à l'âge où ils sont le plus souples et le plus réceptifs, et c'est la façon la moins coûteuse d'y parvenir.

Il n'y a pas une question devant laquelle l'Afrique réalise un front aussi solidement uni que celle de l'apartheid et du colonialisme, et l'Ouganda est au premier rang de ceux qui sont résolus à voir liquider le colonialisme sous toutes ses formes. J'irai jusqu'à proposer l'Ouganda comme terrain de manœuvres pour les forces terrestres nécessaires aux armées de libération dont on a besoin dans la lutte contre le colonialisme. Je crois pouvoir dire que l'Ouganda est particulièrement bien placé pour desservir les trois foyers de troubles que sont l'Angola, la Mozambique et l'Afrique du Sud, ainsi que la Rhodésie du Sud, le cas échéant. À mon avis, les condamnations véhémentes ont cessé d'être efficaces pour amener les colonialistes à la raison, dans la lutte contre le colonialisme du vingtième siècle placé dans le contexte de la guerre froide. C'est leur portefeuille qu'il faut attaquer en appliquant des

sanctions économiques sous différentes formes. Je pense même que si la minorité blanche de Rhodésie du Sud était autorisée à proclamer son indépendance, les États africains devraient immédiatement riposter en rompant toutes relations commerciales et autres avec le Royaume-Uni et les pays qui suivent sa politique. Le principal mobile qui a poussé nos ex-colonisateurs dans leur aventure coloniale était la recherche de la puissance économique et politique. Tel est encore le facteur prédominant des efforts qu'ils déploient actuellement pour conserver leur influence en Afrique. Nous connaissons tous les humiliations que nos populations ont eu à supporter sous la domination et sous l'influence étrangères. Nous n'ignorons pas qu'il faut encore livrer une bataille pour libérer ceux des territoires africains qui vivent encore sous la domination étrangère et souffrent de l'indignité qu'elle leur impose. Avant tout, nous savons qu'il nous faut transposer dans les domaines économique et social la liberté politique de nos États. Le fait de décider que nous nous réunirons à nouveau et même la création de comités consultatifs de ministres, ne suffisent pas pour atteindre cet objectif. L'Ouganda appuiera la constitution d'un dispositif solide dans les domaines politique, économique et social qui aurait pour tâche d'orienter notre prochain effort de libération de l'Afrique, d'assurer aux peuples africains une sécurité continentale et de donner à notre continent la fierté et la dignité qu'il mérite.

Son Excellence Habamenshi,  
ministre des affaires étrangères du Rwanda,  
représentant Son Excellence Grégoire Kayibanda,  
Président du Rwanda

C'est avec une joie intense pour moi mais également avec une grande hardiesse, que je me permets de prendre la parole devant cette Auguste Assemblée afin de préciser en quelques lignes seulement la position Ruandaise quant à l'Unité Africaine.

Une joie intense: car au moment historique où tout le Continent Africain, libéré du joug colonial, prend conscience de lui-même au moment historique où les Responsables de ce grand Continent, après avoir libéré, une à une, à peu près toutes les parties de la terre africaine, se rencontrent pour la première fois en une Conférence au Sommet, afin de faire fin au fameux pacte colonial de Berlin de 1885; quelle noble tâche que de pouvoir y apporter sa modeste contribution.

Mais également avec une grande hardiesse. En effet, oser prendre la parole, tout petit Ministre des affaires étrangères que je suis, au milieu des chefs d'États, dont le nom, l'autorité, en imposent en Afrique, il faut être courageux pour ne pas être pris de vertige.

Ceci étant, je voudrais déclarer tout de suite que la République Ruandaise, que j'ai l'honneur de représenter, est, et a toujours été, pour l'Unité Africaine. Et cette position vous la trouverez dans la lettre du 9 mai que S.E. Monsieur Grégoire KAYIBANDA adressa à tous les chefs d'États.

Il est certain que le Mouvement actuel répond à cette aspiration à l'Unité africaine. Les différentes unions politiques, les diverses organisations interafricaines de coopération technique, économique et culturelle, ainsi que les conférences périodiques régionales ou, réu-

nissant comme celle-ci tous les Responsables des États Africains et malgache, constituent une première étape vers l'unité souhaitée.

Nous avons de par le passé, encouragé ces réunions, ces organisations, ces conférences: c'est ce que le Ruanda a estimé faire en adhérant à l'Union africaine et malgache.

Aujourd'hui, tous les États INDEPENDANTS d'Afrique et de Madagascar semblent avoir décidé de dépasser ce stade. Le Gouvernement et le Peuple Ruandais ne peuvent que se féliciter de ce grand pas réalisé à l'Unanimité par tous les Responsables de l'Afrique libre. Alors que reste-il à faire? Pourquoi alors tant de discours pour dire que nous sommes d'accord pour la création d'une Charte Cadre? Créons-la; c'est pourquoi nous sommes venus. Je ne me perdrai pas dans l'énumération des structures de base qu'il faudra au départ. Mais je vois les chefs d'État et de Gouvernement se réunir périodiquement, les Ministres plus souvent, avec un Secrétariat permanent désigné par la Conférence des chefs d'États, suivant des critères à préciser.

Les hommes étant ce que nous sommes, suivant l'expression d'un grand homme, il faut prévoir une institution de règlement pacifique des différends, usant de tous les moyens: négociation, conciliation, médiation et arbitrage.

Monsieur le Président, je ne peux passer sous silence le problème de nos Frères africains qui crouissent encore dans les ténèbres du colonialisme. Et sur ce chapitre je suis net et clair: L'Afrique aux Africains. Quiconque a lu l'histoire de mon pays sait combien le Ruanda est

---

révolutionnaire, combien le Ruanda condamne la domination et l'exploitation de l'homme par l'homme, Aussi le Ruanda est-il d'accord que l'on condamne une fois pour toutes tous les colonialistes, impérialistes et incorrigibles et que l'on accorde aide et facilités à nos frères qui luttent pour leur indépendance.

Monsieur le Président, mon pays peuplé de poètes et d'écrivains sait apprécier les discours à leur juste valeur. Mais il accorde volontiers priorité à quelque chose de concret, de tangible, de réaliste.

Aussi, m'ajouterai-je à la liste de ceux qui demandent de mettre quelque chose sur pied avant de nous séparer et continuons notre marche vers l'unité africaine, une unité qui soit utile à l'Afrique et aux Africains.

Vive l'Afrique,

Vive l'unité africaine!

Son Excellence Léopold Sedar Senghor,  
Président du Sénégal



Le but que nous devons assigner, que nous assignons à notre action, ne peut être, évidemment, que le but même que se sont fixé les autres nations et continents: le «développement» par la «croissance économique». Je dis le développement. J'entends, par là, la valorisation de chaque africain et de tous les africains ensemble. Il s'agit de «l'Homme».

Dans le passé, le Colonisateur a pensé que nous étions des «sous-hommes», et il nous a traités comme tels. Osons le dire, la «situation» où nous étions et que j'ai définie plus haut, si elle ne justifiait pas un tel mépris; l'expliquait on ne respecte que les forts. Si la guerre froide a amené les Grands à nous courtiser, c'est, bien sûr, que la morale internationale a grandi dans les esprits et les cœurs; c'est, surtout, que le Tiers-monde a uni ses faiblesses pour en faire une force. Mais ne nous faisons pas d'illusions, la «peur» n'est pas le respect, et on n'a même pas peur de l'Afrique.

C'est dire qu'il nous faut faire plus. Il ne suffit pas que l'union de nos faiblesses apparaisse comme une force. Il n'importe pas de faire peur. L'important, c'est que nous transformions chacune de nos faiblesses en force, que nous fassions de chaque africain, un homme qui mange et s'instruit à sa faim: «un homme développé» parce qu'il aura consciemment cultivé, en lui corps et âme, toutes les vertus de l'Africanité. Il s'agit, par et par-delà la croissance économique, par et par-delà le mieux-être, de porter chaque africain à la limite de ses possibilités: à son «plus être». Alors, au dire des Économistes, l'Afrique pourra nourrir trois milliards d'hommes. Je dis qu'alors, ressuscitant les vertus de Saint Augustin et d'Ibn Khaldoun, ressuscitant les vertus de nos bâtisseurs, de nos sculpteurs, de nos peintres, de nos Poètes, au Nord et au Sud du Sahara, l'Afrique contribuera puissamment à l'édification

de la «Civilisation de l'Universel». Par son unité, elle aura été, auparavant, un facteur de «Paix»; de cette «Paix» sans laquelle, il n'est pas de «civilisation».

Il est facile de définir notre but. Il était déjà plus difficile de trouver les fondements solides de notre unité. Il est encore plus difficile de trouver nos voies et moyens. Si c'était facile, nous ne nous serions pas déjà, divisés en plusieurs groupes. L'objet précis de cette Conférence est, à mon avis, de fondre ces groupes en un seul en nous accordant sur les voies et moyens de notre unité.

Il y a, au premier abord, des «obstacles» à franchir. Encore qu'ils soient bien visibles nous devons leur prêter attention. Je rappelle les «fanatismes» - racial, linguistique, religieux dont nous nous débarrasserons pour commencer. Il y a, ensuite, les «micronationalismes». Songeons-y, des nations européennes de 30, 50, 60 millions d'habitants en sont venus à découvrir que leur territoire était trop étroit, leur population trop peu nombreuse pour organiser une économie, voire créer une civilisation qui ne soit pas mutilée. Que dirons-nous des nôtres, dont la plus nombreuse n'est que de 40 millions d'âmes?

Et pourtant, si nous ne voulons pas aller à l'échec, il sera bon que - nous méditations les exemples européens et américains. Nous serons prudents, en avançant pas à pas et par étapes. Vouloir, du premier coup, bâtir une «fédération» - ou, seulement, une «confédération», avec parlement et commandement militaires uniques c'est, j'en ai peur, nous préparer un échec cuisant à bref délai.

Si nous pouvons, assez facilement, surmonter nos diversités religieuses en nous souvenant que nous sommes tous des croyants, les fidèles de «religions révélées», osons encore le dire, les diversités ethniques, linguistiques, culturelles ne sont pas, je ne dis pas effacées - ce qui serait un appauvrissement, mais harmonisées demain.

Dans un premier temps, nous reconnaitrions ces diversités complémentaires. Nous aiderions même à les organiser en «unions régionales». J'en vois trois: l'Afrique du Nord, l'Afrique 'occidentale, l'Afrique orientale - en attendant que soit libérée l'Afrique du Sud. Chacune de ces unions pourrait à son tour, se diviser en unions plus petites.

Cependant, il nous faut, à cette Conférence, définir, au-dessus des unions régionales, «l'Organisation des États africains et malgache indépendants - le nom importe peu qui sera l'instrument majeur de notre 'Unité.

Quelles sont les «Institutions» que pourrait comprendre l'Organisation? À mon avis, elles devraient, au départ, être peu nombreuses. J'en vois quatre:

1. La Conférence des chefs d'État et de gouvernement: Elle sera l'institution suprême de l'Organisation. Seules ses décisions seront obligatoires. Elle se réunira tous les ans ou tous les deux ans pour, d'une part examiner l'action de l'Organisation durant la période écoulée, définir, d'autre part, les nouveaux objectifs qui lui seront assignés. Chaque État membre ne disposera que d'une voix. Il est entendu que la Charte de l'Organisation et le Règlement intérieur de la Conférence auront été élaborés, si possible, à Addis-Abeba,
2. Les Conférences des Ministres: Ces conférences comprendront des ministres désignés par les États suivant les problèmes à examiner. Elles auront pour objet d'étudier ces problèmes dans les différents domaines de notre coopération et de préparer des projets de délibération ou de recommandation pour la Conférence des chefs d'État et de gouvernement.
3. Le Secrétariat général: Il sera un organisme administratif et non politique; non pas un organisme de décision, mais d'exécution. Le Secrétaire général, nommé par la Conférence, sera assisté d'adjoints et d'autant de directeurs qu'il y aura d'organismes spé-

cialisés. Les adjoints et directeurs seront choisis de façon à ce que soient représentés toutes les régions et tous les groupes linguistiques.

4. Le Groupe africain à l'O.N.U.: Il existe, actuellement, un groupe africain à l'O.N.U. Le malheur est qu'il soit actif. Bien sûr, une solidarité 'Unit les États du «Tiers Monde». Il n'en demeure pas moins que nos problèmes ne sont ni ceux de l'Amérique latine, ni même ceux de l'Asie. La preuve en est que les Grands ne réservent, à l'Afrique, qu'une petite part de leur aide internationale. Si donc nous voulons, réellement, l'Unité africaine, si nous voulons l'efficacité de notre action, il est indispensable que le Groupe africain de l'O.N.U. prenne vie, que ses délibérations engagent tous les États africains sans exception.

Des groupes africains similaires seraient constitués dans tous les organismes spécialisés de l'O.N.U.

Je l'ai dit plus haut, notre coopération doit embrasser tous les domaines, singulièrement le domaine économique. Notre Lutte pour «l'indépendance politique de tous les territoires africains» est loin d'être terminée, je le sais. J'irai même plus loin, contre les colonialistes portugais et sud africains, nous avons, jusqu'ici, parlé plus que nous n'avons agi. Il est temps que le blocus diplomatique et économique préconisé soit méthodiquement organisé, encore plus: appliqué.

Il reste qu'il n'y aura pas de Communauté africaine sans «Communauté économique». C'est le lieu de distinguer le «Marché commun» de la «Communauté économique». Trop souvent, en Afrique, le «Marché commun» est devenu un instrument magique, qui résoudrait tous les maux du sous- développement. Or, le Marché commun est, modestement, une union «douanière» comme il en existait, ici et là sous le régime colonial. La «Communauté économique» c'est bien plus et bien mieux. Elle ajoute, aux dispositions du Marché commun, une politique économique et financière commune, avec planification harmonisée et libre circulation des biens comme des personnes.

Vous le devinez, la «Communauté économique africaine», n'est pas pour demain. Mais nous devons, dès aujourd'hui, y penser, mieux: nous, y diriger par étapes. La première étape pourrait être, précisément, le «Marché commun africain». Ne nous en dissimulons pas les

---

difficultés. En effet, le Marché commun suppose, avec la suppression des droits de douanes et des contingents, la fixation d'un «tarif extérieur commun». Or comme vous le savez, nos budgets sont alimentés, essentiellement, par les droits de douanes ainsi que par les droits d'entrée et sortie. En même temps, une partie de ces droits protège nos industries naissantes, Même ici, nous procéderons également par étapes.



Son Excellence Milton Margai,  
Premier ministre de Sierra Leone

Je dois tout d'abord m'associer aux expressions de remerciements adressées à Votre Majesté Impériale, ainsi qu'au gouvernement et au peuple éthiopiens, pour l'accueil si cordial qui nous a été réservé dans cette agréable ville, pour la gracieuse et généreuse hospitalité qui a été organisée en notre faveur, enfin pour le soin et la minutie des préparations qui ont abouti à cette Conférence historique au SOMMET des États africains indépendants,

Au Sierra Leone, nous n'avons jamais cru qu'il fut impossible de réaliser l'unité de l'Afrique. Nous avons toujours entretenu l'espoir que les divergences de méthodes qui semblaient créer des groupes et des blocs différents sur notre continent n'auraient qu'un caractère temporaire. Nous sommes heureux aujourd'hui de constater que nous n'avons pas en vain entretenu cet espoir. Nous sommes heureux de constater que par le seul fait d'une réunion qui groupe plus de trente États indépendants, nous avons pu prouver à nous-mêmes et montrer à ceux qui sont en dehors de l'Afrique et qui, pour des raisons qui leur sont propres, aimeraient nous voir encore divisés, qu'il n'existe qu'une Afrique, et que dans cette seule Afrique nous sommes tous frères.

J'aimerais aussi exprimer nos remerciements à nos Ministres des affaires étrangères et à nos délégations, qui ont travaillé avec une telle assiduité et une telle patience, au cours de la dernière semaine, à la préparation de notre ordre du jour.

Je considère, Votre Majesté et vos Excellences, que si nous devons partir de cette Conférence après avoir affirmé de nouveau les bases fondamentales de notre unité, déclenché le mécanisme qui doit organiser la structure de cette unité, et déclaré que nous VOULONS rester unis, que nous voulons collaborer sur tous les plans vers la pleine évolution de l'économie, de la vie sociale, de l'enseignement, de la science et de la culture de ce continent doté d'un si grand potentiel, notre union aura remporté un plein succès. C'est donc pour réaliser ce succès que je suis prêt à participer à nos débats dans un esprit de compréhension et de sympathie, en présence d'opinions qui pourraient être différentes des miennes, et avec la volonté de parvenir à des accords au moyen d'honorables compromis.

Votre Majesté, Excellences, le monde entier nous observe et enregistre ardemment les bonnes nouvelles qui viennent d'Addis Abéba: une AFRIQUE UNIE et prête à marcher au premier rang sur la voie qui conduit à la paix et à la sécurité mondiales.

Je vous remercie.



**Son Excellence Aden Abdullah Osman,  
Président de la Somalie**



Nous devons, et c'est là notre tâche la plus importante, insérer notre désir commun d'unité dans un cadre politique qui soit acceptable pour tous.

Il existe trois grandes possibilités. La première serait d'élaborer un système de délibérations périodiques entre les gouvernements africains, afin qu'ils puissent se concerter sur leur politique étrangère et militaire et élever le niveau économique et social des peuples africains.

La seconde possibilité serait de créer une organisation interafricaine consacrée aux mêmes Objectifs, qui aurait son propre budget et Une personnalité juridique.

La troisième possibilité qui s'offre à nous serait de créer une union ou une fédération africaine qui aurait une seule et même politique étrangère, une seule et même diplomatie, un système commun de défense, une planification économique commune et une même monnaie.

Ces trois possibilités présentent des différences très importantes.

Dans le cadre de la première, chaque État Membre, s'il s'engage à collaborer avec les autres, reste libre de décider de ses propres politiques,

En vertu de la seconde possibilité, tout- État Membre, dans les limites de la Charte de l'Organisation, est lié par les décisions de la majorité et s'engage à contribuer aux dépenses de l'Organisation, proportionnellement à son budget national.

La troisième possibilité est entièrement différente des deux autres, en ce sens que, si le degré d'autonomie et de souveraineté que conserve chaque État dépend de sa Constitution, chacun d'eux est représenté, sur le plan international, par le Gouvernement fédéral ou le Gouvernement de l'Union.

Quelle est la meilleure solution pour l'Afrique d'aujourd'hui? Nous ne pouvons pas répondre à cette question à l'improviste ou à la légère. Nous devons donner la bonne réponse, c'est-à-dire celle qui prendra en considération le niveau actuel de développement du continent et qui le projettera avec un esprit réaliste dans l'avenir prévisible, une réponse qui exprimera, si tant est que ce soit possible, la conviction unanime des États africains.

Une Union africaine dont la voix s'élèverait unanime dans les réunions internationales répond sans aucun doute aux aspirations des peuples d'Afrique. Nous devons tous lutter pour atteindre un tel objectif que nous devons nous fixer comme but ultime.

Cependant, au stade actuel de notre évolution, je me demande si les États d'Afrique seraient disposés à abandonner une souveraineté récemment acquise au profit d'un Gouvernement central. Il nous semble qu'une décision d'une telle importance doit constituer la dernière étape d'un long processus d'évolution. Nous devons commencer par des associations qui imposent moins d'obligations. Cela nous habituerait à travailler ensemble pour résoudre des problèmes communs et nous préparerait peu à peu à créer entre nous des liens beaucoup plus étroits.

Il nous semble qu'actuellement la meilleure réponse à notre désir commun d'unité entre les États africains serait la formation d'une nouvelle organisation panafricaine. Elle serait dotée d'une personnalité juridique et existerait parallèlement aux organismes régionaux déjà créés dans d'autres continents, conformément au chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Selon nous, cette Organisation devrait avoir quatre principaux organes:

- a) Une Assemblée Panafricaine, qui se réunirait normalement une fois par an et déciderait des mesures et de la politique générales de l'Organisation;
- b) Un Conseil qui se réunirait chaque fois que cela serait nécessaire, traiterait les questions urgentes et serait chargé de la mise en œuvre des mesures décidées par l'Assemblée;
- c) Une Commission permanente de conciliation et d'arbitrage qui s'occuperait du règlement des différends territoriaux et autres, entre différents États africains;
- d) Un Secrétariat qui ne serait responsable que devant l'Organisation et qui serait chargé des services administratifs et techniques.

Une Organisation de cette nature permettrait aux dirigeants des États africains de se réunir et d'établir des contacts réguliers. Elle permettrait particulièrement de régler pacifiquement les différends entre les États africains, de coordonner les politiques des États africains dans les réunions des Nations Unies et d'autres organisations internationales, d'encourager les progrès économiques et sociaux du continent africain.

La commission permanente de conciliation et d'arbitrage que je viens de mentionner serait composée d'un groupe d'africains hautement qualifiés et qui jouiraient du respect universel. Les États Membres de l'Organisation devraient être instamment priés de saisir la Commission des différends interafricains. Si cet organisme prévu pour le règlement pacifique des litiges entre États fonctionnait de façon satisfaisante, cela renforcerait la confiance mutuelle et jetterait les bases de formes d'association plus étroites.

Dans le domaine économique et social, l'Organisation devrait se consacrer à améliorer le niveau de vie des Africains; elle devrait tout particulièrement se livrer à l'examen rapide et approfondi des projets et recommandations existants, tels que la création d'un marché

commun africain, d'un Fonds africain d'investissement, d'une Banque africaine de développement, pour n'en citer que quelques-uns

Permettez-moi toutefois de me livrer à une mise en garde. Il y a des questions qui doivent être traitées par chaque nation séparément. D'autres peuvent être étudiées plus efficacement à un échelon régional au continental; d'autres encore doivent être envisagées sur le plan mondial. Avant de décider d'une action telle que la création d'un nouvel institut technique africain, nous devons nous assurer que l'organisme proposé apporte vraiment la meilleure solution au problème posé. Aucune proposition ne doit être mise en œuvre sans une étude approfondie des aspects financiers, techniques et autres qu'elle comporte. Nous devons nous rappeler par exemple que les États africains rassemblés ici sont membres de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, et que nous contribuons tous à leurs budgets.

C'est pourquoi il est important d'éviter tout chevauchement dans les efforts et toute dépense inutile. Avant de lancer un nouveau projet et de créer une nouvelle institution, nous devons nous assurer que le premier correspond à un réel besoin et que les fonctions que l'on propose d'assigner à la seconde ne sont pas déjà efficacement remplies par des organismes existants. Si j'ai jugé nécessaire de mentionner les organisations dont aura besoin l'unité africaine, c'est parce que le succès de nos efforts dépendra en grande partie de la solidité des structures dont elle disposera. Afin de nous assurer que notre Organisation se développe de façon satisfaisante, nous devons lui donner des bases solides et la solidité de ces bases dépendra, en dernière analyse, du degré de bonne volonté et de compréhension dont feront preuve les États Membres.

Une nation se définit comme «un peuple qui habite généralement une partie distincte du globe, qui parle la même langue ou a les mêmes coutumes qui a fait preuve de continuité historique et qui se distingue d'autres groupes semblables par l'origine et les caractéristiques de sa race. Elle se compose de qualités innées qui la rendent indissoluble ».

Les Somalis ont en commun tous ces liens et ils ont en commun une religion. Il ne fait pas de doute et les clercs du monde entier l'ont reconnu, que les Somalis constituent une nation. Tous les Somalis, ceux qui vivent en dehors du territoire de la République tout comme ceux qui habitent la République, ont ce concept de nation profondément ancré en eux.

Un expert éminent des peuples de la Corne de l'Afrique écrivait récemment: «le morcellement des pâturages somalis auquel ont procédé tout à fait au hasard vers la fin du dix-neuvième siècle, la Grande Bretagne, l'Italie, la France et l'Éthiopie, a séparé littéralement les membres d'une même famille, par une série de frontières artificielles et souvent contestées que les Somalis doivent franchir comme des nomades ».

S'ils recouvraient leur unité, les Somalis estiment non seulement qu'ils obtiendraient le bien-être, mais encore que le fait de devenir une seule entité leur permettrait de contribuer efficacement à servir les idéaux de l'unité africaine. Actuellement, il ne leur est pas possible de le faire. Ils ne peuvent pas former un tout cohérent, si un million et demi d'entre eux continuent à vivre dans des régions qui sont administrées par la Grande-Bretagne, l'Éthiopie et la France.

La région somalie qui est administrée par la Grande-Bretagne est connue sous le nom de district de la frontière nord. En octobre dernier, une commission impartiale a été chargée de sonder l'opinion des habitants de cette région; les résultats de son enquête ont été 87% des habitants étaient en faveur de l'Union avec la République Somalie. En exprimant le désir unanime de se joindre à leurs frères, les habitants de cette région ont montré avec énergie qu'ils ne consentaient pas à se laisser gouverner par les autorités de Nairobi. En outre, en boycottant unanimement les élections du Kenya, ils ont montré avec non moins d'énergie qu'ils ne consentaient pas à participer au gouvernement de ce pays. C'est le refus de la Grande-Bretagne de reconnaître la volonté des habitants du District de la frontière Nord qui a fait naître dans cette région un climat dangereux de tension.

Les Somalis qui vivent sous la domination éthiopienne et la domination française partagent le vif désir d'union qu'ont exprimé les habitants du District de la frontière nord.

Il n'est pas dans notre intention ici de nous étendre sur le différend territorial qui oppose la République Somalie à notre pays hôte l'Éthiopie. Nous dirons simplement, pour résumer notre position en la matière, que l'Éthiopie a pris possession d'une grande partie du territoire Somali sans le consentement et même contre la volonté des habitants de ce territoire.

Le climat d'agitation et de discorde qui règne actuellement dans cette région ne fera que s'envenimer si nous ne trouvons pas une solution équitable à ce problème. Si cette blessure ne se cicatrise pas, elle constituera une source perpétuelle de troubles dans la région et pourra avoir des conséquences néfastes sur les relations amicales que la République Somalie entretient avec ses voisins.

Il ne doit exister aucun malentendu sur nos intentions. Le Gouvernement Somali n'a pas d'ambitions territoriales et n'a pas l'intention de revendiquer un agrandissement de son territoire. Mais en même temps, nous ne pouvons pas attendre des habitants de la République qu'ils restent indifférents à l'appel de leurs frères. C'est pourquoi le Gouvernement Somali doit demander instamment l'autodétermination pour les régions somalies qui sont adjacentes à la République Somalie. L'autodétermination est une pierre angulaire de la Charte des Nations Unies et nous devons tous y souscrire. Si les Somalis de ces régions ont la possibilité d'exprimer librement leur volonté, le Gouvernement de la République s'engage à accepter leur décision.



Son Excellence Tsehafe Taezaz Aklilu Hapte Wold,  
Premier ministre d'Éthiopie

« Je m'excuse, à ce stade du débat, d'être obligé d'intervenir, mais l'éminent chef d'État de la Somalie ne m'a pas laissé d'autre alternative. C'est réellement avec tristesse que j'interviens. Étant donné ce qui s'est passé ici depuis deux jours, la hauteur du débat, le but pour lequel les éminents chefs d'États se sont réunis, ce but ... grandiose, ce rêve que tous les Africains ont fait depuis des siècles, alors que nous sommes en train de réaliser cette unité africaine, il est triste d'être obligé d'entrer dans de menus différends entre deux états frères.

Le but de cette réunion, c'est l'unité de l'Afrique, c'est notre collaboration, notre rapprochement; le but n'est pas d'accentuer ici nos petits différends, mais d'accentuer notre rapprochement.

Étant donné l'accusation inimaginable qui a été portée ici contre mon pays, je n'avais pas d'autre choix que de prendre la Parole. Je serai autant que possible bref.

Le Président de la République de la Somalie a affirmé que l'Éthiopie a pris possession d'une large portion du territoire somali contre la volonté et les désirs de la population somalie. C'est une affirmation audacieuse, inimaginable et qui n'est basée sur aucun fait. Si les délégations de la Somalie dans toutes les conférences auxquelles elles participent voulaient faire usage de l'adage bien connu: «Calomniez, calomniez ...», même si ce n'est pas vrai, il en restera toujours quelque chose», je ne m'attendais pas à ce que cet adage fut utilisé dans cette grande conférence où sont réunis les grands chefs d'État frères du continent africain.

D'où vient cette accusation? Sur quoi le Président s'est-il basé pour dire que l'Éthiopie a pris une portion du territoire somali? Je me bornerai seulement à quelques faits, pour que tout le monde, une fois pour toutes, le sache.

PREMIER FAIT: l'Éthiopie a toujours existé dans l'Histoire, depuis des siècles, comme état indépendant, comme nation. Cela, depuis plus de 3,000 ans. Cela est un fait irréfutable.

DEUXIÈME FAIT: les frontières historiques de l'Éthiopie s'étendaient de la Mer Rouge jusqu'à l'Océan Indien.

TROISIÈME FAIT: on ne connaît dans l'Histoire ni un État somali, ni une nation somalie, c'est un fait également, et je m'excuse d'avoir à le dire. Au cours du 19<sup>ème</sup> siècle, quand les colonialistes européens décidèrent de partager l'Afrique, comme de grands et éminents chefs d'État l'ont bien répété ici, l'Éthiopie bien qu'on lui ait enlevé toutes les côtes maritimes, a résisté seule, symbole de nos frères africains, symbole de l'indépendance de l'Afrique. Seule elle a résisté pendant des siècles.

Il n'est pas nécessaire de rappeler ici, Messieurs les Délégués, que c'est à Adoua, en 1896, que pour la première fois dans l'Histoire, une puissance noire africaine a vaincu une puissance blanche colonialiste.

En le faisant, l'Éthiopie défendait et son indépendance et l'indépendance de ses frères. Après la deuxième guerre mondiale, à la Conférence de la paix, l'Éthiopie a obligé les colo-

nialistes à renoncer à leurs anciennes colonies qui avaient servi de base de départ à leurs agressions répétées contre l'Éthiopie, le seul pays indépendant d'Afrique.

Depuis lors, nous avons lutté seuls pour toute l'Afrique avec nos amis Egyptiens et Libériens.

Lorsqu'en 1949, l'on a discuté du sort des ex-colonies italiennes, l'Éthiopie a été parmi les premières à réclamer que l'indépendance fut immédiatement accordée à la Somalie. C'est moi-même qui l'ai demandée, étant délégué à la Conférence. On a voulu mettre la Somalie sous tutelle d'abord pour quinze ans. Nous avons tous protesté. Puis on a voulu la mettre sous tutelle pendant dix ans.

L'Éthiopie seule a dit: Non, en demandant l'indépendance immédiate.

Pendant la durée de la tutelle dans les dernières années qui ont précédé l'indépendance de la Somalie, mon Auguste Souverain, Sa Majesté l'Empereur Hailé Sélassié Ier a invité le Chef de l'État de Somalie, qui est actuellement présent ici, à venir à Addis-Abeba, et Je protocole et les réceptions ont alors été exactement les mêmes que pour tous les chefs d'État qui sont réunis ici depuis deux jours.

Et cela, alors que la Somalie n'était pas encore indépendante. Sa Majesté Impériale a tendu la main à la Somalie avant son indépendance. Elle a offert aux dirigeants somalis la collaboration économique. Elle leur a dit qu'elle les appuyait dans leur désir d'indépendance. Elle a tout fait pour le rapprochement, en déclarant que même s'il y avait des questions de frontière entre l'Éthiopie et la Somalie, ces questions seraient réglées d'une façon amicale et sur la base du traité international. Or ce traité fixant les frontières entre l'Éthiopie et la Somalie existe. Ce qui n'existe pas, c'est la délimitation sur le terrain. Cette question de délimitation nous pouvons vraiment la discuter fraternellement, dans un esprit de conciliation. Le Pré-

sident lors de sa visite a été très satisfait et l'avait exprimé au moment de son départ. Or, c'est seulement après la proclamation de l'indépendance de la Somalie que toutes les polémiques ont surgi. Une campagne formidable commença alors. Une campagne d'agrandissement territorial contre l'Éthiopie et l'expansion territoriale aux dépens du Kenya. Je ne suis pas ici pour répondre au nom du Kenya mais je m'élève contre cette campagne.

Le Président de la République Somalie a dit: «Nous n'avons pas d'intentions d'agrandissement territorial». Mais alors, sur quoi base-t-il ses affirmations? Que signifie cette réclamation territoriale étant donné l'Histoire? Sur quoi? Sur des désirs, sur des raisons historiques, linguistiques ou religieuses? Mais, comme l'ont affirmé ici-même les éminents chefs d'État de Madagascar, de la Nigeria, du Ghana, si nous devons tracer à nouveau la carte de l'Afrique sur des bases religieuses, raciales et linguistiques, j'ai peur, comme tout le monde l'a dit, que beaucoup d'États ne disparaissent .....

Nous devons respecter la carte et les frontières tracées, qu'elles soient mauvaises ou non, par les anciens colonisateurs. C'est aussi dans l'intérêt de la Somalie de le faire. Si nous allons dans cette direction nous aussi, Éthiopiens, nous aurions alors des réclamations à formuler sur les mêmes bases et en plus sur une base géographique.

La politique étrangère de l'Éthiopie, comme son histoire le montre, tout en ne permettant jamais à personne de toucher à un pouce son territoire est la suivante: non interférence dans les affaires intérieures des autres, respect de la souveraineté et de l'intégrité de chaque nation, règlement de tous les différends par des moyens pacifiques, sur la base des traités, coopération entre tous les États africains frères dans tous les domaines économique, culturel, social, et travailler activement à l'unité africaine.

J'espère que le gouvernement de la Somalie aura en vue et travaillera avec les mêmes principes pour le plus grand bien de nos deux peuples frères.





**Son Excellence Ei-Farik Ibrahim Abboud,  
Président du Conseil suprême et premier ministre du Soudan**

Nous sommes réunis aujourd'hui à la lueur d'une nouvelle aurore qui marque l'avènement d'une ère nouvelle sur notre continent. Notre Afrique, berceau de l'Humanité, où de glorieuses civilisations ont fleuri sur les rives de puissants fleuves, a été pendant bien longtemps la proie de colonisateurs qui avaient asservi ses enfants, méprisé ses cultures et exploité ses richesses.

Nous sommes réunis aujourd'hui pour concentrer nos efforts sur la libération des parties de notre cher continent où le colonialisme mène sa dernière bataille désespérée et aussi pour aborder une autre tâche difficile: la reconstruction, la lutte contre les vestiges de retard économique et social, la transformation de systèmes étrangers de gouvernement pour les adapter à notre tempérament national et à nos traditions. En outre, nos problèmes multiples et complexes doivent se situer dans une perspective plus large: nous devons les envisager au milieu des conflits idéologiques et des intérêts étrangers qui menacent l'Afrique.

Voilà pourquoi nous nous réunissons, chers amis, à l'aurore d'une ère nouvelle, celle de l'unité africaine, idée qui a commencé à se cristalliser, après avoir été longtemps chérie comme un idéal par les Chefs africains et nourrie comme un espoir par les populations africaines.

C'est dans ce climat d'espoir que nous nous réunissons pour affronter ces problèmes intérieurs et extérieurs. Nous sommes ici, inspirés par la confiance, pour rassembler nos ressources intérieures et par la foi qui anime les peuples et les gouvernements d'Afrique.

Nous sommes ici pour analyser, surmonter, résoudre tous les obstacles extérieurs, car nous sommes inspirés par ce sentiment de l'unité de l'Afrique.

Je vous adresse à tous un salut cordial au nom de cette Unité à laquelle le peuple de la République du Soudan a toujours aspiré. Le peuple soudanais n'a cessé d'espérer et de travailler pour l'avènement de cette rencontre historique, dans toutes les Conférences antérieures auxquelles son pays a participé, profondément convaincu que des divergences artificielles ne sauraient résister contre cette expansion d'un continent vers la réalisation de son Unité.

Il ne s'agit donc pas seulement ici d'une conférence unique par son importance, qui est capitale, ni seulement de chercher à définir une unité complète au-dessus des blocs et des divisions internes. Il s'agit aussi de proclamer que nous sommes décidés à faire tous nos efforts pour que cette unité soit un instrument efficace pour construire cet édifice africain qui reflètera la multiplicité de nos tâches économiques, sociales et politiques et qui, avec non moins d'efficacité, contribuera à édifier la paix et la stabilité du monde.

Tous nos peuples ont leurs regards anxieusement tournés vers nous pour nous voir poser aujourd'hui la pierre angulaire de cet édifice magnifique. Ils réalisent pleinement qu'il ne sert à rien de peser ses mots lorsque l'on rédige des chartes, des propositions et des résolutions si l'on ne possède pas ce sens de la mission qui est nécessaire pour les appliquer. Nos peuples attendent que tous les détails soient examinés avec franchise, et que

les problèmes soient résolus dans la loyauté. Ils prient pour que règne une atmosphère de confiance qui permettra à un rêve longtemps caressé de devenir réalité.

L'unité est une nécessité impérieuse pour l'Afrique d'aujourd'hui. Tous nos problèmes ont une origine commune et, nous le croyons, une solution commune. L'unité n'est pas notre réponse à tous les problèmes mais elle contient un message qui est essentiel à nos yeux et qui est en soi différent de ce que peut signifier l'unité pour d'autres. Les pays coloniaux dont l'industrie est développée peuvent considérer l'unité comme un moyen de maintenir 'le statu quo. Nous, nous considérons l'unité comme un moyen de créer ce qui doit être, dans l'idéal comme dans la réalité.

Chers Amis,

Ayant ainsi défini l'unité africaine comme notre Objectif final, nous pouvons convenir qu'il existe des façons différentes d'envisager les formes que peut prendre cette unité: elle peut revêtir des aspects divers et changeants. C'est seulement avec l'expérience acquise que nous pourrions adopter les formules les plus satisfaisantes et les plus durables. Néanmoins, il importe que nous déclarions à cette tribune que nous sommes décidés à consacrer nos efforts à la réalisation de cette unité, aussi bien comme principe que comme instrument politique.

Aussi suis-je à la fois fier et heureux d'annoncer, au nom du peuple du Soudan, notre inflexible détermination de travailler à la réalisation de cette unité. Nous sommes plus disposés à nous acquitter de nos obligations envers cet idéal que de jouir des droits qui peuvent en découler.

Nous sommes prêts à accorder nos politiques étrangères, économiques et sociales avec celles d'autres États africains. Nous sommes également prêts à développer nos divers moyens de communication pour tenter de nous rapprocher physiquement de nos voisins et d'autres États africains. Nous nous sommes aussi donnés pour tâche de faire renaître et de développer les affinités spirituelles et morales afin qu'une opinion publique africaine unifiée puisse se dégager. Nous sommes tout à fait prêts à œuvrer pour une coopération culturelle, technique et sociale, plus étroite avec tous les gouvernements et les peuples d'Afrique.

Chers Amis,

Le Soudan ne voit pas dans l'unité une tentative d'isoler l'Afrique du reste du monde, ni de nous dégager de nos obligations internationales. Nous pensons que c'est le contraire. Nous sommes convaincus que si l'Afrique est unie, sa voix aura plus de poids; de même, notre rôle sera plus constructif et notre contribution plus positive dans cette conjoncture critique où se trouve l'humanité.

C'est ainsi que nous espérons créer une force morale qui montrera au monde le chemin de la paix et de la bonne volonté - rôle qui sera conforme à notre héritage culturel, spirituel et moral. Nous croyons que nous jouerons notre rôle au mieux en adoptant une politique de non alignement en nous dégageant des pactes militaires étrangers, en éliminant les bases militaires étrangères et en condamnant d'emblée l'armement.

Nous croyons que, si nous nous préparons à jouer ce rôle constructif, le reste du monde sera obligé de remplir ses obligations envers nous. Nous ne demandons pas aux grandes puissances de se borner à ne pas intervenir dans nos affaires ou de renoncer à s'immiscer dans les relations interafricaines. Nous demandons instamment à ces puissances de prendre et de remplir leurs responsabilités pour atténuer la différence qui existe entre ceux qui ont tout et ceux qui n'ont rien. Nous demandons une juste rémunération pour nos produits primaires sur les marchés mondiaux, des gains proportionnels à nos efforts et que les fluctuations de prix ne nous permettent pas d'obtenir.

Si elles veulent vraiment la paix mondiale, nous croyons que ces puissances devraient consacrer une plus grande partie de leurs ressources techniques à nous mettre en mesure de nous industrialiser à l'aide de nos matières premières afin de relever le niveau économique et social de nos peuples.

Cette campagne de construction nationale ne doit cependant pas nous détourner d'une tâche tout aussi impérieuse, celle de libérer le reste de notre continent des vestiges de la domination coloniale et raciste.

Le Soudan est d'avis que les mesures à prendre pour atteindre ces buts doivent être pratiques et coordonnées. Nous croyons en la création d'une organisation panafricaine par



---

l'intermédiaire de laquelle une aide matérielle serait apportée aux mouvements de libération et en la nécessité de prévoir dans nos pays respectifs des facilités de formation pour les combattants de la liberté. Nous croyons en l'application d'un boycottage total et effectif des Gouvernements du Portugal et de la République Sud-Africaine.

Frères et Amis,

Cette première réunion des Chefs des États indépendants d'Afrique doit ouvrir un nouveau chapitre dans nos relations interafricaines.

Nous ne devons fouiller dans notre passé que pour cimenter notre jeune unité et ouvrir des perspectives nouvelles à une coopération véritable. La clef de cette coopération nous l'avons en nous: c'est notre foi en nous-mêmes et notre confiance dans nos voisins et frères.

Son Excellence Julius Nyerere,  
Président du Tanganyika



Cette Conférence s'est vue confier la tâche de trouver un dénominateur commun qui nous aidera dans notre ferme volonté de libérer notre continent des vestiges du colonialisme et de créer une Afrique d'où ne s'élèvera qu'une même voix.

Les yeux de l'Afrique et du monde sont braqués sur cette Conférence. Ils en attendent impatiemment le résultat. Certains prient pour son échec, d'autres pour son succès.

Nous ne sommes pas venus ici pour savoir si nous voulions tous une Afrique unie. Même les ennemis les plus acharnés de l'unité africaine ne peuvent douter que l'Afrique toute entière s'exprime avec sincérité, d'une seule voix et que nous sommes unis par le désir de voir naître une Afrique complètement libérée de la domination étrangère et du racisme. Nous sommes venus ici pour voir ce que nous devons faire en commun pour obtenir la libération définitive de l'Afrique.

Nous ne sommes pas venus ICI pour déterminer si nous voulons ou non l'unité africaine. Nos ennemis eux-mêmes, je le répète, sont conscients de la sincérité avec laquelle nous voulons l'unité. Ils ont peur des conséquences qu'aurait pour eux une unité africaine totale: c'est pourquoi ils insistent sur les divergences qui nous séparent et ils espèrent ardemment que ces divergences empêcheront l'Afrique de s'unir. Non, nous ne sommes pas venus ici pour savoir si nous voulions l'unité.

Nous sommes venus ici pour trouver le dénominateur commun qui nous permettra de réaliser l'unité africaine.

Je n'ai pas l'intention de vous ennuyer en donnant les raisons pour lesquelles l'Afrique doit être libre, l'Afrique doit être unie et en expliquant pourquoi l'Afrique doit s'unir pour conquérir sa liberté et réaliser son unité. Sa Majesté Impériale et ceux de mes frères qui m'ont précédé à cette tribune l'ont expliqué beaucoup mieux que moi. Les souffrances de nos peuples, le sang qu'ils ont versé et que continuent à verser ceux qui sont victime de leurs oppresseurs, les millions d'Africains qui sont morts lors des rafles d'esclaves qui furent organisées dans tous les continents par ceux dont le prestige se fondait sur l'humiliation de l'Afrique, les monuments élevés à la gloire de l'Europe et de l'Amérique et (je dois le dire) de l'Asie, qui sont pour nous un symbole d'humiliation et de pression, l'expriment de façon plus éloquente encore. Je le répète, je n'ai pas l'intention d'abuser de votre patience en vous expliquant pourquoi l'Afrique doit être libre et unie. Nous sommes simplement venus ici pour trouver un dénominateur commun, dans les mesures à prendre pour conquérir la liberté et réaliser l'unité.

Puisque j'ai la chance de prendre la parole le dernier, je peux dire en toute honnêteté que nous avons trouvée ce dénominateur commun. Dans notre ferme propos de réaliser la libération définitive de l'Afrique, nous sommes tous tombés d'accord, sans aucune exception, pour dire que le temps des simples palabres est révolu, qu'il est maintenant temps d'agir; que le temps où nos frères luttèrent seuls est également révolu; que dorénavant l'Afrique indépendante se doit d'aider ses frères des pays non encore indépendants d'Afrique.

Permettez-moi d'ajouter à ces voix unanimes celle du Tanganyika. Si vous regardez une carte d'Afrique, vous verrez immédiatement pourquoi le peuple du Tanganyika, tout

comme ses frères du Congo, ne pourra pas jouir pleinement de sa liberté, tant que ses voisins du Sud ne seront pas libres.

Actuellement, non pas parce que nous sommes plus attachés que d'autres à la liberté de l'Afrique, mais simplement en raison de notre proximité avec la partie d'Afrique qui n'est pas indépendante, nous contribuons déjà humblement certes, à la libération de l'Afrique du Sud, mais nous sommes prêts à faire davantage. Nous sommes prêts, en particulier, à appuyer la proposition de notre frère le Président Sékou Touré, qui a demandé que la somme de 1 % de notre budget national soit consacrée à la libération des territoires africains qui ne sont pas encore libres. Je tiens à assurer notre valeureux frère d'Algérie, Ben Bella, que nous sommes prêts à mourir un peu pour l'extirpation définitive, hors du sol africain, de l'humiliation infligée par le colonialisme.

Dans notre quête pour un dénominateur commun d'action vers l'unité, on nous a souvent cité en exemple la façon dont les États-Unis d'Amérique sont nés, comme une voie que nous pourrions suivre. À cet égard, permettez-moi de dire que les États-Unis d'Amérique ne sont pas nés de la signature de la Constitution américaine. Ils ont plutôt été le couronnement d'efforts communs déployés par treize pays coloniaux. C'est la Déclaration de l'Indépendance et la lutte armée fraternelle pour cette indépendance qui ont forgé et scellé la véritable unité. N'esquivons pas la tâche qui nous est confiée, en attendant que l'Afrique dispose d'un seul gouvernement.

Il me semble, Votre Majesté Impériale et vous tous mes frères qui êtes réunis ici, que nous ne devons pas collectivement considérer l'occupation continue de l'Afrique par une puissance étrangère avec la même gravité et le même sérieux que celui dont chacun de nous aurait fait preuve devant l'occupation par une puissance étrangère d'une partie du pays qu'il a le privilège et l'honneur de diriger. Nous ne pouvons plus continuer de dire que l'Angola n'est pas libre ou que le Mozambique n'est pas libre et que nous aidons les peuples de ces territoires à se libérer, car cela masque la vérité. La vérité, humiliante mais réelle, c'est que l'Afrique n'est pas libre. C'est l'Afrique qui devrait prendre les mesures collectives nécessaires à la libération du continent. Tel est le message empreint de clarté et de gravité que nous devons envoyer au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Dans notre recherche de l'unité, nous avons également trouvé un dénominateur commun. Nous avons tous formulé de nouveau notre attachement à la cause de la véritable unité africaine. Mais, nous l'avons tous également déclaré, si l'indépendance africaine a été un phénomène progressif, l'unité africaine est sur le point de le devenir. Ne nous attendons pas à trouver un Dieu qui réalisera l'unité africaine simplement parce qu'il dira «que l'unité soit». Il n'est pas dans la nature de l'action humaine que la volonté d'agir et la réalisation de l'action soient simultanées. Nous n'avons pas ce pouvoir, seuls les dieux le possèdent. Dans l'action humaine, il existe inévitablement un décalage entre la volonté d'agir et la réalisation de l'action. C'est pourquoi il faut qu'immédiatement après la volonté d'agir, les premières mesures soient prises. Je vous le répète, l'unité africaine ne peut pas surgir d'une volonté divine qui dira «que la volonté soit». Aucun de nous n'est prêt, au nom de l'unité, à faire appel à un Napoléon et à lui demander de conquérir cette unité. Il ne nous reste donc qu'une méthode pour réaliser l'unité africaine, et c'est le libre consentement. C'est pourquoi, au début de mon allocution, j'ai dit que nous devons voir par quel moyen nous devons réaliser notre liberté dans l'unité et notre unité dans la liberté. Cela signifie qu'à un moment donné nous devons découvrir notre dénominateur commun le plus haut, et qu'après l'avoir découvert, il est de notre devoir de nous en servir sans remettre l'action au lendemain.

Je crois qu'ici nous sommes arrivés à ce libre consentement et à un accord sur les premières mesures à prendre. Prenons comme exemple de dénominateur commun l'une des propositions formulées par notre frère, le Président Senghor. Réunissons les différentes propositions qui ont été faites. Nos Ministres des Affaires Étrangères sont en train de rédiger sous la forme d'une Charte ce dénominateur commun.

D'aucuns diront que cette Charte ne va pas assez loin, ou qu'elle n'est pas assez révolutionnaire. C'est peut-être vrai. Mais que signifie «aller assez loin»? Aucun bon maçon ne se plaindra jamais que sa première brique n'est pas allée assez loin. Il sait qu'une première brique va aussi loin qu'elle peut aller, mais pas plus. C'est pourquoi il continue à poser les briques l'une sur l'autre jusqu'à ce que l'édifice soit terminé.

Que signifie être révolutionnaire? Un véritable révolutionnaire n'est pas une personne qui fait des rêves en dehors de la réalité. Un véritable révolutionnaire est un homme qui analyse une situation donnée dans un esprit et une objectivité scientifique et qui agit en

conséquence. C'est ce que notre Conférence a fait: examiner dans un esprit réaliste ce que nous avons en commun dans notre recherche de l'unité, puis agir en conséquence.

Les ennemis de l'Afrique sont en train de prier. Ils prient pour l'échec de cette Conférence. Les peuples d'Afrique sont aussi en train de prier, mais ils prient pour le triomphe du panafricanisme sur le nationalisme et le régionalisme étroit, Ils prient tout particulièrement pour la victoire d'une Charte panafricaine sur la Charte de Monrovia et la Charte de Casablanca.

---

Point n'est besoin que je me livre à des prophéties, en disant qu'il ne sera pas écrit dans l'histoire que «SANS L'ENTETEMENT DU TANGANYIKA ET SON REFUS DE COOPERER LA CONFERENCE D'ADDIS-ABEBA AURAIT ETE UN SUCCES». Notre devise nationale est: «UHU-RU NA UMOJA», (LIBERTE ET UNITE). Notre hymne national est: «DIEU BENISSE L'AFRIQUE».



Son Excellence Habib Bourguiba,  
Président de la Tunisie

Nous sommes venus ici avec la volonté d'examiner et, si possible, de résoudre ensemble les problèmes d'intérêt commun. Nos problèmes sont difficiles et nombreux; nous en prenons conscience chaque jour davantage. Mais ils se ramènent pour l'essentiel à trois préoccupations dominantes.

- achever la décolonisation du continent.
- mobiliser toutes ses ressources matérielles et morales, pour une lutte efficace contre le sous-développement,
- jeter les bases de l'Unité africaine qui se profile naturellement au bout de la perspective d'émancipation politique et économique de l'Afrique.

Nous devons renforcer par tous les moyens l'action poursuivie sous l'égide et dans le cadre des Nations Unies, et fournir une aide suffisante et ininterrompue aux peuples qui luttent pour leur liberté, et jusqu'à cette libération, rendre intenable la position des dernières enclaves coloniales en Afrique.

La lutte contre le sous-développement engagée à l'échelle du continent africain, est une entreprise d'une ampleur exceptionnelle.

Elle nécessite:

1. Une action profonde et vigoureuse sur les structures en vue de réformer les structures économiques et sociales.
2. Une aide extérieure en capitaux et en cadres, donc une coopération autant que possible équilibrée avec les pays industrialisés.
3. Une coopération étroite et active avec les autres pays du continent africain.

I. - L'action sur les structures et les habitudes cristallisées par un long passé de stagnation reflète, dans chaque cas, l'orientation économique et sociale des politiques locales. On peut noter cependant un effort assez généralisé d'exploration de la voie africaine du socialisme. Le but de cette action est de favoriser une prise de conscience globale de préparer le milieu humain à affronter les tâches du développement et d'assurer la justice entre les hommes.

II. - La coopération avec les pays industrialisés, riches en capitaux, en cadres et en expérience technique, est non seulement souhaitable, mais inévitable pour les pays en voie de développement. Il n'y a pas d'alternative. Récuser une telle coopération par crainte des résurgences du colonialisme est une position qui peut se justifier sur le plan du sentiment ou de la logique. Mais c'est tout de même une position peu réaliste. Accepter l'aide des anciennes puissances coloniales, c'est parfois courir un risque réel, j'en conviens. Mais la refuser c'est s'isoler et se condamner à la stagnation.

Je crois qu'il est possible de sortir de ce dilemme. Pourvu que l'on ait la volonté bien arrêtée de mettre fin à la dépendance, dès que l'on sera en mesure de le faire, on doit accepter de coopérer même si, au départ, cette coopération n'est pas toujours équilibrée. Si on l'accepte quand même et en connaissance de cause, c'est parce que c'est le seul moyen de se dégager de la dépendance. Autrement, la crainte paralysante du néo-colonialisme pourrait bien confiner les pays récemment émancipés dans un état de faiblesse chronique, donc de dépendance et de sous-développement prolongés.

L'idéal serait évidemment que l'aide extérieure quelle qu'en soit l'origine, fut dispensée selon les besoins sous l'égide et par les soins de l'organisation des Nations Unies. Internationalisée, l'aide aux pays sous-développés ne serait plus suspecte de servir les desseins de la guerre froide.

III. - Dans le domaine de la coopération entre pays africains, nous en sommes encore au stade des approches. Les cloisonnements, les différences de tradition et de langue hérités de l'ère coloniale, l'insuffisance des moyens de transport et de communication, les particularismes, les arrière-pensées et quelquefois les malentendus n'ont guère encouragé les progrès de la coopération interafricaine. Elle reste pourtant éminemment souhaitable dans son principe et dans ses effets.

Tout le monde reconnaît l'urgence d'une action concertée sur les marchés extérieurs. Personne ne conteste sérieusement la nécessité d'organiser des marchés intérieurs de dimensions suffisantes pour soutenir un effort d'industrialisation qui demeure le moyen le plus sûr d'arracher les économies africaines au sous-développement.

Tout nous incite donc à nous rapprocher, à explorer en commun les perspectives d'une coopération nécessaire et bénéfique, à confronter nos expériences et nos idées, à multiplier nos échanges et nos contacts afin d'élargir indéfiniment le champ de l'intérêt commun.

## **L'UNITÉ AFRICAINE**

Dans un continent qui émerge à peine de l'ère coloniale, affaibli et divisé, l'unité a forcément une résonance profonde et une grande force d'attraction. Mais elle est encore un noble idéal, vers lequel nous tendions et en vue duquel nous devons agir.

Nous préférons, quant à nous, voir les choses comme elles sont. Nous nous connaissons à peine et nous n'avions guère eu le temps de faire l'inventaire de ce qui nous rapproche et de ce qui nous divise. Nous avons à effacer tous les cloisonnements hérités de l'ère coloniale. Il ne faut pas oublier que l'Afrique est restée très longtemps un continent ouvert sur le monde et fermé sur lui-même.

Poser l'unité comme une chose imminente, facile, qui se fera par l'adoption d'une motion, d'un manifeste ou l'élaboration d'une constitution risque d'aboutir à des déceptions.

Nous devons bâtir sur le réel avec sagesse et pondération. Ce qui est réel, c'est que les peuples de l'Afrique aspirent à une certaine unité d'orientation, expression d'une prise de conscience commune à l'égard des problèmes du continent.

Une telle unité d'orientation est possible dès maintenant. Elle peut se dégager de nos débats. Elle peut nous aider à prendre des positions communes dans les affaires internationales, à rapprocher nos objectifs, coordonner nos efforts et harmoniser nos tendances dans la lutte pour le progrès économique et social.

Faisons ensemble l'apprentissage de l'unité! Pour mieux nous connaître, apprendre à nous estimer, à comprendre les problèmes de chacun et l'intérêt de tous. Il faut habituer les esprits à l'idée de l'unité et à ses implications matérielles et morales. Une sérieuse préparation psychologique est nécessaire, sans laquelle rien de valable ne pourrait être fait.

Car l'unité, en dernière analyse, ne peut venir que du consentement des peuples, consentement réel, profond et librement exprimé. Elle ne peut en aucun cas être imposée par les moyens de la contrainte ou de la subversion mis au service d'une volonté d'hégémonie. Le désir d'hégémonie ou le complexe de supériorité c'est le ver dans le fruit. Lorsqu'un partenaire veut dominer dans un ensemble, c'est l'éclatement à plus ou moins brève échéance. L'expérience des dernières années est là pour en témoigner.

Nous ne croyons pas qu'il soit dans l'intérêt de l'Afrique d'aller au-devant de pareilles mésaventures. L'unité est une œuvre de longue haleine. Il ne faut pas forcer la marche de l'histoire. Nous devons construire solidement sur une base de consentement populaire, d'estime réciproque et de respect de toutes les souverainetés. Rien de durable ne saurait

---

se faire dans le feu des improvisations hâtives et des flambées sentimentales. L'unité de l'Afrique se fera dans de rapprochement sincère, la négociation loyale et la démocratie. C'est le vœu que je forme pour l'avenir de notre continent.

La Tunisie, qui espère avoir gagné votre estime par son réalisme, son sens de la mesure et son dévouement constant à la cause de la liberté, du progrès et de la justice en Afrique, demeure disposée à faire tout ce qui peut aider à franchir le premier pas dans la voie de l'unité africaine.

Des expériences sont en cours' dans certaines régions de l'Afrique qui tendent par des contacts périodiques soit à l'organisation d'une coopération limitée à certains domaines techniques, soit à la mise en Place progressive d'un ensemble économiquement intégré. Nous avons vu par ailleurs en Afrique des tentatives plus ambitieuses et plus spectaculaires d'intégration plus poussée, Elles ont tourné court et sont finalement soldées par un certain recul de l'idée unitaire auprès des peuples.

Quoi qu'il en soit, les ententes régionales peuvent jouer un rôle important dans le développement de l'Afrique. Nous savons, en effet que les pays industrialisés, fournisseurs d'assistance technique et d'aide en capitaux, préfèrent traiter avec des ensembles plutôt qu'avec des pays isolés. D'autre part, il est plus facile à des pays groupés au sein d'un ensemble,

d'harmoniser, dans le cadre de programmes communs, leurs politiques économiques et sociales. Ainsi les ententes régionales favorisent à la fois la planification de l'aide extérieure et celle de leur propre développement.

Pour toutes ces raisons et pour d'autres qui tiennent aux affinités multiples qui existent entre nos peuples, nous avons formé de longue date, en Afrique du Nord, le projet d'édifier le Grand Maghreb Arabe. Mais il a fallu attendre la fin de La longue guerre d'Algérie qui s'est terminée heureusement par la victoire de la liberté sur l'asservissement.

Nous espérons pouvoir avec le temps, triompher des derniers obstacles et mettre en place un ensemble maghrébin valable et viable, pouvant renforcer sérieusement l'unité africaine dont nous devons, ici-même jeter les bases.



Son Excellence Gamal Abdel Nasser,  
Président de la République arabe unie



La République Arabe Unie pense que le continent africain est entré dans la phase la plus grave de sa lutte. Si nous disions que les étendards de l'indépendance brandis depuis quelques. Années à travers notre continent témoignent de la naissance de la liberté, cette seule naissance, même s'il s'agit d'un miracle spectaculaire, ne saurait suffire à, lui seul; la liberté doit grandir et sa croissance doit être saine et complète, pour que nous soyons capables. en hommes libres, de faire face aux responsabilités vitales de notre époque.

Dans ces conditions, après le miracle de la naissance, notre continent, à notre avis, se trouve devant les impératifs de la vie et il doit, dans des circonstances difficiles, faire la preuve de son aptitude à subsister et à se développer et, plus encore, de son aptitude à renouveler la vie elle-même, à l'orienter vers le meilleur.

Sans doute n'ai-je pas à m'étendre sur ces circonstances difficiles. Je pense qu'il me suffira d'évoquer celles qui règnent à travers notre continent du fait du monde extérieur, comme aussi celles qui émanent du sol du continent.

#### HORS DU CONTINENT

- Il y a ce colonialisme qui n'a pas encore été complètement et radicalement extirpé de toutes les parties du continent et qui s'accroche avec obstination, avec brutalité dans certaines de ses parties, alors qu'ailleurs il s'efforce de se camoufler derrière de faux masques.

- Il y a cette discrimination raciale, cet apartheid imposés à certaines parties du continent par ceux qui pillent ses richesses, chargent sa main-d'œuvre des chaînes de l'esclavage, et qui, en dépit de ces forfaits, n'ont aucun scrupule à piétiner sa dignité, dans ses formes humaines les plus élémentaires.
- Il y a ce leurre sous-jacent dans les pactes militaires, au titre desquels on établit sur le sol de nos peuples des bases qui ne servent qu'à les menacer.
- Il y a les tentatives de ceux qui cherchent à forger de nouveaux outils colonialistes pour s'infiltrer sous la bannière des Nations Unies, entreprises qui se sont traduites par la violente crise du Congo, par cette tragédie effrayante dont la victime a été Patrice Lumumba, ce martyr de la 'évolution africaine: même sous l'apparence d'une assistance offerte aux peuples du continent, que de tentatives d'infiltration ont eu lieu.
- Il y a cette insistance à faire du continent un simple dépôt de matières premières achetées à des prix qui interdisent à son peuple de manger à sa faim, alors que la totalité des bénéfices reviennent aux pays importateurs, qui essaient de fonder une sorte de colonialisme de forme nouvelle sur leurs progrès industriels ou scientifiques, colonialisme qui consiste à exploiter injustement les richesses d'autrui sans lui reconnaître une part équitable.
- Il y a même cette outrance qui consiste à faire des terres où vivent les peuples du continent des terrains d'expériences nucléaires, sans l'assentiment de ses peuples, au

mépris de leurs aspirations orientées vers la paix, en faisant une menace de l'air même qu'ils respirent sur leur sol natal.

- Il y a cette usurpation de la terre des peuples, au mépris des propriétaires légitimes, pour la distribuer à des colons venus de l'étranger, qui refusent de se contenter des droits reconnus aux hôtes et qui, par l'arrogance et la terreur ont imposé le despotisme des maîtres.
- Il y a cette tromperie que diffusent les slogans; la justice elle-même, et la paix sont embrigadées pour servir les lois du fait accompli. Il ne saurait y avoir de paix sans justice; accepter le fait accompli au déni de toute justice, c'est accepter la soumission... ce qui est fort éloigné de l'idée de paix.
- Il y a à travers le continent lui-même d'autres circonstances difficiles. Si le continent africain, en toute équité, ne porte nullement la responsabilité de ces circonstances. Il n'en a pas moins, cependant, le devoir de rechercher les meilleures solutions, quel que soit le partage des responsabilités.
- Il y a, par exemple, le problème d'un sous-développement épouvantable, dans lequel vit la majeure partie des peuples du continent, circonstance qui explique l'écart vertigineux entre le niveau de vie du continent africain et le niveau de vie des autres continents qui l'ont précédé sur la voie du progrès. Il y a là un problème qui ne concerne pas seulement la dignité et les droits légitimes du continent mais qui peut en outre influencer dangereusement sur la paix mondiale. Comment peut-on stabiliser la paix entre la richesse excessive et la plus affligeante pauvreté dans un monde où les distances ne comptent plus.
- Il y a problème de l'inégalité sociale dans un même pays; on doit pouvoir remédier à cette situation par l'application de mesures de justice qui accordent aux citoyens d'un même pays des possibilités d'existence fondées sur l'équité.
- Il y a les problèmes liés à l'entreprise de mise en valeur destinée à combattre les effets du sous-développement et à satisfaire aux nécessités de la justice sociale, les problèmes de planification, de financement en particulier, et celui de l'expérience.

Dans tous ces domaines, le continent a besoin d'une assistance très large. La RAU professe certaines opinions sur l'aide étrangère. Elle y voit une obligation envers les pays sous-développés qui s'impose à ceux qui les ont précédés sur la voie du progrès- droit qui, pour les pays sous-développés se fonde sur l'interdépendance des peuples et la nécessité de consolider la paix.

La République Arabe Unie estime plutôt que cette aide est une dette des grandes puissances qui ont un passé colonial, une compensation pour les pillages auxquels de nombreux peuples d'Afrique et d'Asie ont été et sont encore exposés, après avoir été systématiquement privés de leurs richesses, de telle sorte que la prospérité puisse être un monopole pour les étrangers, alors qu'on les abandonnait au monopole de la pauvreté. S'il en est qui nous demandent de pardonner le passé, nous sommes prêts à pardonner du fond du cœur mais nous ne sommes pas prêts d'oublier. Nous tournons la page parce que nous pardonnons, mais nous aurions bien tort de la tourner par naïveté.

- Il y a les problèmes de frontières qui se posent à de nombreux États, frontières dont nous ne savons pas comment elles ont été tracées et comment elles ont été délimitées.
- Il y a les séquelles du passé qui ont laissé sur le continent de multiples traces sombres et qui maintenant réclament des efforts massifs dans les domaines de l'enseignement et de la culture, avant que l'homme africain soit libéré des entraves invisibles qui le paralysent dans ses mouvements. Et même, s'il s'agit pour nous de faire face à des circonstances difficiles dues au monde extérieur ou propres au continent africain, nous nous trouvons plongés dans une atmosphère qui magnifie l'intensité et la gravité de la Lutte engagée. Nous menons notre combat pour l'évolution de la vie, face à de violents courants.
- Il y a ces forces dont l'intérêt est de nous imposer le sous-développement; elles n'hésitent pas à aller très loin, dressant le frère contre le frère, semant le doute et nous laissant la moisson de la haine.
- Il y a les courants contraires de la guerre froide avec leurs sollicitations et leurs tensions.

Nous vivons dans un monde où, à la suite des progrès de la science, en matière de transports en particulier, les distances ne comptent plus, circonstance qui a introduit la guerre froide sur notre propre sol et dans le cœur et l'esprit des gens qui y vivent.

En conséquence, nous vivons dans un monde où les espérances dominent, où les revendications légitimes de l'homme se sont multipliées sans qu'aient augmenté activement et efficacement les possibilités ouvertes à la satisfaction de ces revendications. Nous ne pouvons tendre vers la réalisation des aspirations de l'humanité que par des mesures concertées, qui réclament une mobilisation nationale et qui mettent en action la volonté démocratique des peuples, en leur imposant, délibérément et consciemment, les sacrifices inévitables avant la phase du soulèvement, tout cela dans le cadre des circonstances et des dangers de la guerre froide.

J'ai commencé par indiquer que le continent entre dans la phase la plus dangereuse de sa lutte et qu'après le miracle de la naissance, il doit faire face aux responsabilités de la vie, de la croissance et d'une survivance.

J'ai Indiqué, en outre, que le seul fait que cette Conférence soit réunie prouve l'existence d'une volonté africaine libre et une.

Pour que nous soyons prêts, il nous faut l'esprit d'organisation et un courage dynamique.

Si nous voulons mettre fin à la discrimination raciale et à l'apartheid, il ne suffit pas que nous proclamions à la face du monde qu'il s'agit d'une humiliation qui pèse sur l'humanité toute entière, quelle que soit l'époque, mais il est impératif qu'une résistance courageuse s'instaure et qu'elle lutte par tous les moyens, jusque et y compris le boycottage total, grâce auquel nous pourrions modifier radicalement la situation et enfermer ceux qui prétendent imposer aux peuples africains l'isolement sur leur propre terre dans des îlots isolés de l'humanité, expulsés du cadre de la coopération internationale. Pour réaliser ce boycottage efficace, par tous les moyens, il nous faut encore l'esprit d'organisation et un courage dynamique.

De même, les problèmes latents sur notre continent, celui du sous-développement de tous les pays africains, du développement des frontières de l'instruction, tous ces pro-

blèmes exigent les mêmes vertus ... l'esprit d'organisation et le courage dynamique, dans la mesure où nous les considérons tous sous le même angle et croyons à la nécessité de leur trouver des solutions.

Il en est de même des responsabilités de l'Afrique envers la paix mondiale.

Ces responsabilités n'impliquent nullement que l'Afrique ait à s'ériger en un bloc international ou que les efforts africains aient à s'isoler de la marche du progrès humain dans son ensemble. À vrai dire, c'est bien la dernière des choses à laquelle nous pourrions penser ou que nous pourrions réclamer ... Bien au contraire, nous estimons que ce serait du fanatisme que de tendre à une pareille outrance, et nous ne saurions en porter la responsabilité.

Heureusement, le fait que nous soyons aujourd'hui rassemblés dans une salle qui dépend normalement des Nations Unies nous rappelle constamment que ce que nous espérons. C'est une extension des aspirations des pays qui ont bâti l'Organisation des Nations Unies et qui veillent à leur salut, en face de tous les dangers qui peuvent les menacer.

Mais, ainsi que je l'ai déjà indiqué ce qu'il nous faut, c'est un esprit africain d'organisation et, un courage dynamique africain pour guider la volonté africaine libre et une lancée contre les problèmes et les obstacles qui se dressent sur la voie ouverte à notre continent et qui empêchent l'épanouissement des possibilités que ce continent pourrait consacrer à l'évolution de sa vie. Par voie de conséquence, ils réduisent ainsi sa contribution au mouvement du progrès humain. C'est là la mission réservée à notre Conférence; la mesure du succès qu'elle atteindra dans cette mission sera celle des conditions dans lesquelles elle se sera acquittée de ses responsabilités historiques envers l'Afrique et envers l'humanité.

Esprit et courage pour la volonté libre et une de l'Afrique. Un esprit combinant sagesse et audace: il combat comme un bâtisseur, il construit comme un lutteur; il lutte avec les aptitudes et la patience du bâtisseur et construit avec l'enthousiasme et l'élan du lutteur.

Courage empreint d'audace et d'imagination; il fait face à des dangers. Courage qui s'affirme devant le spectacle des horizons nouveaux, immenses, ouverts aux possibilités de développement créateur.

---

Voilà ce que nous avons à faire ici.

Il n'est nullement nécessaire de définir nos problèmes; tous ici, nous les connaissons.

Il n'est pas nécessaire de démontrer que notre volonté unique est un fait patent; il suffit de faire observer que nous sommes tous réunis dans cette salle.

Ce qu'il nous faut, ce sont des moteurs puissants capables de déclencher et diriger la force latente dans nos aspirations et nos possibilités illimitées. C'est ici qu'intervient la nécessité de l'esprit d'organisation et du courage dynamique.

Qu'il y ait une ligue africaine.

Qu'il y ait une charte pour toute l'Afrique,

Qu'il y ait des conférences périodiques des chefs d'État Africains et des représentants des peuples du continent.

Qu'il y ait ... que sais-je encore?

Mais la République Arabe Unie est hostile à une éventualité: elle ne veut pas s'en aller d'ici sans autre chose que des tirades enthousiastes, ou des constructions formalistes.

S'il en était ainsi, nous nous abuserions nous-mêmes, mais sans tromper les autres.

S'il en était ainsi, nous nuirions à l'Afrique et à la paix.

En fait, s'il en était ainsi, nous perdrons ce que nous avons effectivement, qui est la conscience de nos problèmes et l'humanité de notre volonté.

Mes chers amis,

Qu'il y ait une ligue africaine. Ce vœu a été proclamé dans le projet de Charte établie par le Congrès national des puissances populaires élu démocratiquement en République Arabe Unie, Charte adoptée en juin de l'an dernier.

Qu'il y ait une Charte pour l'Afrique toute entière.

Qu'il y ait des réunions à tous les échelons, publics et populaires, comme nous l'avons entendu souhaiter par un certain nombre de nos amis.

Qu'il y ait quelque chose, mais quelque chose de concret.

Confions à ce quelque chose les plans, quels qu'ils soient, que nous désirons voir exécuter. Fixons une date limite pour la liquidation du colonialisme; établissons des projets pour la coopération culturelle et scientifique; engageons-nous dans la coordination de notre coopération économique qui doit nous conduire au marché commun africain: tous ces objectifs et beaucoup d'autres encore sont proposés à nos efforts, mais tous réclament l'esprit l'organisation et le courage dynamique.

Ne manquons jamais de rappeler que toute organisation susceptible d'être créée pour concrétiser notre esprit d'organisation et notre courage dynamique ne conduira pas du jour au lendemain à l'unité africaine, mais que ce sera de son potentiel que se dégageront et ses aspirations et les plans établis pour les réaliser, dont cette Organisation suivra l'application avec une vigilance constante. Par ce moyen, cette Organisation ne manifestera pas seulement son unité, mais approfondira encore son sens de l'unité; en d'autres termes, elle émane de l'aspiration tendue vers l'unité et ajoute spontanément à son efficacité en puisant dans l'expérience de la vie.

**M. Ajuma Oginga-Odinga**  
**Représentant les mouvements africains de**  
**libération nationale dans les territoires**  
**non-indépendants**

**Mémoire conjoint de la Conférence du Sommet africain des chefs d'État et  
des représentants des mouvements africains de libération nationale dans les territoires non-indépendants**

**Addis-Abeba, le 21 mai 1963**

Nous, les représentants des mouvements de libération nationale africains dans les territoires non indépendants de notre patrie, l'Afrique, soumettons humblement ce mémorandum commun à nos frères et camarades combattants pour la liberté et aux chefs d'États indépendants africains réunis à Addis-Abeba (Éthiopie).

L'Afrique tout entière doit être libérée maintenant! Les résolutions contenant des mots vides et pieux ne suffiront pas. Cette conférence au sommet des États indépendants africains devrait lancer un ultimatum à tous les pouvoirs coloniaux et racistes en Afrique pour démarrer immédiatement le transfert de pouvoir aux peuples africains dans les territoires non indépendants respectifs ou bien en subir les conséquences. Il doit être absolument clair que là où l'ultimatum ne sera pas respecté, les États indépendants africains devront intervenir directement.

Aucun pays africain ni aucune nation n'est vraiment libre tant que l'Afrique tout entière n'est pas libre. En conséquence, nous demandons plus énergiquement que jamais que dans toutes les conférences africaines, aucune forme de discrimination ou de différenciation de statut ne soit jamais admise parmi nous les Africains. Nous sommes tous des combattants de la liberté en Afrique. Le fait que nous ne soyons pas encore libres n'est pas dû à

un manque d'esprit révolutionnaire dans nos mouvements mais aux tactiques oppressives des impérialistes ainsi qu'à certaines réalités historiques et politiques dans nos territoires. Nous demandons sincèrement que pendant cette conférence au sommet, nous soit accordé un statut correspondant à notre position de frères et camarades des autres combattants de la liberté en Afrique qui ont déjà gagné leur indépendance. Nous demandons que l'occasion nous soit donnée de participer à ce Sommet et d'y prendre part en tant que membres associés.

Nous proposons qu'un organisme appelé Bureau de libération de l'Afrique soit installé dès aujourd'hui dans une capitale choisie d'une nation africaine indépendante. Les fonctions de ce Bureau de libération de l'Afrique seraient les suivantes:

- a. Coordonner la lutte pour la libération de l'Afrique dans tous les territoires non indépendants.
- b. Recevoir, distribuer et transporter des fonds et d'autres formes d'aide, y compris du matériel et du personnel militaires au nom des mouvements de libération nationale africains.

- c. Gérer le programme d'aide aux réfugiés pour nos frères et sœurs africains et leurs enfants venant de territoires déchirés par la guerre et d'autres territoires africains victimes. Ces réfugiés ont désespérément besoin de nourriture, de logement, de soins médicaux et d'écoles pour les enfants. Nous demandons que l'aide nécessaire pour surmonter ces difficultés soit annoncée à cette conférence.
- d. Assurer la sécurité et la protection des dirigeants et du personnel des mouvements de libération nationale africains opérant en dehors de leur pays respectif en raison de conditions difficiles chez eux.
- e. Organiser la formation du personnel des services administratifs, militaires et diplomatiques.
- f. Coordonner l'information, la propagande et la recherche aux fins d'une libération totale de l'Afrique.

L'emplacement du Bureau de libération de l'Afrique devrait être géographiquement proche des territoires encore non autonomes pour faciliter la circulation des équipements et du personnel sur le théâtre des opérations de libération. Le Bureau de libération de l'Afrique peut organiser des bureaux régionaux en fonction des besoins de ces bureaux.

Nous demandons que tous les partis politiques au pouvoir dans un pays africain indépendant doivent promettre une certaine somme d'argent ou une aide matérielle, notamment des équipements militaires d'une valeur spécifiée, qui serait livrée à intervalles réguliers aux mouvements africains de libération nationale par le biais du Bureau de libération de l'Afrique. Nous pensons, bien sûr, que le don de telles sommes d'argent ou d'aide matérielle par le Bureau de libération de l'Afrique ne dispense pas nécessairement les États indépendants africains de donner davantage d'aide directe aux mouvements individuels selon que de besoin. Nous demandons également que tous les gouvernements africains indépendants doivent être préparés à permettre le transport de matériel militaire à travers leur pays respectif jusqu'aux théâtres des opérations de libération, et de recevoir et de stocker ce matériel au nom des mouvements de libération, si la situation l'exigeait.

Nous proposons qu'un comité dont les membres sont issus des États africains indépendants et travaillent par l'intermédiaire du Bureau de libération de l'Afrique soit mis en place pour s'entretenir avec les dirigeants des mouvements de libération nationale africains de toutes les tendances d'opinion en Angola, au Mozambique, en Guinée portugaise, aux îles du Cap-Vert ; à Sao Tomé-et-Principe, en Rhodésie du Sud, dans la République d'Afrique du Sud, en Afrique du Sud-Ouest, en Somaliland français, aux îles Comores, au Basutoland, au Bechuanaland et au Swaziland en vue d'améliorer la formation et le renforcement des fronts de libération unis dans ces territoires respectifs pour la réalisation rapide de l'objectif de libération totale de l'Afrique.

Le manque de personnel est un handicap grave pour les mouvements de libération et pour la lutte contre le néo-colonialisme, tant dans les pays indépendants que non indépendants. Des instituts de formation pour l'administration, le personnel militaire et les services diplomatiques ainsi que des écoles pour les enfants des réfugiés sont désespérément nécessaires. Nous proposons que chaque université, institut de formation ou académie en Afrique doivent également être invités à réserver au moins 100 places chaque année aux jeunes des territoires non indépendants.

La puissance de la presse et toutes les autres formes d'informations ne doivent jamais être négligées. Au moins un pamphlet nationaliste imprimé et publié par le Front de libération ou un mouvement politique dans tous les pays non indépendants est absolument indispensable. Nous exhortons les États indépendants africains à s'engager à donner au moins une presse et à mettre à disposition des médias d'information dans les territoires non-indépendants par l'entremise du Bureau de libération de l'Afrique proposé.

Nous appelons également à une Agence de presse africaine qui sera organisée par le Bureau de libération de l'Afrique. Par ailleurs, nous demandons aux États indépendants africains de ne pas autoriser la diffusion de nouvelles et de communiqués de presse contre la libération de l'Afrique.

Nous exhortons plus fortement que jamais tous les pays africains à être vigilants et sur leur garde contre le néo-colonialisme qui continue à entacher l'indépendance durement acquise des Africains. À cette fin, nous appuyons pleinement les mesures prises pour mettre en place un marché commun africain et une union de paiement ainsi que des ar-

rangements de défense commune et l'harmonisation des zones monétaires. Nous saluons également la proposition de créer une Banque africaine de développement et proposons qu'une autre banque appelée Banque centrale de réserve pan africaine soit créée pour venir en aide aux nations méritantes d'Afrique qui peuvent parfois se retrouver dans des difficultés budgétaires récurrentes.

Nous tenons à rappeler aux délégués à cette conférence au sommet des chefs d'État la résolution adoptée en 1960 par la Conférence des chefs d'État africain demandant le boycott diplomatique et consulaire économique de l'Afrique du Sud ainsi que le refus du droit d'atterrissage et l'entretien des aéronefs et des navires de l'Afrique du Sud. Nous exhortons nos frères à appliquer l'esprit et la lettre de cette résolution comme d'ailleurs de toutes les résolutions qui seront adoptées à cette conférence au sommet. Nous demandons également que les termes de cette résolution soient élargis pour y inclure le régime fasciste du Portugal, le régime colonial raciste de Rhodésie du Sud et la Grande-Bretagne impérialiste. Nous recommandons aussi énergiquement que les nations membres du Commonwealth britannique se retirent de cette organisation si le Royaume-Uni continue de réprimer le peuple africain. De même, les pays africains ayant des relations bilatérales avec la France devraient les rompre si la France ne libère pas ses domaines coloniaux.

Enfin, nous souhaitons attirer l'attention des chefs des États indépendants africains sur l'existence d'organisations politiques appuyées par les puissances coloniales et fonctionnant au sein des États indépendants africains. Nous demandons instamment que des mesures soient désormais prises pour éradiquer ces organisations immédiatement.

Le présent protocole conjoint est signé par:

1. L'Union nationale africaine du Kenya
2. Le parti des peuples progressistes de Gambie
3. Le Front de lutte pour l'indépendance nationale de Guinée « portugaise » (FLING)
4. Le Front national de libération de l'Angola
5. Le mouvement populaire pour la libération de l'Angola
6. Le parti uni de l'indépendance nationale
7. Le front de libération du Mozambique
8. L'union des peuples africains Zimbabwéens de Rhodésie du Sud
9. L'Association unie de la province du Nord (affiliée au KANU)
10. Le mouvement de libération nationale des Comores
11. Le Comité de libération de Sao Tomé-et-Principe
12. Le parti africain de l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert
13. L'organisation des peuples d'Afrique du Sud-Ouest
14. L'Union nationale démocratique du Mozambique
15. Le parti du Congrès du Basutoland
16. Le parti progressiste du Swaziland
17. Le congrès panafricain
18. Le congrès national africain
19. L'union nationale d'Afrique du Sud-Ouest
20. Le parti nationaliste de Zanzibar
21. Le parti Shirif Othman Parti Afro-Shirozi de Zanzibar





## Discours de clôture de S.M.I. Hailé Sélassié 1<sup>er</sup>,

### *Tournant brillant dans l'histoire Africaine*

Monsieur le Président, mes chers et éminents Collègues,

En mon nom, au nom du Gouvernement et du peuple d'Éthiopie, je saisis cette grande occasion pour vous remercier tous des paroles pleines d'amabilité que vous avez si généreusement adressées à moi même, à mon Gouvernement et à mon peuple. À notre tour, je tiens à déclarer que les initiatives prises par cette Conférence, les efforts qu'elle a déployés, les succès qu'elle a remportés, sont dus à l'esprit d'initiative et à l'ardeur que chacun de nous a consacrés à cette tâche. Cet esprit de compréhension et de dévouement à la cause du peuple africain nous a vraiment inspiré du courage et donné foi dans l'avenir.

Lorsque vous avez tous décidé de vous réunir ici, vous êtes venus avec le ferme propos de réussir. Et cette réussite, vous l'avez effectivement réalisée, car nous avons tous ensemble dégagé le terrain sur lequel nous pourrions entreprendre une action concertée qui touchera tous nos problèmes communs. Quant à nous, l'expérience nous a enseigné que, si grande que soit l'énergie qu'on déploie pour soutenir par soi-même les épreuves et affronter la lutte, on ne peut pas, lorsqu'on est seul, réussir et survivre.

C'est seulement dans notre ferme propos et dans notre volonté d'atteindre ensemble nos objectifs que nous pouvons puiser la force et la sagesse qui nous guideront au-delà de cet horizon où résident de meilleures conditions d'existence pour nos peuples. Nous sommes vraiment fiers et heureux d'accueillir tant de Chefs africains qui ont une conception si lucide de l'avenir. C'est un honneur pour vos populations et un motif de fierté pour nous et pour ceux qui ont besoin de vos sacrifices afin de parvenir à la liberté que Dieu leur a conférée

Au moment où se termine cette Conférence, qui demeurera comme un phare lumineux dans l'histoire de l'Afrique, prenons une fois de plus la ferme résolution, dans ce même esprit de coopération et de fraternité qui a permis les réalisations d'aujourd'hui, de travailler ensemble dans un esprit d'union et d'unité d'intention pour la croissance de notre grand continent, pour la liberté, la prospérité et le bonheur des peuples que nous conduisons, enfin pour la paix et la fraternité de l'humanité toute entière. Puisse Dieu être avec nous dans nos grandes entreprises, et puisse cette Charte d'union durer plusieurs millénaires!

## Discours de clôture de Son Excellence Milton Obote,

### *Succès retentissant de la conférence historique*



Votre Majesté Impériale, distingués Président et Premiers Ministres,

La Conférence qui s'achève a été grande et historique. Nous avons posé les bases, je suis convaincu, d'une mission très précise que nous aurons à remplir dans nos capitales et dans nos pays, Nous avons aussi défini une mission que nous confions ici à Addis-Abeba au Secrétariat provisoire que cette Conférence a créé. Nous avons parlé ici d'entente et de coopérations collectives. Nos propos et nos attitudes se sont inspirés d'un esprit de considération mutuelle toujours présent. Ce que nous avons fait, nous l'avons fait pour poser de solides fondations sur lesquelles pourra s'appuyer la libération de l'Afrique de toute domination ou influence étrangère, en vue de la réalisation de nos aspirations résolument tendues vers le bien-être et le progrès de nos peuples. Dans des circonstances normales, je n'aurais pas eu l'honneur de prendre la parole devant cette auguste assemblée immédiatement après Votre Majesté Impériale. Mais ce privilège m'échoit en ma qualité de «benjamin» de la présente Conférence. Mon pays, c'est-à-dire l'Ouganda, est le plus jeune de ceux qui ont pris cette grande décision. De tous les pays représentés ici, l'Ouganda a été le dernier à venir à l'indépendance et je prétends que l'occasion qui m'est ainsi offerte de prendre la parole devant vous a une signification importante et très profonde, L'Ouganda en effet accède à une indépendance dont vous jouissez, Majesté, ainsi que vos illustres prédécesseurs et les peuples d'Éthiopie depuis des siècles, dont beaucoup parmi nous jouissent depuis un certain temps déjà, mais tous ici, de l'Éthiopie à tous nos pays en passant par la République arabe unie et le Libéria, ont vu surgir l'Ouganda par la porte de l'indépendance, et ils fixent cette porte pour voir apparaître ceux qui suivront l'Ouganda et qui se joindront à nous lors de la prochaine Conférence.

L'Afrique dans son ensemble est parfois présentée par nos anciennes puissances coloniales comme composée de pays jeunes. Ce n'est pas que Dieu ait créé notre continent après tous les autres; cette jeunesse-là se rapporte à l'âge auquel nous nous sommes dégagés de la domination coloniale. Quand elles emploient le mot «jeune» pour parler de notre continent, les anciennes puissances coloniales ne se rendent certainement pas compte que ce seul qualificatif nous offre un argument suffisant pour les accuser d'avoir accumulé en Afrique les actes d'humiliation, les outrages et les actes de piraterie.

À cette Conférence, nous avons dénoncé le colonialisme, nous avons pris des décisions contre le colonialisme. Comme l'Ouganda est le dernier pays africain qui se soit échappé de la gueule de ce monstre que nous appelons colonialisme, son expérience est assez restreinte. Si nous avons appris quelque chose avant de venir ici, nous avons beaucoup appris à cette Conférence, Alors que tous ici, nous avons pu nous dégager de la gueule de ce monstre épouvantable qui continue de se tapir partout en Afrique, voici que nous constatons que ce monstre que nous croyions parti est encore à nos côtés. Certes sa gueule est close, pour ce qui est de nous attraper tout au moins, mais ses griffes sont large ouvertes. Je pense que c'est là la technique dont use le colonialisme: quand il ne peut pas vous avaler tout vivant, il fait usage de ses griffes, qui sont fortes, acérées et empoisonnées, pour vous vider de tout votre sang. À cette Conférence, nous sommes convenus avec le prestigieux Président de la République Arabe Unie qu'il ne doit plus y avoir de pillage en Afrique. De même, avec le courageux Premier Ministre de l'Algérie, nous sommes convenus de regarder les réalités sous un angle essentiellement pratique et nous sommes résolus de faire disparaître les plages de couleur rouge que nous pouvons voir encore sur cette carte

appliquée au mur. Nous avons pris la résolution de faire en sorte que les pays ainsi représentés en rouge nous rejoignent lors de nos prochaines conférences. Mais nous avons été plus loin encore et Je me félicite de pouvoir affirmer que plus tard nous pourrions tous aller dans le nord et dans l'ouest de l'Afrique pour en respirer l'air et pour jouir de l'hospitalité de celles de nos populations qui vivent dans les grandes villes africaines de Casablanca et de Monrovia, mais nous aurons complètement oublié qu'il existait des Chartes portant le nom de ces villes. Nous sommes donc convenus de renoncer aux chartes de Casablanca et de Monrovia, et nous nous sommes résolus à le faire, En revanche, pour la première fois, dans l'histoire de l'Afrique, nous avons adopté et signé une Charte unique qui nous servira de guide et pour notre cause et pour nos actions. Dans l'allocution qu'il a prononcée devant cette auguste assemblée, le Président du Tanganyika nous a parlé des ennemis de l'Afrique, nous disant qu'ils priaient, mais que les peuples africains priaient aussi. La question est de savoir maintenant quelles sont les prières que Dieu exaucera. Certes, je ne saurais faire parler ces ennemis de l'Afrique, mais ce que je sais, c'est qu'ils prévoient une seule chose, leur condamnation. Je sais qu'ils commencent à modifier leurs tactiques et à répandre des ferments de discorde parmi nous, mais j'affirme que l'Afrique avance vers son but, vers son destin, vers l'honneur. L'Afrique libre, pour la première fois s'est trouvée et elle a opté pour une ligne d'action. Votre Majesté Impériale, tel était le vœu profond qui nous a tous réunis ici, et il est primordial que nous puissions proclamer que nous avons trouvé ce que nous désirions et que nous le garderons.

Votre Majesté Impériale, mes chers collègues, nous devons nous féliciter que ce réveil du continent africain se soit produit dans ce pays. L'Afrique, grosso modo, a la forme d'un point d'interrogation. L'Afrique a posé des questions à ses fils et à ses filles, comme aussi aux puissances coloniales. Il a fallu des générations pour trouver des réponses à quelques unes de ces questions. Au moment de quitter Addis-Abeba, nous pouvons espérer que nous avons enfin trouvé d'autres réponses. Et je suis convaincu que notre Conférence entrera dans l'histoire comme ayant été la toute première tentative faite par l'Afrique libre pour trouver quelques réponses aux questions que l'Afrique toute entière ne cesse de poser depuis toujours. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, les explorateurs européens baptisèrent l'Afrique «le continent noir». Ces explorateurs qui, d'ailleurs, ne songeaient qu'à exploiter à leur profit et les richesses et les ressources humaines de notre continent, n'ignoraient certes pas l'exis-

tence de la civilisation éthiopienne ou de la civilisation égyptienne, pour n'en mentionner que deux, mais, délibérément, ils fermèrent les yeux sur ces réalités embarrassantes. Délibérément donc, ils se refusèrent à répondre à certaines des questions que l'Afrique leur posait. En conséquence de cette attitude, chaque année, et espérons-le pour l'avenir, chaque mois, les descendants de ces explorateurs sont expulsés d'Afrique et très souvent ils partent courbés sous le poids de leur honte.

Votre Majesté Impériale, mes chers collègues, le lion que tous craignaient a fini par se réveiller nous qui avons le privilège d'assister à ce réveil magnifique, nous avons le devoir strict, l'obligation de rester des témoins véridiques; j'adjure tous mes collègues de considérer la Charte que nous avons signée comme une proclamation d'indépendance et d'interdépendance continentales. Votre Majesté Impériale, au nom de mes éminents collègues, je tiens enfin à vous remercier, à remercier tous vos sujets de votre hospitalité, comme de l'appui et de l'intérêt que vous avez bien voulu manifester personnellement à cette Conférence. À l'époque où nous vivons, compte tenu des problèmes qui se dressent devant nous, je ne puis imaginer un hôte qui fût plus qualifié pour nous conduire à cette réussite remarquable à laquelle nous avons abouti. De même, au nom de mes collègues, je tiens à rendre hommage au Gouvernement de Votre Majesté pour l'efficacité dont il a fait preuve dans l'organisation et la conduite de cette Conférence. Dans les contrées africaines non encore indépendantes, on avance souvent que l'Africain manque d'efficacité; je suis convaincu que nous quittons tous l'Éthiopie avec la certitude d'avoir contemplé l'efficacité poussée à son plus haut point. Permettez-moi également. Votre Majesté, d'exprimer, en mon nom et au nom de mes collègues, nos remerciements chaleureux au Secrétaire général de La Conférence, à son secrétariat, aux interprètes, à tous les fonctionnaires, et aussi à tout le personnel subalterne grâce auxquels nos travaux, toujours fort intéressants, se sont déroulés sans le moindre aléa; nous remercions également le peuple éthiopien qui nous a reçus si chaleureusement, qui, jour et nuit, nous a entourés de sa sollicitude, qui, nous ne l'oublierons pas, était autour de nous sous l'averse, lorsque nous avons planté nos arbres. Nous le saluons fraternellement et lui adressons tous nos vœux.

Votre Majesté, la réussite éclatante de cette Conférence est faite de tous ces détails. Il me reste à dire «Que Dieu bénisse l'Afrique».

Discours de clôture de  
Son Excellence Kwame N'krumah,

*Renaissance de l'Afrique; l'union une réalité*



Votre Majesté Impériale,  
Monsieur le Président,  
Excellences,  
Mes frères et mes amis,

Nous voici parvenus à l'issue d'une Conférence historique, d'une importance capitale. Les décisions que nous avons prises ici ont fait de l'unité africaine une réalité; désormais, nous voyons se dessiner nettement à l'horizon un Gouvernement unique pour toute l'Afrique.

Tel était l'objectif que nous nous étions fixé à l'époque où nos pays luttèrent en ordre dispersé pour l'indépendance. De cette aspiration s'est dégagé également l'impératif qui nous a tous rassemblés à Addis-Abeba.

Comme je n'ai cessé de le répéter, l'indépendance de nos divers pays n'est qu'un mot vide de sens tant que l'Afrique toute entière n'est pas libérée et unie.

Les résolutions que nous avons formulées ici sont le symbole de ferme propos avec lequel nous entendons nous unir et rester unis dans une Communauté africaine où toutes les aspirations et tous les objectifs seront communs.

Dorénavant les combattants de la liberté sur toute l'étendue de notre continent, peuvent être certains qu'ils ne sont plus seuls dans la lutte qu'ils ont engagée. Le poids tout entier, la puissance toute entière d'une Afrique unie les épaulent.

Après des siècles de domination coloniale, synonyme d'exploitation, l'Afrique vient de re-naître. Nous avons découvert notre identité commune, force qui nous permet de réaffirmer notre personnalité africaine.

Désormais, c'est ensemble que nous orienterons nos pensées, nos plans et nos travaux vers le progrès et la mise en valeur de notre vaste continent. Nous pourrions ainsi éliminer définitivement les obstacles, les retards et les humiliations dont nous avons souffert à l'époque du colonialisme et de l'impérialisme.

Nous devons nous féliciter enfin qu'en adoptant cette Charte nous avons vu la fin des divers groupements et autres blocs régionaux.

Votre Majesté, il me reste seulement, au nom de mes collègues et en mon propre nom, à exprimer au Gouvernement et au peuple éthiopiens, et tout spécialement, à Votre Majesté, la gratitude que nous vous devons pour ce séjour heureux et mémorable à Addis-Abeba.

En guise de conclusion, j'aimerais vous lire un court poème qu'un poète ghanéen vient de composer en hommage à l'Éthiopie:

---

Eblouissant joyau de l'Afrique, Éthiopie,  
Sur tes sommets altiers aux plateaux verdoyants,  
D'où surgissent les eaux du Nil inépuisable,  
Terre de la sagesse et berceau glorieux,  
De l'antique pouvoir qu'exerça notre Afrique.  
École où se forma notre noble culture,  
Sage pays, tu dois t'élever parmi nous  
Nous remodelerons, dans un commun effort.  
Le visage, l'espoir, le destin de l'Afrique!







*Vitrail se trouvant dans 'Africa Hall', réalisé par Assefa et Sereke Yemane Berhan, représentant les membres fondateurs de l'OUA.*

1. **Algérie**  
S. E. le premier ministre Ben Bella
2. **Burundi**  
S.A.R. Mwami Mwambutsa IV.
3. **Cameroun**  
S.E. le Président Ahamadou Ahidjo
4. **République centrafricaine**  
S. E. le Président David Dacko
5. **Tchad**  
S. E. le Président François Tombalbaye
6. **Congo (Brazzaville)**  
S. E. le Président Fulbert Youlou
7. **Congo (Léopoldville)**  
S. E. le Président Joseph Kasavubu
8. **Dahomé**  
S. E. le Président Hubert Maga
9. **Éthiopie**  
S. M. I. Haïlé Sélassié I, Empereur d'Éthiopie
10. **Gabon**  
S. E. le Président Léon M'Ba

11. **Ghana**  
S. E. le Président Kwame Nkrumah
12. **Guinée**  
S. E. le Président Sékou Toure
13. **Côte d'Ivoire**  
S. E. le Président Houphouët Boigny
14. **Libéria**  
S. E. le Président William V.S. Tubman
15. **Libye**  
S. M. le Roi Idris I
16. **Malagasie**  
S. E. le Président Philibert Tsiranana
17. **Mali**  
S. E. le Président Modibo Keita
18. **Mauritanie**  
S. E. le premier ministre Mokhtar Ould Daddah
19. **Maroc**  
Sa Majesté le Roi Hassan II
20. **Niger**  
S. E. le Président Hamani Diori
21. **Nigeria**  
S. E. Alhaji Sir Abubakar Tafawa Balewa
22. **Rwanda**  
S. E. le Président Grégoire Kayibanda
23. **Sénégal**  
S. E. le Président Leopold Sedar Senghor

24. **Sierra Leone**  
Sir Milton Margai
25. **Somalie**  
S. E. le Président Abdella Osman
26. **Soudan**  
S. E. le Président Ibrahim Abboud
27. **Tanganyika**  
S. E. le Président Julius Nyerere
28. **Togo**  
Photographie non reproduite (S. E. le Président Sylvanus Olympio a été assassiné en janvier 1963, quatre mois avant la Conférence africaine au sommet)
29. **Tunisie**  
S. E. le Président Habib Bourguiba
30. **Ouganda**  
S. E. le premier ministre Milton Obote
31. **République arabe unie**  
S. E. le Président Gamal Abdel Nasser
32. **Haute-Volta**  
S. E. le Président Maurice Yameogo









## Deuxième partie: Déclarations de 2013





**Son Excellence Hailemariam Dessalegn,  
Premier ministre de la République fédérale démocratique  
d'Éthiopie et Président de l'Union Africaine**

À l'occasion du 50<sup>ème</sup> anniversaire de notre organisation continentale, il m'est particulièrement agréable d'adresser mes félicitations les plus chaleureuses à tous nos frères et sœurs africains à travers le continent et au-delà. C'est en effet une étape historique dans notre quête du rétablissement de la liberté et de la dignité des peuples africains, et pour la promotion de l'unité et de la solidarité entre les États africains.

Alors que nous célébrons le jubilé d'or de l'OUA/UA, il sied que nous dressions le bilan de notre parcours au cours des cinq dernières décennies et formulons un programme continental pour les 50 prochaines années. À cet égard, le thème « Panafricanisme et renaissance africaine » reflète fidèlement l'essence même de la célébration du Jubilé d'or et nous permet de réfléchir sur notre passé et de regarder vers l'avenir avec un grand sentiment d'espoir et d'optimisme. C'est dans ce contexte que je voudrais partager mes pensées en faisant un bref survol de nos réalisations et des défis que nous avons eu à relever et en regardant vers l'avenir tout en reconnaissant les possibilités qui nous sont offertes et les menaces auxquelles nous ferons face dans les efforts que nous entreprenons collectivement pour réaliser la Renaissance africaine.

Lorsque l'OUA a été créée il y a 50 ans, l'un de ses principaux objectifs était de débarrasser le continent du colonialisme et de l'apartheid. Il ne fait aucun doute que l'OUA a apporté une contribution inestimable à la libération de l'Afrique du joug du colonialisme et de l'apartheid ainsi qu'au rétablissement de la liberté et de la dignité des peuples africains. L'Éthiopie, le seul pays en Afrique à n'avoir jamais été colonisé, a été la lueur d'espoir pour les pays africains qui luttaient pour leur libération. À cet égard, je tiens à citer ce que Nelson

Mandela, l'un des plus illustres fils de notre continent, a écrit dans ses mémoires « *The Long Walk to Freedom* » en s'inspirant de ce qu'il avait vu en Éthiopie alors qu'il assistait à un défilé militaire: « Ici, pour la première fois de ma vie, je voyais des soldats noirs commandés par des généraux noirs applaudis par des dirigeants noirs qui étaient tous des invités d'un chef d'État noir. Ce fut un moment grisant. J'espérais seulement que c'était une vision de ce que l'avenir réservait à mon pays. » En effet, l'Éthiopie est très fière d'avoir joué un rôle historique en fournissant un appui militaire, financier et un soutien sous d'autres formes aux mouvements de libération à travers le continent et Nelson Mandela est l'un de ceux qui ont reçu une formation militaire en Éthiopie, comme il l'a indiqué dans ses mémoires.

Alors que nous célébrons le 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'OUA/UA, il est de notre devoir de rendre un hommage particulier aux générations successives de dirigeants africains pour nous avoir légué un continent libéré du colonialisme et de l'apartheid. Quand nos pères fondateurs ont signé la Charte de l'OUA le 25 mai 1963, il y avait beaucoup d'euphorie et d'optimisme pour le renouveau de l'Afrique. Leur rêve était de promouvoir l'unité et la solidarité entre les États africains en vue d'assurer une meilleure vie aux peuples africains.

Cinquante ans après l'indépendance, il est vrai que l'Afrique a beaucoup progressé dans la résolution de certains de ses problèmes récurrents grâce à notre organisation continentale, qui a servi de grande plate-forme pour nos entreprises collectives. Malgré cela, il est toutefois décevant de constater que ce qui a été accompli au cours des cinq dernières décennies est bien loin de ce que les pères fondateurs de notre organisation aspiraient à réaliser.

On a tenté, dans beaucoup de discours et d'écrits d'expliquer les difficultés de l'Afrique et on s'accorde presque tous à citer la contribution de dynamiques internes et externes à ce propos. Bien que l'Afrique soit l'une des régions les plus richement nanties du monde, elle n'a guère été en mesure d'exploiter ses ressources de façon à améliorer le sort des peuples africains. Étant donné que l'économie politique africaine a été essentiellement extractive, les États africains sont devenus la principale source de situations de rente et de favoritisme politique. De ce fait, de nombreux États africains ont été caractérisés par un mauvais leadership, la corruption et la mauvaise gouvernance et ils n'ont pas réussi à réaliser la transformation structurelle souhaitée, qui est essentielle pour extirper les populations africaines du cercle vicieux de la pauvreté.

Il est évident que l'origine de l'État prédateur en Afrique remonte à l'époque de la traite négrière et du colonialisme, qui ont intégré le continent dans l'économie mondiale en tant que fournisseur de matières premières et de main d'œuvre bon marché. L'Afrique a, par conséquent, été marginalisée dans le système économique mondial et sa part du commerce, de l'investissement et du capital au niveau international est encore négligeable. Pendant la période de la guerre froide, l'Afrique est également devenue un champ de bataille pour l'hégémonie entre les deux superpuissances qui ont exacerbé ses calamités politiques et socioéconomiques. Un tel état de choses, conjugué à d'autres chocs extérieurs tels que la crise pétrolière et la crise de la dette ont mené l'Afrique presque au point de non-retour.

Si les institutions de Bretton Woods ont tenté de résoudre la crise de l'Afrique au moyen de prescriptions néolibérales, elles ont cependant totalement échoué dans leurs tentatives visant à sortir le continent du piège de la pauvreté. Vu qu'elles croyaient que l'État est la source de tous les maux de l'Afrique, elles ont prescrit des politiques et des programmes néolibéraux comme la panacée pour les maux de l'Afrique. Au lieu de résoudre les problèmes du continent, ces politiques ont fini par affaiblir sérieusement les États africains et par les reléguer au rôle de « gardien de nuit ». Ainsi, les années 80 et 90 sont-elles considérées comme des décennies perdues et c'est durant cette période que les experts ont qualifié l'Afrique de « continent sans espoir ».

Après des décennies d'expériences politiques et économiques qui ont mal tourné, l'Afrique a cependant commencé à tourner la page de son chapitre sombre au début du XXI<sup>e</sup> siècle.

Bon nombre de régimes autoritaires en Afrique ont commencé à être remplacés par des dirigeants élus à l'issue d'élections. Les conflits inter et intra-étatiques qui ravageaient le continent ont également commencé à s'estomper lentement ou ont été complètement éradiqués. En outre, la gouvernance macroéconomique de l'Afrique s'est progressivement améliorée et cette évolution, se conjuguant à la flambée des prix pour les produits de base africains, a permis au continent de réaliser une trajectoire de forte croissance au cours de la première décennie du nouveau siècle.

Après avoir rempli son mandat, l'OUA s'est également transformée en Union Africaine afin de mieux répondre aux défis posés par la mondialisation. En vertu de l'Acte constitutif de l'Union Africaine, les dirigeants africains se sont engagés à assurer la paix et la stabilité ainsi que la gouvernance démocratique de façon à instaurer un environnement favorable à la transformation socio-économique de l'Afrique. Dans ce contexte, l'Afrique a entrepris de formuler des solutions locales à ses propres problèmes et l'Union Africaine est apparue comme un acteur central dans la recherche d'une résolution pacifique des conflits à travers le continent. En particulier, la position ferme de l'Union Africaine contre le changement inconstitutionnel de gouvernement, a contribué à la baisse du nombre de coups d'État sur le continent, qui étaient, à un moment donné, presque une réalité banale dans les annales politiques du continent.

L'Afrique a également tracé sa propre voie de développement sur la base du principe de l'appropriation et du partenariat. En conséquence, la tendance qui s'observe de plus en plus, est de mettre davantage l'accent sur l'autonomie politique et de moins se concentrer sur les prescriptions paternalistes venant de loin. Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) est le schéma directeur adopté par l'Afrique pour son renouveau et il démontre l'engagement collectif des dirigeants à améliorer la gouvernance politique et économique afin de matérialiser la renaissance africaine.

En plus de cela, l'Afrique a commencé à parler d'une seule voix dans les grandes instances internationales. En conséquence, sa présence se fait sentir et sa voix se fait entendre de plus en plus fort et de plus en plus nettement. Dans ce processus, l'Union Africaine a joué un rôle important dans l'amélioration de l'image de l'Afrique sur la scène internationale. Cela démontre clairement que si l'Afrique est unie, elle sera une force avec laquelle il faudra compter.

---

Alors que nous célébrons les progrès que nous avons réalisés au cours de la dernière décennie, nous sommes conscients du fait que nous avons encore un long chemin à parcourir pour réaliser notre vision. Il y a tout lieu de croire que notre avenir est en effet radieux. Mais cet avenir ne sera rayonnant que si nous pouvons collectivement nous efforcer de nous inspirer des succès que nous avons obtenus et travailler avec détermination sur les échecs que nous avons connus.

À cet égard, l'Afrique doit maintenir la spirale de croissance rapide qu'elle a enregistrée au cours de la dernière décennie. Elle ne peut le faire qu'en assurant la transformation structurelle. L'Afrique devrait transcender la malédiction des ressources dont elle a longtemps souffert et trouver des moyens d'éviter de demeurer un exportateur net de produits de base. La diversification des produits ainsi que la voie vers l'industrialisation doivent désormais être élevées au rang de priorité. À cet égard, le développement des infrastructures, qui a été négligé dans le passé en raison de l'orthodoxie néo-libérale, doit devenir la priorité absolue.

L'Afrique doit également s'attaquer aux risques d'explosion démographique et de la forte poussée démographique des jeunes si elle veut maintenir son taux de croissance actuel et réaliser un développement durable. Tout autant que notre population croissante constitue une ressource potentielle, tout échec de notre part à créer des opportunités d'emploi signifie également qu'elle est une source potentielle d'instabilité.

En d'autres termes, les États africains devraient être aux commandes pour ce qui est d'établir leur programme de transformation comme l'expérience des économies florissantes de l'Asie orientale l'a clairement démontré. Les États africains devraient s'engager sur la voie développementaliste, qui a de meilleures chances de sortir l'Afrique de l'extrême pauvreté et d'accélérer la croissance. Pour sa part, l'Éthiopie a emprunté cette voie pour éliminer la pauvreté et assurer une croissance et une transformation soutenues. C'est pour cette raison que nous avons pu, au cours de la dernière décennie, enregistrer une croissance économique de type asiatique, qui nous a permis d'extirper des millions de personnes de la pauvreté.

La tendance croissante vers un monde multipolaire a créé un net avantage pour l'Afrique en ce sens que nous avons plus de chances d'éviter d'être aspirés dans le piège de l'appauvrissement où le néo-libéralisme avait, pendant un temps, maintenu l'Afrique, et dont beaucoup ne se sont pas encore totalement remis. Si l'Afrique parvient effectivement à s'appuyer sur ce qu'elle a déjà parfaitement réalisé et à corriger ses lacunes, dans le cadre de notre solide unité, il n'y a aucune raison qu'elle ne devienne pas le prochain pôle de croissance.

**Son Excellence Abdelaziz Bouteflika,  
Président de la République algérienne  
démocratique et populaire**



Cinquante années se sont écoulées depuis la signature solennelle à Addis-Abeba de la Charte de l'Organisation de l'Unité africaine.

Blessés et meurtris par la traite des esclaves, la colonisation, et la domination raciale, les Africains affirmaient ainsi leur volonté d'assumer leur destin et de participer à l'avènement d'une communauté des nations fondée sur la justice, le respect mutuel et le progrès partagé.

La célébration de cet anniversaire nous offre l'occasion d'évaluer les avancées sur la voie de la renaissance africaine et d'approfondir notre réflexion pour l'accélération de l'action africaine commune.

Les pères fondateurs de l'OUA ont engagé, dans un contexte particulièrement difficile, un processus de renaissance multidimensionnel de l'Afrique. Ils ont su le conjuguer avec la consolidation de liens de solidarité indéfectible avec toutes les autres causes justes de par le monde.

L'accélération de la décolonisation et le démantèlement de l'apartheid, au prix du sacrifice de millions d'Africains et de souffrances incommensurables, resteront gravés dans nos mémoires comme des accomplissements majeurs de l'OUA. Le Comité de libération a été, à cet égard, un creuset de l'action solidaire des pays africains. L'Algérie n'a ménagé aucun effort pour aider les peuples africains encore sous le joug colonial ou assujettis à l'apartheid et la discrimination raciale à récupérer leur indépendance et leur dignité. Dans ce même

contexte, l'Algérie s'en enorgueillit d'avoir été constante, du haut de la tribune des Nations Unies, à mettre au banc de la communauté internationale l'odieux régime d'apartheid. Depuis son indépendance, l'Algérie a été constante dans sa fidélité aux idéaux de l'OUA et elle n'a pas ménagé sa contribution dans tous les domaines au développement de l'Afrique et à la prospérité de ses populations.

L'OUA s'est ainsi révélée être, près de quatre décennies durant, un puissant catalyseur des ambitions africaines, avant de transmettre à l'Union Africaine la charge de poursuivre cette entreprise en s'adaptant aux nouvelles exigences induites par les évolutions accélérées que connaissent l'Afrique et le monde.

Les dirigeants africains se sont mobilisés pour réaliser de nouvelles mutations qualitatives qui détermineront le devenir de nos populations. Nous pouvons relever, à cet égard, les progrès enregistrés face aux défis auxquels l'Afrique se trouve confrontée, qu'il s'agisse du développement du continent et de son intégration dont témoignent les vastes projets infrastructurels régionaux, ou de l'instauration d'une paix durable et de l'ancrage des règles de la démocratie et de la bonne gouvernance comme l'attestent la mise en place des architectures africaines de paix et de sécurité et de gouvernance.

Le panafricanisme et la renaissance africaine ne peuvent être dissociés de l'entreprise d'affirmation de l'Afrique sur la scène internationale. Dans son cheminement à travers le demi-siècle écoulé, l'Afrique a su s'unir autour de plate-formes communes sur les grands



---

enjeux mondiaux, renforcer sa cohésion et parler d'une seule voix pour la défense de ses intérêts.

C'est ainsi qu'elle s'impose de plus en plus comme véritable partie prenante pour une relance équilibrée et durable de l'économie mondiale.

De même, elle s'est unie autour du consensus d'Ezulwini visant à corriger une injustice historique en assurant une représentation équitable de notre continent au Conseil de sécurité des Nations Unies.

**Son Excellence José Eduardo dos Santos,  
Président de la République d'Angola**



Cinquante ans après la fondation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), aujourd'hui l'Union Africaine (UA), on peut considérer la décision des chefs d'État africains d'alors, comme l'un des facteurs les plus importants pour la création de mécanismes visant à préserver les intérêts et à répondre aux aspirations les plus profondes des peuples africains quant à l'indépendance nationale, la liberté, le progrès socio culturel et le développement en général.

Dans un contexte international difficile, marqué par la guerre froide et caractérisé par des relations de pouvoir défavorables à notre continent, l'OUA a dû faire face à des interférences externes et même à l'intervention de puissances étrangères, à des actes de violence de mercenaires et à l'instabilité causée par les coups d'État, les mouvements séparatistes et des conflits violents de pouvoir, ce qui a eu des incidences extrêmement négatives sur la vie de notre peuple.

L'OUA s'est avérée à la hauteur des événements de l'époque, adoptant une position ferme dans la défense de l'indépendance nationale, la souveraineté et l'intégrité territoriale des nouveaux États africains et en établissant le principe de l'intangibilité des frontières héritées de la situation coloniale.

La solidarité exprimée dans le soutien varié apporté aux mouvements de libération nationale pour achever la décolonisation du continent africain et l'éradication du régime raciste d'«apartheid», a été sans doute l'un des moments les plus forts et les plus inoubliables de l'histoire de notre organisation continentale.

La fin de la guerre froide et l'émergence d'une nouvelle situation internationale a conduit à la dissolution de l'OUA et à la fondation de l'Union Africaine, et à l'adoption d'une nouvelle dynamique pour soutenir les processus de démocratie pluraliste comme moyen de légitimer le pouvoir politique et la promotion des droits fondamentaux, ouvrant ainsi une nouvelle ère de stabilité et de développement pour les peuples africains.

Dans ces circonstances, et compte tenu du phénomène de la mondialisation, les processus d'intégration sous régionale ont commencé à prendre effet, afin d'optimiser le potentiel de développement économique et social et de préserver la souveraineté de chacun de nos pays sur leurs ressources naturelles, de sorte qu'ils puissent en bénéficier et satisfaire les exigences en matière de progrès et de prospérité de notre peuple.

L'Union Africaine propose donc de préserver la stabilité politique comme base indispensable du développement, consacrant le principe de la non-reconnaissance des gouvernements mis en place par la violence ou par des moyens antidémocratiques et anticonstitutionnels.

Il faut noter que cette mesure était importante non seulement pour préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale des pays africains, mais aussi pour accélérer leurs processus internes de démocratisation et renforcer la stabilité politique et sociale, contribuant à affaiblir et à inverser le sentiment d'«afro-pessimisme» ; il s'en est suivi un processus de croissance sans précédent, malgré les problèmes auxquels se heurtent encore les Objectifs de développement du Millénaire.

---

L'Union Africaine, qui a bénéficié de l'appui et de la participation de l'Organisation des Nations Unies (ONU), joue un rôle fondamental dans la résolution des conflits sur le continent, en soulignant qu'une attitude pragmatique et la diplomatie préventive sont les meilleurs moyens d'encourager et de préserver les processus démocratiques et de développement économique et social.

L'un des objectifs les plus ambitieux poursuivi par l'Union Africaine est, sans aucun doute, l'intégration politique du continent. Cependant, la réalité montre qu'un processus aussi énorme ne peut se faire que par étapes, sur la base de la primauté de la paix et de la stabilité, de la démocratie et de la bonne gouvernance au niveau de tous les pays africains.

En contribuant à la réalisation d'un objectif aussi noble, les communautés économiques de l'intégration sous régionale ont joué un rôle important dans la promotion du développement économique et social durable, en diffusant et en préservant les valeurs politiques communes, essentielles pour la coordination continentale au plus haut niveau.

À l'heure de son demi-siècle d'existence, notre organisation continentale est vivante et en bonne santé et nous lui souhaitons un avenir radieux pour le progrès et la prospérité des peuples africains.

**Son Excellence Boni Yayi,  
Président de la République du Bénin**



25 mai 1963 - 25 mai 2013, il y a cinquante (50) ans que naissait notre Organisation panafricaine, l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

Au-delà de l'enthousiasme légitime que la commémoration du cinquantième de cet événement suscite en chacun de nous, elle nous offre une occasion particulière de faire en toute sincérité mais aussi sans fausse modestie, le bilan du chemin parcouru depuis lors et de jeter un regard prospectif sur les cinquante (50) prochaines années de notre Organisation commune.

En effet, au lendemain des indépendances, les leaders africains conscients d'avoir hérité d'un lourd passé colonial précédé de plusieurs siècles d'esclavage et d'un cumul de multiples handicaps, vont s'unir pour créer l'Organisation de l'unité africaine.

Cet acte historique est intervenu malgré les divergences idéologiques voire de vision qui caractérisaient les dirigeants africains quant à l'avenir du continent, cela en dépit des divisions ethniques et religieuses, des inégalités sociales et régionales ainsi que de la lutte pour la conquête du pouvoir.

Cet événement d'une grande portée historique a été accueilli avec ferveur par les peuples africains et salué à travers le monde entier.

C'est pourquoi, avant toute chose nous avons le devoir de saluer la mémoire des Pères fondateurs de notre Organisation commune pour avoir su baliser le chemin dans la sagesse et la solidarité avec une conviction inébranlable.

Nous témoignons avec respect notre reconnaissance à tous ces illustres héros disparus qui ont sacrifié leur vie pour la cause africaine et rendons un vibrant hommage aux frères et sœurs aussi bien du continent que ceux de la diaspora qui ont lutté pour la libération politique de nos peuples.

A l'heure du bilan, il est indéniable que les objectifs assignés à l'OUA à sa naissance lui ont permis de jouer un rôle majeur dans l'affirmation d'une identité africaine avec la vision d'une Afrique unie et prospère dans sa diversité.

Malgré les énormes difficultés qui ont parsemé sa longue marche, l'Organisation a pu se maintenir comme un bloc fort et uni. Elle a pu mener des actions ayant permis de libérer entièrement le continent du joug colonial et de l'Apartheid, de consolider l'indépendance des Etats membres et de promouvoir la solidarité interafricaine.

Sur le plan économique, il faut reconnaître que les performances de l'Organisation n'ont pas été à la hauteur des espérances. Elle a eu cependant, le grand mérite d'adopter en 1980, le Plan d'Action de Lagos en vue de l'établissement d'un marché commun africain, et en 1991, le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine.

---

Mais, près de quatre décennies après sa création, force a été de reconnaître le caractère mitigé des succès de l'OUA, eu égard aux objectifs fixés par ses Pères fondateurs. En effet, l'Organisation se trouvait déjà en déphasage par rapport aux nouvelles données géopolitiques tant au niveau continental que mondial, avant même la fin de la Guerre froide, la chute du Mur de Berlin et l'amorce d'une nouvelle ère de démocratisation sur le continent.

C'est conscients de cette évolution que les chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté le 09 septembre 1999, en Libye, la Déclaration de Syrte, portant création de l'Union Africaine officiellement proclamée dans cette même ville, le 2 mars 2001.

La célébration du cinquantenaire de notre Organisation commune nous offre donc l'opportunité de réfléchir de manière prospective sur le devenir du continent.

L'avenir de l'Afrique est porteur d'espoir. En effet, le continent africain est doté de réserves considérables de ressources naturelles et de matières premières. En outre, en terme de ressources humaines, l'Afrique comptera à l'horizon 2050 plus de deux (2) milliards d'habitants dont plus de 60% de jeunes de moins de 35 ans. Si cette jeunesse est professionnalisée, elle constituera un atout supplémentaire. Par ailleurs, nos Etats adoptent les principes de bonne gouvernance et mettent en œuvre des politiques économiques dynamiques en vue de rendre l'environnement institutionnel et juridique plus propice à l'investissement et à l'essor du secteur privé. Tous ces atouts devraient permettre à l'Afrique d'assurer son émergence et de devenir ainsi un des principaux pôles d'attraction de l'investissement et d'accélération de la croissance économique au plan mondial.

Dans cette perspective, l'Union Africaine a conçu et élaboré des stratégies de développement dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures, de l'agriculture et la sécurité alimentaire, de l'éducation, de la santé, de l'assainissement et de l'environnement à travers le NEPAD et ses programmes tels que le PIDA, le PDDAA, pour ne citer que ceux-là.

Pour y parvenir, nous devons régler un certain nombre de préalables qui ne dépendent ni de l'extérieur ni des populations dont nous avons la responsabilité, mais de nous-mêmes, dirigeants de l'Afrique contemporaine.

En effet, comment pouvons-nous aller à la renaissance de l'Afrique et à sa prospérité si nous ne travaillons pas davantage pour renforcer les bases de l'unité, de la stabilité et de la sécurité de notre continent ?

A la lumière des leçons tirées des cinquante dernières années de notre Organisation panafricaine et des défis contemporains que nous devons relever afin de réaliser les idéaux des Pères fondateurs de l'Organisation de l'unité africaine, l'avenir de notre institution dépend d'abord et avant tout de ce que nous avons de plus cher à partager, à savoir : l'unité politique et la cohésion qui ne sont pas envisageables sans la paix, la stabilité et la sécurité, gages d'un développement durable pour une Afrique intégrée, pacifique et prospère. D'où la nécessité d'une gouvernance au-delà de tout clivage ethnique, clanique, régionaliste ou basé sur des différences de sexe, de religion ou de couleur, toutes choses qui nous divisent inutilement et nous empêchent d'avancer sur la voie de l'unité, du progrès et de la prospérité partagée.

Dans les cinquante prochaines années, des décisions hardies et courageuses devront être prises pour qu'enfin l'unité du continent devienne une réalité. Dans cette perspective, notre Organisation devra se donner un visage qui l'incarne et parle en son nom au plan politique et diplomatique dans les arènes internationales.

Cependant, toutes nos ambitions légitimes pour l'Afrique ne pourront pas prendre corps sans la mise en commun intelligente et coordonnée de nos atouts, la mutualisation de nos richesses, l'intégration de nos économies et la construction d'un marché commun africain à travers la réalisation de la zone de libre échange sur notre continent.

Au plan organisationnel, il y a urgence à s'attaquer aux dysfonctionnements entre les organes de l'Union que sont la Présidence en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, la Commission de l'Union, le Conseil de paix et de sécurité et le Parlement panafricain pour permettre à l'Afrique de parler d'une seule et même voix.

Par ailleurs, il apparaît nécessaire de questionner à nouveau le principe de subsidiarité afin d'éviter qu'il serve de tremplin à des dynamiques centrifuges alors que les Communautés économiques régionales ont été conçues comme des instruments d'accélération de notre marche vers l'intégration continentale.

Pour plus d'efficacité dans la gouvernance de nos Etats, notre Union gagnerait à mettre en place un mécanisme de surveillance multilatérale et de veille par l'extension des principes du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) à tous les Etats assortis de mesures contraignantes. De même, l'Union devra œuvrer pour l'avènement d'un accord continental de non-agression afin de renforcer le respect du principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation.

Enfin, pour assurer le bien-être de nos populations, but ultime de nos politiques publiques continentales, nous, dirigeants africains, devons relever les défis de la paix, de la stabilité, de la sécurité et de l'emploi des jeunes, bref, nous devons nous efforcer de poursuivre la lutte contre la pauvreté, le chômage des jeunes, l'ignorance, l'analphabétisme, les pandémies, l'extrémisme et l'intolérance religieuse.

Pour les prochaines années, nos chercheurs et nos leaders politiques devront conjuguer leurs efforts en vue de la prise en compte de l'identité culturelle africaine dans le processus de développement économique et social du continent. Ainsi, nous donnerons à nos populations la chance d'un développement autonome et endogène qui prenne racine dans notre histoire, notre culture où l'homme dans son épanouissement intellectuel, spirituel et physique est au cœur de nos politiques publiques.

En outre, à la lumière des mutations contemporaines et de l'expérience du fonctionnement des organes de notre Union, il est impérieux d'envisager sa refondation en tenant compte de la vision politique des Pères fondateurs de l'OUA. Cette refondation nous oblige à revisiter nos textes fondamentaux, de l'Acte constitutif aux divers protocoles ainsi que l'architecture institutionnelle d'ensemble pour les actualiser et les adapter aux enjeux, aux défis et aux exigences nouvelles qu'impose la marche du continent.

Ces reformes sont nécessaires pour le renforcement continu de l'unité, la préservation de la paix, de la stabilité, la garantie de la défense et de la sécurité du continent, la promotion d'une gouvernance de qualité aussi bien politique, électorale, économique que sociale, la lutte implacable contre la corruption et l'impunité, l'obligation de résultats, la reddition des comptes, la transparence, afin de le préserver contre les chocs, les influences et les ingérences extérieurs.

C'est à ce prix que le nouveau cinquantenaire qui s'ouvre pour notre Organisation continentale sera celui de l'espoir, de l'espérance et de la véritable renaissance de l'Afrique ; une Afrique unie, de paix, de sécurité, stable et prospère, une Afrique qui participe à l'éclosion d'un monde meilleur, celle qui compte dans un partenariat fécond et qui gagne, une Afrique présente au banquet des Nations.





**Son Excellence Seretse Khama Ian Khama,  
Président de la République du Botswana**

Alors que nous célébrons le 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'existence de notre principale organisation continentale, je pense qu'il est opportun de revenir sur notre passé et de mettre en commun nos réflexions sur l'avenir.

Il est tout à fait approprié de rendre un hommage particulier aujourd'hui à nos dirigeants fondateurs, qui, en 1963, embrassent le concept de panafricanisme et voulu forger l'unité africaine en formant l'Organisation de l'unité africaine. En ce jour historique, individuellement et collectivement, ils se sont notamment engagés à promouvoir l'unité et le développement, défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale des États membres, promouvoir la coopération entre les États africains et mettre fin au colonialisme et l'apartheid. Ils ont allumé une flamme que nous portons encore aujourd'hui afin de réaliser leur vision d'un continent fort et intégré.

Il y a une dizaine d'années, les chefs d'État et de gouvernement africains ont jugé opportun de faire de l'OUA, l'Union Africaine, afin de tenir compte des nouvelles réalités et des défis auxquels le continent faisait face. La nouvelle Union Africaine devait promouvoir et accélérer l'intégration politique et économique, la démocratie, la justice sociale et la paix, l'égalité des sexes et la bonne gouvernance en Afrique.

À travers la Charte de l'OUA, le Traité instituant la Communauté économique africaine et l'Acte constitutif de l'Union Africaine, les dirigeants africains ont tracé la voie stratégique vers la réalisation du rêve des pères fondateurs. L'indépendance politique, qui, dans de nombreux pays, a émergé des cendres de la guerre et des conflits, a mobilisé l'énergie de

nos peuples à des niveaux sans précédent dans tous les domaines du développement humain. La démocratie et le respect des droits de l'homme ont pris racine dans beaucoup de nos pays. Les Africains, de spectateurs qu'ils étaient, sont devenus des acteurs dans la transformation socioéconomique du continent. Cette nouvelle ère a mis en lumière le fait que le développement ne serait ni atteint ni complet sans la pleine participation des personnes qui constituent plus de la moitié de la population dans la plupart de nos pays, les femmes.

Cinquante ans plus tard, le développement économique a cessé d'être la prérogative des élites gouvernantes et est devenu la responsabilité collective de tous les citoyens.

Il est par conséquent approprié que le 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'OUA/UA soit placé sous le thème « Panafricanisme et renaissance africaine ». Ce thème devrait guider nos délibérations alors que nous réfléchissons à nos réalisations et aux écueils rencontrés au cours des 50 dernières années, et que nous renouvelons notre attachement à une Afrique prospère, pacifique et unie, pilotée par les Africains et représentant une force dynamique sur la scène mondiale.

Toutefois, alors que nous célébrons nos réalisations, nous nous souvenons que le continent est toujours aux prises avec l'héritage du colonialisme et des fissures idéologiques socioéconomiques et politiques postcoloniales. Que l'on songe aux conflits internes persistants, aux pratiques démocratiques déficientes, au mépris de la primauté du droit et des droits de l'homme, aux changements anticonstitutionnels de gouvernement, à la marginalisation économique et politique, au sous-développement, à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Ces

maux ont sapé et continue de miner nos valeurs fondatrices. Nous devrions séparément et collectivement relever ces défis si l'on veut que l'Afrique devienne une force respectable et solide dans les affaires mondiales.

L'Union Africaine a encore beaucoup à faire pour atteindre son objectif déclaré d'être « une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène mondiale ». L'heure est venue pour l'Afrique de réfléchir aux défis et perspectives pour l'avenir afin d'adopter des solutions concrètes et réalistes pour le développement et la prospérité du continent. Nous devons faire davantage pour construire les infrastructures du XXI<sup>e</sup> siècle comme les routes et les liaisons ferroviaires et aériennes et assurer ainsi une circulation fluide des biens et services dans toute l'Afrique. Nous devons abroger les lois désuètes qui entravent le commerce et l'investissement et ont entravé les efforts de croissance économique et de réduction de la pauvreté sur le continent. Nous devons harmoniser rapidement nos règles de commerce et d'investissement pour faire en sorte que les Africains participent librement aux échanges avec le reste du monde.

L'Afrique, plus que n'importe quel continent, est confrontée au danger du changement climatique. Alors que notre contribution collective à l'appauvrissement de la couche d'ozone

est minime, l'impact du changement climatique sur le continent est omniprésent et catastrophique. Aujourd'hui, cinquante ans plus tard, nous voyons les sécheresses dévastatrices se multiplier dans nos pays, ainsi que les aléas météorologiques qui empêchent les agriculteurs de produire de la nourriture comme ils le devraient. Nous voyons l'accélération de la désertification, en particulier en Afrique subsaharienne, avec des conséquences évidentes : perte massive de terres agricoles fertiles, conduisant à un exode rural non maîtrisé. Le changement climatique exige que nous consacrons plus de ressources à des mesures d'adaptation et d'atténuation, non seulement dans le processus de développement, mais de façon à en faire un mode de vie.

Permettez-moi de conclure en observant que l'Afrique est là où elle est aujourd'hui grâce à l'ingéniosité et l'esprit d'entreprise de ses peuples. Le continent a affronté les nombreux défis coloniaux et postcoloniaux avec détermination. Nous devons faire montre, ensemble, du même courage et du même panafricanisme pour affronter l'avenir. Les critiques les plus sévères sont unanimes à reconnaître que l'Afrique est le continent de l'avenir. Abordons l'avenir avec confiance et faisons le nôtre.



**Son Excellence Blaise Compaoré,  
Président du Burkina Faso**

L'ambition de construire une Afrique de paix, une Afrique de dignité retrouvée, une Afrique unie, confiante et apte à surmonter les adversités pour l'édification de son avenir, a guidé les pères fondateurs à porter le 25 mai 1963 sur les fonds baptismaux, notre Organisation continentale, l'Organisation de l'unité africaine, devenue Union Africaine au terme d'un processus de mutation positive consacrée par l'adoption de son Acte constitutif en juillet 2000.

Après un demi-siècle d'existence et d'action de l'Organisation au service de cet idéal partagé, le devoir de mémoire nous commande de rendre un vibrant hommage aux hommes et femmes qui ont su privilégier les valeurs fondamentales de fraternité et de solidarité, et mener victorieusement le combat émancipateur avec le soutien efficace des africains de la diaspora.

Un regard rétrospectif nous autorise à exprimer notre légitime fierté pour les résultats importants enregistrés sur le front de la libération politique des Etats sous régime colonial et de l'élimination du système anachronique et ignoble de l'apartheid.

Nous sommes également en droit de nous féliciter des avancées accomplies dans le domaine de la gestion des conflits, de la résolution durable des crises, de la promotion de la paix, de la stabilité, de la démocratie, des droits de l'homme, de la sécurité et des bonnes pratiques en matière de gouvernance.

Sur les chantiers du développement, les réformes macroéconomiques et du marché, ont permis aux économies africaines d'amorcer une expansion illustrée, sur les dix dernières années, par un taux de croissance supérieur à la moyenne mondiale.

La consolidation de ces acquis appréciables, facteurs de la résilience de notre continent aux difficultés économiques connues au plan mondial, exige aujourd'hui d'élaborer d'urgence, des stratégies basées sur la prévention, la coopération interétatique et internationale, face à la montée de nouvelles menaces transnationales que sont le terrorisme, la prolifération des réseaux de criminalité, de trafics illicites, qui hypothèquent dangereusement la stabilité du continent.

Aussi, la commémoration du cinquantième anniversaire de notre Organisation, moment de réflexion profonde sur la construction d'un avenir serein, revêt-elle une importance particulière pour les peuples africains dont les immenses sacrifices consentis sur le chemin de la liberté et du progrès, portent la foi de nos nations en une Afrique de paix et d'espérances.

Cette célébration conforte notre engagement à insuffler une dynamique nouvelle aux nombreuses initiatives prises pour conférer à notre continent la parfaite maîtrise de son destin ainsi que la place qui lui revient dans un monde de défis exigeant l'agrégation des forces, des pensées et des savoirs.

Les leviers pour la concrétisation de cette volonté résident dans l'accélération des processus d'intégration de nos Etats dont les énormes potentialités naturelles et la qualité des

ressources humaines constituent des atouts sûrs, à même de fortifier notre détermination à écrire de nouvelles pages de notre histoire commune.

La réalisation de cette noble ambition est un enjeu capital pour bâtir, au cours des prochaines années, une Afrique de paix, de prospérité, une Afrique riche de ses valeurs profondes, ouverte au reste du monde, aux innovations, et à même d'apporter sa contribution à l'édification d'une humanité épanouie et solidaire.

Cette union des peuples s'impose également pour impulser l'émergence d'une économie africaine solide, accroître la part de notre continent dans les échanges à l'échelle planétaire et lui assurer une meilleure représentation au sein des grandes instances ainsi qu'un rôle majeur dans la gouvernance mondiale.

A cet égard, il convient de saluer la forte prise de conscience des peuples, surtout celle des jeunes, investis de la charge noble et sacrée de concrétiser notre commun désir, dont témoignent la création des Communautés économiques régionales, l'adoption d'instru-

ments juridiques tels que le Plan d'action de Lagos, le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine et l'Acte constitutif de l'Union Africaine.

Le thème du cinquantenaire « Panafricanisme et renaissance africaine » qui valorise le rôle et la vision des précurseurs de l'unité, nous invite à fonder plus que jamais, l'action de notre organisation sur le substrat culturel de solidarité, de paix et de fraternité, propres à nos sociétés.

Il importe également, de placer au premier plan de nos référentiels de développement, l'éducation, la formation, la promotion de la santé et de l'emploi pour une mobilisation de la jeunesse dont l'aspiration à une Afrique prospère et forte, constitue un réel gage de succès pour l'intégration continentale.

Le Burkina Faso réaffirme son engagement à continuer d'apporter sa contribution pour le renforcement de l'image de notre continent et l'élévation de sa capacité à imprimer sa marque sur l'évolution de l'humanité.



**Son Excellence Pierre Nkurunziza,  
Président de la République du Burundi**

A l'occasion de la célébration du Cinquième anniversaire de l'Organisation de l'Unité africaine/Union Africaine, le Gouvernement de la République du Burundi se joint à tous les autres gouvernements africains et à tous les peuples épris de paix et de liberté en cette journée mémorable.

Le Burundi est très fier de figurer au nombre des membres fondateurs de l'Organisation de l'Unité africaine et peut s'enorgueillir d'en être un membre dynamique qui a de tous temps défendu les principes fondamentaux, dont la non dilgence dans les affaires des autres pays, l'intangibilité des frontières...

Le chemin parcouru par l'Organisation de l'Unité africaine/Union Africaine est très long, très riche en événements. Il sied ici de louer les actions menées par certains leaders et héros au rang desquels l'Empereur HAILE SELASSIE, KWAME MKRUMAH, Julius KAMBARAGE NYERERE, Kenneth KAUNDA, Modibo KEITA, Félix Houphouët BOIGNY, Sekou TOURE, Leopold Sedar SENGHOR, Agostino NETO, Amilcar CABRAL... pour ne citer que ceux-là et dont mérite est d'avoir porté très haut le flambeau de l'indépendance de leurs peuples et au-delà, celui des peuples d'Afrique.

L'organisation de l'Unité africaine a abattu un travail de titan, celui d'avoir réalisé le rêve de tous les peuples africains d'accéder à l'indépendance, celui d'avoir mis au rancart le colonialisme sous toutes ses formes, celui d'avoir réussi à canaliser toutes les forces vives d'Afrique dans le seul et même but de vivre libres.

Atteindre cet objectif de vivre libre, de se débarrasser du carcan de misères véhiculées par le colonialisme sous toutes ses formes n'a pas été facile. Les forces en présence étaient très inégales car le colonisateur disposait de toute la machine politique, militaire, économique, scientifique et sociale à laquelle il fallait associer la solidarité de toutes les puissances coloniales de la planète.

Le colonialisme ne s'est privé d'aucun moyen pour retarder et perpétuer sa domination sur les peuples africains, jusqu'à inventer la forme la plus subtile, celle de l'apartheid qui est l'une des formes les plus ignominieuses de l'histoire de l'humanité. La solidarité agissante de toutes les forces progressistes du monde a eu le dessus sur les forces rétrogrades de l'apartheid. Le génie du peuple sud africain sous la houlette de Nelson MANDELA a donné à l'Afrique du Sud et à l'Afrique dans son ensemble le plus beau cadeau, celui d'avoir pu mettre fin à la barbarie et aux souffrances inhumaines du système de l'apartheid.

Il y a lieu d'ajouter au chapitre des succès de l'Organisation de l'Unité africaine/Union Africaine la résolution des conflits qui n'ont pas manqué de se manifester ici et là, que ce soit des conflits internes ou entre Etats. La sagesse et la raison ont toujours prévalu. L'Organisation s'est toujours employée à calmer et à endiguer les ardeurs de certains pays qui, des fois, voulaient en découdre par les armes.

Le succès n'a pas toujours été au rendez-vous. Tout n'a pas toujours réussi à notre Organisation, mais elle ne s'est jamais lassée de fournir les efforts nécessaires pour que la paix prévale sur tout le continent. Au jour d'aujourd'hui, tout est fait pour que le Soudan et le

Sud Soudan vivent en symbiose. L'Union s'est impliquée à fond dans la résolution du conflit somalien, de la récente crise en Côte d'Ivoire et en République centrafricaine ou ailleurs comme à l'Est de la République démocratique du Congo pendant les négociations de Kampala entre le pouvoir de Kinshasa et le M 23.

Le peuple burundais est redevable envers l'Union Africaine et toute la communauté internationale pour toute la sollicitude et la solidarité qui l'ont entouré tout au long de son histoire et surtout pendant les moments les plus sombres de plus d'une décennie de 1993 à 2003.

L'Union Africaine a été le chef de file de tous ceux qui ont été à son chevet, et surtout, lors des négociations de paix qui se sont déroulées à Arusha, en République unie de Tanzanie.

Tout un chacun peut dire sans risqué de se tromper qu'il serait difficile de dire à quoi ressemblerait le Burundi maintenant sans la contribution de l'union africaine à travers son Architecture de paix et de sécurité.

Le Burundi a toujours apporté sa pierre angulaire à l'édifice de la paix de l'Union Africaine dans ses missions de paix à travers la continent, que ce soit en Somalie, au Darfour et est prêt à continuer même ailleurs où cela s'avèrera nécessaire.

Le gouvernement de la République du Burundi et le peuple burundais sont fiers d'appartenir à la grande famille de l'Union Africaine. Les objectifs nobles de l'Union Africaine et ses idéaux de paix, de justice, de liberté, de démocratie, de valeurs partagées trouvent toutes leur place dans le cœur de tous les Burundi sans exception.

L'indépendance politique de l'Afrique se devait d'être accompagnée d'une indépendance économique. La lutte pour une indépendance économique s'avère tout aussi difficile que

pour l'indépendance politique. L'Union Africaine peut à juste titre s'en réjouir des succès déjà récoltés depuis l'adoption du Plan d'action de Lagos et du Traité d'Abuja à l'avènement du NEPAD en passant par les différentes Communautés économiques régionales. L'Union Africaine a compris depuis longtemps que l'union politique doit être couplée avec l'union économique pour que les populations en tirent toutes les dividendes et ce, à travers l'intégration régionale.

Le peuple burundais et son gouvernement réitèrent ici leur engagement à apporter leur contribution à l'édifice africain que représente l'Union Africaine. Son soutien indéfectible à tous les programmes et initiatives de l'Union sera toujours à la mesure des défis que la famille africaine aura à relever dans les cinquante ans à venir, comme cela a été le cas au cours du cinquantenaire qui vient de s'écouler.

L'Union Africaine a d'autres victoires à remporter dans les cinquante ans à venir, certainement sur le chemin de la démocratie, dans le domaine des droits de l'homme, de la bonne gouvernance, du développement et sur d'autres théâtres dans l'esprit du panafricanisme et de la renaissance africaine. L'Union parviendra à réaliser tous ses objectifs avec le concours de ses filles et fils, de tous les partenaires locaux, régionaux et internationaux de la communauté internationale.

L'Union Africaine se doit de continuer la lutte pour décrocher la place qui doit lui revenir dans les structures du Conseil de sécurité des Nations-Unies.

QUE VIVE L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

QUE VIVE L'UNION AFRICAINE

QUE VIVE LA COOPERATION INTERNATIONALE





Son Excellence Monsieur Paul Biya,  
Président de la République du Cameroun

La commémoration du 50<sup>ème</sup> anniversaire de la création de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), le 25 mai 1963 à Addis-Abeba offre l'occasion d'évaluer le chemin parcouru dans notre marche sur les sentiers de l'édification d'un continent uni et solidaire. C'est également l'occasion de nous projeter dans l'avenir afin de définir les voies et moyens à mettre en œuvre pour renforcer cette unité.

Dans cette perspective, l'interrogation à l'aube du 3<sup>ème</sup> millénaire est celle de savoir quelle Afrique voulons-nous léguer à la jeunesse africaine exubérante, nombreuse, dynamique et volontaire qui constitue l'essentiel de nos populations ?

Cette question me semble d'autant plus importante que de la réponse que nous formulons dépendra l'avenir d'un continent de plus d'un milliard d'habitants.

En effet, notre continent a connu tour à tour la traite négrière et l'esclavage, la colonisation et, récemment encore, l'odieux système ségrégationniste et raciste de l'apartheid. Les indépendances acquises souvent au prix de combats et sacrifices douloureux, apparaissent dès lors, à la lueur de cette histoire marquée par la souffrance, comme un héritage à préserver et à mettre en valeur pour l'honneur, la fierté et le bien-être de l'Homme Africain.

C'est ce triple impératif qui a déterminé la pensée et l'action de différentes générations de panafricanistes et qui est à l'origine du soutien constant du Cameroun à l'OUA d'abord, à l'Union Africaine ensuite.

Autrement dit, pour le Cameroun, hier comme aujourd'hui, il est impératif de faire de l'unité des jeunes Etats africains le socle d'une véritable indépendance de l'Afrique, seule à même d'ouvrir la voie à son développement économique et à son émergence comme un acteur influent dans l'arène internationale.

La prise de conscience de l'importance de ce facteur d'unité est la condition sine qua non de la renaissance de l'Afrique comme une terre d'hommes et de femmes libres, libres de forger leur société, libres d'éduquer leurs enfants, libres et aptes à exploiter et gérer leurs ressources naturelles pour leurs propres intérêts, libres d'aller à la rencontre des peuples d'autres continents désireux de les accompagner sur la voie du développement, pour bâtir avec eux une humanité qui reconnaît et cultive les vertus de justice, d'équité, de droit et de solidarité.

Car, en dernier ressort, l'Afrique réconciliée avec elle-même, libérée de toute domination, aspirant à vivre en paix et oeuvrant pour la prospérité de ses enfants, tout en étant préparée et disposée à apporter sa contribution à l'émergence d'une civilisation universelle et pacifique, est celle dont nous devons renforcer les fondations dans l'espoir de la voir s'élever à ce niveau, à l'horizon 2063.

Je dis bien renforcer les fondations, parce que 50 ans après la création de l'Organisation de l'Unité africaine, et 10 ans après sa transformation en Union Africaine, nous devons davantage consolider les bases de notre Organisation continentale. Seules les fondations solides sont porteuses de grands desseins.

Doit être redynamisé le compromis historique qui fit de l'OUA, une organisation intergouvernementale ayant pour vocation de construire l'unité africaine sur la base des Communautés économiques régionales, appelées à se développer par cercles concentriques jusqu'à l'avènement des Etats-Unis d'Afrique. En d'autres termes, la priorité a été accordée à l'approche graduelle dans la mise en place d'une véritable unité politique de l'Afrique, le transfert de souveraineté devant aboutir à très long terme à mise en place d'un organe qui serait supranational. C'est dans cette perspective que s'inscrit l'Union Africaine dont la création marque le renouveau de l'unité africaine et du panafricanisme.

Malgré toutes les critiques, la mise en place des Communautés économiques régionales (CERs) a permis le développement des transactions commerciales, la gestion des politiques migratoires, les transferts progressifs de souveraineté à travers les unions monétaires. Le renforcement d'une coopération plus forte entre les CERs doit être encouragé.

L'adoption du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et de son Programme de développement des infrastructures (PIDA) constitue un réel motif d'espoir pour le développement de l'Afrique à travers la réalisation effective des projets, avec l'appui des partenaires techniques et financiers.

En outre, la stimulation du commerce intra-africain et le projet de création d'une zone de libre-échange en 2017, devraient donner une dimension nouvelle à la coopération intra-africaine et renforcer la solidarité entre les Etats africains.

D'autre part, la croissance et le développement de l'Afrique nécessitent la préservation et la consolidation de la paix et de la sécurité par la mise en place d'organes opérationnels à même de l'aide à résoudre les crises sur le continent.

La concrétisation de ces différents projets exige des moyens matériels et des financements pouvant favoriser le développement et l'intégration de l'Afrique. Dans cette perspective, il nous revient, dans l'élan de solidarité inscrit en lettres d'or dans l'Acte constitutif de notre Organisation continentale, d'adopter les sources alternatives de financement recommandées par nos ministres des finances pour garantir à l'Afrique l'autonomie nécessaire à la réalisation de ces projets.

Par ailleurs, la réalisation de l'unité politique de l'Afrique demeure une nécessité dans un contexte international qui impose aux Etats de se regrouper en vastes ensembles régionaux afin de gagner en représentativité et en influence sur la marche du monde. A cet effet, la Déclaration de Yaoundé qui sanctionne la conférence internationale « Africa21 », organisée à l'occasion du cinquantième de l'indépendance du Cameroun, indique que « Afrique est maintenant capable de réaliser son unité dans la plupart des domaines ... ». La situation actuelle interpelle de nouveau les africains afin de les amener à prendre conscience de la NECESSITE de cette unité (pourquoi l'Afrique doit-elle s'unir?) (I), à identifier son FONDAMENT (Sur quelles bases peut-elle construire cette unité ?) (II), à manifester leur VOLONTE pour cet objectif (l'Afrique veut-elle vraiment s'unir ?) (III), et enfin, à définir une METHODE pour y parvenir (comment réaliser cette unité ?) (IV).

Il me semble que si nous nous engageons à répondre à ces quatre questions avec objectivité et sans à priori, nous aurons commencé à construire une base solide et inébranlable pour une Afrique émergente.

## **I. Pourquoi l'Afrique doit elle s'unir ?**

Plus qu'à la naissance de l'OUA il y a un demi-siècle, le contexte de la mondialisation exige aujourd'hui de tous les Etats, s'ils veulent préserver leur avenir politique et économique, d'intégrer les vastes ensembles géographiques régionaux. Les Etats africains pris individuellement ne peuvent se soustraire à cette réalité contraignante des relations internationales. En découle, dès lors, la nécessité de l'unité du continent qui permet entre autres :

- d'éviter le péril de l'isolement étatique, l'écueil de la division et de la dispersion dans un monde impitoyable et concurrentiel ;
- de compenser la faiblesse des Etats pris individuellement, en formant un ensemble politique susceptible de permettre au continent de peser sur la conduite des affaires du monde ;
- de trouver des alternatives à l'incapacité des Etats isolés de relever les nombreux défis qui s'imposent à l'Afrique et qui exigent une synergie des efforts : défis sécuritaires, environnementaux, culturels, technologiques, sanitaires, économiques, commerciaux, etc.

- de s'inscrire dans la logique d'unité qui prévaut dans toutes les parties du monde et à laquelle l'Afrique ne saurait se soustraire.

## II. Sur quelles bases peut-elle fonder cette unité ?

Les raisons fondamentales de l'unité du continent sont évidentes.

A titre d'exemples, citons :

- l'identité culturelle du continent qui constitue un socle commun aux peuples d'Afrique;
- la partage par les africains d'une histoire et d'une mémoire politique communes ;
- l'identification de tous les africains aux luttes d'autodétermination qu'ils ont menées ;
- l'existence d'un ensemble de valeurs éthiques partagées ;
- la conscience d'un destin commun ;
- le sentiment d'une solidarité africaine au service du continent.

## III. L'Afrique veut-elle vraiment s'unir ?

La volonté se veut le moteur de l'action et de tout projet. Il appartient ainsi au continent de se donner les moyens de montrer sa détermination d'avancer vers son unité. Celle-ci demande de prendre en considération, d'une part, les réalités sociales et politiques de notre environnement et, d'autre part, les aspirations de nos populations. Dans cet esprit, il conviendra d'afficher une forte volonté politique au service de l'unité de notre continent ainsi qu'un soutien affirmé aux dynamiques d'intégration.

## IV. Comment peut-elle réaliser cette unité ?

L'atteinte de notre objectif d'unité passe par des impulsions fortes à donner à de nombreux secteurs dans le cadre de notre Union. Il s'agit notamment d'accorder un intérêt particulier :

- A la dimension idéologique des valeurs partagées, notamment au programme commun africain d'éducation à la solidarité africaine, au renforcement de la démocratie,

de l'état de droit, de la gouvernance, de la promotion et de la protection des droits de l'homme.

- A la dimension institutionnelle qui passe par le renforcement des Etats et des organisations sous régionales (CERs). Sur ce point, je voudrais rappeler la nécessité de préserver les acquis obtenus après le Sommet d'Accra en juillet 2007, qui ont abouti à l'élaboration d'un audit des structures de l'Union. Il importe à cet égard de préserver, ainsi que je le soulignais alors, une ossature institutionnelle à même d'aider au fonctionnement efficace de notre organisation, en évitant les doublons et autres structures budgétivores ayant un impact limité sur la dynamique d'unité et de développement.
- A la dimension sécuritaire : la finalisation de l'architecture de paix et de sécurité de l'Union reste un défi prioritaire à relever afin d'aboutir à l'opérationnalisation pleine et entière de la Force africaine en attente. Celle-ci, au-delà de sa contribution au renforcement de capacités africaines de réaction aux crises, constitue un véritable instrument au service de la souveraineté et de l'indépendance de notre continent.
- A la dimension infrastructurelle : elle doit demeurer au cœur de nos préoccupations, dans la diversité des domaines d'action qui en font partie, notamment en matière de transport, de télécommunication, de formation et de renforcement des capacités. C'est l'occasion d'en appeler aussi à une plus grande synergie d'efforts pour la mise en œuvre accélérée des projets couverts par le programme continental de développement des infrastructures (PIDA), celui couvrant le domaine du développement de l'agriculture (PDDAA), ainsi que les initiatives concernant la facilitation de l'accès à l'eau potable ou de promotion de la santé, particulièrement celle de la femme et de l'enfant. Dans cette perspective, nous nous devons de donner un soutien majeur à la mise en route de ces programmes, les partenaires ne venant qu'en appui à la dynamique interne de l'Union.

Au final, la célébration de la création de l'OUA offre, au-delà des évaluations faites sur le chemin parcouru et de l'évocation des constats d'échec ou de succès, l'occasion d'une prise de conscience plus forte pour renouveler notre engagement en faveur d'une meilleure mise en œuvre de nos objectifs d'unité et de développement. Nous nous devons d'assumer les échecs passés, et de mettre tout en œuvre pour nous assurer des succès

dans le futur. Plus que jamais, la construction de notre unité est un devoir impératif, qui plus est une conditionnalité sans laquelle toutes nos perspectives de développement sont vouées à l'échec. Sachons également préserver les acquis enregistrés jusque-là qui méritent d'être salués. En effet, notre continent est le seul qui soit doté d'une organisation véritablement continentale. Cette performance politique doit être soulignée à juste titre. Célébrer le cinquantenaire de l'Union, c'est célébrer la permanence d'un idéal qui a résisté à l'érosion du temps grâce à la détermination de tous les Etat membres.

Donnons-nous les moyens de projeter notre continent vers des horizons nouveaux, bien plus prometteurs que ceux du temps présent. Soyons davantage rassemblés autour de nos

---

idéaux. Sachons privilégier nos objectifs et dépasser nos égoïsmes nationaux et sous-régionaux. Que les concepts d'union et d'unité prennent leur véritable sens pour que vivent le panafricanisme et la renaissance de l'Afrique. A cet égard, la disponibilité du Cameroun restera constante.

Vive les Pères-fondateurs de l'Organisation de l'Unité africaine !

Vive l'Union Africaine !



**Son Excellence Jorge Carlos De Almeida Fonseca,  
Président de la République du Cap Vert**

Il y a 50 ans, placée sous le signe des nobles idéaux du panafricanisme, est née le 25 mai 1963, à Addis-Abeba, l'Organisation de l'unité africaine, lors de la réunion historique de ses pères fondateurs.

Le cinquantième anniversaire de la création de l'Organisation de l'unité africaine est une raison particulière pour les Africains de tous âges, ethnies, croyances et conditions socioéconomiques, de la Tunisie à l'Afrique du Sud, du Cap-Vert à la Somalie, d'exprimer une reconnaissance méritée et publique du chemin déjà parcouru et des objectifs atteints, et de célébrer avec une fierté légitime les progrès accomplis dans la libération du continent du joug colonial et de la discrimination, et particulièrement, de l'apartheid.

Cette occasion est également propice à la célébration de la création de l'Union Africaine, qui, dans le sillage de l'OUA, entend poursuivre les nobles objectifs de promotion d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique, fondée sur les valeurs de liberté, de démocratie et de respect des droits de l'homme et sur une économie durable.

Au cours de ces 50 ans, l'Afrique a accumulé de précieux atouts pour investir dans la construction d'un avenir plus radieux visant la pleine mise en œuvre de ses objectifs.

En dépit des progrès réalisés, l'Afrique est encore confrontée à de nombreux défis complexes ainsi qu'à des contraintes de toutes sortes, découlant de la multiplicité des asymétries, du retard économique et de l'instabilité politique, qui ne peuvent être surmontées

que si nous sommes en mesure non seulement d'en faire le franc constat, mais aussi et surtout, d'adopter, dans un esprit de responsabilité, les mesures nécessaires.

Dans cette perspective, le thème « Panafricanisme et renaissance africaine », choisi cette année pour les célébrations de la Journée de l'Afrique, devrait être une source d'inspiration capable de nous guider sur la voie du renouveau, qui, comme l'histoire nous l'a souvent montré, n'est pas toujours facile et simple. Par conséquent, le panafricanisme, à notre avis, doit être à la fois actif et totalement conforme aux réalités du monde d'aujourd'hui: un panafricanisme qui permette une augmentation exponentielle du développement, dans le cadre de la démocratie et du respect des droits humains.

Dans ce contexte, j'ai la ferme conviction que les jeunes, non seulement parce qu'ils reflètent davantage les complexités du monde d'aujourd'hui, mais aussi dans leur intérêt profond en tant que porteurs de l'avenir, ont un rôle clé à jouer dans les décisions, mesures et actions qui vont façonner cet avenir de manière si décisive. Ainsi, il est impératif que chacun, mais notamment les jeunes, crée toutes les conditions nécessaires pour atteindre un tel objectif.

Le Cap-Vert, en dépit des difficultés internationalement reconnues, a su, au fil des années, consolider l'État de droit, approfondir sa démocratie et promouvoir un climat de stabilité politique et institutionnelle dont la toile de fond est le désir des Cap-Verdiens de contribuer à l'émergence d'une Afrique à même de fournir efficacement un bien-être et une qualité de vie à tous ses enfants.

En tant que représentant de la nation cap-verdienne, je suis particulièrement heureux d'avoir l'insigne honneur d'accueillir chaleureusement tous les cap-verdiens et, en général, tous les africains, notamment ceux qui, venant du continent, ont choisi mon pays pour y vivre et travailler, en les remerciant de leur participation à la construction d'une terre de paix, de liberté, de démocratie, de tolérance et de solidarité à l'égard de toutes les personnes qui vivent et travaillent côte à côte, pour le progrès et une vie meilleure.

En tant que premier magistrat de la Nation cap-verdienne, c'est pour moi un immense privilège d'exprimer, au nom de la population du Cap-Vert et en mon nom propre, tout mon

---

respect et toute ma reconnaissance pour tous les hommes et toutes les femmes de cette Organisation - du plus important au plus humble de ses serviteurs - qui ont apporté leur soutien, d'abord dans la lutte contre le pouvoir colonial, et aujourd'hui dans la construction d'une Afrique de paix, de démocratie et de solidarité pour tous ceux qui y vivent et y travaillent.

Vive l'Afrique!

Vive l'Union Africaine!





**Son Excellence Iklilou Dhoinine,  
Président de l'Union des Comores**

L'Union Africaine célèbre son cinquantième anniversaire. On dit bien volontiers que c'est l'âge de raison, mais, c'est aussi, pour une organisation internationale, l'âge de toutes les interrogations, le moment de tous les espoirs.

Notre organisation continentale a derrière lui, un passé glorieux. Elle a été de tous les combats, sur tous les fronts, nourrie aux sources de l'africanité, des valeurs profondes qui ont imbibé chaque peuple de notre continent pour ancrer la dignité, le patriotisme, la solidarité, le goût de l'effort et du sacrifice.

A travers son parcours et dans la traversée de son histoire, elle a été inspirée et conduite par des vaillants fils de l'Afrique qui ont déployé toute leur sagesse et leur bravoure, leur volonté et leur détermination, dans un environnement souvent hostile, toujours versatile et jamais entièrement maîtrisable.

Leur contribution a conduit notre continent au travers de succès indéniables. Elle a posé les jalons d'un devenir à conquérir, d'un futur à rechercher et d'une unité toujours à sauvegarder parce qu'elle est le socle de toute victoire, de tout réussite de l'Afrique.

Mais, le monde change et le continent aussi. Chaque étape franchie, ouvre la voie à de nouveaux défis, à d'immenses incertitudes et interpelle par l'immensité de la tâche à accomplir.

Mais, il est de la responsabilité de l'Union Africaine d'incarner une vision de l'avenir africain, de faire face aux tourments d'un monde en ébullition avec sérénité et fermeté, de répondre à l'Afrique qui s'interroge avec responsabilité et générosité.

Ce travail difficile se fait avec bonheur et dignité, aujourd'hui, dans une conduite éclairée et dans une coordination harmonieuse par notre illustre Sœur Dr. Nkosazana-Dlamini Zuma, Présidente de la Commission, qui mérite la reconnaissance et les encouragements de tout un chacun.

Première femme à accéder à cette responsabilité, elle incarne bien le savoir et le savoir-faire, l'engagement et la ténacité, la persévérance et l'effort de la femme africaine. Elle est notre fierté à tous et un exemple pour beaucoup à travers l'Afrique. Respectée dans le monde, elle symbolise bien la parité que l'Union Africaine veut encourager à promouvoir, parce que la femme dans les instances de décision, la femme dans la gouvernance, c'est une intelligence de plus, une manière complémentaire d'agir ensemble, un équilibre dans les choix les plus pertinents, les décisions les plus efficaces et les plus partagées, dans ce continent qui est le notre.

L'Union Africaine aujourd'hui, c'est une Organisation qui a une voix dans le concert des Nations, qui veut être là où se décident les affaires du monde, qui veut contribuer et être entendue dans la création du monde de demain.

Elle est aux Nations-Unies, haut lieu d'échanges et de propositions, pour influencer sur la réforme nécessaire d'une organisation toujours utile mais plus que jamais désireuse d'incarner la réalité du monde d'aujourd'hui. Elle veut ramener le regard du monde vers cette Afrique en devenir, pour en mesurer son poids, et son souci légitime d'être, elle aussi, membre du Conseil de sécurité. C'est bien le devoir de l'Union Africaine. C'est aussi la volonté et l'attente des africains qui veulent, eux-aussi, peser sur les décisions qui engagent la communauté internationale.

Tout doit être entrepris afin de réformer l'ONU parce qu'elle est un outil indispensable dans la vie de nos peuples et dans les choix d'un avenir de paix et de sécurité.

Elle est dans le monde, l'Union Africaine, pour condamner les guerres, toutes les formes d'atrocités, les inégalités criantes et pour que l'Homme redevenue la vraie préoccupation des politiques publiques.

Elle est en Afrique, pour porter l'espoir. Elle a le devoir d'incarner le développement socio-économique, de lutter contre la précarité et d'aider à la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement. La santé, l'éducation sont plus que jamais des axes essentiels de développement dans lesquels l'Union Africaine doit s'engager plus que d'ordinaire.

Mais, rien ne sera possible dans notre continent, si les populations s'éloignent de la politique, du débat public et si elles n'étaient pas les acteurs de leur histoire.

Alors, la gouvernance doit s'éclairer de vigilance, de transparence et de clarté dans ses choix. Elle doit être modeste et humble pour mériter la reconnaissance, l'appui et le soutien des peuples parce qu'elle aura à cœur l'intérêt général et le refus de la marginalisation.

Pour bâtir le futur commun et tendre la main à une jeunesse africaine plus exigeante et plus combative mais véritablement patriote, notre organisation devra s'impliquer toujours davantage dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits qui délitent le tissu social et obscurcissent l'horizon.

La tâche est immense pour encourager le renforcement de l'Etat de droit, le respect du droit à la différence et de la dignité humaine.

L'Afrique, notre Afrique, ce continent qui a vu naître l'humanité et qui recèle un potentiel de jeunesse à nul autre pareil, doit poursuivre le chemin de son affirmation, de sa rénovation pour mieux faire face aux défis des temps nouveaux et se projeter vers l'avenir.

Elle a besoin de chaque africain, de toute générosité, de toute compréhension. Mais, elle nécessite une union africaine, toujours novatrice dans ses choix, en avance sur son temps, capable d'entraîner et de fédérer dans un dynamisme rassembleur.

L'Union Africaine doit être bâtisseur, éclaireur, ferment de paix et de stabilité, locomotive de développement et de progrès.

En ce cinquantième anniversaire, elle en a les atouts, le souffle et la volonté. On le sent dans l'action de ses dirigeants et c'est une marque d'optimisme et d'espoir. Elle mérite bien volontiers l'engagement et l'appui indéfectibles de chaque Etat membre.

Mon pays sait, peut-être plus que tout autre, la valeur d'une Union Africaine efficace et forte. Dans son évolution, ces dernières années, alors qu'il luttait pour préserver l'unité nationale, réconcilier les comoriens avec eux-mêmes, il a généreusement bénéficié de notre Organisation d'un soutien utile et unanimement apprécié par notre peuple. Je salue cet engagement qui a sauvé mon pays du désastre.

L'Union Africaine peut, alors, compter, dans ses démarches et dans son évolution, à travers le temps et les épreuves, sur le soutien indéfectible de mon pays, l'Union des Comores, car j'ai confiance en l'avenir de notre continent et en la détermination de l'Union Africaine.

Bon anniversaire!



**Son Excellence Denis Sassou-N'Guesso,  
Président de la République du Congo**

Le 25 mai 1963, l'Afrique, mobilisée derrière les Pères-fondateurs, décidait d'écrire en lettres d'or, la plus belle page de son histoire, en portant sur les fonts baptismaux, la noble et mémorable œuvre d'intégration continentale qui, dans ses objectifs et son architecture, constituait un défi appelé à traverser les temps et les âges.

Cinquante ans après, en dépit de l'afropessimisme et des prophéties les plus apocalyptiques qui prédisaient l'éclatement de cette œuvre, aucun fait majeur n'a pu étouffer l'espérance des années 60, ni détruire les fondements de cette vision. Bien au contraire. En demi-siècle, notre continent a construit son identité, parachevé son émancipation, consolidé la paix et la sécurité, conquis des espaces de progrès.

Mais ceci ne s'est pas fait sans écueils, dans un contexte dominé à l'époque par la guerre froide. Ces écueils ont pour noms : persistance des visées néocoloniales, tentatives de déstabilisation par des menaces de sécession ou de balkanisation, guerres civiles, guerres entre Etats voisins, coup d'Etat, crise économique des années 80 avec son lot de programmes anti-sociaux d'ajustement structurel.

Bien malgré cela, l'OUA/UA a survécu et brave les embuches qui jonchent son parcours. L'unité africaine n'est plus aujourd'hui un vain slogan. C'est d'une seule voix que parle l'Afrique au sein des différentes tribunes internationales. L'Afrique est écoutée dans le monde.

Pour nombre de gens de notre génération qui ont la responsabilité d'assumer le difficile mais passionnant héritage des pères-fondateurs, l'OUA/UA symbolise à tous égards,

l'image d'une Afrique combattante, libre et unie. Maintes fois éprouvée, elle a pu démontrer à la face du monde son génie créateur qui puise ses racines dans la mosaïque de la palabre africaine privilégiant le consensus comme mode d'expression et de gestion de ses délibérations.

Les peuples d'Afrique se souviennent et se souviendront encore du soutien apporté par l'organisation panafricaine aux mouvements de libération ainsi que le précieux et déterminant investissement pour le parachèvement du chantier de la décolonisation.

Le point d'orgue de ce combat est la lutte contre l'apartheid. La libération de l'Afrique Australe du système odieux et dégradant de l'apartheid a été enregistrée comme le triomphe de la raison sur le complexe racial. Aujourd'hui, la naissance de la nouvelle Afrique du Sud est vécue comme étant la considération de l'œuvre de libération politique du Continent.

Que dire du maintien de la paix ? Après le mouvement de décolonisation, l'on peut également relever les efforts menés en faveur de la paix avec l'institution du Conseil de paix et de Sécurité (CPS), dont l'architecture marque une adhésion élevée à l'œuvre de pacification du Continent quoique subsistent encore quelques hiatus.

L'Union Africaine, c'est aussi cette quête de maturité, de stabilité et de responsabilité, rendue manifeste avec la Charte africaine de la Démocratie, des élections et de la gouvernance, ou le bannissement des prises de pouvoir par la force et l'incrustations du jeu démocratique et de la bonne gouvernance.

L'Union Africaine, c'est ce ferme engagement en faveur de l'accélération du processus d'intégration et du développement pour la réalisation à terme du projet des Etats-Unis d'Afrique. Les cinq Communautés économiques sous régionales, instituées dans les années 80 par le Plan d'action de Lagos (PAL), constituent de socle de cette stratégie par cercles concentriques dont l'accomplissement requiert toujours plus de volonté.

Dans tous les secteurs du développement économique et social, l'Afrique a adopté de courageux et ambitieux programme, agriculture et alimentation industrie, eau et assainissement, énergie, infrastructures, développement durable, habitat, santé, éducation, formation des jeunes, sciences et technologies, etc.

Cette quête de dépassement, d'ouverture et d'adaptation à la marche du monde, est concrétisée par l'institution du Nouveau Partenariat Economique pour le Développement en Afrique (NEPAD), sous-tendu par le Mécanisme d'Évaluation par les Pairs (MAEP), une expérience unique en son genre qui démontre combien l'Afrique est capable de ressaisissement, surtout lorsqu'il s'agit de l'amélioration de la gouvernance en faveur des Etats et des peuples.

Dans ce combat pour l'éclosion d'une Afrique libre, unie, solidaire et économique accomplie, la République du Congo a toujours, dans la mesure de ses possibilités, apporté sa contribution. C'est ainsi que de 1986 à 1987, assumant la charge de la présidence en exercice de l'OUA, le Congo a porté la voix de l'Afrique aux quatre coins du monde.

Au cours de cette période, des initiatives courageuses prises par l'Afrique et relayées de par le monde entier, sont arrivées à bout de l'odieux système d'apartheid. Il en est ainsi du Fonds Africa, du Symposium international des écrivains contre l'apartheid, du premier Congrès des hommes de science en Afrique et des négociations quadripartites sur la paix en Afrique Australe dont les conclusions ont permis entre autres :

- le retrait des troupes cubaines d'Angola
- l'indépendance de la Namibie
- la libération de Nelson Mandela, et

- l'avènement de la Nouvelle Afrique du Sud

De nombreuses autres empreintes du Congo restent gravées sur les acquis de l'idéal panafricain. C'est le cas du Pacte de non-agression et de défense commune auquel se greffe le bilan de la présidence congolaise à l'Union Africaine de 2006 à 2007.

Les cinquante prochaines années placeront l'Afrique en face des défis tout aussi majeurs.

En effet, au cours de cette période tout devrait être mis en œuvre en vue de la réalisation progressive du grand rêve des Pères fondateur : la création des Etats-Unis d'Afrique, avec pour composantes principales : un gouvernement continental, une monnaie unique. La libre circulation des personnes et des biens doit être garantie de Tripoli au Cap, de Djibouti à Dakar... afin d'ouvrir l'espace africains aux peuples.

L'unité continentale gagnera aussi à renforcer les communautés économiques régionales par la voie de l'harmonisation et de la rationalisation.

Les cinquante prochaines années devraient également accorder une place de choix à la mise en place des pôles panafricains d'excellence dans de nombreux domaines les sciences et techniques notamment avec une attention soutenue aux technologies de l'information et de la communication.

Les cinquante prochaines années devraient aussi avoir pour priorités : l'accroissement de l'effort en vue de la promotion des langues africaines ; la prise en compte effective de la contribution des Africains de la diaspora au développement du Continent ; la mise au point d'une riposte panafricaine efficace contre le terrorisme, la piraterie maritime, la criminalité transfrontalière organisée.

Il s'agit d'un long voyage Et tout long voyage commence toujours par le premier pas. Chaque acte que pose l'union africaine doit être un pas pour accomplir ce long voyage, C'est une démarche qui rejoint le bien-fondé de cette sagesse bantou, à savoir : « pour monter sur son lit, on pose d'abord ses pieds sur le sol. »

---

En définitive, en 2063 l'Afrique doit faire parler d'elle comme étant un continent décomplexés, siégeant sur un pied d'égalité avec d'autres continents. L'intégration du continent accomplie, le passage de l'Afrique des Etats à l'Afrique des peuples s'affirmera ainsi comme le meilleur hommage rendu aux Pères fondateurs de l'unité africaine.

**Son Excellence Alassane Ouattara,  
Président de la République de Côte d'Ivoire**



Au moment de la célébration solennelle du cinquantenaire de la création de l'Organisation de l'Unité Africaine, nous pouvons affirmer qu'en dépit des nombreux défis auxquels nous sommes confrontés dans le cadre de la construction d'un espace plus uni et plus prospère aux plans politique, économique et social, l'espoir est permis car le panafricanisme est un pari sur l'avenir. C'est la clef du futur.

La célébration de ce cinquantenaire doit nous permettre d'assumer notre présent et de dessiner le futur de notre continent à la lumière des enjeux de l'époque dans laquelle nous vivons.

L'Afrique est devenue un enjeu géopolitique et géostratégique majeur. Nous assistons aujourd'hui à la émergence d'un continent qui, dans le passé récent, était encore qualifié de "continent de tous les retards", qu'ils soient d'ordre économique, technologique ou scientifique. Le fossé qui le séparait des nations industrialisées n'avait pratiquement cesse de s'approfondir au cours des quatre décennies écoulées.

Depuis le tournant du XXIème siècle, l'Afrique connaît une véritable métamorphose, une accélération significative de son histoire dont la vitesse et l'ampleur la dépeignent désormais sous un jour nouveau, comme un continent en plein essor, dont la légitime vocation est de rejoindre les grands ensembles émergents sur l'échiquier politique et économique du XXIème siècle.

Le monde change et avec lui l'Afrique, porteuse d'une vision ambitieuse arrimée à des objectifs clairs. Notre continent a des atouts pour gagner le pari du développement harmonieux. Ils tiennent à son histoire, à sa situation géographique, à ses hommes et à ses ressources naturelles. Des atouts dont il doit s'approprier afin d'assumer sa place dans le monde.

Nous avons le privilège de vivre aujourd'hui des moments privilégiés, de participer au façonnement de l'Afrique et de voir nos économies connaître une croissance annuelle bien supérieure à celles des Etats-Unis et de l'Europe. Dans cette période de croissance, l'Afrique fait preuve d'un Dynamisme économique indéniable alors que la crise économique frappe de plein fouet les pays développés.

La nouvelle posture de notre continent, aux centres des enjeux positives mondiaux, doit lui permettre de saisir les opportunités qui s'offrent à lui pour réguler les rapports de force mondiaux et tirer profit des avantages de la croissance économique mondiale qu'elle détient.

Grace à ses atouts que sont ses ressources naturelles et son potentiel énergétique, la proportion et le dynamisme de sa jeunesse active et le développement de sa classe moyenne, le continent africain, acteur majeur du multilatéralisme et conscient de son poids dans les affaires du monde, doit porter la revendication de la réforme de la Gouvernance mondiale, notamment l'entrée des pays africains au Conseils de Sécurité des Nations Unie, en tant



---

que membres permanents. La civilisation africaine ne doit plus être la seule absente dans cette haute catégorie des membres du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Toutefois, pour consolider sa position sur la scène internationale et porter l'ambition du développement et du progrès, notre continent devra relever trois (3) défis cardinaux dans la perspective des enjeux du milieu du siècle où il comptera 2 milliards d'habitants et surmonter les contraires que cela implique:

- Le défi de la paix, de la stabilité et de la sécurité, par la construction d'une politique de défense et de sécurité commune à travers la mutualisation des moyens nationaux;
- Le défi de la démocratie, par l'édification et la consolidation d'institutions démocratiques sur le plan national puis continental;
- Le défi des Infrastructures, par le respect des engagements pris et la recherche de partenariats stratégiques.

Face à ces défis, le seul choix qui vaille, pour les décideurs africains, est l'intégration. Il nous faut consolider notre Organisation continentale et son réseau de Communautés économiques régionales.

Comme le suggère et le recommande fortement L'Union Economique et monétaire Ouest Africaine (UEMOA), qui a déjà établi les bases d'un espace mieux adapté à la nouvelle donne mondiale, "il s'agit de définir ensemble des approches mutualisantes, qui créent des ensembles dont la taille critique et la vision sont de nature à contrebalancer le poids des nouveaux partenaires qui se disputant l'accès au continent."

Nous aurons alors à construire avec nos partenaires en espace de croissance commun autour d'intérêts partagés entre pays, peuples et économies.

Cinquante années après sa création, notre organisation commune a franchi d'importantes étapes vers plus d'intégration, plus de sécurité, de progrès et de démocratie. Mais nous devons changer nombre de ses règles de fonctionnement et de prise de décisions, afin de faire entendre la voix des peuples.

Enfin, il nous reste, comme l'ont fait les Pères fondateurs, à consolider la Volonté Politique pour parachever la transformation de l'Afrique, qui est appelée la nouvelle frontière du développement et que nous appelons de tous nos vœux.

**Son Excellence Joseph Kabila Kabange,  
Président de la République Démocratique du Congo**



Il y a cinquante ans naissait l'Organisation de l'Unité Africaine et, avec elle, un rêve, aujourd'hui réalité, celui de la libération de notre continent du colonialisme et de l'apartheid. Avec elle aussi s'allumait une flamme qui ne s'est jamais éteinte depuis, celle de l'unité et de la prospérité partagée des peuples d'Afrique.

En dépit des bourrasques de l'histoire, ce rêve et cette flamme, vision achevée et voie obligée du panafricanisme, continuent d'être transmis de génération en génération, éclairant et inspirant les peuples et les dirigeants africains dans l'édification d'un continent uni, prospère, sujet de sa propre histoire et, pour l'humanité, source d'espoir.

Plus qu'un moment festif, la célébration de ce cinquantième anniversaire est donc l'occasion de rendre un hommage mérité aux inspirateurs et aux pères fondateurs de l'Organisation de l'Unité Africaine, aujourd'hui Union Africaine, d'évaluer le chemin parcouru dans la matérialisation de leur vision et de convenir, au regard des enjeux et des défis, présents et à venir, des nouveaux objectifs à atteindre ensemble et des moyens pour y parvenir.

Comme en témoignent la victoire sur le colonialisme et l'apartheid et la mue de l'Organisation de l'Unité Africaine en Union Africaine, des succès remarquables ont été enregistrés au cours des cinquante ans d'existence de notre organisation. La quasi-totalité des nations africaines ont en effet accédé à l'indépendance et à la souveraineté internationale, les dictatures et régimes à parti unique qui avaient proliféré au lendemain des indépendances ont été balayés, la démocratie et l'Etat de droit n'ont cessé de progresser et de se conso-

lider, les fondamentaux n'ont jamais été aussi rassurants quant aux perspectives de croissance économique et la marche du continent vers plus d'unité s'est affermie et accélérée.

Il n'en reste pas moins plusieurs défis majeurs à relever, tant au niveau des Etats, du continent que de la planète. Défis de l'intégration africaine, du respect absolu des droits humains, de la bonne gouvernance, du développement socio-économique et de l'amélioration des conditions de vie des populations ; défi plus global du développement durable sous ses principales déclinaisons : la faim, l'accès à l'eau, le réchauffement climatique, la demande en énergie propre, la gestion responsable des ressources naturelles et des écosystèmes, la paix et la sécurité pour tous.

Par-delà la volonté, l'Afrique a les moyens de relever les défis de son intégration et de son développement. Elle a aussi amplement les moyens de contribuer, de manière déterminante, à ce que soit relevé le défi de la survie de l'humanité.

Dans un cas comme dans l'autre, il est impératif qu'elle ait confiance en elle et qu'elle fasse preuve de courage. Courage pour résister à la tentation facile du populisme, du repli identitaire et du nationalisme étroit. Courage pour revendiquer son rôle et assumer sa place sur l'échiquier international.

Il est tout aussi impératif qu'un acquis très important soit préservé et consolidé. Il s'agit de l'édifice normatif érigé par l'Union Africaine et qui a permis de prévenir et de gérer les conflits intra et inter-Etats, ainsi que les nombreuses tentatives de déstabilisation qui,

---

autrement, auraient menacé l'existence-même de nos jeunes Nations et rendu illusoire le projet panafricaniste.

Je pense particulièrement aux principes fondamentaux, consacrés par la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine, confirmés par l'Acte Constitutif de l'Union Africaine et réaffirmés, à chacune de ses sessions, par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de notre organisation continentale :

- Le principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation ;
- Le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre état et de l'interdiction de toute subversion ;
- Le principe de la résolution pacifique des différends et conflits interafricains ;
- La condamnation sans appel de tout changement de pouvoir par des moyens non constitutionnels et de toute rébellion armée, quelles qu'en soient les justifications.

Le strict respect de ces règles de bonne conduite auxquelles nous avons tous souscrits, aurait pu éviter à nos pays les tragédies violentes qui ont emporté d'innombrables vies humaines, détruit infrastructures et capital physique, mis à rude épreuve la cohésion nationale et retardé le développement, hypothéquant ainsi la crédibilité de notre Union et de son projet.

Au moment où nous célébrons le jubilé de notre organisation commune, il est essentiel que chacun de nos états renouvelle son adhésion scrupuleuse à ces principes cardinaux et que notre Union en soit, plus que jamais, le gardien vigilant, de manière à créer les conditions d'une paix durable, de la stabilité et du développement partagé dans chacun de nos États et entre ces derniers, à redonner tout son sens au panafricanisme, à faciliter la renaissance du continent et à permettre à ses filles et fils de jouir pleinement des fruits de la liberté et de leur travail.

C'est à ce prix que l'Afrique, berceau de l'humanité, assumera son destin, celui d'être le centre et non la périphérie du monde.

C'est à ce prix que nous nous montrerons dignes des pères fondateurs de notre organisation et que nous traduirons dans les faits ce serment prophétique et mobilisateur de l'un d'entre eux, mon compatriote Patrice-Emery Lumumba : « *L'Afrique écrira sa propre histoire et elle sera au nord et au sud du Sahara une histoire de gloire et de dignité* ».

Aujourd'hui comme hier, la République Démocratique du Congo, mon pays, réaffirme son engagement et sa détermination à œuvrer, de concert avec tous les pays frères du continent, pour que s'accomplisse cette prédiction de son héros national.

Ensemble, unis et déterminés, tout est possible !

**Son Excellence Ismail Omar Guelleh,  
Président de la République de Djibouti**



Lorsqu'en 1963 nos aînés signèrent l'acte de Naissance de l'OUA, aucun d'entre eux ne pouvait préjuger de l'Avenir d'une organisation dont la venue au monde, attendue, espérée et enfin réalisée n'avait de sens que parce qu'elle cristallisait la promesse d'une Afrique Unie en quête vers son progrès et son développement. 50 ans après, cette grande aventure panafricaniste poursuit son cheminement malgré les obstacles et les difficultés de parcours. Certains d'entre nous se rappellent encore de la ferveur et de l'effervescence qui entourait l'acte constitutif de l'organisation de l'Unité Africaine. Enfin notre continent, divisé en morceaux par la rapacité coloniale lors de la conférence de 1884 à Berlin, prenait conscience de son caractère indivisible ! Enfin notre continent, instrumentalisé à la conférence de Yalta pour les besoins stratégiques de la guerre froide, osait afficher son identité et sa neutralité !

L'ambition était alors à la hauteur des espérances soulevées. Rendons donc tout d'abord hommage à nos aînés pour nous avoir mis sur le chemin de cet horizon du possible. Depuis ces jours, cette grande quête, commencée par la conquête des souverainetés nationales se poursuit sans relâche. En effet, il est vrai qu'une grande partie de son énergie, l'OUA l'a dépensée dans la décolonisation et la lutte contre l'intolérable régime de l'Apartheid en Afrique du Sud. Mon pays peut témoigner de cet acharnement inlassable de l'organisation puisque c'est aussi grâce à la pression internationale du comité de libération que nous avons pu accéder à notre indépendance nationale en 1977. Cette nécessité de lutter contre les impérialismes de tout bord, cette obligation de débarrasser le continent de tout joug étranger, l'OUA l'a porté jusqu'à son accomplissement. Il faut s'en réjouir et s'en féliciter car rien n'aurait été possible sans ce préalable qui sert aujourd'hui encore de socle à l'unité de notre continent.

Mais malgré ces succès indéniables, reconnaissons quand même que l'OUA, figée dans ses prérogatives et dépassée par les guerres inter et intra\_étatiques, est vite devenue une organisation obsolète dont la voix rouillée ne portait pas assez au sein de la communauté internationale. L'OUA ne répondait plus ; ni aux espérances de ses fondateurs de fédérer les énergies du continent, ni aux exigences du moment de propulser l'Afrique sur la scène mondiale. C'est pourquoi, suite à la déclaration de Syrte en 1999, nous avons opéré la mutation de l'OUA en une nouvelle entité à Durban en 2002.

Cette métamorphose, nécessaire et logique au vu des multiples défis que le continent devait relever porte aujourd'hui encore le flambeau de la Renaissance africaine. Cette nouvelle structure, certes édifiée dans un contexte internationale renouvelé, a le mérite de focaliser tous ses efforts sur l'intégration du continent. Une intégration politique et économique appelée à se réaliser étape par étape, région par région. Nous saluons cette nouvelle méthodologie alliant pragmatisme et réalisme et privilégiant l'harmonisation des blocs régionaux, préalable à l'intégration de l'ensemble. Depuis 2002, notre continent peut se prévaloir d'être adossé à une organisation dont les prérogatives et les compétences élargies permettent de s'impliquer activement dans la Prévention et la Résolution des conflits. Depuis 2002, notre continent peut se réjouir de compter sur une organisation qui le représente dignement dans les grandes négociations internationales. Indéniablement avec l'UA, l'Afrique a effectué un « bond en avant » dans sa quête de Paix et de développement. Mais pour autant ce 50ème anniversaire doit nous servir d'occasion pour développer aussi une perception critique de notre organisation. C'est à ce prix, j'en suis convaincu, que nous arriverons à nous projeter dans le futur et le devenir de notre Continent.

---

En ce temps de mondialisation et de globalisation où la gouvernance du monde s'organise dans des cadres transnationaux, notre Continent a plus que besoin, lui aussi, de s'appuyer sur une structure qui transcende les intérêts morcelés des États, en faveur de l'intérêt général du peuple africain. Cela passe évidemment par le renforcement institutionnel de l'UA et, n'hésitons pas à le dire, par un transfert de certaines souverainetés nationales à la Commission de l'UA. En effet, sans raviver le débat polémique entre souverainistes et fédéralistes, nous devons trouver un « compromis dynamique » pour permettre à notre Continent de jouer sa partition dans le concert de la mondialisation. C'est en enclenchant ce processus de souveraineté partagée, pour le bien de nos peuples que nous mettrons fin à l'Afrique des voix par la voix de l'Afrique. C'est toujours cette logique transnationale qui pourra venir à bout de l'anomalie diplomatique et du statu quo qui prévaut à l'ONU. En effet, il est fort regrettable que plus de 60 ans après, l'Esprit de Yalta fige les institutions internationales et qu'un continent de plus d'un milliard d'habitants soient sous représentés dans les organisations internationales. Il est temps que la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, tant espérée et toujours repoussée, intègre la voix de l'Afrique en son sein. L'UA doit mobiliser toutes les énergies pour que se réalise cette justice diplomatique. Après l'Afrique des États, faisons le Pari d'une Afrique des peuples qui, avec sa diversité culturelle, refuse l'uniformité mais aspire à une identité digne et assumée. Mais cette Afrique, au delà de la théorie et de l'utopie, ne pourra devenir réalité que si ses dirigeants politiques et économiques développent une vision claire de notre avenir commun. Cette vision doit se décliner tout d'abord dans l'exaltation de notre jeunesse. C'est une chance extraordinaire pour notre continent que d'avoir à sa disposition une telle force jusqu'ici inexploitée ou mal exploitée. Je suis convaincu que si nous actionnons ce levier majeur de développement, notre continent basculera alors dans l'ère de la prospérité. Mais comment procurer à nos

jeunes une santé, une éducation ou encore une formation qui le mette en connexion avec le marché du travail ? Là aussi, nous devons repenser nos politiques nationales et inventer des cadres ambitieux de coopération pour mettre nos efforts en synergie. C'est cette voie de l'efficacité et de la solidarité qui nous aidera à forger notre destin commun.

50 ans après la naissance de l'OUA. Le temps de l'Afrique des partis uniques est complètement révolu. Là aussi il faut se réjouir et s'en féliciter. Les peuples de notre Continent ont montré qu'ils sont capables de transcender les clivages ethniques et de s'épanouir dans la liberté et la démocratie. Aucun retour en arrière n'est possible et l'UA, en bannissant les coups d'État, contribue à l'affermissement de la démocratie sur le continent. C'est le sens de l'Histoire. Nous devons toujours l'encourager et y contribuer. Pendant longtemps, l'Afrique est restée à la marge pour cause d'institutions inadaptées à la bonne gouvernance politique et économique. Longtemps, l'Afrique a été perçue comme un continent de corruption. Il est évident que cette situation a engendré des effets pervers sur le développement des pays et donc du Continent. L'Afrique de 50 ans qui viennent sera définitivement débarrassée, j'en suis convaincu, de ce fléau. L'émergence d'une société civile africaine est un autre motif de satisfaction et là aussi l'UA doit encourager et valoriser les activités des associations plus qu'elle ne le fait actuellement. C'est le gage d'un développement participatif endogène enraciné dans les territoires et les communautés.

Enfin permettez que je conclue cette contribution en affichant une conviction : celle d'un homme politique qui pense que l'Afrique, dans 50 ans, deviendra ce que nous en ferons dès aujourd'hui. Engageons donc notre responsabilité et notre volonté dans cette formidable aventure.



**Son Excellence Mohamed Morsi,  
Président de la République arabe d'Égypte**



Je m'adresse à vous, à ce tournant particulièrement décisif de notre histoire commune pour nous arrêter, l'espace d'un moment, et réfléchir sur le cheminement de notre action et notre lutte communes et sur notre passé, afin de considérer avec fierté les faits que nous avons accomplis, apprendre les leçons et tirer les conclusions de l'expérience passée, et jeter un regard prospectif et explorateur sur le chemin que notre union et notre renaissance africaines devront emprunter.

Nous célébrons, en mai de l'année courante, le cinquantième anniversaire de notre prestigieuse organisation qui, depuis sa création en 1963 et bien que son appellation ait été changée en 2002 de l'Organisation de l'Unité Africaine à l'Union Africaine, demeure au centre de l'action africaine commune, et reste le cadre institutionnel qui accueille le mécanisme universel à travers lequel les aspirations de nos peuples sont traduites en d'ambitieuses stratégies et en plans d'action visant à atteindre nos objectifs communs. En effet, cette prestigieuse organisation a soutenu la lutte des peuples africains tout au long de plusieurs décennies et à travers des époques différentes. Elle a veillé sur l'unité et la complémentarité entre eux en dépit de toutes les difficultés et défendu leurs causes et leurs intérêts dans tous les forums internationaux. La mutation de l'Organisation en Union a été d'ailleurs la preuve du caractère dynamique de notre institution et de sa capacité à s'adapter aux exigences de l'époque qui changent et à répondre aux aspirations de nos peuples à accroître la coopération entre nos États et atteindre le but suprême exprimé dans la vision des pères fondateurs, à savoir le «panafricanisme et la renaissance africaine».

Ce moment est d'autant plus particulier du fait que la commémoration du cinquantième anniversaire de l'Organisation de l'Unité Africaine intervient à un moment où le peuple égyptien entame résolument une nouvelle étape de son histoire honorable de par les immenses sacrifices que ses fidèles enfants ont consentis pour écrire de leur sang une nouvelle page glorieuse de lutte pour la démocratie, et ouvrir par la même occasion la voie de la liberté, de la justice et de la dignité devant leur peuple. L'intérêt et le soutien qu'ont exprimés tous les peuples africains au peuple égyptien lors de la glorieuse révolution du 25 janvier ont été pour nous un appui inestimable qui n'a fait que renforcer notre conviction d'appartenance à un seul creuset humain s'étendant d'un bout à l'autre du continent africain, de Dakar à Mogadiscio et d'Alexandrie à Pretoria, caressant les mêmes rêves et poursuivant les mêmes objectifs et préoccupé par les mêmes difficultés et les mêmes défis.

Notre organisation africaine est témoins aujourd'hui des accomplissements qu'elle a réussis à différents niveaux. L'histoire en effet retient dans une de ses pages les plus glorieuses et les plus honorables l'épopée de solidarité entre les peuples africains pour se libérer du joug du colonialisme, ainsi que le rôle fondamental que l'OUA a joué dans le soutien de la lutte de nos peuples pour accéder à l'indépendance. Les pères fondateurs ont en effet tenu à faire figurer l'élimination du colonialisme dans la charte de l'Organisation entant que l'un des objectifs principaux qu'elle entendait poursuivre. Je ne veux pour preuve du succès de notre organisation à ce niveau que l'accroissement du nombre d'États membres de 33 États lors de sa création à 54 États jouissant tous aujourd'hui de la liberté et de l'indépendance.



L'Égypte a été au centre du mouvement de solidarité africaine contre le colonialisme. Persuadée que l'indépendance de tout pays africain ne peut être achevée que par la libération de tous les peuples du continent, l'Égypte n'a ménagé aucun effort pour soutenir et appuyer par tous les moyens les mouvements de libération qui ont fait de la ligue africaine établie au Caire en 1956 leur siège. D'ailleurs c'est du Caire que les radios émettaient leurs programmes en langues africaines pour attiser l'esprit de révolution contre le colonialisme dans toutes les régions de l'Afrique.

Les efforts de notre organisation visant à établir des mécanismes à l'échelle continentale pour approfondir les liens de coopération entre les États africains dans les différents domaines se sont accrus pour donner lieu à une action africaine commune qui s'est traduit dans plusieurs accomplissements:

- S'agissant de la paix et de la sécurité, l'Organisation a pu établir des principes fondamentaux pour faire face aux défis que confrontent les États et les peuples du continent, à savoir préconiser « des solutions africaines pour les maux africains ». Le mandat de l'Organisation a également été renforcé pour lui permettre d'intervenir afin d'assurer la protection des peuples africains dans des cas déterminés telles que les crimes de génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. À cet effet, l'Égypte a abrité le sommet africain de 1993 lors duquel un mécanisme de gestion et de résolution des conflits en Afrique a été mis en place en vertu de la déclaration du Caire, donnant lieu ultérieurement, avec la création de l'Union Africaine, à l'établissement de l'architecture africaine de paix et de sécurité – avec ses quatre composantes: le Conseil de Paix et de Sécurité, la Force Africaine en Attente, le Mécanisme d'Alerte Précoce Continental et le Conseil des Sages Africains – comme étant le cadre de règlement de toute crise que le continent viendrait à traverser et de gestion des différents risques qui pèsent sur sa sécurité. Le rôle de dirigeant qui anime actuellement l'Organisation et l'esprit d'initiative dont elle fait montre dans le règlement des conflits africains, ainsi que les sacrifices consentis par les artisans de la paix africains dans les zones de conflit, sont autant de preuves que l'Afrique est désormais capable de résoudre ses problèmes et d'assurer la protection de ses peuples et qu'elle est maître de son destin.
- En ce qui concerne la démocratie et les droits de l'Homme, l'Organisation a su répondre aux aspirations de ses peuples à vivre dans la liberté et avec dignité en mettant

en place un système de valeurs visant à garantir les droits civiques, politiques, économiques et sociaux des citoyens ; à consolider les principes de démocratie, d'alternance pacifique et de participation communautaire et populaire ; à renforcer l'état de droit et la bonne gouvernance ; à assurer la cohabitation et respecter la diversité et à habiliter les femmes et les jeunes.

- Au niveau économique, l'Organisation continue de déployer des efforts soutenus pour renforcer les investissements et le commerce intra-africain, la complémentarité économique entre les États membres et le développement des projets communs de mise en place d'infrastructures pour assurer la liaison entre les États et les régions, ainsi que pour consolider le rôle des communautés économiques régionales entant que l'un des fondements de l'unité africaine et de la complémentarité régionale. L'Organisation apporte en outre aux processus de développement économique, social et humain dans les États africains son appui manifesté dans la mise en œuvre du NEPAD qui constitue une initiative africaine globale de développement marquée par l'appropriation africaine et affirmant la responsabilité que les africains assument quant au développement de leurs sociétés conformément aux stratégies et priorités africaines.
- Sur le plan des relations extérieures de l'Afrique, l'Organisation a su formuler des positions africaines communes vis-à-vis des questions de grande importance afin que le continent puisse s'exprimer d'une seule voix dans les forums internationaux. Elle a également pu tisser un réseau de partenariats internationaux à l'Est et à l'Ouest pour servir de cadre de coopération entre l'Afrique et les différents pays et groupements régionaux. À cet effet, l'Égypte considère avec fierté le rôle de trait d'union civilisationnel et humain entre l'Afrique et le monde extérieur qu'elle a joué, de par son histoire et sa géographie, à travers les âges. C'est dans ce cadre que l'Égypte a accueilli à titre d'exemple au Caire en 1977 le premier sommet afro-arabe qui a amorcé l'un des partenariats les plus anciens et les plus approfondis que l'Afrique ait pu tisser.

Les cinquante dernières années de l'action africain commune ont été riches en accomplissements majeurs qui affirment l'attachement des peuples africains au rang prestigieux qu'ils sont en droit d'occuper parmi les nations. Cependant, les ressources considérables de nos peuples et les aspirations qui les animent appellent à la conjugaison des efforts sincères des africains afin de relever les défis du présent et œuvrer à la réalisation du futur

rayonnant auquel aspirent nos peuples, d'autant plus que les défis actuels ne sont pas moins imposants que ceux confrontés par les peuples africains à l'aube de l'indépendance.

Dans ce contexte, le développement demeure en tête des priorités du continent qui, en dépit des richesses naturelles et humaines immenses dont il jouit, n'a pas encore réussi à assurer à ses peuples l'essor et la prospérité auxquels ils aspirent. Une large tranche de ses citoyens continue à vivre dans la pauvreté et à subir les conséquences des taux faibles du développement humain, économique et social, ce qui nécessite l'intensification des efforts de complémentarité économique et d'intégration régionale et l'activation de la mise en place de la zone continentale de libre échange, afin de consolider la compétitivité des économies africaines face aux autres blocs, affermir leur ancrage à l'économie mondiale et renforcer leur capacité à affronter les troubles financiers.

L'importance de l'Organisation réside également dans son rôle de guide dans les démarches que nous suivons afin de revendiquer un ordre économique plus juste et à visage humain qui reconforte les efforts déployés par le continent en vue d'éradiquer la pauvreté et combattre la marginalisation. Cela est d'autant plus pertinent dans le contexte d'élaboration des nouveaux objectifs de développement pour l'après 2015 qui doivent nécessairement répondre au principe de l'appropriation nationale et tirer les conclusions des obstacles que nombre de pays ont dû affronter dans la réalisation des objectifs de développement du millénaire. En outre, il est impératif de formuler des stratégies nationales de développement qui consacrent la justice sociale et visent en priorité à subvenir aux besoins fondamentaux des citoyens sans distinction entre eux ; ces citoyens étant les artisans et les piliers de la renaissance africaine.

Par ailleurs, en dépit des entreprises que le continent a pu mener à bien en matière de sécurité et de stabilité et de la résolution des crises auxquelles nos pays font face, le coût humain et social faramineux occasionné par ces crises, ainsi que la dilapidation et le gaspillage des ressources du continent en découlant renforcent notre conviction quant à l'importance d'adopter une stratégie préventive qui s'attaque aux causes des conflits et prévient leur déclenchement à travers l'établissement d'institutions étatiques démocratiques, la consolidation des principes de justice sociale et de bonne gouvernance, le respect de la diversité et la lutte contre la pauvreté et la marginalisation et le respect des droits politiques, civiques, sociaux et économiques des citoyens, d'autant plus que le développe-

ment durable dépend de l'établissement de la sécurité et de la stabilité. Pour conserver les bénéfices issus des accomplissements au niveau de la sécurité et de la stabilité, il y a lieu de diminuer la dépendance du continent vis-à-vis du financement étranger, de lui faire atteindre un degré élevé d'indépendance et faire en sorte qu'il compte sur ses propres ressources.

À cette fin, nous continuerons à déployer les efforts visant à mettre en œuvre un nouveau cadre pour nos relations extérieures confirmant le rôle de l'Afrique tant que partenaire principal dans la prise de décision au niveau mondial et comportant sa vision de réforme du système international, y compris la réforme des Nations Unies et du Conseil de Sécurité, afin qu'il soit plus représentatif et empreint des valeurs de justice et de démocratie et de manière à sauvegarder les intérêts de notre continent tels qu'ils sont exprimés dans la position africaine commune et à réparer l'injustice historique dont il a souffert.

Considérant toujours avec fierté son appartenance africaine, et compte tenu du devoir de gardien de l'unité africaine qu'elle partage tant que pays fondateur de notre organisation panafricaine et vu ses contributions tout au long des cinquante dernières années dans l'action africaine commune, l'Égypte souligne la priorité qu'elle accorde constamment aux causes africaines, non seulement en raison des considérations historiques et des liens humains qui lient nos peuples, mais aussi en raison de sa conviction inébranlable quant à la communauté de l'histoire et du destin. L'Égypte s'engage ainsi à continuer de servir les causes africaines communes et d'agir avec les États africains frères afin de mettre en place les conditions propices pour que notre prestigieuse organisation puisse connaître davantage de succès et multiplier les accomplissements de manière à répondre aux aspirations de nos peuples et combler leurs vœux de liberté et de prospérité, pour que le citoyen africain, qui est au centre de nos préoccupations et constitue l'ultime cible de nos efforts, puisse prétendre à une vie décente.

En conclusion, la célébration du cinquantième anniversaire de notre organisation est une occasion unique pour exprimer à nouveau notre engagement, non seulement vis-à-vis de nos peuples, mais aussi vis-à-vis de l'humanité tout entière. C'est que les réalités d'aujourd'hui font qu'il est indispensable, voire urgent, de susciter la renaissance de l'Afrique et libérer ses potentialités inestimables afin qu'elle se transforme en pôle de croissance mondiale et en une puissance morale capable de redresser les déséquilibres du monde et

---

de contribuer à mettre en place la réalité à laquelle aspire l'humanité, une réalité empreinte des valeurs de liberté, de justice et de probité, indemne de tout sens d'injustice et de discrimination et imbue des valeurs de fraternité et de coopération entre les peuples qui sont à même d'assurer à l'Afrique sécurité et prospérité durables.

**Son Excellence Obiang Nguema Mbasogo,  
Président de la République de Guinée équatoriale**



Nous avons parcouru un demi-siècle, ensemble comme des frères, la main dans la main pour continuer le rêve des vaillants Père Fondateurs de l'Union africaine. Il n'y avait qu'à parcourir le chemin ; il avait déjà été tout tracé depuis le début.

Lorsque l'Organisation de l'Unité africaine a été créée en 1963, nombre de nos pays étaient encore sous le joug colonial. Cependant l'idéal du panafricanisme remuait tous nos cœurs. Et chacun de nous espérait le moment venu adhérer librement à notre organisation continentale pour contribuer à son développement.

Les principes pour lesquels notre organisation a été créée, entre autres favoriser l'intégration tant politique qu'économique de l'Afrique et renforcer les liens entre nos Etats membres, doivent continuer à prévaloir et doivent être chaque fois consolidés.

Les pères fondateurs de l'Organisation de l'Unité Africaine, aujourd'hui Union Africaine, ont été les auteurs d'un acte héroïque et cela, malgré les conséquences prévisibles à une époque où les colonisateurs résistaient à la volonté d'indépendance des peuples africains. Ils ont pris cette grande décision, cette grande responsabilité avec tous les risques que cela supposaient. À ces pères, nous devons rendre le plus grand hommage.

Cependant, je crois que le meilleur hommage que nous puissions leur rendre est celui de ne jamais trahir leurs idéaux, notamment celui de bâtir une Afrique unie, harmonieuse, solidaire, où l'on vit en sécurité et en paix.

Notre organisation a connu une forte croissance depuis sa création, néanmoins nous sommes conscients de ce qu'il reste encore beaucoup à faire.

Aujourd'hui, l'Union Africaine est le fruit de plusieurs tentatives d'union politique du continent comme que l'Union des États africains en 1958, l'Organisation de l'Unité Africaine en 1963, ou la Communauté Economique Africaine en 1981, qui ont ouvert la voie à la constitution définitive de l'Union Africaine au Sommet de Durban en juillet 2002.

Pour soutenir le programme d'intégration continental, les communautés économiques régionales ont été créées ; cependant leur composition, leur fonctionnement rendent difficile d'atteindre l'objectif premier. Il serait bon de mener une réflexion sur l'adéquation de ces structures, qui permette une réorientation, à l'échelle des cinq régions africaines.

Nous célébrons avec fierté le cinquantième anniversaire de la création de notre organisation continentale, et le thème que nous avons adopté « Le Panafricanisme et la Renaissance africaine » résume tout. Ces cinquante années marquent la maturité de notre continent, ce qui suppose que les africains doivent élaborer eux-mêmes l'ensemble de leur politique de développement. Nous avons grandi et nous devons assumer nous-mêmes notre destin.

C'est pourquoi les pays africains doivent être très vigilants face à cette grave crise économique qui touche les pays européens et que certains s'empresseront d'utiliser comme prétexte pour justifier les menaces à nos pays et les invasions. N'oublions pas que de pareilles tentatives ont eu lieu par le passé.

---

L'Afrique d'aujourd'hui n'est pas celle d'il y a cinquante ans. Nous sommes des pays indépendants, nous avons des institutions qui fonctionnent, des ressources humaines qualifiées, des richesses naturelles suffisantes et surtout la même vision continentale pour l'avenir.

Beaucoup d'entre nous seront d'accord avec moi pour reconnaître que nous avons perdu du temps, énormément de temps en croyant à l'aide d'autres pays alors que nous savons que cette aide n'est qu'un leurre dont la contrepartie a été l'érosion de notre capacité d'indépendance. L'aide n'a fait que nous entraver dans la prise de nos décisions souveraines.

L'Afrique doit maintenir ses relations de coopération avec les autres pays souverains aux fins d'un profit mutuel et d'un respect réciproque.

L'Afrique continue d'être marginalisée et sa voix ne s'entend guère sur la scène internationale. Nous devons pour cela travailler sans relâche avec nos différents partenaires internationaux pour redresser les injustices historiques possibles qui pèsent sur le continent.

Un exemple de ces injustices historiques est l'absence notoire de l'Afrique, un continent tout entier, au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies, ce qui témoigne d'ailleurs ces restes d'injustices et de démocratie fictive qui prédominent encore dans ce monde où tous les pays sont supposés être déjà indépendants.

En définitive, je crois que nous devons en appeler à la responsabilité de tous les acteurs concernés : les États, l'Union Africaine et tous ses organes, les Communautés Economiques Régionales, et les citoyens eux-mêmes, notamment ceux de la diaspora pour défendre notre indépendance qui nous a tant coûté, lancer des initiatives pour réaliser l'union effective du continent et entreprendre des projets panafricains de solidarité, de développement économique et social dans le but de garantir un plus grand bien-être à nos populations, tout en restant constamment dans le droit fil de la dynamique du monde actuel.

**Son Excellence Isaias Afwerki,  
Président de l'État d'Érythrée**



Alors que nous commémorons le cinquantième anniversaire de l'OUA/UA sur le thème «Panafricanisme et renaissance africaine» et réfléchissons posément à la position qu'occupera notre continent dans la hiérarchie mondiale d'ici 50 ans, je crois personnellement que les vicissitudes de notre passé et l'énormité des défis multiformes auxquels nous sommes confrontés à l'heure actuelle ne doivent, en aucune façon, faire ombrage à l'immense potentiel que recèle l'Afrique et aux meilleures perspectives de croissance énergétique, soutenue et complète dans les cinquante prochaines années.

Certes, le bilan de ces cinquante dernières années n'est ni rose ni globalement positif lorsque notre performance continentale est évaluée en termes comparatifs par rapport aux principaux indicateurs économiques, politiques et sociaux. Notamment, la part de l'Afrique dans le commerce mondial reste à un taux dérisoire de 3% ; les investissements étrangers continuent d'être orientés vers les industries extractives ; les conflits intra-étatiques et internes continuent de faire des ravages dans nos sociétés ; la pauvreté, les privations et les maladies affligent la majorité de nos citoyens et, notre potentiel en matière d'innovation continue d'être érodé par une fuite des cerveaux handicapante. En un mot, la marginalisation, avec toutes ses incidences économiques, politiques, sécuritaires et sociales, a constitué le sort de l'Afrique pendant une bonne partie de notre existence en tant que communauté d'États indépendants.

Mais cette histoire plutôt sombre ne doit pas jeter son ombre noire sur le nouveau récit, plus lumineux, que nous aspirons à formuler et à voir cristallisé dans la prochaine tranche de cinquante ans de notre parcours collectif. Cela nécessitera, bien sûr, la définition de

politiques, stratégies et programmes d'action appropriés et visionnaires au niveau des trois piliers complémentaires de notre architecture institutionnelle continentale : l'État-nation, les organes régionaux de coopération économique et l'Union Africaine. Inutile de préciser que la formulation de politiques, de programmes et d'arrangements institutionnels nouveaux ou révisés dépendra de l'évaluation critique de nos performances antérieures ainsi que d'une lecture correcte et réaliste des évolutions et des tendances de l'environnement mondial au sens large. Dans cet état d'esprit, permettez-moi de vous présenter brièvement le point de vue de l'Érythrée dans l'espoir modeste de contribuer au débat animé qui se profile déjà à l'horizon en ce moment historique majeur.

1. Politiques nationales indépendantes : Les positions tranchées défendues par les Groupes de Casablanca et de Monrovia au moment de la création de l'OUA en 1963 ont peut-être quelque peu perdu de leur éclat d'origine à notre époque, où règne un consensus presque universel sur le caractère indispensable de l'État-nation comme élément constitutif de toute coalition régionale quelle qu'elle soit. En effet, les considérations abstraites d'ordre économique sur l'optimisation ou les réflexions sur la croissance économique ne sont pas les seuls facteurs déterminants dans des sociétés complexes où les identités nationales, ethniques, culturelles, historiques ainsi que les dispositions psychologiques, les affiliations et les allégeances sont bien plus importantes et dépassent le calcul à caractère purement économique. Ainsi, selon toute probabilité, l'Afrique ne formera pas une entité politique unique dans les 50 prochaines années. Les États-nations et les blocs économiques régionaux demeureront les éléments constitutifs de l'Union et les points d'appui essentiels pour le développement économique et le progrès social. Ce qu'il faudra mieux



explicitement, ce sont donc les politiques et les programmes élaborés au niveau des trois piliers distincts afin de parvenir à une meilleure synergie et complémentarité, des questions sur lesquelles je vais revenir plus tard. En ce qui concerne les États-nations, l'expérience des cinquante dernières années a été, en grande partie, celle d'une dépendance vis-à-vis d'acteurs extérieurs dominants en ce qui concerne l'inspiration et l'orientation des politiques. En matière de développement économique, les pays africains n'ont pas eu beaucoup de latitude pour discuter de leurs propres modèles adaptés à leurs situations en dehors des «orthodoxies» prônées par les Institutions de Bretton Woods et/ou d'autres bienfaiteurs. Des perspectives idéologiques polarisées dans le contexte mondial de la guerre froide dans un environnement bipolaire ont ensuite inspiré et déterminé le discours politique et les modèles de gouvernance politique, tout comme les institutions étatiques en Afrique, pendant une bonne partie de ces cinquante dernières années. Cela doit changer, afin que l'Afrique puisse retrouver son âme, tracer sa propre voie de développement et améliorer son statut mondial. Les tendances économiques mondiales sont également révélatrices des changements de fond en cours. L'Asie et l'Amérique latine seront de plus en plus des acteurs de premier plan sur la scène internationale au cours des cinquante prochaines années. Les possibilités et la latitude pour agir ainsi offertes à l'Afrique sont des facteurs qui doivent figurer dans nos réflexions alors que nous élaborons des approches de développement et des modèles politiques de bonne gouvernance qui sont mieux adaptés à nos réalités spécifiques.

2. L'Architecture de paix et de sécurité : la paix et la sécurité sont manifestement des pré-requis à tout développement économique et au bien-être de nos peuples. La prévention et le règlement des conflits restent, en effet, le talon d'Achille de l'Afrique à ce jour. Le bien fondé d'une action concertée principalement pour prévenir les conflits et les résoudre de manière efficace si et quand ils éclatent est donc trop évident pour mériter de plus amples explications. Aussi bien en vertu de son Acte Constitutif qu'à travers des résolutions et protocoles ultérieurs, l'Union Africaine a remplacé le principe et la pratique traditionnels de « non-ingérence de tout État membre dans les affaires intérieures d'un autre État » de l'OUA par le concept de « non-indifférence » en cas de « génocide, nettoyage ethnique et crimes contre l'humanité ». L'Union Africaine a également créé les institutions nécessaires (le Conseil de paix et sécurité, le Système d'alerte précoce pour prévenir les conflits, le Groupe des sages et la Force africaine en attente) pour renforcer ses missions de rétablissement et de consolidation de la paix. Il se dégage toutefois des guerres en So-

malie, Libye, Côte d'Ivoire et au Mali un récit différent de ce qu'on laisse entendre dans les locaux et structures opérationnelles de l'architecture de paix et de sécurité de l'Union Africaine. Les principaux acteurs, dans tous ces cas, ont été et continuent d'être des puissances extérieures ; les agendas sont également principalement extrinsèques et ne coïncident pas toujours nécessairement avec les intérêts des peuples et des nations concernés ou de l'Afrique dans son ensemble. Le fait que l'essentiel des besoins de financement des efforts de rétablissement et de consolidation de la paix déployés par l'Union Africaine dépendent de nos partenaires extérieurs est un facteur qui explique cette singularité. De grandes questions de dépendance structurelle, la prolifération des bases militaires étrangères et différentes alliances entre des pays africains pris individuellement et des grandes puissances extérieures (L'AFRICOM dispose aujourd'hui de bases ou d'une présence militaire pré-positionnée dans 35 pays africains) sont l'expression d'autres maux plus profonds qui exigeront des remèdes adéquats si l'on veut que l'architecture de paix et de sécurité de l'Afrique maintienne son indépendance et que l'Afrique agisse sur la seule base de ses prérogatives et de considérations juridictionnelles.

3. Les blocs économiques régionaux : La proximité géographique, les affinités culturelles plus marquées, la complémentarité économique, les économies d'échelle et les intérêts vitaux de sécurité font partie des principaux paramètres qui ont toujours suscité la création et la consolidation d'associations économiques régionales sur le continent. Étant donné que l'union politique de l'Afrique est un idéal qui ne peut être envisagé que dans un avenir lointain, les communautés économiques régionales doivent constituer les pièces maîtresses d'entités politiques, économiques et de sécurité beaucoup plus soudées dans un avenir proche au sein de ce qu'on a appelé l'approche modulaire à l'ultime unité politique de l'Afrique. Mais la tendance récente semble révéler la création de nouveaux blocs économiques régionaux avec chevauchement d'adhésions et de mandats : l'IGAD, la CAE, la CEN-SAD, la SADC, le COMESA, etc. Le gaspillage potentiel de ressources et d'efforts que cette configuration régionale non régulée est susceptible d'occasionner pourrait donc être une tâche qui nécessite une appréciation impartiale afin d'élaborer des formules viables à l'avenir. Sur un plan plus concret, les communautés économiques régionales sont les véhicules les plus appropriés pour maintenir de façon agressive la connectivité aérienne, maritime et terrestre de l'Afrique. Alors que beaucoup est en train d'être fait dans ce sens, les investissements nationaux et régionaux doivent être canalisés en fonction des objectifs

et des calendriers clairement définis pour assurer des progrès dans toutes les régions selon des calendriers précis.

4. Les lignes de fracture en Afrique et les nouveaux problèmes: Alors que nous considérons les modalités et le calendrier de la coopération économique régionale et l'unité africaine, la réalité dans les pays africains pris individuellement demeure extrêmement préoccupante en raison de l'approfondissement des tendances centrifuges de polarisation des minorités ethniques/religieuses, des discordes et des querelles. Ces questions constituent des lignes de fracture graves qui ont un impact corrosif sur le tissu de nos sociétés et sur les efforts de construction d'une nation. Les remèdes se trouvent, notamment, dans des politiques inclusives et des programmes de développement équitable et de justice sociale que nos différents gouvernements doivent poursuivre avec tout le sérieux requis et la cohérence nécessaire. Les politiques de courte vue d'institutionnalisation de l'ethnicité, ainsi que les pratiques inopportunes qui perpétuent la polarisation de la société selon des démarcations ethniques et religieuses pour des gains électoraux ou autres immédiats, doivent donc être éliminées si nous voulons vraiment cultiver l'harmonie sociale qui est essentielle à la stabilité interne, au progrès économique et au développement durable dans nos sociétés.

5. Forger des liens étroits avec la diaspora : la diaspora africaine, dans le sens le plus large du terme, n'est pas seulement très importante en termes quantitatifs, mais elle peut aussi constituer une source essentielle d'investissement, d'expertise technique et de véritables partenaires pour impulser un développement conjoint en particulier avec les pays abritant une forte diaspora africaine. Les cinquante prochaines années peuvent en effet s'avérer

être des moments favorables pour inverser la tendance à la fuite des cerveaux observée dans le passé.

6. Le renforcement de la mobilisation mondiale de l'Union Africaine: Les principales fonctions de l'Union Africaine au cours des cinquante prochaines années ne consisteront pas en l'élaboration de politiques et d'institutions pour l'unité politique et économique immédiate de l'Afrique. Les tâches d'intégration économique resteront du ressort des communautés économiques régionales. Mais l'Union Africaine peut sans doute jouer un rôle plus important dans la défense des intérêts vitaux de notre continent dans les domaines et négociations relatifs aux régimes de commerce équitables, au changement climatique et pour d'autres grands enjeux mondiaux qui influent sur les trajectoires et les défis du développement de l'Afrique. L'Union Africaine va gagner en pertinence et en puissance si elle se concentre moins sur les structures et les programmes d'une unité continentale ambitieuse qui ne sera pas atteinte, de façon réaliste, selon le présent calendrier et bien plus sur une division du travail efficace avec les communautés économiques régionales pour les fonctions et les objectifs qui peuvent être mieux réalisés au niveau local.

En conclusion, les riches dotations et ressources de l'Afrique, sa démographie, les avantages de la révolution des TIC et de la mondialisation, l'investissement cumulé des pays africains dans leur capital humain, ainsi que des programmes réalistes et réalisables de développement des infrastructures et de la connectivité que l'Afrique a déjà entrepris, et qui peuvent être accélérés dans les prochaines décennies, peuvent permettre à l'Afrique de faire des progrès réguliers et remarquables au cours des cinquante prochaines années.



**Son Excellence Ali Bongo, Ondimba,  
Président de la République Gabonaise**

En adoptant l'Acte Constitutif de l'Union Africaine au Sommet de Lomé au Togo au cours de l'année 2000 et en mettant en place en 2001 le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), les Chefs d'Etats et de Gouvernement africains, avaient pour objectifs de se séparer des derniers vestiges du colonialisme, de renforcer l'unité et la solidarité des Etats africains, de coordonner et d'intensifier la coopération en faveur du développement, de défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats membres et de favoriser la coopération internationale.

Cette première étape a ouvert la voie à la création de l'Union Africaine, Organisation dont les valeurs reposent sur une vision partagée d'une Afrique renaissante, unie et moderne susceptible de devenir un acteur majeur et audible tant sur la scène continentale qu'internationale.

C'est avec un sentiment de fierté que les Peuples d'Afrique et leurs dirigeants constatent les progrès significatifs réalisés par l'Union Africaine dans la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité sur le Continent, conditions préalables et nécessaires à la mise en œuvre de son programme de développement et d'intégration.

Le renforcement des capacités de l'Afrique en matière de prévention et de résolution des conflits à travers l'Architecture Africaine de Paix et de Sécurité (APSA), la participation de notre Continent aux opérations conjointes de maintien de la paix avec les Nations Unies à l'instar de la MINUAD, le déploiement des opérations africaines telles que l'AMISOM, ainsi que les nombreuses médiations menées de part et d'autre sur les différents théâtres d'opé-

rations, donnent la preuve tangible de l'engagement collectif et concerté de nos Etats dans l'instauration de la paix et de la sécurité sur notre Continent.

Au plan économique, nos efforts collectifs sont orientés vers le renforcement de l'intégration du Continent; l'Objectif vise étant la mise en place de véritables économies susceptibles de favoriser une meilleure qualité de vie de nos populations. C'est à juste titre, le rôle que jouent nos Communautés Economiques Régionales (CER) avec néanmoins, des résultats diversement appréciés.

La diversification des partenariats stratégiques, à l'image de ceux développés avec l'Union Européenne, la Turquie, la Chine, le Japon, l'Inde et la Corée, l'accélération du commerce intra-africain, et la promotion des Nouvelles technologies de l'information et de la Communication, sont autant de domaines qui constituent les piliers de la vision de la renaissance africaine dont le NEPAD est l'élément moteur.

Nous devons par ailleurs, nous féliciter de la prise de bonne gouvernance, de démocraties et du respect des Droits de l'homme, valeurs universellement partagées sur la scène internationale.

Toutefois, la renaissance africaine doit aussi conduire notre Continent à se départir de sa trop grande dépendance donc de sa vulnérabilité à l'égard de ses partenaires. Dans cette optique, il nous revient de prendre en charge notre propre destin en finançant notre développement.

Le Gabon adhère à cette option stratégique et participe à toutes les initiatives visant à rechercher les sources alternatives de financement préconisés par l'Union Africaine, étant convaincu que le financement innovants nous inscrirons j'en suis persuadé, sur la voie de l'autonomisation et de la responsabilisation.

Solidaire de cette vision panafricaniste, le Gabon entend également contribuer à la renaissance de l'Afrique à travers son Plan Stratégique Gabon Emergent dont l'ambition est de le hisser au rang des pays émergents à l'horizon 2025.

Ce plan vise entre autres, à promouvoir une économie verte basée sur le développement durable et la protection de l'environnement. C'est ce volet qui a conduit le Gabon à faire inscrire dans le Plan stratégique 2014-2017 de l'Union Africaine, une priorité consacrée à la préservation de l'environnement et de lutte contre le changement climatique.

Nous devons dès lors, conjuguer nos efforts pour parvenir à l'élaboration d'un instrument juridique continental visant la gestion rationnelle et saine des ressources naturelles, la protection du patrimoine forestier et des espèces animales.

Le salut de l'Afrique passé nécessairement et résolument par sa renaissance politique, sociale et économique. Le Gabon comme beaucoup d'autres Etats, s'est bâti sur les idéaux et les valeurs du panafricanisme. Il entend continuer à se développer et s'affirmer selon les principes de la renaissance africaine.

C'est le lieu ici d'appeler tous les pays africains à continuer à œuvrer pour confirmer cette dynamique impulsée à l'orée du deuxième millénaire. À cette fin, nous devons agir en faveur d'une Afrique qui réponde pleinement aux aspirations des hommes, des femmes et de la jeunesse africaine.

Face aux multiples défis internes et sous-régionaux que nous devons relever, l'Union Africaine doit pouvoir proposer des solutions aux problèmes auxquels nous sommes confrontés. C'est à cette seule condition que notre Organisation continentale pourra effectivement se concrétiser et faire entendre sa voix dans le concert des nations.

Vive le panafricanisme, Vive la renaissance africaine.



**Son Excellence Yahya A. J. J. Jammeh,  
Président de la République de Gambie**

ouange à Dieu le Tout-Puissant qui nous a donné cette occasion de célébrer le cinquanteaire de l'OUA/UA et de réfléchir sur l'évolution de l'Organisation après cinquante ans d'existence. En tant qu'Africains fiers de l'être, les Gambiens sont ravis de se joindre à leurs concitoyens du continent et de la diaspora pour célébrer le 50e anniversaire de la fondation de notre organisation continentale, le 25 mai 1963, célébration placée sous le signe du panafricanisme et de la renaissance africaine.

En plus de mieux sensibiliser le public à l'OUA/UA, il s'agit de rendre hommage aux fondateurs de l'Organisation, notamment Osagyefo Kwame Nkrumah, qui a eu ces paroles stimulantes et prophétiques, je cite:

« Tant de bienfaits découlent de notre unité, et tant de désastres découleront de notre désunion »

Ayant participé aux efforts et aux progrès en vue de réaliser la vision d'une Afrique prospère, stable et dirigée par ses peuples, nous sommes d'autant plus fiers d'appartenir à la famille africaine que nous abritons, depuis 1989, l'une des institutions phares de l'OUA/UA, à savoir la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Nous sommes également fiers d'avoir été associés à l'élaboration d'un document capital pour l'Afrique, un document historique qu'on nous envie, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, connue sous le nom de la Charte de Banjul. Nous continuerons de faire corps avec l'histoire mouvementée de notre chère organisation, avec ses luttes héroïques et ses réalisations.

Avoir cinquante ans d'existence n'est pas un mince exploit. Nous, Africains, devons à nous-mêmes et à la postérité de rendre un hommage particulier à cette génération de braves hommes et femmes qui ont posé les fondations de l'OUA/UA et marqué l'histoire d'une empreinte indélébile par leurs luttes, leur clairvoyance et les paroles de sagesse qu'ils nous ont léguées. Il nous appartient à présent d'entretenir la flamme en concrétisant leurs nobles aspirations à l'unité et à l'intégration africaines.

D'aucuns peuvent se demander ce qu'il y a à célébrer aujourd'hui. Je leur réponds qu'aujourd'hui nous célébrons la libération de notre continent du colonialisme et de l'apartheid; aujourd'hui nous célébrons la renaissance de l'Afrique en redoublant d'efforts pour restaurer la dignité de notre peuple. Surtout, aujourd'hui nous célébrons la résistance des peuples africains partout, tout cela étant possible grâce à la réelle solidarité africaine si bien incarnée par les pionniers du panafricanisme. En tant qu'Africains et peuples d'ascendance africaine, nous avons surmonté tant d'épreuves qui ont fait que nous nous trouvons là où nous sommes aujourd'hui. Croyant fermement en la promesse de l'Afrique, je me permets d'affirmer que nos meilleurs jours sont à venir.

Au moment où nous célébrons notre renaissance, je voudrais faire part de mes réflexions sur quelques-unes des conditions essentielles à la réalisation de notre prospérité, de notre sécurité et de notre bien-être matériel collectifs. L'Afrique a besoin de ses enfants où qu'ils se trouvent. Ceux-ci doivent assumer leur responsabilité historique dans l'intégration de notre continent en créant une autorité politique supranationale et une société économique dans laquelle chaque Africain est partie prenante. En tant qu'Africains, nous devons

reconnaître et gérer notre diversité comme un atout, tout en nous gardant d'entretenir des intérêts ou des influences extérieurs qui visent à saper notre unité. Cependant, nous continuerons, dans la bonne foi, de travailler et de poursuivre la coopération avec nos véritables alliés et partenaires. Nous défendrons également nos intérêts là où il le faut.

À ce tournant de notre histoire, nous devons nous opposer à toute tentative de polarisation fondée sur la politique d'enclaves sous-régionales ou linguistiques antagonistes. L'Afrique est une, la division entraîne la chute. Que la solidarité africaine imprègne nos relations politiques et économiques et les échanges entre nos peuples. Nous devons nous engager à renforcer vigoureusement les institutions panafricaines que nous avons chargées de transformer nos aspirations en réalité. Ces institutions doivent, de leur côté, opérer une réorientation stratégique de leur mission pour soutenir la vision stratégique africaine de la stabilité et du développement impulsé par les citoyens. Une telle réorientation suppose, je m'empresse de l'ajouter, que nous trouvions des moyens novateurs de compter sur nos propres ressources pour le financement de notre programme d'intégration. Ces moyens existent; utilisons-les donc pour restaurer notre dignité collective. Notre programme d'intégration ne peut pas continuer d'être financé de l'extérieur, car c'est celui qui paie qui commande.

L'intégration de l'Afrique commence au niveau sous-régional, et c'est à ce niveau que doivent être posées les solides fondations de l'unité continentale africaine. Nos investissements dans la paix, la sécurité et le développement continuent de favoriser l'émergence d'un continent stable. Nous devons donc continuer d'utiliser nos propres mécanismes de résolution des conflits privilégiant des méthodes et des valeurs communautaires pacifiques et soucieuses d'égalité, jusqu'à ce que les guerres et les troubles sur notre continent bien aimé appartiennent au passé. Nous ne savons que trop bien à quel point la prévalence des conflits entrave le développement de l'Afrique, sans parler des effets dévastateurs des politiques de désindustrialisation imposées de l'extérieur. Une Afrique pacifique, stable et hautement développée est possible dans les décennies à venir, comme les afro-pessimistes les plus conservateurs le reconnaissent eux-mêmes dans les médias.

Dans notre quête d'une Afrique pacifique, nous devons être vigilants vis-à-vis du rôle des armées étrangères sur notre sol. La militarisation croissante de notre continent ou de ses intérêts peut, à long terme, se révéler être un cheval de Troie. L'Afrique ne peut pas et ne doit pas devenir un continent au service des intérêts militaires étrangers. Nous sommes les

seuls à pouvoir garantir notre propre sécurité, pourvu que nous poursuivions et financions largement notre programme de sécurité commune. La sécurité de l'Afrique ne doit pas être hypothéquée par des intérêts étrangers.

Il y avait des moments où, par frustration, je fustigeais notre Union pour son incapacité à répondre à certaines situations. Ces préoccupations découlent de mon intime souhait de nous voir, nous Africains mieux faire pour résoudre nos propres problèmes. Notre quête de l'excellence sur le continent se nourrira à jamais de ce désir ardent. La critique constructive et l'introspection devraient nous aider dans nos efforts pour matérialiser notre vision d'un continent uni. La bonne gouvernance et la primauté du droit continueront d'être des éléments essentiels de pacification de notre continent.

Au moment où nous nous préparons à inaugurer le prochain cinquantenaire, je vois une Afrique pacifique et stable; une Afrique devenue puissance économique, une Afrique qui se nourrit elle-même et devient le grenier du monde, une Afrique qui procure des emplois et des moyens d'existence décents à son peuple. Je vois une Afrique où les gens jouissent d'une bonne santé et sont très qualifiés dans tous les domaines de compétence pertinents. Du Cap au Caire, de Victoria à Praia, je vois une Afrique qui commerce davantage avec elle-même, ajoute de la valeur à ses produits et investit plus de l'intérieur. Je vois une Afrique plus étroitement interconnectée par voie électronique et par ses réseaux d'infrastructure de pointe. Ce sera une Afrique dont les populations parcourront les grandes étendues sans se heurter à des barrières ni à des restrictions artificielles.

Une Afrique renaissante qui met l'accent sur la promotion de l'esprit d'entreprise chez nos jeunes, en faisant d'eux des modèles pour le reste du monde, tout en déployant d'inlassables efforts pour renforcer leurs capacités et ajouter de la valeur aux abondantes ressources naturelles du continent. Au moment où s'annonce l'aube de notre renaissance, je suis animé d'un profond sentiment de panafricanisme qui, je suis convaincu, transformera nos vies et celles des générations à venir.

L'ESSOR DE L'AFRIQUE n'est pas un mythe. Ce qui nous caractérise restera à jamais notre détermination inébranlable, notre ténacité dans la poursuite de nos objectifs et notre résistance face à l'adversité. Il n'est permis désormais à personne de parler ou de nous définir à notre place. Nous pouvons nous faire entendre, nous en avons les moyens et devons les



---

utiliser. Nos relations avec nos interlocuteurs doivent être fondées sur le respect mutuel et la réciprocité. À l'avenir, nous ne devons plus tolérer, sous quelque forme que ce soit, le moindre affront à notre dignité ou le moindre dénigrement de notre estime personnelle. Je vois une Afrique dont les fils et les filles sillonnent la terre dans la dignité et le respect.

En ces instants heureux et solennels où nous célébrons notre jubilé d'or, permettez-moi de saisir cette occasion historique pour affirmer sans équivoque l'attachement indéfectible de

la Gambie à la pleine réalisation de notre aspiration commune, à savoir faire de l'Afrique un continent intégré, pacifique, prospère et uni. L'Afrique dont la dignité rayonnera partout dans le monde sera une Afrique qui compte sur elle-même. C'est l'union qui fait la force, ou comme on dit en wolof : «Mbollo Moy Dolleh».

Vive l'Union Africaine! Vive l'Afrique Mère!

**Son Excellence John Dramani Mahama,  
Président de la République du Ghana**



« L'indépendance du Ghana est un vain mot si elle n'est pas liée à la libération totale de l'Afrique » (Osagyefo Kwame Krumah – 5 mars 1957).

Mes frères africains,

Les mots célèbres et héroïques cités plus haut du premier Président du Ghana, Osagyefo Kwame Krumah traduisaient l'attachement éternel de notre nation à la vision d'une Afrique libre et unie. Les fléaux de l'esclavage, du colonialisme, de la discrimination et de la marginalisation économique, avaient laissé chez les populations une aspiration profonde à la liberté, à l'unité et à la solidarité. Nous nous sommes identifiés avec la lutte de nos frères et sœurs de descendance africaine partout dans le monde. L'obtention de l'indépendance a suscité chez nous le désir de voir les Africains vivre dans la liberté dans un continent intégré composé d'États africains indépendants.

Étant le premier État en Afrique subsaharienne à se libérer de la colonisation, l'histoire a chargé l'État naissant du Ghana de la responsabilité d'assurer le leadership dans la lutte pour la libération politique, l'indépendance et l'affirmation de soi. En raison des fortes convictions, de la vision et de l'habileté organisationnelle du Président Krumah, le Ghana a mis à la disposition des mouvements de libération du continent des ressources financières, humaines, intellectuelles, politiques et diplomatiques considérables.

Nkrumah s'est largement inspiré des idées de panafricanistes – avec lesquels il a travaillé – comme Marcus Garvey, W.E.B. Du Bois, Georges Padmore et d'autres activistes de la

diaspora qui étaient à l'avant-garde du mouvement mondial pour l'émancipation de tous les peuples africains. Nous considérons que nous avons eu la chance de commencer notre cheminement en tant que nation avec un dirigeant qui avait le courage de ses convictions et qui avait des objectifs clairement définis.

Même si la première génération de dirigeants africains était largement unie dans leur quête d'une unité de destin, il y avait des divergences quant à la manière d'y arriver. En fin de compte, l'idéal d'une union politique continentale immédiate a cédé la place à la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en mai 1963. L'OUA a depuis fourni une plate-forme très appréciée pour l'échange d'idées, la promotion du dialogue, d'initiatives de paix et le maintien de l'unité des objectifs. En tant que membre fondateur de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et de l'organisation qui lui a succédé, l'Union Africaine (UA), le Ghana a toujours partagé les aspirations de l'organisme continental et a été profondément impliqué dans ses combats et ses activités.

Au cours des 50 dernières années, l'OUA/UA a été confrontée à des défis redoutables. Elle a néanmoins à son actif de nombreuses réalisations remarquables. Au moment où nous prenons note des nombreuses insuffisances pour faire en sorte de ne pas commettre les mêmes erreurs, il y a de très bonnes raisons de célébrer nos réalisations et d'être très optimiste quant à l'avenir, à un moment marqué par une croissance économique et une stabilité relative sans précédent.

---

À l'instar de tous les Africains, le Ghana tire une grande fierté de la libération des pays africains du colonialisme, de l'élimination de l'apartheid en Afrique du Sud, ainsi que du développement de la démocratie participative et de l'attachement à la bonne gouvernance partout sur le continent.

Dans des endroits où sévissaient des conflits apparemment insolubles, la paix s'est désormais installée et la démocratie prend racine. Ces changements positifs doivent beaucoup aux efforts inlassables et au dynamisme de l'Organisation de l'unité africaine et de l'organisation qui lui a succédé, l'Union Africaine, grâce à l'établissement de partenariats stratégiques avec les institutions multilatérales et les donateurs bilatéraux.

Il est vrai que l'idéalisme qui a accueilli la naissance de l'OUA/UA a souvent été mis à rude épreuve par les réalités du continent. Ce qu'il convient de souligner cependant c'est que les

expériences des 50 dernières années devraient renforcer notre détermination à consolider cette organisation afin d'en faire une institution plus pragmatique, autonome et répondant mieux à nos besoins. Les enseignements capitaux tirés du passé et les changements positifs que nous voyons sur tout le continent devraient nous inciter à renouveler notre détermination à continuer d'œuvrer à la réalisation de notre vision commune, celle d'une renaissance africaine.

En fin de compte, seule une Union Africaine forte, déterminée et faisant preuve d'ingéniosité, nous permettra de transformer le paysage politique, économique et social de l'Afrique et de faire en sorte que la vision panafricaine d'un continent pacifique, prospère et uni devienne réalité.

**Son Excellence Alpha Conde,  
Président de la République de Guinée**



Mesdames et Messieurs,  
Chers frères et sœurs africains,

Il y a 50 ans, l'Afrique se faisait entendre pour exprimer sa détermination à lutter contre la division et à vaincre le sous-développement.

Elle redisait son refus du colonialisme, son rejet des discriminations de toutes sortes et son engagement sans faille à tout mettre en œuvre pour affermir son rôle dans la gestion des affaires mondiales.

Ainsi naissait, le 25 mai 1963, à Addis Abeba, à la suite de compromise historiques entre différents groupes idéologiques, l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA).

Cette prestigieuse organisation, fruit du combat opiniâtre de grands hommes hors du commun, mettait l'Afrique sur la trajectoire de la maîtrise de son destin, en vue de relever les défis auxquels elle est confrontée.

Certes, l'Afrique a parcouru un long chemin. Force est de reconnaître que notre continent, en dépit d'une conjoncture internationale défavorable, a su mettre en place les institutions nécessaires pour la matérialisation des légitimes aspirations des peuples africains.

Aujourd'hui, le colonialisme est un lointain souvenir, malgré les velléités de remise en cause de nos indépendances chèrement acquises.

L'apartheid, cet anachronisme de l'histoire est vaincu, grâce à l'opiniâtre et au courage de tous les hommes épris de paix, de justice et de progrès démocratique.

L'Afrique reconnaît la nécessité de parler d'une même voix pour relever le défi du développement, si elle veut participer efficacement à l'avènement d'un monde plus juste et plus équitable, propice à une coopération internationale mutuellement avantageuse.

Elle ne peut jouer effectivement ce rôle qu'en assurant la mobilité de ses populations, leur autonomisation, gage d'une véritable intégration, propice à la création d'institutions continentales dans tous les domaines d'activités nous permettant de nous affranchir de la dépendance parfois avilissante.

La création de l'Union Africaine à Durban en 2002, à la suite d'un long processus, constitue une avancée indéniable dans la marche de l'Afrique vers devenir meilleur.

L'Union Africaine a certes enregistré de réels progrès dans la gestion des crises, la promotion de la bonne gouvernance, la lutte contre la pauvreté et les grandes pandémies, ainsi que d'autres fléaux, sources d'instabilités.

Cependant, de nombreux défis restent à relever, en particulier dans le domaine du renforcement des capacités de notre organisation à se prendre en charge pour assumer pleinement son rôle dans la préservation de la paix, de la sécurité et du développement solidaire du continent.

---

Dans ce cadre, l'autonomisation dans certaines prises de décisions, constitue un atout nous permettant de mieux appréhender nos responsabilités pour raffermir notre unité d'action en vue de préserver la paix et la sécurité, promouvoir l'Etat de droit et démocratie.

Nous devons, êtres fiers du Conseil de Paix et de Sécurité (CPS), ce précieux outil, garant de la stabilité du continent et dont les premières actions fondent notre conviction quant à la nécessité de raffermir son rôle.

Il va sans dire que la Force Africaine en Attente (FAA) mérite toute notre attention. De sa fonctionnalité, dépendra, en effet, notre capacité à gérer la problématique de l'Etat de droit, de la préservation et de la résolution des conflits ainsi que de la consolidation de la paix.

Ce qui conforte la charte africaine des droits de l'homme et des peuples. C'est aussi une invite au soutien de la cour Africaine de Justice, symbole de notre volonté de lutter contre l'impunité et d'autres atteintes aux droits et libertés fondamentales.

Notre credo sera aussi le renforcement de notre capacité de négociation avec autres partenaires au développement, la rationalisation des institutions continentales, en s'appuyant sur les communautés Economiques Régionales l'harmonisation de nos politiques pour l'émergence d'une vision et d'une action communes.

Plus nous serons solidaires, mieux nous serons écoutés et davantage nous ferons reculer les frontières de la pauvreté. Nul doute que nous pèserons encore plus dans les affaires internationales, notamment dans la nécessaire démocratisation du système des Nations unies et des institutions internationales ou notre continent devra trouver sa juste place.

L'Afrique renait. Elle s son mot à dire parce que continent de l'avenir, terre des opportunités.

Cette Afrique saura compter sur le dynamisme de sa jeunesse, la créativité de ses femmes et l'apport multidimensionnel de sa diaspora, pour mettre en valeur son immense potentiel historique, culturel, social et économique.

Nous dirigeants, en avons la volonté. Nous devons en chercher les moyens. Il y va de la paix et des sécurités internationales.

La République de Guinée, pionnière des indépendances, membre fondateur de l'OUA et chantre du panafricanisme, a payé un lourd tribut pour l'affirmation de la personnalité et de l'unité africaines.

Elle a été, en outre, de tous les combats pour l'intégration politique et économique en favorisant l'émergence de nombreuses organisations sous régionales et régionales, seule alternative à la stabilité et au développement durable de l'Afrique.

Mon pays réaffirme son indéfectible attachement à la vision des pères fondateurs dont nous saluons la mémoire.

Les générations futures, j'en suis convaincu, s'inspireront de l'exemple de ces illustres devanciers et porteront plus haut l'étendard des valeurs profondes qu'ils ont défendues.

Les dirigeants actuels du continent ont l'obligation de s'approprier cette vision panafricainiste pour une véritable renaissance de notre continent qui a tant besoin de solidarité, dans un monde plus que jamais confronté à une crise systémique dont les répercussions pourraient être encore plus dévastatrices pour l'Afrique, si elle ne parlait pas d'une seule voix.

Les États-Unis d'Afrique constituent l'ultime rempart contre la marginalisation, la seule perche que nous devons saisir pour renforcer notre unité, promouvoir notre développement et asseoir notre force afin d'être au rendez-vous de l'histoire.

Vive l'Union Africaine.

**Son Excellence Uhuru Kenyatta,  
Président de la République du Kenya**



Je saisis l'occasion pour féliciter chaleureusement les États africains à l'occasion du 50e anniversaire de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et celle qui lui a succédé, l'Union Africaine (UA). Le 25 mai est un jour spécial sur le calendrier du continent, pendant lequel nous réfléchissons sur les idéaux pour lesquels l'Organisation a été fondée et où nous célébrons les progrès que nous avons accomplis vers la réalisation de nos aspirations et objectifs collectifs.

Il y a 50 ans, une vague d'optimisme et de détermination a déferlé sur notre continent. Les dirigeants africains, inspirés par une vision panafricaniste d'une union d'États, partageant un désir commun pour le développement socioéconomique, la coopération politique, la promotion des droits fondamentaux et des libertés fondamentales, la réalisation de la paix et de la stabilité, et pour l'élimination des séquelles du colonialisme et de l'apartheid sur le continent, se sont réunis pour fonder notre organe continental, l'OUA.

Au moment où nous célébrons le 50e anniversaire de l'OUA/UA, nous nous remémorons comment les vents du changement ont soufflé sur l'Afrique dans les années 60 et 70, donnant l'élan à l'un des objectifs primordiaux des pères fondateurs – la lutte pour l'émancipation des pays africains et l'élimination de l'apartheid et d'autres formes de racisme en Afrique.

Ces aspirations sont devenues réalités et aujourd'hui l'Afrique est libérée politiquement. Par conséquent je m'associe au reste du continent pour saluer et honorer certains des éminentes personnalités qui ont dirigé la lutte du continent, je veux citer Kwame Nkrumah,

Haile Sellasie, Nelson Mandela, le père fondateur du Kenya Jomo Kenyatta et beaucoup d'autres. Aujourd'hui, les générations d'Africains qui leur ont succédé jouissent des fruits de leurs efforts.

Je salue également la sagesse et la clairvoyance de l'OUA qui a, dès le départ, décidé du respect des frontières telles qu'elles étaient à l'indépendance. Ce principe a énormément contribué à faciliter le règlement des différends frontaliers et a, en outre été consolidé par la Déclaration concernant le Programme frontière de l'Union Africaine qui a mis en place une nouvelle forme de gestion pragmatique des frontières, visant à promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité, et à faciliter le processus de l'intégration et du développement durable en Afrique.

En 2002, l'OUA a tenu à s'adapter à un environnement international de plus en plus complexe et en mutation constante en adoptant l'Acte constitutif de l'Union Africaine. La nouvelle organisation était conçue pour guider le peuple d'Afrique sur une nouvelle trajectoire vers le progrès et le développement en mettant l'accent sur les moyens de traduire les gains de l'indépendance politique en progrès économiques.

L'OUA a reconnu que l'intégration économique du continent était un préalable au développement économique et a soutenu l'établissement des communautés économiques régionales (CER). Leur objectif était de renforcer la coopération économique et commerciale entre les États membres, harmoniser les droits de douane et réduire les barrières commer-



---

ciales, le but ultime étant de créer un marché commun africain. Sous la conduite de l'UA, des progrès considérables ont été accomplis dans la poursuite de ces objectifs.

C'est cette même vision d'intégration qui a conduit à la création d'institutions financières africaines telle que la Banque africaine de développement, la Banque de la ZEP, ainsi que la banque africaine d'import-export. Les banques ont, ces dernières années, de plus en plus joué un rôle moteur pour stimuler le développement sur le continent en finançant des projets de développement et en fournissant des fonds à des institutions financières africaines. Il y a encore un certain nombre de défis à surmonter, mais il est clair, comme en témoigne la croissance économique actuelle sur le continent, que les efforts visant à réaliser une intégration économique effective produisent déjà les résultats escomptés.

L'Afrique a fait beaucoup pour enraciner la démocratisation et l'État de droit. Je tiens à mentionner en particulier la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance dont les objectifs sont notamment de promouvoir le respect des valeurs universelles et des principes de la démocratie ainsi que le respect des droits humains. L'Article 11 de la Charte engage les États parties à élaborer les cadres législatif et politique nécessaires à l'instauration et au renforcement d'une culture de démocratie et de paix.

Inspiré par ces nobles idéaux, le Kenya a adopté un nouvel ordre constitutionnel dont l'élément saillant est une Déclaration des droits très complète ainsi qu'un cadre d'institutions de gouvernance solides et responsables. La mise en œuvre de la Constitution du Kenya de 2010 a été au centre de notre agenda national au cours des deux dernières années. Il m'est agréable de signaler que dans le cadre de ce processus, le Kenya a organisé avec succès les premières élections présidentielles et parlementaires, dans le cadre de la nouvelle Constitution le 4 mars 2013. Ces élections ont été suivies par des observateurs de l'Union Africaine ainsi que d'autres États et organisations. Le suivi continu des élections en Afrique par l'UA a contribué à inculquer et à consolider la notion de gouvernance démocratique sur le continent.

L'UA a également joué un rôle capital dans la résolution des conflits sur le continent. En accordant à des groupements régionaux tels que l'Autorité gouvernementale pour le développement (IGAD), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CE-DEAO) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) un rôle accru

dans la résolution des conflits, tout en maintenant son rôle de contrôle à travers le Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine, l'UA a réussi à trouver des solutions plus pragmatiques et localisées à des problèmes dans différentes régions. La collaboration étroite entre l'Union Africaine et l'Organisation des Nations Unies, qui a abouti au déploiement de soldats de la paix en Somalie et au Darfour, est un autre jalon favorisant la coopération internationale sur des questions de sécurité mondiale.

Il convient, dans la résolution des conflits, d'aborder le lien critique existant entre la paix et la sécurité, la stabilité politique et le développement. Sans la paix et la sécurité, il ne saurait y avoir de stabilité politique et sans cette dernière il ne saurait y avoir ni développement durable ni prospérité. Par conséquent, je félicite l'Union Africaine et ses organes pour leur détermination systématique à s'attaquer aux défis qui se posent dans le domaine de la résolution des conflits.

Tout en nous félicitant de cette évolution, nous devons reconnaître qu'il subsiste des poches d'instabilité et de conflits. Par ailleurs, des millions d'Africains vivent toujours au-dessous du seuil de pauvreté, dans des économies fragiles qui ne peuvent faire face aux taux d'accroissement de la population, tandis que les effets du changement climatique tels que le réchauffement planétaire, la désertification, de graves inondations et sécheresses continuent à faire de plus en plus de ravages. Dans le même temps, des pandémies telles que le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose ne sont toujours pas maîtrisées.

En tant que continent, nous devons de manière collective relever ces défis, ce qui sera un moyen de garantir une vie meilleure à nos populations. En restant unis et en parlant d'une «seule voix», nous pouvons faire du continent un exemple éblouissant d'unité de détermination et de conviction et administrer la preuve que l'Afrique peut être à la hauteur de ces défis et de bien d'autres.

Parlant de l'avenir, au cours des 50 prochaines années, je suis convaincu qu'il n'y a pas de limite à ce que notre continent peut réaliser. Nous appuyant sur la dynamique actuelle de croissance et de transformation en Afrique, je vois un continent qui sera un leader mondial dans les domaines du développement économique, du progrès social et de la pensée politique, où nos économies sont dotées d'une infrastructure reliant sans faille chacun de nos pays aux autres et où il est facile de visiter, de vivre et de travailler dans n'importe quel

pays du continent qu'on choisit. Je vois également une Afrique débarrassée de conflits dans laquelle nos populations vivront dans des sociétés productives, et rivaliseront à qui contribuera le mieux au plus grand développement et au plus grand bien du continent.

Si nous voulons matérialiser ces aspirations, nous devons toutefois ranimer l'esprit du panafricanisme qui nous a galvanisés au moment de l'indépendance en Afrique. Nous devons inspirer nos populations pour que, de nouveau, elles prennent leur destinée en mains, cultivent la foi et la confiance en la capacité de l'Afrique de s'occuper de ses problèmes et de trouver des solutions appropriées pour leur règlement. Pour ce faire, chacun d'entre nous doit fournir les ressources financières nécessaires à l'Union Africaine pour lui permettre de tracer et de poursuivre le programme défini d'un commun accord et réussir dans les tâches qu'elle mène pour mettre en œuvre des programmes favorisant la paix et faisant avancer le développement de ce continent.

Deuxièmement, il nous faut déployer de façon plus efficace, les immenses ressources physiques et humaines du continent afin de créer de la richesse et des emplois pour nos populations. L'Afrique est dotée de ressources naturelles considérables qui doivent être utilisées comme il se doit au bénéfice de nos populations. La population jeune et énergique du continent est également un atout que nous n'utilisons pas comme il faut. Il nous faut investir efficacement dans notre jeunesse et lui fournir l'éducation et le pouvoir économique nécessaire pour que les jeunes deviennent des innovateurs et des entrepreneurs de classe mondiale. Nous avons le devoir d'investir dans nos populations dans leur ensemble pour éliminer tous les obstacles à l'épanouissement personnel des citoyens afin qu'ils puissent réaliser leurs désirs.

Troisièmement, nos frontières ne devraient plus constituer des barrières mais bien des ponts pour des interactions sociales et économiques harmonieuses. Les pays africains

doivent s'employer à mettre en œuvre le programme d'intégration régionale et continentale tel qu'envisagé dans le Plan d'action de Lagos et dans le Traité d'Abuja. Je suis convaincu que c'est seulement lorsqu'il y a une interaction libre de nos citoyens qu'ils peuvent comprendre et apprécier les diverses cultures des uns et des autres et découvrir parallèlement des possibilités qui peuvent être converties en moyens générateurs de richesse. À cette fin, une stratégie d'intégration régionale qui fait appel à la contribution de tous les acteurs, allant du gouvernement jusqu'aux citoyens ordinaires en passant par la communauté d'affaires, est un gage de succès.

Finalement, pour que le potentiel de l'Afrique se réalise pleinement, il est impératif que nous mettions en place l'infrastructure nécessaire pour favoriser une interaction et des échanges sans aucune sorte d'entrave. Il est essentiel d'assurer la connectivité au sein du continent par la route, le rail et les airs. Nous devons également investir dans des approvisionnements énergétiques fiables afin d'abaisser les coûts de fabrication et accroître la productivité tout comme nous devons développer l'utilisation de la technologie de l'information et de la communication pour fournir des moyens meilleurs, plus faciles et plus rapides d'actualiser nos besoins de développement.

J'appelle par conséquent l'Union Africaine à persévérer avec détermination dans sa poursuite d'une Afrique pacifique, stable et prospère. Il se peut que l'émancipation politique, sociale et économique totale de notre continent prenne encore 50 autres années, mais la marche vers la réalisation de cet objectif, doit commencer avec nous. Nous sommes les précurseurs et nous devons construire les fondations et baliser la voie à suivre vers la réalisation des rêves et aspirations de l'Afrique. Si nous travaillons la main dans la main dans le cadre de l'Union Africaine, je suis confiant dans la réussite de nos efforts.

Que Dieu bénisse l'Union Africaine ! Que Dieu bénisse l'Afrique!



Son Excellence Motsoahae Thomas Thabane,  
Premier Ministre du Royaume du Lesotho

Nul autre peuple que celui du continent africain n'a connu autant d'épreuves et d'adversités. L'histoire a exposé les Africains à l'esclavage malheureusement nourri par des complicités africaines, à l'exploitation du colonialisme et à l'apartheid. Le continent a durablement subi la grande pauvreté militairement, politiquement et économiquement causée par des colonisateurs étrangers, et connu les fléaux sociaux les plus odieux que sont les conflits, les épidémies et l'ignorance. Ces humiliations et souffrances collectives ont forgé, dans l'esprit des peuples africains, l'idée d'une identité commune et d'une destinée partagée. Elles ont également suscité, dans les âmes, un sentiment de solidarité panafricaine et un fort désir d'émancipation à l'égard de leur situation peu enviable.

La création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le 25 mai 1963, est venue apporter une réponse à la situation douloureuse dans laquelle l'Afrique se trouvait à ce moment précis de son histoire. L'Organisation avait pour ambition de libérer les Africains de toutes les formes de colonialisme, de discrimination et d'apartheid. Elle favorisait également les échanges visant à promouvoir et à renforcer l'unité et la solidarité chez les Africains, à défendre l'intégrité territoriale et l'indépendance des pays africains et à coordonner les efforts qu'ils déployaient pour améliorer la vie de leurs peuples.

Elle a, ce faisant, réussi à atteindre le principal objectif qu'elle s'était fixé. Par ses efforts inlassables, elle a pu mettre fin à la domination coloniale dans la quasi-totalité des pays et permis aux peuples africains de cueillir les fruits de l'autodétermination. Un pays reste malheureusement en dehors de ce tableau sans tâche. Il s'agit de la République arabe sahraouie démocratique dont les habitants continuent, aujourd'hui encore, de vivre sous

le joug du colonialisme. Il est également regrettable que ce colonialisme soit le fait du Royaume du Maroc, un pays africain frère. La lutte doit donc continuer et notre organisation, achever sa tâche.

À l'heure où l'Afrique célèbre le cinquantenaire de l'Organisation de l'unité africaine, nous tenons à rendre hommage aux défenseurs du panafricanisme dont la vision est à l'origine de cette institution qui a été décisive pour mettre fin au colonialisme et inspirer la génération actuelle. Ces chantres du panafricanisme sont notamment Kwame Nkrumah, Julius Nyerere, Gamal Abdel Nasser, Sekou Touré, Modibo Keita, Ahmed Ben Bella et Patrice Lumumba. Nous saisissons l'occasion offerte pour réaffirmer notre adhésion à leur vision et renouveler notre engagement en faveur des principes qu'ils ont défendus.

L'Organisation de l'unité africaine ne s'est pas exclusivement préoccupée de la libération politique du continent africain. Elle a également affronté les grands défis économiques et sociaux posés, aujourd'hui comme hier, au continent africain. Elle a joué un rôle moteur dans la définition des modèles de développement économique et d'intégration des pays africains. La Déclaration de Monrovia, adoptée en 1979, a fixé les directives applicables à la réalisation de l'autonomie économique collective et du nouvel ordre économique international. Le Plan d'action de Lagos et son Acte final, qui ont été adoptés en 1980, présentent la feuille de route pour sa mise en œuvre. Ces instruments énoncent l'engagement de l'Afrique en faveur d'une action collective pour la mise en œuvre de son nouveau programme sur la croissance et l'intégration économique. Le plan est lié à des échéances et étapes d'exécution convenues. Le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine en 1994, est l'aboutissement

de ces engagements. Ses dispositions continuent, aujourd'hui encore, de modeler les plans économiques continentaux, l'Afrique poursuivant sa vision d'une intégration sociopolitique et économique progressive en s'appuyant sur les communautés économiques régionales devenues les pierres angulaires de la Communauté économique africaine.

L'importance de ces réalisations doit être considérée dans le contexte de l'environnement politique mondial défavorable de la majeure partie du XXe siècle. Cet environnement, marqué par la division du monde en deux blocs idéologiques rivaux, freinait le progrès et favorisait tout à la fois les ingérences étrangères dans les affaires des pays africains, la prolifération des conflits entre les États, les dictatures militaires et la corruption généralisée. Ce n'est qu'à la fin du millénaire, avec l'effondrement de l'Union soviétique et l'arrêt de la Guerre froide, que les relations internationales ont connu une amélioration malgré l'apparition de nouveaux défis.

Notre organisation a réagi positivement et vigoureusement au nouvel environnement politique mondial qui s'est instauré à la fin de la Guerre froide. L'OUA a été transformée en Union Africaine (UA), inaugurée officiellement en juillet 2002, à Durban (Afrique du Sud).

L'Afrique, lasse d'être considérée comme le continent de la pauvreté et de l'instabilité politique, et galvanisée par la nouvelle donne mondiale apparue au tournant du millénaire, ambitionna de prendre en main son avenir. Le peuple africain, en établissant l'Union Africaine, a clairement et énergiquement exprimé le désir de l'Afrique de reprise économique et de restructuration du programme social et politique. Notre organisation a montré la voie en invitant les peuples africains à adhérer à l'idée d'une Renaissance africaine.

Depuis son lancement, en juillet 2002, l'Union Africaine a ainsi établi des institutions qui visent à renforcer l'intégration politique, économique et sociale du continent. Elle a suscité des échanges passionnés en faveur de l'adoption de positions communes et du renforcement des actions collectives pour la résolution des problèmes et défis. Ces défis sont notamment l'élimination de la pauvreté, la réduction des conflits, l'accessibilité à l'éducation, la lutte contre les pandémies, la protection des droits de l'homme, la promotion de la bonne gouvernance et la maîtrise des relations avec le reste du monde. L'Union Africaine a mobilisé les efforts du peuple africain pour l'élaboration de l'Architecture africaine de paix et de sécurité en vue de combattre le fléau que constituent les conflits sur le continent. Elle a

résolument défendu la consolidation de la démocratie, le respect de l'État de droit, la bonne gouvernance et les droits de l'homme parmi ses États membres. Tout changement de gouvernement inconstitutionnel est systématiquement rejeté en raison de la menace qu'il fait peser sur la paix et la stabilité, les deux piliers du développement économique. Les initiatives telles que le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, adopté en 2001, et le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs continuent d'inspirer la quête d'une Afrique dynamique, libérée des conflits et mobilisant ses populations en faveur du développement économique.

Un demi-siècle d'existence constitue une courte période dans l'histoire du continent appelé « le berceau de la civilisation ». L'Afrique peut être satisfaite et fière des réalisations accomplies ces cinquante dernières années. Nos pays doivent toutefois se préoccuper de la forte dépendance de notre organisation à l'égard des financements externes pour ses projets et programmes.

À l'heure où nous portons le regard sur les cinquante prochaines années, notre organisation doit constamment s'inspirer de la vision définie dans son Acte constitutif qui prévoit de bâtir « une Afrique intégrée, prospère et paisible, dirigée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique dans l'arène internationale ». C'est dans cette optique que le processus d'intégration continentale doit s'accélérer et la mise en service de l'Architecture africaine de paix et de sécurité, être intensifiée. Le continent doit donner la priorité aux programmes centrés sur la création d'emplois, l'éradication de la pauvreté et l'auto-suffisance alimentaire en procédant notamment à la modernisation du secteur agricole. La lutte contre les pandémies doit s'intensifier par l'éducation et l'accès à des installations sanitaires améliorées. Notre organisation doit, avant tout, continuer à favoriser le renforcement de la culture de la démocratie et de la bonne gouvernance dans tous les pays.

L'esprit du panafricanisme et le rêve de la Renaissance africaine doivent, durant le prochain demi-siècle, rester vivaces et guider notre continent dans sa quête d'un avenir meilleur pour tous les Africains.

Que Dieu bénisse l'Afrique.



Son Excellence Ellen Johnson Sirleaf,  
Présidente de la République du Libéria

Mes chers frères et sœurs,

La date d'aujourd'hui, 25 mai 2013, marque le cinquantenaire de la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), devenue l'actuelle Union Africaine. Cet anniversaire de l'OUA est l'occasion d'une célébration bien méritée. L'Organisation est une réalisation unique et elle témoigne de la vision, du sens de l'anticipation et de la détermination de ses fondateurs pour ce qui est de promouvoir une intégration continentale régionale aux plans social, économique et culturel.

#### **Le cheminement vers l'unité continentale**

Permettez-moi, chers frères et sœurs, de retracer brièvement le chemin parcouru à ce jour. En juillet 1959, les représentants du Ghana, du Libéria et de la Guinée se sont rencontrés à Sanniquellie, dans le comté de Nimba au Libéria, pour examiner la question de la liberté et de l'unité en Afrique. Le Président William V.S. Tubman du Libéria a accueilli cette réunion tripartite historique où a été évoquée la constitution d'une organisation continentale qui traiterait de façon collective les questions touchant l'Afrique. Le Premier ministre ghanéen de l'époque, Kwame Nkrumah, et le Président Ahmed Sékou Touré de la République de Guinée, dont les pays ont obtenu leur indépendance respectivement en 1957 et 1958, ont ainsi participé à cette conférence historique.

La Conférence de Sanniquellie a permis de poser la première pierre de l'OUA, aujourd'hui Union Africaine. À l'issue de la réunion, un communiqué intitulé « Déclaration de principes » a été publié, proposant la création d'une communauté d'États africains, ouverte à tous les

États et fédérations africains indépendants, avec comme devise proposée « Indépendance et unité ». Le Sommet de Sanniquellie a été suivi par la Conférence de Monrovia en 1961.

Alors que le mouvement indépendantiste gagnait du terrain, de nombreux États ont souscrit à la notion d'unité continentale mais ils n'étaient pas tous d'accord sur la façon de procéder. Deux groupes sont apparus: le premier, le Bloc de Casablanca, voulait un gouvernement continental africain immédiatement; le deuxième, le Bloc de Brazzaville, préférait le concept préconisé par Monrovia d'une approche progressive de l'unité continentale passant par l'intégration et la coopération économique régionales.

La Conférence d'Addis-Abeba, convoquée par l'Empereur d'Éthiopie Haile Selassie I en 1963, a abouti à un compromis dynamique entre les deux groupes et les 32 États africains indépendants présents ont décidé de créer l'Organisation de l'unité africaine. La devise adoptée pour la nouvelle organisation continentale était « L'unité dans la diversité ».

C'est au moyen de cette organisation continentale que l'Afrique s'est unie autour d'une vision d'indépendance politique totale et de libération du continent des chaînes du colonialisme. La libération totale du continent étant en vue, l'OUA s'est de nouveau réunie à Monrovia en 1979 et, aux termes de la Déclaration de Monrovia, a décidé de recentrer l'attention du continent sur l'indépendance économique et de former une communauté économique à l'échelle du continent tout entier.



Cet objectif est pourtant resté en veilleuse pendant 20 ans jusqu'au 9 septembre 1999, date à laquelle les chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine réunis à Syrte, en Libye, ont publié la Déclaration de Syrte qui demandait la transformation de l'OUA en Union Africaine. La décision de Syrte s'est concrétisée à Durban (Afrique du Sud) en 2002 lorsque le Sommet africain a institué l'Union Africaine en tant que successeur de l'OUA.

### **Succès et défis**

Il est à mettre au crédit de l'OUA son rôle de premier plan dans l'élimination du colonialisme et de l'exercice du pouvoir par une minorité en Afrique. Par l'intermédiaire de son Comité de la libération, elle a fourni des ressources financières et du matériel aux territoires colonisés, en particulier en Afrique australe et dans les territoires portugais. Elle a contribué à mobiliser et maintenir l'appui international en faveur de sanctions à l'encontre des régimes d'apartheid et de minorités en Afrique australe. Elle a également réussi à faire valoir et défendre l'intégrité territoriale des États en première ligne face aux risques d'incursion et d'agression par des régimes minoritaires racistes.

En vertu de son principe de respect des frontières héritées à l'indépendance, elle a minimisé les conflits frontaliers entre les États africains nouvellement indépendants. L'OUA a survécu et a résisté aux menaces découlant de la rivalité Est-Ouest ou de la Guerre froide.

Plus précisément, l'Union Africaine, en partenariat avec la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest et l'ONU, a aidé le Libéria à mettre un terme à quatorze ans de guerre civile et joue de nos jours un rôle de premier plan pour maintenir la paix et la sécurité régionales.

Les succès et la résilience de l'OUA pour surmonter les défis et les menaces pesant sur l'unité continentale ont ouvert la voie à son successeur, l'Union Africaine, afin de se concentrer sur les questions éternelles du sous-développement, à savoir le chômage, l'illettrisme, la pauvreté et les maladies, la corruption, la gouvernance démocratique, la transparence et la responsabilisation, le crime et la criminalité transfrontière organisée, la traite d'êtres humains, les changements climatiques, l'égalité entre hommes et femmes et l'autonomisation économique des femmes. Ce sont des questions bien trop importantes pour un seul État et elles exigent les efforts collectifs de tous.

L'Union Africaine promeut le commerce intra-africain et l'intégration régionale comme moteurs du développement durable sur le continent.

### **La reconstruction du Libéria au lendemain du conflit**

L'OUA/Union Africaine a joué un rôle significatif dans le processus de paix au Libéria. En conséquence, nous avons aujourd'hui la paix dans le pays et commençons à faire des progrès réguliers. Cette année marque dix ans de paix non interrompue. Le pays a mis en place des politiques de réconciliation nationale et de consolidation de la paix, ainsi que des réformes macro-économiques rationnelles. En ce qui concerne les OMD, le Libéria a réalisé des progrès remarquables et est bien parti pour réaliser le deuxième objectif qui concerne l'accès universel à l'enseignement primaire. L'augmentation du taux net de scolarisation des enfants dans le primaire enregistré sur une année montre que le Libéria a le potentiel de réaliser l'objectif avant 2015. Le pays est également en bonne place en ce qui concerne le troisième objectif, relatif à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. S'agissant de l'objectif 6, qui porte sur la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies, des progrès notables sont en cours.

Au cours des sept dernières années, l'économie du Libéria a enregistré un taux de croissance annuelle de 6,5 % en moyenne. Nous sommes fiers d'annoncer que, comme nous avons mené à bien les réformes exigées aux termes de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ), la dernière tranche de la dette extérieure du Libéria, représentant 4,6 milliards de dollars, a été effacée des livres à la réunion du Club de Paris du 17 septembre 2012.

S'agissant de l'investissement direct étranger, le pays a mobilisé environ 16 milliards de dollars dans le secteur minier, et nous avons fait intervenir certains des grands acteurs mondiaux, notamment Arcelor Mittal qui a procédé à notre toute première exportation de minerai de fer après 20 ans, alors que China Union, une entreprise chinoise, a elle aussi acquis certains droits d'exploitation.

Après 18 mois de consultations au niveau national et de recherches approfondies, le Gouvernement et le peuple libériens ont adopté, à la Conférence nationale *Liberia Rising 2030*, la Vision du pays à l'horizon 2030 et le programme de transformation visant à nous hisser au statut de pays à revenu intermédiaire avant 18 ans.



### **La lutte de l'Afrique pour vaincre le paludisme**

La lutte contre le paludisme est un autre exemple concret de la détermination de l'OUA/ Union Africaine de combattre les maladies mortelles et de réduire le nombre de décès découlant d'afflictions qu'il est possible de prévenir. J'ai l'honneur d'être la présidente de l'Alliance des dirigeants africains contre le paludisme (ALMA), une alliance de chefs d'État et de gouvernements africains œuvrant pour mettre un terme aux décès dus au paludisme.

Alors qu'il nous reste encore un long chemin avant de vaincre le paludisme, le rapport de 2012 fait état de données encourageantes, signes du déclin régulier de cette maladie, ce qui est un progrès remarquable. Le rapport encourage également les pays à adhérer au traitement combiné du paludisme recommandé par l'OMS, ce qui réduira l'apparition de cas de pharmacorésistance et, en fin de compte, améliorera les chances de survie des peuples en Afrique et dans le reste du monde.

### **Programme de développement de l'après-2015**

J'ai l'honneur d'avoir été nommée par le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, à la co-présidence du groupe spécial d'experts créé à cet égard afin d'écouter les voix de centaines de millions d'Africains et d'autres voix innombrables de toute la planète. Grâce à des consultations approfondies, nous mettons au jour ce que le monde considère comme un programme rationnel et concret de développement qui sera susceptible de faire face à la myriade de dimensions de la pauvreté une fois que les objectifs du Millénaire pour le développement auront atteint leur date butoir en 2015.

### **Leadership des femmes africaines**

L'Afrique peut également se vanter d'une réalisation de première importance en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation économique des femmes. En 2005, la République du Libéria a démocratiquement élu la première femme chef d'État et de gouvernement en Afrique. L'année dernière, notre continent a encore créé un précédent en matière d'auto-

nomisation des femmes lorsque nous avons vu avec joie l'arrivée d'une deuxième femme à la présidence d'un État africain en la personne de ma sœur, Joyce Banda du Malawi. Le continent tout entier a aussi élu Nkosazana Dlamini Zuma première femme présidente de notre organisme continental.

Ces élections sont des étapes historiques dans l'autonomisation des femmes et elles vont certainement inspirer les jeunes femmes africaines à prétendre à des responsabilités plus élevées.

### **Coopération régionale**

L'Union Africaine a fait de l'intégration et de la coopération régionales une pierre d'angle de sa politique de promotion du commerce intra-africain et du développement économique durable. C'est dans cette perspective que nous appuyons les programmes relatifs aux projets de développement des infrastructures régionales comme des télécommunications communes, des autoroutes transnationales et des projets dans le domaine de l'énergie.

En tant que président de l'Union du fleuve Mano, le Libéria reste fidèle à ces approches de l'intégration régionale et appuie pleinement les objectifs de l'OUA/UA à cet égard. Dans la sous-région, nous avons également lancé des initiatives de coopération transnationale en matière de sécurité et des exercices communs de lutte contre la criminalité organisée.

En faisant le bilan de notre parcours ces 50 dernières années, nous pouvons être fiers des progrès significatifs réalisés par l'Afrique grâce à cette organisation continentale. Nous devons donc continuer à avancer et libérer les énergies créatives de tous les peuples de l'Afrique dans l'objectif d'une vie meilleure, de conditions de vie plus saines et de la prospérité pour tous.

Vive l'Afrique! Longue vie à l'Organisation de l'unité africaine et à l'Union Africaine!

**Son Excellence Ali Zaidan,  
Premier ministre de la Libye**



Aujourd'hui 25 mai, tous les peuples africains célèbrent le cinquantième anniversaire de la création de l'Organisation de l'unité africaine/Union Africaine. Cette maison africaine dont les bases ont été jetées par les pères fondateurs – et j'ai l'honneur d'en mentionner un avec un respect et une gratitude tout particuliers, le Prince héritier du Royaume de Libye, qui représentait Sa Majesté le Roi Idris I quand ils se sont réunis à Addis-Abeba ce même jour aux fins d'accomplir un noble objectif – est une source de fierté et de dignité ; et nous avons aujourd'hui une occasion dont nous nous réjouissons de transmettre les sincères salutations du Gouvernement et du peuple libyen à tous les gouvernements et les peuples africains.

En cette heure de célébration, nombreux sont les défis auxquels nos pays et notre organisation sont confrontés aux niveaux régional, international et local, dont la maladie, la faim, la pauvreté, l'analphabétisme; la question se pose de savoir comment réaliser des progrès, la prospérité, le développement durable, l'intégration et l'unité en faisant aboutir la construction des institutions de l'Union Africaine aux fins des objectifs pour lesquels ce grand édifice africain a été créé.

Rappelons-nous ce qu'était le pilier même de la philosophie adoptée par les pères fondateurs et les honorables militants africains dans leur appel à œuvrer à l'unité africaine, unité qui est depuis lors le principe fondamental de la construction d'une solidarité et d'une unité africaines authentiques. Nous y voyons une Union ayant pour vocation d'approfondir la fraternité et l'identité africaines et de définir des priorités, et ayant pour mission première de trouver des solutions aux litiges en Afrique, grâce à des mécanismes efficaces visant à

la stabilité et à la sécurité. Une Union qui s'emploie activement, dans le contexte de préoccupations communes, à aider les membres à accélérer le rythme de développement et la mise en place d'infrastructures et à utiliser de manière optimale nos ressources naturelles et humaines, ainsi qu'à reconstruire et à renforcer la capacité du citoyen africain. Enfin vient l'aspiration à la mise en place d'États bien gouvernés. Cette Union permet de resserrer les rangs plutôt que de diviser, grâce aux dossiers et programmes examinés à ses conférences et sommets. Elle jouit d'une bonne réputation et a la capacité et la volonté de mettre en place une organisation active et cohérente dans les positions qu'elle défend sur la scène internationale ; elle protège et défend les droits de l'Afrique et les aspirations des peuples africains ; elle contribue avec d'autres organisations régionales et internationales à l'édification d'un monde nouveau, marqué par la paix, l'harmonie et une coopération économique basée sur des principes arrêtés ensemble et un véritable partenariat, dans le respect des choix, des capacités et des aspirations de tous les peuples.

Telle est l'Union à laquelle nous aspirons tous et que nous souhaitons voir mise en place, et à laquelle mon pays, la Libye nouvelle renée après la glorieuse révolution du 17 février, pays africain épris de paix, souhaite contribuer pour en faire, avec nos pays frères d'Afrique, une institution fondée sur l'égalité, la justice, le respect des autres et la non-ingérence dans les affaires intérieures. Dans ce contexte de compréhension mutuelle, mon pays tend la main à tous les pays frères pour construire cette Union dans une ère nouvelle d'amour et de confiance mutuelle et réaliser les intérêts communs de nos peuples dans chaque partie de notre terre africaine, loin des vaines querelles politiques, sans imposer des idées, des

---

tendances ou des slogans vibrants vides de sens, inutiles quand il s'agit de construire un pays, sans parler d'un colosse comme l'Union Africaine aux grandes aspirations unitaires.

La Libye nouvelle, qui fonde sa politique étrangère sur des piliers reflétant pleinement nos valeurs humaines, notre identité, nos exigences et nos besoins en matière de sécurité nationale et nos affiliations géographiques, réaffirme aujourd'hui qu'elle ne renoncera ni à son identité ni à ses obligations et responsabilités africaines, et qu'elle appuiera toute tendance visant à construire l'Union Africaine et la démocratie, ainsi que tout effort de régler les

différends et les conflits en Afrique. Elle continuera d'être, comme elle l'a toujours été dans l'histoire et comme le rappelait le chef de notre délégation à la cérémonie fondatrice de l'Organisation de l'unité africaine le 25 mai 1963, la principale porte d'entrée vers l'Afrique. La Libye nouvelle fera de son mieux pour accélérer le rythme de développement du continent et appuiera tout effort visant à construire un meilleur environnement en Afrique, dans lequel prévalent la paix et la sécurité, et à assurer l'avenir meilleur aux peuples, ainsi qu'une coopération fructueuse, la prospérité et la fraternité. Nous œuvrerons conjointement avec vous à renforcer le rôle de l'Afrique et ses espoirs dans le cadre d'une Union Africaine forte.

**Son Excellence Joyce Hilda Mtila Banda,  
Présidente du Malawi**



### **1.0 Introduction**

L'année 2013 revêt une grande signification dans l'histoire de la série d'actions menées par l'Afrique pour assurer l'intégration du continent. L'Afrique célèbre les 50 ans d'une institution créée pour unifier le continent. Le 25 mai marque le Jubilé d'or de cette union continentale. Ce n'est pas seulement un moment de commémoration, mais également une occasion qui nous permet de réfléchir sur ce que l'Afrique devrait être dans les 50 prochaines années. Au moment où nous célébrons les 50 ans de l'Organisation, je voudrais réfléchir sur les résultats obtenus par l'Afrique par rapport aux objectifs énoncés dans la Charte de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et dans l'Acte constitutif de l'Union Africaine (UA).

1.2 J'aborderai les quatre thèmes suivants : la démocratie, l'État de droit et la stabilité politique ; l'intégration économique ; les femmes et le développement ; la paix et la sécurité.

### **2.0 Démocratie, État de droit et stabilité politique**

2.1 Au tout commencement de l'OUA, les Etats membres étaient déterminés à sauvegarder et à consolider l'indépendance si chèrement acquise ainsi que la souveraineté et l'intégrité territoriale des nouveaux Etats africains, et à combattre le néocolonialisme sous toutes ses formes. Aujourd'hui, l'UA reconnaît la nécessité de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et des peuples, de consolider les institutions et la culture démocratiques et d'assurer la bonne gouvernance. L'Afrique a combattu le colonialisme et a obtenu l'auto-détermination mais les principes mêmes de la démocratie et la bonne gouvernance ont été bien souvent ignorés et l'Etat de droit relégué à l'arrière-plan. Les constitutions ont souvent été bafouées ; l'Afrique s'est détournée de la voie menant à la consolidation de la

démocratie ; les résultats des élections ont souvent été contestés ; la corruption s'est installée et des coups d'Etat ont été notés. Voilà l'histoire que l'Afrique ne saurait ignorer. Tirant la leçon de tout cela, l'Afrique entre dans les prochaines décennies, résolue à renforcer ses institutions politiques pour qu'elles permettent aux citoyens de vivre sur un continent en paix et stable politiquement.

### **3.0 Intégration économique**

3.1 La question de l'intégration économique occupe une place centrale dans le discours sur le développement de l'Afrique. Les 50 dernières années montrent que ce dont l'Afrique a besoin, c'est un programme de développement radical qui ne soit ni impulsé ni interrompu par des acteurs extérieurs. La Déclaration de Monrovia suivie du Plan d'action de Lagos ainsi que le Traité d'Abuja, attestent la détermination de l'Afrique à poursuivre la coopération et à réaliser l'intégration économique des Etats du continent. À l'heure actuelle, l'Afrique aurait été autosuffisante et aurait fait preuve d'une forte solidarité, n'eussent été l'influence et la manipulation extérieures. Malgré les nombreux défis qui compromettent les efforts faits par les Africains sur la voie de la coopération et de l'intégration économiques, l'Afrique continue, plus déterminée que jamais dans sa recherche de politiques endogènes, efficaces et efficientes à même d'assurer son autosuffisance totale.

3.2 Au cours des 50 prochaines années, le but de l'Afrique devrait être de donner plus de possibilités à ses citoyens et d'élaborer des politiques endogènes qui servent les intérêts africains. L'Afrique, en tant que bloc, peut négocier son rôle et sa position dans le système économique mondial mais elle ne peut aujourd'hui changer l'ordre économique mondial.

Ceci étant, l'Afrique doit définir et conduire son propre programme de développement. Les prochaines 50 années devraient voir l'Afrique disposer d'un programme de développement respecté et réaffirmé pour le système mondial. On ne saurait trop souligner le fait que l'Afrique est riche en minéraux et diverses ressources naturelles. Ces ressources sont, pour la plupart, considérées comme des malédictions pour le continent. En effet, au lieu d'être exploitées pour développer une terre, elles sont utilisées pour jeter l'opprobre sur cette même terre. Les ressources de l'Afrique sont laissées aux pays développés du Nord qui s'enrichissent de plus en plus tout en poussant l'Afrique à l'extrême bout du spectre. L'Afrique se bat combat contre elle-même pendant que ces ressources quittent le continent.

3.3 L'Afrique ne devrait pas se laisser enivrer par la célébration du passé. Il s'agit, en ce moment, de réfléchir et de réécrire les contrats que nous concluons avec les partenaires de développement, afin que nous décidions de la meilleure façon d'utiliser nos ressources. Les 50 prochaines années devraient, par conséquent, être une période qui verra l'Afrique cesser d'exporter des matières premières et d'importer des produits finis fabriqués à partir de ses propres ressources. Le rêve que nous nourrissons pour les 50 prochaines années, est celui d'une Afrique fabriquant, elle-même, des produits finis à partir de ses matières premières.

#### **4.0 Les femmes et le développement**

4.1 La question du rôle des femmes dans le développement et la construction sociale est maintenant presque un débat clos, même si çà et là on observe quelques problèmes d'acceptation. Il est largement admis que la question de l'équité entre les hommes et les femmes est une question de développement.

4.2 Si au cours des cinq dernières années, des progrès gigantesques ont été accomplis en ce qui concerne la question de la place de la femme dans la sphère sociale, économique et politique, point n'est besoin d'une analyse statistique rigoureuse pour constater que les progrès sont lents. C'est ainsi qu'en 2013, il n'y a en Afrique que deux femmes Chefs d'Etat et dans beaucoup de parlements africains, le nombre d'hommes est disproportionné par rapport à celui des femmes. Comme l'Afrique se prépare à accomplir encore beaucoup plus sur le plan du développement dans les 50 années à venir, il est nécessaire d'établir un équilibre entre le rôle de la femme et celui de l'homme dans le développement. Les cinq années à venir ne seront pas une période de campagnes d'actions et de discrimination positives. Elle sera une période qui verra le règlement définitif de toutes les questions de

parité et d'équité. L'Afrique ne devrait pas penser qu'à rédiger et à débattre, mais plutôt à appliquer des politiques dans lesquelles il n'y a aucune discrimination à l'égard de qui que ce soit, homme ou femme. Les 50 prochaines années seront une période au cours de laquelle les réalités en ce qui concerne les rôles de l'homme et de la femme, sont distinguées des principes de la construction sociale.

4.3 Concernant la question de la santé maternelle et de la maternité sans risques, le continent a très peu de résultats à célébrer. Le nombre de femmes qui meurent en donnant la vie est alarmant et les taux de mortalité infantile sont effrayants. De nombreuses nations font des déclarations audacieuses concernant la réduction de la mortalité infantile et des décès maternels. L'Afrique devrait s'engager et mettre en oeuvre des politiques pragmatiques qui permettent de préserver la vie aussi bien de la mère que de l'enfant. L'Afrique devrait être un continent où aucune femme ne meurt en donnant la vie et où aucun enfant ne meurt avant l'âge de cinq ans. Le Gouvernement du Malawi a mis en place des politiques qui associent les chefs traditionnels à l'examen des questions concernant la santé maternelle et la maternité sans risques. Cette approche a l'avantage de faire en sorte que la bataille pour la santé maternelle et la mortalité sans risques, est menée au niveau des communautés, par les personnes qui connaissent le terrain et en ont une meilleure compréhension.

#### **5.0 Autonomisation de la jeunesse**

5.1 L'histoire de l'indépendance des nations africaines serait incomplète si l'on omettait de mentionner le rôle que les jeunes du continent ont joué durant la lutte pour l'indépendance. Les pères fondateurs de l'OUA étaient pour la plupart, à cette époque-là des jeunes hommes et des jeunes femmes.

5.2 Les jeunes ont toujours joué et continuent de jouer un rôle capital s'agissant de déterminer l'avenir du continent. Malheureusement leurs contributions au développement du continent n'ont pas été reconnues comme il se doit. Au moment où nous jetons un regard sur les 50 prochaines années, les gouvernements africains devraient concevoir des politiques et des programmes volontaristes visant à responsabiliser les jeunes afin qu'ils soient mieux préparés à relever les défis que pose l'avenir de notre continent.

## 6. Paix et sécurité

6.1 C'est sur la question de la paix et de la sécurité que les détracteurs aussi bien de l'OUA que de l'UA jugent de la pertinence des deux institutions. L'OUA avait pour vocation de promouvoir l'unité et la solidarité des Etats africains, défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale des pays, et ces principes sont également réaffirmés dans l'Acte constitutif de l'UA. Si cet objectif reste invariable, la réalité est que l'Afrique n'est toujours pas politiquement stable et c'est ce qui a amené l'OUA/UA à intervenir dans le règlement des différends.

6.2 Tandis que l'OUA /UA est souvent intervenue dans le règlement des différends, les détracteurs, citant quelques cas isolés, soutiennent que l'OUA/UA n'a joué aucun rôle s'agissant d'assurer la paix et la sécurité sur le continent. Au moment où un autre demi-siècle s'ouvre, l'Afrique devrait agir avec célérité pour résoudre les différends en suspens. Si l'UA continue de respecter le principe de la non-ingérence dans les affaires politiques inté-

rieures, l'Union Africaine devrait, au cours des 50 prochaines années, être capable de détecter et d'interpréter les signes avant coureurs d'une crise politique imminente, et présenter en temps voulu des mesures de prévention/résolution des conflits, en vue d'une solution bénéfique pour toutes les parties.

## 7.0 CONCLUSION

7. La voie de la coopération et de l'intégration économiques et politiques en Afrique, n'a pas été facile. Si les nations ont toujours réaffirmé leur volonté et leur détermination, elles ont souvent trébuché sur les principes mêmes censés souder leur unité. Les faits ont montré qu'il ne faut pas seulement incriminer les facteurs internes de l'Afrique, mais également l'influence et la manipulation extérieures. Il reste que la détermination et la volonté d'aller de l'avant se renforcent de jour en jour et c'est cela qui continue à inspirer les nations.





**Son Excellence Dioncouda Traore,  
Président de la République du Mali par intérim**

Notre organisation commune créée à Addis Abeba en 1963 à déjà cinquante ans. Quel bel âge et quel beau parcours pour une organisation dont les détracteurs d'alors, si nombreux, lui prédisaient l'espérance de vie d'un feu de paille !

En tant qu'héritier du Président Modibo KEITA, un des illustres pères fondateurs de notre organisation continentale, je me réjouis d'être des présentes festivités qui sont une ode à l'engagement panafricain de nos aînés dont les pays, dans leurs écrasante majorité, émergeaient à peine de la longue et traumatisante nuit coloniale.

Par ces temps de doute ambiant, où les peuples et leurs leaders questionnent gravement l'avenir commun dans le contexte tumultueux de la mondialisation, ces célébrations sont, à l'évidence, un devoir de gratitude à une génération de leaders très généreux dans l'effort qui, plus que des politiques, étaient de vrais et authentiques combattants de la liberté.

Je m'incline avec déférence devant leur mémoire. Avec émotion et fierté, je me réclame de leur lutte qui aura été tout sauf un long fleuve tranquille. Je proclame, haut et fort, que les pères fondateurs de l'OUA, l'ancêtre de l'UA, étaient des visionnaires. Ils furent ces leaders nantis d'un sens précoce de la prospective. Ils furent d'intrépides et d'authentiques panafricanistes qui, au-delà des limites des frontières artificielles grossièrement dessinées par le colonisateur, ont pensé et envisagé le devenir des pays et des peuples africains avec une touche de messianisme politique.

Leur combat est noble, exaltant et gratifiant. Leur mérite est grand. Leur exemple est une inépuisable source d'inspiration pour de nombreuses générations de leaders africains. Ils ont suscité des vocations et continuent de nous motiver pour faire face aux nouveaux défis et enjeux de la construction d'un espace panafricain véritable ; un espace qui se construit en priorisant nos immenses richesses, notre diversité culturelle, nos valeurs de civilisation, nos besoins... mais aussi un espace qui se construit tout en s'ouvrant aux apports positifs de l'environnement mondial.

C'est en cela que la renaissance africaine dont je suis un fervent partisan et acteur a du sens. La renaissance africaine ne peut pas et ne doit pas s'accommoder des clivages politiques éculés post coloniaux, de leurs vestiges inhibiteurs incrustés dans nos subconscients ou de toutes autres formes d'égoïsme qui inclineraient à s'isoler sur une hypothétique « Iles aux Trésors ».

Après la libération politique du continent et la fin de l'apartheid, le passage de l'OUA à l'UA en 2002 est une chance extraordinaire d'adresser ces nouveaux défis tout en conférant aux peuples africains, aux universités, aux instituts de recherche, aux entrepreneurs et hommes d'affaires, aux ONG... davantage de place et de rôles dans la gouvernance continentale.

Pour les cinquante prochaines années, nous serons fortement attendus sur le terrain de la bonne gouvernance, cette nouvelle exigence des temps modernes qui nous permettra d'utiliser toutes nos potentialités à bon escient et de mettre en œuvre les politiques économiques et sociales les plus appropriées pour la prospérité des peuples africains.

Au moment où nous entrons de plain-pied dans la société de l'information et du savoir, tous les actes que nous posons sont scrutés à la loupe par nos peuples et nos partenaires. Même nos propos, si simples soient-ils, sont relayés et décortiqués par nos opinions nationales aux fins d'y déceler la moindre faille.

Loin de nous effaroucher, cette nouvelle donne doit nous convaincre, en tant que leaders, à cultiver la responsabilité. Pendant et après notre magistère, nous devrions être prêts à rendre compte à nos électeurs, à nos citoyens et à nos partenaires. C'est à cette seule condition que nous pourrions continuer à bénéficier du crédit des autres, de leur reconnaissance et à drainer vers le continent les prodigieux flux financiers disponibles sur les marchés internationaux.

Je crois en l'Union Africaine ; j'ai foi en notre détermination commune d'ouvrir pour la prospérité du continent et, de nature optimiste, je suis convaincu que nous pourrions négocier, avec bonheur, le tournant du nouveau cinquantenaire.

Aux cotes de la CEDEAO, de l'ONU, de la France, du Tchad, des États-Unis d'Amérique et de l'ensemble de nos partenaires bilatéraux et multilatéraux, notre organisation commune a contribué dans une large mesure, à libérer mon pays, le Mali, des hordes de terroristes et de narcotrafiquants qui s'y étaient incrustés et qui voulaient utiliser le Nord de mon pays à des fins criminelles.

C'est le lieu, pour moi, de lui rendre un vibrant hommage à notre organisation continentale pour son leadership dans la reconquête des régions Nord de mon pays, et son action

diplomatique opiniâtre et décisive au Conseil de Sécurité des Nations Unies qui a abouti d'importantes résolutions sur le Mali.

J'exprime tout particulièrement ma gratitude et celle du peuple malien à ma sœur Nkasanza Dlamini-Zuma, la Présidente de la Commission, et à l'ensemble de ses collaborateurs pour le soutien qu'ils ont apporté et continuent d'apporter au Mali pendant les moments difficiles et très éprouvants que notre pays traverse.

Je dis Merci à tous les pays amis du Mali dont la sollicitude nous a permis d'émerger à la lumière et d'envisager l'avenir avec espérance et sérénité. J'ai une pensée toute particulière pour ceux dont les soldats se battent dans mon pays, à nos côtes et qui versent leur sang pour nous aider à recouvrer l'intégrité de notre territoire national. Qu'ils soient remerciés du fond du cœur et qu'ils reçoivent l'expression de notre gratitude et de notre profonde reconnaissance.

Je salue l'amitié entre les peuples. Je salue la solidarité entre les peuples africains et les peuples d'ailleurs. Je salue l'UA qui se dédie à cette œuvre de générosité. Je souhaite un joyeux anniversaire à notre organisation commune.

Joyeux Anniversaire !

Happy Birthday !



Son Excellence Mohamed Ould Abdel Aziz,  
Président de la République Islamique de Mauritanie

Majestés et Excellences mesdames et messieurs, les Chefs d'Etats et de Gouvernement des pays membres de l'Union Africaine,

Chers frères et sœurs citoyens et citoyennes de l'Afrique,

Il y a 50 an, jour pour jour, les pères fondateurs tenaient, a Addis Abeba, le Sommet constitutif de l'Organisation de l'Unité Africaine, sous les auspices de l'Empereur d'Ethiopie, feu Haile Selassie 1<sup>er</sup>, avec la participation du père fondateur de la République Islamique de Mauritanie, feu Moktar Ould Daddah, faisant ainsi de mon pays l'un des membres fondateurs de l'OUA, ce qui représente, pour l'ensemble du peuple mauritanien, comme pour moi-même, un motif de légitime fierté et de réelle satisfaction.

En fusionnant les deux Organisations Sous-Régionales de l'époque, le groupe de Casablanca et le groupe de Monrovia, les pères fondateurs ont jetés les bases de l'unification de notre continent, en rassemblant ses Etats au sein d'une seule organisation, appelée a servir de creuset pour la mise en commun de leur efforts, au service de l'Afrique.

L'OUA devenait, de cette façon, une précieuse rampe de lancement, en vue de favoriser de la réalisation de ses objectifs stratégiques, qui s'articulaient autour de l'unification du continent, de la décolonisation et de l'éradication des régimes odieux de l'Apartheid et de la discrimination raciale en Afrique du Sud et en Rhodésie.

En dépit de l'insuffisance de ses moyens et des Etats nouvellement indépendants qui la constituaient, l'OUA s'était entièrement investie dans le soutien politique, financier et matériel des mouvements de libération, singulièrement dans les colonies portugaises, et la lutte acharnée contre l'Apartheid et la discrimination raciale.

Dans le même temps, elle organisait et encadrait les pays africains dans l'édification et la consolidation des nouveaux Etats, autant que dans la lutte contre la détérioration des termes de l'échange, l'émission de monnaies nationales, la révision des accords de coopération, a l'effet de parachever les indépendances nouvellement acquises et, surtout, réaliser leur indispensable complément, l'indépendance économique, pour s'engager véritablement dans la bataille du développement.

En se transformant, le 9 Juillet 2002 au sommet de Durban, en Afrique du Sud, en union Africaine, l'Organisation continentale se donnait un nouveau souffle, qui lui insuffla, a point nommé, un regain de dynamisme et de vitalité.

Elle se dota, par la suite, d'une architecture de Paix et de Sécurité (APS) axée sur le Conseil de Paix et de Sécurité (CPS), pièce maitresse du nouveau mécanisme africain de gestion des conflits, et de la force africaine en attente, dont les contingents sont déjà déployés, en tant que forces de maintien de la paix ou d'interposition, sur de nombreux théâtres d'opérations.

Le mécanisme africain de gestion des conflits a été mis à l'épreuve, avec un succès certain, dans les récentes crises qui ont secoué le continent, notamment les crises post-électorales (Kenya, Côte d'Ivoire) les rebellions et guerres civiles (Somalie, Libye, République Démocratique du Congo, République Centrafricaine, Mali...), l'Afrique affichant clairement son ambition de se prendre en charge et de promouvoir ses propres solutions aux conflits qui se déroulent sur son territoire, à travers les Panels de Haut niveau, les comités ad hoc, les missions de bons offices, les comités des sages...

Elle participe activement aux négociations intergouvernementales sur la réforme du système des Nations Unies et, en premier lieu, l'élargissement du Conseil de Sécurité, y compris l'attribution à l'Afrique d'un siège permanent en son sein, le continent entier faisant bloc autour de sa position harmonisée, exprimée par le consensus d'Ezulwini, le 08 mars 2005.

L'Union Africaine également engage un ambitieux processus d'intégration économique, à travers la constitution et/ou la consolidation des communautés économiques régionales.

Avec le retour à une croissance soutenue, depuis le début du siècle, battant en brèche l'afropessimisme de la fin du dernier siècle, l'Afrique dispose des potentialités suffisantes pour en faire aujourd'hui l'un des principaux moteurs de croissance de l'économie mondiale.

Si bien que l'Afrique est aujourd'hui une voix qui compte dans les relations internationales, en l'occurrence dans le nouvel ordre en cours de gestation, marqué par la mondialisation et la globalisation des relations politiques, économiques et commerciales.

La célébration le 25 mai 2013, du cinquantenaire de l'OUA/UA, vient à son heure nous offrir l'occasion de repenser les notions de PANAFRICANISME et de RENAISSANCE que la Com-

mission a, si pertinemment, retenues comme thèmes de cette commémoration, dans le contexte de la conjoncture actuelle.

Les objectifs stratégiques, pour lesquelles l'OUA a été constituée et, à savoir, la décolonisation et l'élimination de l'Apartheid et de la discrimination raciale ayant été, pour l'essentiel, réalisés, le PANAFRICANISME devrait aujourd'hui être recentré sur l'unité du continent, la gestion efficace de ses crises et la promotion d'un véritable sentiment de solidarité, à l'échelle du continent, entre les États, les institutions parlementaires, les opérateurs économiques, les acteurs politiques, les élites intellectuelles, tous les africains, blancs ou noirs, hommes, femmes, jeunes, du Sud ou du Nord, de l'Est ou l'Ouest, en somme entre tous les Africains.

Nous sommes également invités à donner un contenu concret à la Renaissance de l'Afrique. Il s'agit de valoriser au mieux nos ressources naturelles, de mobiliser nos ressources humaines, de concevoir des politiques publiques efficaces et de nous investir totalement dans la bataille du développement économique, du progrès social, de la réduction de la pauvreté et des inégalités sociales au service d'un vrai décollage économique de l'Afrique, de telle sorte que notre continent puisse conquérir la place qui lui revient droit, dans les relations internationales.

La République Islamique de Mauritanie, en ce qui la concerne, est parfaitement consciente de ses responsabilités à l'égard du continent et ne ménagera aucun effort pour jouer pleinement son rôle et contribuer activement à toute approche à laquelle son concours serait sollicité, sous la direction de la Commission de l'Union Africaine, notamment de sa Présidente, Son Excellence Madame Dr. Nkosazana Dlamini-Zuma, dont l'élection comme première femme à la tête de l'organisation a représenté, en soi, un tournant majeur dans la vie politique du continent et à laquelle il me plaît de confirmer mon soutien agissant.



**Son Excellence Navinchandra Ramgoolam,  
Premier ministre de la République de Maurice**

La vision de nos pères fondateurs est toujours pertinente à ce jour. Il convient de rappeler que l'appel de Kwame Nkrumah, « L'Afrique doit s'unir », avait été tourné en dérision par beaucoup, y compris par certains dirigeants africains eux-mêmes. D'aucuns avaient soulevé des doutes quant à la raison d'être d'institutions continentales comme l'Organisation de l'unité africaine, mais aujourd'hui, nous devrions en fait nous demander ce que serait notre continent sans cette dernière!

À ses débuts, l'Organisation de l'unité africaine a procédé par tâtonnements alors que ses États membres faisaient avec hésitation leurs premiers pas sur la scène internationale en tant que nations nouvellement indépendantes, qui préservaient jalousement leur souveraineté et étaient divisés en fonction des clivages de la guerre froide.

L'Histoire, cependant, a déjà enregistré la façon dont l'Organisation a réussi à se mettre en route malgré de maigres ressources financières et son rôle crucial de fer de lance pour l'émancipation du continent et l'établissement de liens plus étroits entre les pays africains. Elle s'est également avérée être une puissante « voix des sans voix » au sein des instances internationales.

L'Union Africaine est aujourd'hui résolument tournée vers l'avenir et elle met en place l'architecture économique et politique nécessaire pour améliorer le sort de nos concitoyens et garantir la place qui nous revient sur la scène mondiale.

Autrefois décrié comme continent de la sinistrose, l'Afrique reçoit aujourd'hui des éloges du monde entier pour les progrès que nous avons réalisés ces dix dernières années. Dans un récent numéro du magazine *The Economist*, il est dit: Jamais au cours du demi-siècle qui s'est écoulé depuis l'indépendance des puissances coloniales, l'Afrique n'a-t-elle été en aussi bonne forme.

Les chiffres sont éloquentes: les économies africaines vont représenter 2,6 milliards de dollars des États-Unis en production annuelle d'ici à 2020; notre continent enregistre un taux moyen de croissance de 5 %, alors qu'une grande partie du monde est en récession. L'émergence rapide d'une classe moyenne de quelque 310 millions de personnes a ouvert de nouveaux débouchés pour le commerce intra-africain. Par ailleurs, les investissements directs étrangers sont en augmentation; en effet, selon le Rapport sur l'investissement dans le monde de 2012, les flux d'investissement direct étranger en Afrique sont passés d'environ 9 milliards de dollars des États-Unis en 2000 à 18 milliards en 2004 et à 42 milliards en 2011.

L'heure de l'Afrique est venue. La renaissance de l'Afrique n'est plus seulement une ambition, c'est devenu la réalité. Aujourd'hui, l'Afrique est prête pour ce qui pourrait bien être la période la plus dynamique de son histoire économique – pourvu que nous fassions le nécessaire pour rendre nos économies plus performantes aux niveaux national, régional et continental.

Sous l'égide de l'Union Africaine, nous pourrions réaliser notre objectif commun pour le continent. Nous devons continuer à harmoniser nos politiques dans des secteurs vitaux tels que l'éducation, la santé, les finances, le commerce, les produits manufacturés et les infrastructures publiques.

La zone de libre-échange continentale est en cours de réalisation et il faut y œuvrer sans relâche car elle a le potentiel de faire de notre continent l'une des plus importantes puissances économiques au monde.

Il est inconcevable qu'un continent comptant 54 pays et dont la population dépasse le milliard d'habitants soit privé d'un siège permanent au Conseil de sécurité élargi de l'ONU. Cette question doit figurer au premier rang de nos préoccupations politiques.

Cet important jalon, le cinquantenaire de l'Organisation de l'unité africaine/Union Africaine, est une excellente occasion de faire un bilan objectif de nos réalisations et de nos faiblesses. Ce bilan devrait être la condition sine qua non pour tracer une nouvelle feuille de route pour le progrès et la prospérité de tous nos peuples.

---

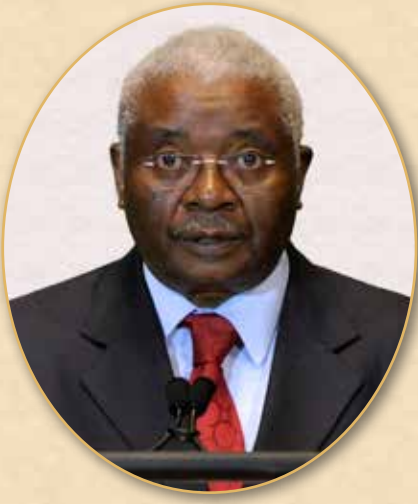
Parmi les principales réalisations de notre organisation, citons le rôle proactif que nous avons joué pour assurer le règlement pacifique de conflits et la reconnaissance que la tenue d'élections démocratiques, libres et honnêtes restent la meilleure façon de servir le peuple et de poursuivre les progrès incontestables que nous avons réalisés en termes de développement.

Pour les cinquante prochaines années, nous appelons de nos vœux une Union plus confiante, qui soit synonyme d'une plus grande entente politique et intégration économique entre les nations d'Afrique.

Nous pouvons en effet revendiquer le XXI<sup>e</sup> siècle comme notre siècle!

Vive l'Afrique et vive l'Union Africaine!





Son Excellence Armando Emílio Guebuza,  
Président de la République du Mozambique

Depuis la date historique du 25 mai 1963, les dirigeants de notre continent se réunissent ici dans cette ville illustre et accueillante d'Addis-Abeba pour célébrer les évolutions qui ont marqué le parcours de notre continent, consolider le panafricanisme et prendre des décisions visant à stimuler la valorisation de notre indépendance et à améliorer les conditions de vie des Africains. Le 25 mai de cette année prend une signification particulière puisque nous célébrerons le cinquantenaire de notre organisation continentale. C'est pour nous une occasion unique de faire un retour en arrière sur le parcours politique, social et économique de notre mère, l'Afrique, et de regarder ensemble l'avenir, pour dégager les mesures susceptibles de renforcer son prestige dans le concert des nations.

Nous saluons les progrès que nous avons enregistrés au cours des cinq dernières décennies d'unité africaine. Le 25 mai 1963, les fondateurs de l'Organisation de l'unité africaine, notamment Ben Bella, Gamal Nasser, Haïlé Sélassié, Julius Nyerere, Kwame Nkrumah, Modibo Keita et Sékou Touré se sont fixé comme objectif la décolonisation de notre mère, l'Afrique, dans un environnement de paix, afin de mettre en œuvre nos programmes de développement social et économique. Cinq décennies plus tard, la colonisation de la plupart des espaces géographiques du continent fait partie de l'histoire et nous réduisons considérablement le spectre des conflits internes tout en consolidant les institutions démocratiques et l'État de droit. La création de communautés économiques régionales, mieux synchronisées et coordonnées entre elles a un impact positif sur le développement social et économique des régions et des États membres, soulignant ainsi qu'il est possible de ré-

aliser le rêve des fondateurs de notre organisation, de l'unité du continent. Tout au long de ces 50 années, nous avons également joué un rôle croissant dans le cadre de la politique et de la diplomatie internationales, ainsi que dans les débats sur la paix, la défense, la sécurité et le développement à l'échelle mondiale.

Cependant, nous continuons à faire face à d'énormes défis dans la voie vers le bien-être de nos peuples. Parmi ces défis, on retiendra la lutte contre la pauvreté, le développement des infrastructures et la promotion des échanges commerciaux entre nos pays et entre nos communautés économiques régionales. Nous devons par ailleurs relever le défi qui consiste à renforcer en permanence notre capacité à utiliser les abondantes ressources naturelles que contiennent notre sol et notre sous-sol et à les mettre au service, avec plus de visibilité et d'impact, de la diversification de nos économies, pour mieux en tirer parti tout au long de la chaîne de valeur.

En ce jour très spécial, nous nous inclinons devant les fondateurs de notre organisation continentale pour leur vision, leur détermination et leur capacité à réaliser l'un des plus grands rêves de notre peuple: la liberté et l'indépendance. En leur honneur, nous devons aujourd'hui continuer à lutter pour la libération économique de notre mère. L'Afrique, et à consolider un environnement favorable à l'estime de soi, et où la culture du travail et de la paix l'emportent.

**Son Excellence Hifikepunye Pohamba,  
Président de la République de Namibie**



Le 25 mai 2013, les peuples d'Afrique vont célébrer un jour historique dans leur quête de l'autodétermination, de la liberté et de la restauration de leur dignité humaine. Ce jour-là, il y aura 50 ans que les chefs d'État et de gouvernement des États africains indépendants et les dirigeants des mouvements de libération nationale se réunissaient à Addis-Abeba pour créer l'Organisation de l'unité africaine, l'ancêtre de l'Union Africaine.

L'Afrique a vaincu le colonialisme et affirmé ses droits fondamentaux à l'indépendance, à la liberté et à la justice. Les Africains peuvent clamer avec fierté qu'à l'exception du Sahara occidental, l'Afrique est libre à jamais. La génération actuelle rend un hommage mérité aux 32 chefs d'État et de gouvernement fondateurs de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), pour leur clairvoyance, leur sagesse collective et leur inflexible détermination à forger et à promouvoir une identité africaine commune. Nous voudrions en cette occasion saluer nos prédécesseurs hommes et femmes d'Afrique, les courageux et désintéressés fils et filles du continent qui ont sacrifié leur vie pour que les Africains retrouvent leur dignité après des siècles de domination coloniale.

Le thème de notre cinquantenaire, «Panafricanisme et renaissance africaine», est à la fois opportun et pertinent. Au moment où nous réaffirmons notre attachement au panafricanisme, nous devons honorer la mémoire de panafricanistes légendaires comme Henry Sylvester Williams, W. E. B. Du Bois, George Padmore et Marcus Garvey, dont la poursuite inlassable de l'idéal d'unité africaine a largement contribué à l'essor du mouvement à un moment où les Africains étaient traités avec mépris par les colonialistes. La Namibie salue les remarquables apports d'Osagyefo Kwame Nkrumah, Ahmed Sékou Touré, Ben Bella,

Léopold Sédar Senghor, Modibo Keita, Gamal Abdul Nasser, Patrice Lumumba, Mwalimu Julius Nyerere, entre autres grands panafricanistes. Ces géants d'Afrique et de la diaspora ont éminemment contribué à promouvoir les idéaux du panafricanisme, instrument indispensable à la concrétisation des aspirations à une dignité retrouvée des peuples africains, y compris ceux de la diaspora, après des siècles d'esclavage, de colonialisme et de pillage des ressources africaines.

En s'inspirant de l'expérience de ces pionniers, l'Union Africaine doit toujours privilégier l'esprit intemporel du panafricanisme dans la quête de la renaissance africaine. Tout en tenant compte de notre histoire commune, nous devons fermement ancrer les idéaux du panafricanisme dans notre détermination à faire face aux problèmes du continent et à accélérer son développement socioéconomique et son progrès technologique. Pour que le panafricanisme ait un sens pour les Africains et que la renaissance africaine devienne réalité, le continent doit impérativement renforcer les valeurs communes de la démocratie, de la bonne gouvernance et de la primauté du droit, tel que prévu dans la *Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance*. Il est donc essentiel que l'ensemble des gouvernements et des peuples africains embrassent ces valeurs, les intériorisent et les mettent en œuvre.

Les Africains doivent, sur la base d'une vision commune, conjuguer leurs efforts pour vaincre la pauvreté, le sous-développement et les inégalités. Ils n'y parviendront que s'ils partagent le même objectif consistant à affranchir notre continent et nos populations de la misère et de ses conséquences déshumanisantes. L'OUA et l'Union Africaine incarnent la

---

volonté commune des peuples du continent de parvenir à une Afrique unie. À travers son Comité de coordination pour la libération de l'Afrique, l'OUA a permis de libérer le continent du colonialisme et de l'apartheid. Il nous incombe aujourd'hui, en tant que dirigeants, de définir notre vision commune d'une Afrique unie, libérée de la pauvreté, de la faim et de la maladie. De la même manière, une vision commune devrait renforcer la capacité des 54 États du continent de faire en sorte qu'aucun enfant ne dorme le ventre vide, qu'aucune femme ne meure en couches et que la pauvreté soit éliminée sur le continent.

Au moment où elle fait le bilan des cinquante années d'existence de l'OUA (puis de l'Union Africaine qui lui a succédé), l'Afrique continue de faire face à de nombreux problèmes, auxquels des études et des rapports ont été consacrés et des solutions proposées. L'histoire politique et économique de notre continent et les réalités de notre temps indiquent que l'Afrique doit faire les choses différemment. Je crois qu'en adoptant de nouvelles façons de s'attaquer aux problèmes de développement qui l'assaillent, notre continent peut réaliser sa vision commune pour soustraire ses populations aux entraves de la pauvreté, de la maladie et de l'ignorance. Nous devons agir, et agir maintenant.

L'Afrique doit veiller à la mise en œuvre des initiatives de développement prises pour faire avancer le continent. Il est de notre devoir en tant que dirigeants de veiller à ce que les enfants africains vivent en sécurité, libres de toute menace de conflits fomentés de l'intérieur. Les enfants doivent aussi avoir accès à une éducation de qualité, à des soins de santé, au logement, à l'assainissement et aux denrées de base telles que la nourriture et l'eau. L'Afrique étant dotée de ressources abondantes, rien ne justifie que ses habitants vivent dans la pauvreté.

Divers facteurs ont contraint des millions de spécialistes africains à se disperser aux quatre coins du monde, dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler la fuite des cerveaux. Ces Africains sont partis en raison du peu de perspectives de réalisation de soi et d'épanouissement professionnel qu'ils trouvaient chez eux. Nous devons maintenant créer des incitations et des possibilités pour renverser cette tendance et encourager les Africains à rentrer au pays afin de participer à la création d'une nouvelle dynamique pour la croissance et la prospérité économique de notre continent. Nous devons rendre possible le retour des cerveaux.

C'est un triste constat pour notre continent qu'après cinquante ans d'indépendance, l'Afrique reste à la traîne de tous les autres continents en ce qui concerne les indicateurs de développement vitaux. À l'exception de quelques pays, les économies africaines continuent d'être largement agraires, dominées par l'agriculture de subsistance. La majorité des populations rurales n'ont pas accès aux services publics et sont largement exclues de l'économie moderne.

Au cours des 50 dernières années, la mobilisation en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes africaines a enregistré d'importants résultats, parmi lesquels figure l'adoption par l'Union Africaine de la parité des sexes comme principe essentiel dans l'exécution de ses activités et programmes. C'est une femme qui préside actuellement la Commission de l'Union Africaine. Les femmes africaines ont apporté d'énormes contributions aux luttes de libération sur le continent. Aujourd'hui, elles représentent une force considérable et une énergie inexploitée dans le processus de développement économique et social. Beaucoup reste à faire pour venir à bout des problèmes comme la violence sexiste et d'autres obstacles liés à la différence des sexes qui empêche aux femmes, en Afrique et partout ailleurs dans le monde, de réaliser leur plein potentiel.

Dans la plupart des villes africaines, les implantations sauvages mettent à rude épreuve la capacité des autorités locales à fournir des services. Je crois que ces villes ont besoin d'un plan de sauvetage. À cet égard, je voudrais proposer d'inscrire la situation des villes africaines à l'ordre du jour de la Conférence de l'Union Africaine, en vue de trouver des moyens innovants d'assurer un développement urbain ordonné et systématique en Afrique. Les dirigeants africains doivent adopter une vision commune et agir maintenant, pendant que la situation est encore gérable. Un jour supplémentaire d'inaction, et ce sera trop tard.

Il faut que l'Union Africaine mobilise les ressources nécessaires au financement des initiatives de développement sur le continent. Il convient de revoir, pour la réduire, la dépendance continue vis-à-vis des sources de financement extérieures pour la mise en œuvre des programmes de notre organisation continentale. En mettant effectivement en œuvre les décisions de la neuvième Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union Africaine, tenue à Accra en 2007, l'Afrique peut accélérer l'intégration du continent. La Conférence avait décidé de promouvoir des valeurs communes qui devaient être définies et acceptées comme valeurs de référence.

La Conférence des chefs d'État et de gouvernement avait pareillement admis que l'Union Africaine n'était pas seulement une « union d'États et de gouvernements », mais qu'elle était aussi une union de peuples. Six ans après le grand débat d'Accra et cinquante ans après la création de l'OUA, l'Union Africaine n'a pas beaucoup progressé en ce qui concerne l'intégration continentale. Je voudrais par conséquent proposer que nous privilégions la mise en œuvre de sept mesures clefs susceptibles d'accélérer une intégration plus poussée du continent.

Premièrement, il faut que tous les États membres appliquent la décision 32 du dernier sommet de l'OUA, tenu à Lusaka (Zambie) en juillet 2001, selon laquelle le drapeau de l'Union Africaine doit être hissé sur l'ensemble des bâtiments publics et son hymne chanté lors de toutes les manifestations publiques officielles.

Deuxièmement, l'Union Africaine devrait faire de l'exécution du Programme minimum d'intégration (PMI) une priorité, sachant que le PMI représente la concrétisation de la Déclaration d'Accra, par laquelle nos pays se sont engagés à garantir la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux.

Troisièmement, l'Union Africaine doit mobiliser suffisamment de ressources intérieures pour financer ses projets et ceux relevant du NEPAD, comme le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) et les différents projets relevant de l'Initiative présidentielle en faveur des infrastructures.

Quatrièmement, l'Union Africaine devrait s'efforcer, de manière réfléchie, de renforcer les capacités des communautés économiques régionales en vue d'accélérer le processus

d'intégration régionale et continentale, en organisant des sommets annuels conjoints des chefs d'État et de gouvernement assurant la présidence des huit communautés reconnues.

Cinquièmement, il faudrait mettre à contribution le Conseil économique, social et culturel de l'Union Africaine en tant que cadre de promotion des échanges entre Africains et organes de l'Union Africaine, en vue de mobiliser les Africains et de faciliter des consultations régulières.

Sixièmement, il faudrait redoubler d'efforts pour mettre en œuvre l'ensemble des décisions et des engagements pris dans le domaine du développement social pour vaincre les maladies évitables telles que le VIH/sida et le paludisme, améliorer la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau potable et développer l'éducation, spécialement la scolarisation de la petite fille.

Septièmement, afin d'améliorer et de consolider la paix et la sécurité en Afrique, il faudrait rendre pleinement opérationnelle la Force africaine en attente pour qu'elle puisse agir de manière rapide et décisive dans les situations de conflit sur le continent. Nous devons, par principe et par souci de cohérence avec nous-mêmes, dénoncer toute forme de changement anticonstitutionnel de gouvernement dans les États membres de l'Union.

La Namibie estime que ces propositions pourraient considérablement aider à accélérer la mise en œuvre du programme d'intégration et de développement de notre continent.



Son Excellence Issoufou Mahamadou,  
Président de la République du Niger

Cette année 2013 marque le cinquantenaire de la création de l'Organisation de l'Unité Africaine dont le glorieux héritage est aujourd'hui porté par l'Union Africaine, qui demeure plus que jamais le cadre irremplaçable de concertation, de coopération, d'intégration et de l'affirmation de l'identité africaine.

Cet anniversaire me donne l'occasion de saluer la vision et la grande sagesse des pères fondateurs qui ont su porter notre organisation commune sur les fonts baptismaux, au lendemain de l'accession de nos pays à la souveraineté internationale, auprès la grande vague des indépendances intervenue sur le continent.

La création de l'Organisation de l'Unité Africaine relevait alors de la gageure après une longue période passée sous le joug colonial et, en particulier, parce que nos différents Etats et territoires qui étaient le fruit du travail mené par des géomètres à partir de Berlin, étaient de ce fait, voués à affronter d'innombrables difficultés.

Cinq décennies après la signature historique de la charte de l'Organisation de l'Unité Africaine, l'image du miroir brisé auquel renvoyait la configuration des Etats africains s'est estompée. Aujourd'hui, l'Afrique, notre continent, compte par le dynamisme de son économie, les potentialités encore insoupçonnées de son sous-sol qui contribuent au développement de nos pays, de même que par le génie de notre jeunesse, fer de lance de la construction de cette Afrique gagnante sur la scène internationale.

Nous devons, tous ensemble, de façon solidaire, œuvrer à la renaissance de ce continent ; nous avons bâti des Etats résolument engagés dans des processus d'intégration et qui privilégient la démocratie et la bonne gouvernance comme modes de conduite et de gestion des affaires publiques. «L'Afrique doit s'unir ou périr », comme le disait Kwamé N'Krumah, et pour paraphraser le roi Guezo, «si tous les enfants de l'Afrique venaient, par leurs mains assemblées, boucher les trous de la jarre percée, le continent serait sauvé».

C'est dire toute la justesse du choix des pères fondateurs, qui ont su sacrifier dans la charte, le principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation. Ils ont su en effet, jeter les bases de la libération totale du continent, et plus tard, de son développement et de l'affirmation de son identité.

Il fallait beaucoup d'engagement et de courage pour mener à bien cette mission et l'organisation de l'Unité africaine a su mener cette lutte politique avec beaucoup de succès. L'Afrique d'aujourd'hui doit s'atteler à faire face à la nouvelle phase de son évolution, à savoir l'intégration politique et le développement économique et social du continent.

Les nouvelles générations doivent être fières du travail réalisé par les Pères fondateurs. Elles doivent s'atteler aujourd'hui à consolider les acquis et à renforcer la dynamique de construction d'une Afrique unie, stable et prospère.

Mais le chemin de l'Afrique reste encore parsemé de beaucoup d'embûches que nous devons surmonter dans la poursuite des objectifs qui sont les nôtres. Au nombre



de ces objectifs, figurent les questions de paix, de sécurité, de bonne gouvernance qui constituent souvent des préoccupations.

Bien que beaucoup d'initiatives aient été prises pour tenir compte de ces contraintes, il nous faut d'avantage d'engagement pour faire prospérer l'Afrique dans le contexte actuel de globalisation. Le mécanisme africain d'évaluation par les pairs du NEPAD tout comme le programme du NEPAS lui-même, les différentes initiatives dans lesquelles nous nous sommes engagés sur la démocratie, la bonne gouvernance et la participation populaire doivent connaître beaucoup plus d'effectivité.

Les remises en cause de l'ordre républicain et les changements anticonstitutionnels de régimes ont constitué pendant un certain temps un frein à l'essor de notre continent, en dépit des initiatives courageuses prises par notre organisation continentale. Aujourd'hui des instruments pertinents permettent à l'organisation de prendre des mesures fortes pour peser dans la résolution de ces travers qui ont longtemps retardé la marche de l'Afrique vers la prospérité.

Nous avons présenté des positions pertinentes sur les grandes questions de l'agenda international. Qu'il s'agisse des négociations commerciales dans le cadre de l'OMC et de cycle

de Doha, de la questions des changements climatiques, ou de la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies pour laquelle seul le continent africain présente, aujourd'hui encore, une position commune articulée à travers le consensus d'Ezulwini qui tend à réparer le tort historique fait à l'Afrique, en demeurant la région ne disposant d'aucun siège permanent au sein dudit conseil, l'Afrique a incontestablement pesé sur la marche du monde contemporain. Qui plus est, toutes les tendances portent à croire que la place de l'Afrique ira crescendo dans le contexte mondial.

Au Niger, nous sommes convaincus que le développement de notre pays passe par la diversification de ses partenaires et le renforcement de la coopération sud-sud.

La renaissance africaine que nous appelons de tous nos vœux, doit se nourrir des valeurs du panafricanisme et reposer sur les importantes richesses dont regorge notre continent, de façon à nous permettre de parachever l'œuvre que nous ont léguée les Pères fondateurs.

C'est cela le credo du Niger pour l'édification d'une Afrique qui gagne, cette Afrique dont les Pères fondateurs présents à Addis-Abeba, pourront être fiers.





Son Excellence Goodluck Ebele Jonathan,  
Président de la République fédérale du Nigéria

En cette importante occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), l'ancêtre de l'actuelle Union Africaine (UA), le Nigéria tient à féliciter très chaleureusement l'organisation phare de l'Afrique, les chefs d'État et de gouvernement des États membres, la Présidente et les membres du personnel de la Commission de l'UA et, bien sûr, l'ensemble du peuple africain.

Permettez-moi de rendre un hommage particulier aux pères fondateurs de l'OUA pour leur vision de l'avenir. J'exprime gratitude personnelle au regretté Empereur Hailé Selassié et au peuple d'Éthiopie, qui ont bien voulu offrir un foyer permanent à l'organisation. Nous reconnaissons aussi le rôle joué par l'ancien Premier Ministre du Nigéria, Sir Abubakar Tafawa Balewa, dont la diplomatie calme mais efficace s'est avérée cruciale pour la naissance de l'organisation. Feu le Président Kwame Nkrumah du Ghana a été parmi les premiers dirigeants à exprimer les espoirs des Africains et leurs aspirations à une Afrique unie, tandis que le Président Kenneth Kaunda de Zambie, dernier membre survivant du cercle des fondateurs, avait fait une priorité de la lutte contre les deux fléaux que constituaient le colonialisme et l'apartheid, jusqu'à leur disparition totale de l'Afrique.

En jetant un regard sur les 50 dernières années, il est tentant de conclure, comme la plupart des observateurs ont coutume de le faire, que les réalisations ont été assez maigres dans la vie de notre organisation. Il convient de noter qu'à la fondation de l'OUA, en mai 1963, seuls 32 pays africains avaient accédé à l'indépendance, contre 54 aujourd'hui. Les États membres se préoccupaient principalement de l'émancipation politique des pays encore sous domination coloniale. La question de la décolonisation étant la priorité absolue pour

la jeune organisation et ses États membres, il était naturel que les autres objectifs concernant le développement socioéconomique aient reçu très peu d'attention.

Outre la lutte contre les séquelles du colonialisme qui occupait toute son attention, l'OUA s'est également mobilisée contre la domination de la minorité en Rhodésie (aujourd'hui Zimbabwe) et l'apartheid en Afrique du Sud. Ces combats se sont conclus par l'élimination de l'apartheid et la fondation d'une Afrique du Sud libre et gouvernée par la majorité noire en 1994.

L'Organisation a également été confrontée à plusieurs autres défis, notamment des conflits internes aux États et entre plusieurs des pays nouvellement indépendants. Si certains de ces conflits sont hérités de l'époque des indépendances, d'autres ont leur origine dans des luttes pour le pouvoir politique et l'acquisition de territoires. D'autres encore résultent du déni de participation populaire à la gouvernance et d'interventions militaires dans les affaires politiques, qui étaient en vogue de la fin des années 60 jusque vers les années 90.

La transformation historique de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en Union Africaine (UA) qui s'est opérée il y a dix ans dans le but déclaré de promouvoir «une Afrique intégrée, prospère et pacifique, conduite par ses citoyens et représentant une force dynamique sur la scène internationale», était donc une tentative d'asseoir l'organisation sur de solides bases afin qu'elle puisse s'attaquer aux problèmes économiques et de développement du continent.

Incontestablement, le Nigéria a contribué immensément **à l'évolution de** l'OUA/UA. Un de ses ressortissants, M. Taslim Elias, a joué un rôle de premier ordre dans l'élaboration de la Charte de l'Organisation. Le sommet organisé par le Nigéria à Lagos en 1980 constituait le point de départ du tout premier engagement de l'OUA de l'époque dans la conquête de l'émancipation économique de l'Afrique. Le Plan d'action de Lagos qui en est issu représentait un cadre global de développement économique du continent.

Le Nigéria a été et demeure un acteur clef, honnête et engagé dans la gestion et la résolution des conflits en Afrique. Depuis notre intervention réussie au Libéria et en Sierra Leone, nous avons été à l'avant-garde des efforts visant à développer une force permanente de maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité, non seulement dans la sous-région d'Afrique de l'Ouest mais aussi sur l'ensemble du continent. Le Nigéria fait actuellement partie des pays contributeurs de troupes à l'Opération hybride Union Africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) et à la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (AFISMA). Nous avons également une unité de police déployée en Somalie dans le cadre de la Mission de l'Union Africaine en Somalie (AMISOM). Ce n'est donc pas un hasard si l'Afrique reste à ce jour au cœur de la politique étrangère de notre pays.

En diverses occasions, le Nigéria s'est tenu aux côtés de l'Afrique et a pris des décisions ayant considérablement renforcé la position du continent, comme en 1975 lorsqu'il s'est opposé à des forces extra-africaines qui tentaient d'imposer leur propre solution quand il s'est agi de savoir qui du MPLA ou de l'UNITA devait prendre les rênes de l'Angola. L'initiative décisive que nous avons prise en 2012 de reconnaître le Conseil national de transition en Libye a permis de mettre fin rapidement à la crise politique dans ce pays et d'éviter qu'elle ne dégénère en guerre.

Le Nigéria a combattu la perception erronée d'une Afrique qui n'est bonne qu'à produire des matières premières pour les industries européennes, et a facilité la coopération Sud-Sud. Nous continuons de fournir une assistance technique aux pays moins nantis du conti-

nant et d'ailleurs dans le cadre du programme Technical Aid Corps mis en place en 1987, et dont les principaux objectifs sont: partager le savoir-faire et l'expertise du Nigéria avec d'autres pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique; fournir de l'assistance sur la base des besoins exprimés par les pays bénéficiaires; améliorer la compréhension entre le Nigéria et les pays bénéficiaires tant au niveau gouvernemental qu'à celui de la jeunesse, ouvrir des canaux de renforcement de la coopération Sud-Sud et assurer au Nigéria une présence dans des pays où il ne dispose pas d'une mission diplomatique résidente.

Il ne fait aucun doute que l'Afrique a atteint la maturité depuis la fondation de l'OUA en 1963. L'Organisation a réellement accompli la première tâche qu'elle s'est assignée: venir à bout des dernières **séquelles** du colonialisme, de l'apartheid et de la domination par une minorité raciste. Nous espérons que, dans les 50 ans à venir, le continent sera en meilleure position pour accélérer son ascension économique en ayant un poids plus important et une voix plus forte et plus respectée sur la scène mondiale.

Nous en voyons déjà les prémices dans l'impressionnante performance des économies africaines, obtenues en dépit de la crise économique et financière mondiale qui perdure, dans la prépondérance de la démocratie civile partout sur le continent et dans le fait que de nombreux pays d'Afrique mettent l'accent sur les pratiques de bonne gouvernance. L'architecture de paix et de sécurité de l'UA est non seulement robuste, mais elle fonctionne aussi d'une manière qui force l'admiration même au-delà de l'Afrique. Nous devrions obtenir d'autres avancées dans tous ces domaines dans les cinquante prochaines années. Nous nous attendons aussi à ce que les États membres soient mieux disposés à appuyer l'Union Africaine, non seulement politiquement mais aussi financièrement.

Le Nigéria demeure résolument attaché aux principes, aux buts et aux objectifs de l'Union Africaine, ainsi qu'aux nobles idéaux qui ont inspiré le panafricanisme et la renaissance africaine.



**Son Excellence Yoweri Kaguta Museveni,  
Président de la République de l'Ouganda**

L'Afrique est le berceau de l'humanité ; c'est là que l'espèce humaine est apparue il y a environ 5 millions d'années. C'est aussi le berceau de la civilisation, puisque la civilisation égyptienne est née autour de 3100 av. J.-C. L'Afrique a nourri les trois grandes religions modernes à leurs débuts. Le petit Jésus a trouvé refuge en Égypte quand Hérode l'a pourchassé. Le prophète Mohammed s'est réfugié en Éthiopie quand les autres Arabes le combattait, lui et sa religion nouvelle. Ibrahim et Joseph ont fui en Égypte en l'an 1550 av. J.-C. pour échapper à la famine en Palestine (Canaan).

L'Afrique est un continent de 30,3 millions de kilomètres carrés et abrite actuellement 1 milliard d'habitants. Bien que les réactionnaires prétendent que l'Afrique est si divisée que les Africains ne peuvent pas travailler ensemble, la population africaine est, en fait, classée en quatre groupes linguistiques uniquement : les groupes linguistiques Niger-Congo (les Bantous et les groupes Kwa) couvrant différentes zones de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique centrale, de l'Afrique de l'Est et une grande partie de l'Afrique australe, les groupes linguistiques nilo-sahariens, dans le Sahel subsaharien, l'Éthiopie et certaines zones de l'Afrique de l'Est ; les groupes afro-asiatiques (arabe, amharique, tigréen) d'Afrique du Nord et de la corne de l'Afrique, et les Khoisan, ancien peuple d'Afrique australe.

Cependant, ces grands peuples ont souffert considérablement, surtout dans les 500 dernières années, du fait de la traite négrière, du colonialisme et du génocide, l'esclavagisme entraînant à lui seul la mort de millions de personnes.

En 1900, l'ensemble de l'Afrique était colonisé, à l'exception de l'Éthiopie. Antérieurement, l'Égypte avait pu être envahie et colonisée par les Hyksos en 1645 av. J.-C. à cause du retard qu'elle avait pris dans le développement technologique. Les envahisseurs connaissaient le fer et l'acier alors que les Égyptiens en étaient encore au bronze.

L'Afrique a été colonisée et marginalisée en raison de facteurs tant exogènes qu'endogènes. Le principal facteur exogène a été l'avidité des étrangers qui ont toujours voulu saisir nos ressources. Le principal facteur endogène responsable de la capitulation de nos ancêtres face à la domination étrangère a été une carence dans la formation des États. Alors que les empereurs chinois avaient unifié l'ensemble du peuple chinois entier sur un territoire de 8 millions de kilomètres carrés et que les tsars russes avaient unifié le peuple slave sur un territoire de 21 millions de milles carrés, aucune intégration politique n'avait eu lieu en Afrique. Certes, il y avait des États féodaux indigènes (Mali, Ashanti, Ghana, Zulu, Bunyoro, Buganda, Nkore, Zimbabwe, etc.), mais ils ont été soit éphémères, soit marqués par une intégration politique incomparable avec celle de la Russie, de la Chine ou d'autres. Certains essaient de faire valoir que nous avons été colonisés en raison d'une technologie supérieure. Je n'en crois rien. Les canons de l'époque ne valaient guère plus que des lances, des flèches ou des épées. De fait, les impérialistes ont essayé de conquérir la Chine et le Japon, en vain. En Chine, ils ont pu prendre que Macao et Hong Kong. L'Éthiopie a même infligé une défaite aux colonialistes, en partie en raison de la portée de son intégration politique et de la bonne utilisation du terrain.

Les peuples africains ont toutefois survécu à la traite négrière et au colonialisme en raison de leur haut niveau de civilisation en termes d'organisation sociale et économique, contrairement à d'autres peuples autochtones dans les Amériques, en Australie, etc., qui ont simplement péri. Du fait que nous avions des animaux domestiques, nous étions inoculés contre les zoonoses (maladies se transmettant de l'animal à l'homme) et nous avons pu résister aux maladies apportées par les étrangers. C'est ainsi que l'Afrique précoloniale était forte culturellement, technologiquement et économiquement, mais faible sur le plan de l'organisation ou de l'intégration politiques. L'organisation de ces peuples similaires ou liés en clans et en tribus seulement nous a rendus vulnérables.

En fin de compte, les Africains ont recouvré leur liberté, principalement grâce à trois facteurs :

- i. La résistance systématique des peuples africains contre la colonisation;
- ii. Les deux guerres entre puissances impérialistes de 1914-1918 et 1939-1945, qui ont considérablement affaibli les impérialistes à notre avantage;
- iii. L'émergence de régimes socialistes en Russie (1917) et en Chine (1949), très hostiles à l'impérialisme.

Il faut se souvenir que, même après que les Africains eurent été utilisés dans ces guerres impérialistes au service prétendument de « la liberté », les pays colonialistes ont essayé après la deuxième guerre impérialiste de rétablir le régime colonial en Afrique, en Inde, en Indochine et ailleurs. Il a fallu mettre en échec les impérialistes au Vietnam, au Kenya, au Mozambique, en Angola, en Rhodésie, en Afrique du Sud, etc. Ce n'est qu'en 1994 que l'ensemble du continent africain s'est trouvé libre.

Malheureusement, les acteurs africains n'ont pas pleinement tiré les leçons de l'histoire tragique des 500 dernières années, en particulier en ce qui concerne l'organisation politique fragmentée du continent. Les chefs précoloniaux gouvernaient un continent fragmenté et nous gouvernons encore aujourd'hui un continent fragmenté. Nous avons essayé de nous intégrer sur la base de blocs économiques, mais cela ne suffit pas. Les blocs économiques, même performants, ne peuvent traiter de questions de sécurité stratégique et de défense.

Nous devons aussi nous attaquer à la question de l'intégration politique. Tel a été le péché originel des chefs traditionnels africains. C'est pourquoi ils ont vendu nos ancêtres et les ont laissés à la merci des marchands d'esclaves et des colonialistes. Au lieu de s'unir pour vaincre l'envahisseur, ils se battaient entre eux et étaient le plus souvent utilisés par les colonialistes pour combattre leurs propres frères. À l'exception du Tanganyika et de Zanzibar, qui sont devenus la Tanzanie sous l'égide de Mwalimu Nyerere et Cheikh Karume, aucune intégration politique n'a eu lieu avec succès en Afrique depuis l'indépendance. Il s'agit là d'une erreur stratégique commise par les dirigeants africains de l'après-indépendance. Comment avons-nous mis en place des garanties que l'Afrique ne serait pas recolonisée à l'avenir, sachant que d'autres grands pays sont maintenant présents dans l'espace extra-atmosphérique et que nous sommes les seuls à être confinés à la planète Terre ? L'intégration n'est pas seulement bonne pour nos producteurs et les affaires, mais aussi pour notre sécurité stratégique. Voilà le premier goulet d'étranglement stratégique, qui affecte l'économie, la sécurité et la souveraineté.

J'ai recensé neuf autres goulets d'étranglement stratégiques au cours des 50 années où j'ai été actif dans la résistance. Ce sont :

- iv. La désorientation idéologique ;
- iv. Un État, en particulier l'armée, nécessitant une restructuration ;
- v. La suppression du secteur privé ;
- vi. La mise en valeur insuffisante des ressources humaines ;
- vii. Le sous-développement des infrastructures (chemins de fer, routes, électricité, téléphone, eau courante, etc.) ;
- viii. La sous-industrialisation ;
- ix. Le sous-développement du secteur des services (hôtels, banques, transports, assurances, etc.) ;

---

x. Le sous-développement de l'agriculture ;

xi. Le manque de démocratie.

Quand nous parviendrons à résoudre ces goulets d'étranglement stratégiques, l'indépendance et la prospérité de l'Afrique seront assurées.

La force tirée de l'unité d'action peut être vue dans le travail et le succès de l'Organisation de l'unité africaine. Quand l'OUA a été créée, 36 pays africains seulement étaient indépendants. Les 18 autres ne l'étaient pas. Certains pays comme le Portugal disaient que les colonies africaines n'étaient pas des colonies, mais des provinces d'outre-mer et qu'il était hors de question d'octroyer l'indépendance au Mozambique, à l'Angola, etc. Les racistes blancs de Rhodésie et d'Afrique du Sud disaient qu'ils ne pourraient tolérer la démocratie dans ces pays parce que cela rabaisserait les normes « élevées » des colons européens. Les mouvements de libération des pays occupés, soutenus par l'OUA, ont répondu en disant : « dans ce cas, nous vous jetterons dehors par la force et par l'action militaire ». Les impérialistes n'y ont pas cru. C'était en 1963. En 1971, Samora Machel, dirigeant du FRELIMO, avait mis en

déroute la grande offensive menée dans le nord du Mozambique par le général portugais Kaulza De Arriaga (nom de code « *Nœud gordien* »), et en 1974, le gouvernement fasciste d'Antonio Salazar et de Marcelo Caetano s'était effondrée. Le FRELIMO mozambicain, le MPLA angolais et le PAIGC bissau-guinéen ont libéré non seulement le Mozambique, l'Angola et la Guinée-Bissau, mais aussi le Portugal lui-même.

L'Afrique, par son action commune, avait ainsi triomphé. Elle avait toutefois bénéficié de l'appui matériel du camp socialiste (URSS, République populaire de Chine, Cuba, etc.). L'erreur commise ensuite est que, depuis l'indépendance, nous n'avons pas construit notre propre stratégie pour faire contrepoids à ceux qui voudraient nous dominer. L'Afrique doit se réorganiser de sorte que ceux-là renoncent à leur appétit de domination.

Je félicite tous les africains pour les 50 ans de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Union Africaine.

Je vous remercie.



**Son Excellence Paul Kagame,  
Président de la République du Rwanda**



Pour rendre véritablement hommage aux visionnaires fondateurs de l'OUA et aux aspirations des Africains d'il y a cinquante ans, il faudrait que les dirigeants africains fassent un véritable effort pour œuvrer ensemble à un continent digne, prospère et pacifique, dont les citoyens seraient à la pointe du progrès.

De la même manière que les pays qui réussissent ont évolué, nous apprenons de nos réussites et de nos erreurs. Les gouvernements africains s'emploient à répondre constamment aux besoins de nos peuples. Nous voulons voir nos citoyens participer véritablement aux décisions qui affectent leur vie et contribuer à l'édification de nations plus fortes.

Avec son milliard d'habitants, l'Afrique a ce qu'il faut pour prendre en charge son destin. Nos pays évoluent toujours plus vite. Même les dix dernières années ont vu un changement et un progrès énormes. Mais il reste beaucoup à faire pour faire de la renaissance du continent une réalité. C'est pourquoi nous ne pouvons pas nous montrer complaisants ou nous satisfaire des quelques progrès accomplis.

Nous sommes à un moment opportun dans notre histoire pour construire sur les bases déjà posées dans l'élimination du colonialisme et de l'apartheid. Et les leçons apprises au cours des dernières décennies ne peuvent que nous pousser à saisir les rênes d'un continent plein de promesses et de perspectives.

L'Afrique d'aujourd'hui cherche ses propres solutions, mais aussi un autre type de relation avec la communauté internationale, qui soit fondée sur un véritable partenariat, des va-

leurs communes et un respect et un avantage mutuels. Nous avons déclaré à maintes reprises la nécessité de changer la donne au niveau mondial. On attend depuis trop longtemps que changent nos relations avec les économies plus avancées afin de corriger des déséquilibres anciens et offrir un meilleur avenir à nos citoyens.

Mais l'Afrique ne peut pas simplement appeler de ses vœux un nouvel ordre mondial; elle doit y contribuer en prêchant par l'exemple. Comment l'Afrique est perçue et traitée dépend beaucoup des choix que nous faisons dans la manière dont nous gouvernons nos pays. Pour y parvenir, il faudra que nous affrontions clairement les problèmes et gagnions le droit de déterminer notre destin.

Afin d'abolir pour toujours l'image d'un continent en proie à la lutte et au besoin, il faudra ne pas se cacher les vraies raisons se trouvant derrière ces maux, aussi dérangeantes qu'elles soient pour nous et nos partenaires. Vu le contexte et l'expérience spécifiques de chacun de nos cinquante-quatre pays, nous ne devrions avoir aucune illusion quant au dur travail nécessaire pour assurer à notre continent et à nos peuples un avenir marqué par la stabilité, la prospérité et l'autodétermination.

Nos efforts ont été renforcés dans la dernière décennie par des taux de croissance économique impressionnants, qui sont allés à l'encontre du ralentissement mondial et de la tourmente financière en Europe et ailleurs. L'activité accrue des entreprises africaines dans presque tous les secteurs y compris les technologies de l'information et télécommunications, l'industrie, le tourisme, les services bancaires, l'agriculture et l'exploitation minière



---

crée de la richesse partout sur le continent. Nous continuons également à mettre en place des partenariats nouveaux et productifs dans les secteurs du commerce et de l'investissement, en particulier avec les pays d'Asie, une tendance qui devrait être poursuivie plus avant et renforcée.

L'incapacité de l'Afrique de transformer ses vastes ressources naturelles en richesse réelle l'a placée dans une position difficile, qui veut qu'elle dépende perpétuellement de l'aide au développement. Cependant, l'heure est venue de faire une réflexion approfondie sur ce que peut être l'avenir de l'Afrique sans aide. Nous devons utiliser notre résilience pour faire en sorte que l'aide serve à titre de mesure temporaire, pendant que nous œuvrons à mettre fin à la dépendance.

Nous perpétuerons l'héritage des fondateurs de l'Union Africaine en veillant à ce que l'économie du continent soit entraînée par l'entrepreneuriat, l'investissement, l'innovation et le travail acharné des Africains, en collaboration avec des partenaires internationaux.

Il ne fait aucun doute que notre continent reste confronté à des défis considérables qui sont encore compliqués par les turbulences mondiales mais, en travaillant ensemble, nous pouvons trouver des solutions appropriées et responsables pour une plus grande stabilité, la transformation socioéconomique et l'avenir que les Africains méritent et sont capables de créer.

**Son Excellence Mohamed Abdelaziz,  
Président de la République arabe  
sahraouie démocratique**



À l'occasion de la célébration du 50<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'Organisation de l'unité africaine, j'ai l'immense plaisir de transmettre, au nom du Gouvernement et du peuple de la République arabe sahraouie démocratique, mes plus sincères félicitations à tous les peuples et à toutes les nations africaines.

C'est aussi l'occasion de rendre hommage aux pères fondateurs de notre organisation continentale, ainsi qu'aux hommes et aux femmes très dévoués qui, partout sur le continent, travaillent chaque jour et sans relâche à faire une réalité du rêve africain d'une Afrique fortement unie, prospère et pacifique.

La création de l'OUA dans la ville d'Addis-Abeba, en Éthiopie, il y a cinquante ans, marquait sans aucun doute un tournant dans l'histoire moderne de l'Afrique et constituait une consécration institutionnelle du panafricanisme en tant qu'expression de la forte croyance de tous les peuples africains dans leur unité et leur communauté d'objectif. C'était aussi l'expression de la profonde conviction des pères fondateurs de notre organisation continentale que la liberté, l'élimination de toutes les formes de colonialisme, la paix et un développement socioéconomique et politique axé sur l'Afrique étaient essentiels pour réaliser les aspirations légitimes des peuples africains à l'unité, à la solidarité et à la coopération.

La célébration du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'OUA, placée sous le thème «Panafricanisme et renaissance africaine» intervient à un moment où l'Afrique est en essor et où la plupart des pays africains ont enregistré des taux de croissance économique positifs au cours de la dernière décennie, en dépit de l'incertitude qui entoure actuellement l'économie mondiale. Malgré

les défis multidimensionnels qui se posent encore au continent, ces heureuses évolutions socioéconomiques et politiques, dont nous pouvons à juste titre être fiers, constituent un motif de satisfaction et renforcent la confiance de l'Afrique dans son grand potentiel et dans son avenir prometteur.

Les célébrations se déroulent un peu plus d'une décennie depuis la transformation de l'OUA en Union Africaine, laquelle transformation représentait un grand moment dans l'évolution institutionnelle de l'Afrique. Symbole de l'unité africaine et du panafricanisme, l'UA constituait une nouvelle étape pour la promotion d'une Afrique prospère, pacifique, intégrée et dirigée par ses propres citoyens ainsi que pour la réalisation d'une plus grande intégration économique et politique du continent.

Au bout de cinquante années d'existence, l'organisation continentale africaine a largement contribué, avec la participation active des États membres, à faire des progrès sur les plans de la paix et de la sécurité, des droits de l'homme, de la bonne gouvernance, de la démocratie, de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de la société civile, entre autres domaines. L'OUA a aussi considérablement aidé à libérer le continent du colonialisme extérieur, de l'apartheid et d'autres formes de ségrégation raciale et d'oppression.

À l'exception de la République arabe sahraouie démocratique, dont des parties du territoire sont toujours sous occupation étrangère, tous les pays africains jouissent de leur indépendance chèrement acquise et sont, depuis, en mesure d'exercer pleinement leur droit inaliénable à l'autodétermination et de poursuivre librement leur développement so-

---

cioéconomique et politique. Guidées par les principes et objectifs de la Charte de l'OUA, en particulier ceux relatifs à la décolonisation totale des territoires africains sous occupation étrangère et à l'intangibilité des frontières existant au moment de l'accession à l'indépendance nationale, l'OUA et, plus tard, l'UA ont toujours été à l'avant-garde du soutien et de la défense des droits inaliénables du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance.

Notre organisation continentale a aussi activement participé à la recherche d'une solution pacifique, juste et durable au conflit de décolonisation du Sahara occidental entre la République arabe sahraouie démocratique et le Royaume du Maroc. Alors que nous célébrons le 50<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'OUA et les grandes réalisations accomplies au cours des cinq dernières décennies, la poursuite du conflit au Sahara occidental rappelle l'urgente nécessité de coordonner et d'intensifier nos efforts pour permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance.

La déclaration historique de Nkrumah selon laquelle l'indépendance du Ghana était incomplète tant que toute l'Afrique n'était pas libre, incarnation même de l'esprit du panafricanisme, garde toute son actualité aujourd'hui; par conséquent, la décolonisation inachevée du Sahara occidental demeure une tâche en suspens pour l'Afrique et pour la communauté internationale tout entière.

Nous espérons vivement que le 50<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'OUA marquera le début d'un engagement africain et international dynamique dans la décolonisation de la dernière colonie en Afrique, ce qui donnera sans aucun doute une impulsion supplémentaire aux efforts en cours visant à la réalisation tant attendue de l'intégration régionale et continentale.

**Son Excellence Monsieur Macky Sall,  
Président de la république du Sénégal**



La célébration du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'OUA/UA m'offre l'agréable occasion d'adresser aux états membres de notre Organisation et à tous les peuples africains amis et frères mes plus chaleureuses félicitations.

En proclamant la naissance de l'Organisation continentale le 25 mai 1963 à Addis Abeba, les pères fondateurs avaient traduit par cet acte historique les aspirations légitimes de nos peuples à prendre en charge leur propre destin, dans la liberté, l'unité et la solidarité.

Je voudrais rendre un hommage appuyé aux Peres fondateurs et à tous les pionniers du panafricanisme, en Afrique et dans la Diaspora.

C'est parce qu'ils ont su porter et d'entretenir la flamme de la liberté et l'idéal de l'unité africaine, dans un contexte difficile d'adversité coloniale et post coloniale, que nous poursuivons aujourd'hui notre marche commune vers notre objectif ultime : l'intégration africaine.

Au cours de ses cinquante années d'existence, l'Organisation continentale nous a offert un cadre unique de rassemblement, de concertation et d'action pour achever le processus de décolonisation de l'Afrique, démanteler le régime d'apartheid, œuvrer – certes avec des fortunes diverses- à éteindre les foyers de tension sur le Continent, et harmoniser nos positions sur des questions d'intérêt commun dans les Instances internationales.

Ces succès sont d'une grande importance. Il faut s'en féliciter. Au demeurant, c'est dans le processus de maturation de ces acquis que nos pays ont appris à mieux se connaître, s'en-

richir de leurs expériences respectives, découvrir leurs propres potentialités et apprécier leur capacité de mobilisation chaque fois qu'il s'est agi de défendre les causes qui constituent la raison d'être de notre Institution.

Quand nous jetons un regard rétrospectifs sur le chemin parcouru, nous devons exprimer notre gratitude aux générations qui ont contribué à la réalisation de l'héritage que nous célébrons aujourd'hui.

En même temps, quand nous regardons le chemin devant nous, nous devons nous convaincre que cet héritage met à notre charge un devoir impératif : celui de relever avec détermination les nombreux défis qui nous interpellent pour mériter le legs des anciens et la reconnaissance des générations futures.

Notre responsabilité aujourd'hui et les années à venir, c'est de consacrer toutes nos énergies, tous nos moyens et toutes nos intelligences au développement économique et social de nos peuples

Pour ce faire, il nous faut éloigner le spectre de la guerre partout en Afrique, transcender les divergences qui nous détournent de l'essentiel, bâtir des intuitions fortes et fiables, promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance, rompre le cercle vicieux de la pauvreté, réaliser les infrastructures qui nous relient les uns aux autres et parachever l'intégration africaine.

---

Voilà, à mon sens, l'agenda qui doit mobiliser en permanence l'Afrique et les Africains si nous voulons-être au rendez vous du 21<sup>e</sup> siècle.

C'est le meilleur cadeau que nous pouvons préparer, des maintenant, pour le Centenaire de notre Organisation. Et c'est sur ce bilan que les générations futures jugeront nos actes.

Je suis, pour ma part, heureux que la célébration du cinquantième de l'OUA/UA coïncide avec le mandat que m'ont confié mes Pairs à la tête du comité d'orientation des Chefs d'Etat et de Gouvernement du NEPAD.

Cette mission, je compte la poursuivre résolument au service de nos idéaux partagés.

Vive l'Afrique !

Vive l'Unité Africaine !

**Son Excellence James Alix Michel,  
Président de la République des Seychelles**



C'est un honneur pour moi que de me joindre à d'autres dirigeants africains et de contribuer à ce livre commémoratif marquant le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'OUA/UA.

J'aimerais saisir l'occasion pour adresser, au nom du peuple des Seychelles et de mon Gouvernement, mes sincères félicitations à l'Union Africaine et la saluer pour sa détermination à guider l'Afrique sur la voie de la réalisation de ses aspirations à la paix et à la prospérité.

Les Seychelles sont convaincues que l'histoire de l'OUA/UA en tant qu'organisation pour la libération de l'Afrique, inspire son avenir en tant que moteur de croissance, de prospérité et de développement de l'Afrique. Notre organisation est à l'avant-garde de notre renaissance africaine dans l'esprit du panafricanisme.

Il y a de cela 50 ans, le rêve des pères fondateurs de l'OUA était celui d'une Afrique unie dans laquelle les États africains pourraient intensifier leur coopération et leurs efforts en vue d'offrir une vie meilleure aux peuples du continent. C'était l'époque où les Africains venaient tout juste de sortir de la colonisation, l'indépendance était devenue une réalité pour beaucoup de pays et elle se profilait pour d'autres.

Étant l'État africain le plus petit, les Seychelles se rappellent avec fierté le chemin suivi vers l'indépendance – chemin illuminé par les efforts de l'OUA, et de tous les dirigeants visionnaires qui nous ont tracé la voie.

À l'occasion de la célébration de ce 50<sup>e</sup> anniversaire, j'aimerais également rendre hommage à notre ancien président France Albert René pour l'héritage légué, il a été le premier à allumer les flammes de l'indépendance en 1964 et a finalement mené son pays à l'indépendance en 1976. Nous lui vouons une éternelle reconnaissance pour la détermination qu'il a manifestée pour que le peuple seychellois puisse faire entendre sa voix. Avant l'indépendance, l'OUA était une des principales instances où cette voix s'exprimait. Et en vérité, c'était notre voix.

Cinquante ans après, l'UA garde pour nous une signification, celle de l'esprit d'égalité, d'unité et de dignité humaine qui a inspiré les mouvements pour l'indépendance.

Le contexte mondial et le paradigme politique durant ces 50 années ont considérablement évolué, nous avons pu cependant nous adapter aux changements et sommes plus que jamais déterminés à œuvrer ensemble à la réalisation de nos objectifs communs.

Nos aînés, les pères fondateurs, dans leur recherche de la justice, de l'unité et de la dignité ont jeté les bases d'une forte union de nations africaines et c'est sur ce socle que nous avons pu construire depuis le mois de mai 1963. Nous devrions nous enorgueillir du fait que l'Union Africaine ait conquis sa place au sein des nations en tant que l'une des organisations intergouvernementales les plus respectées.



---

Depuis sa création et jusqu'à ce jour, l'Union Africaine a été et est toujours confrontée à de nombreux défis mais s'il y a une leçon que nous avons apprise au fil des ans, c'est bien comment transformer ces défis en opportunités.

Au moment où nous célébrons les 50 ans d'existence de notre organisation, c'est assurément un moment excitant que d'être Africain et surtout de faire partie de l'Union Africaine. Jamais auparavant l'Afrique n'a disposé d'autant d'occasions pour décider son propre avenir. Jamais auparavant l'avenir de l'Afrique n'a été aussi intimement lié à celui du monde dans son ensemble.

Le succès de l'Afrique peut être un stimulant pour le monde entier.

Il importe que nous prenions par conséquent le temps de réfléchir à notre avenir et à ce que nous pouvons faire ensemble au cours des 50 prochaines années.

Les combats que nous avons menés pour notre libération restent vivaces dans nos esprits, mais nous sommes conscients que nous devons continuer de nous battre pour la libération économique complète de l'Afrique.

Il nous faut trouver des moyens – des moyens novateurs – de créer de nouvelles opportunités pour le développement durable. Les économies « verte » et « bleue » sont, pour nous, de réelles opportunités d'une nouvelle croissance économique respectueuse de l'écosys-

tème terrestre. Les océans de l'Afrique peuvent également constituer une nouvelle frontière de ressources pour nos populations. Nous nous devons de réclamer les bénéfices de notre héritage naturel et faire en sorte que nous passions ces richesses à nos descendants afin qu'eux aussi puissent en profiter.

Nous devons également continuer à investir dans la jeunesse afin de développer son potentiel. Nous ne devrions pas seulement considérer les jeunes comme les futurs dirigeants de l'Afrique mais comme les moteurs de notre économie d'aujourd'hui. Pour qu'ils deviennent des dirigeants compétents, nous devons mettre en place les mécanismes qui les aideront à atteindre cet objectif. L'éducation doit être au cœur de nos politiques et bénéficier de façon égale aux garçons et aux filles. Nous devons mettre en place les cadres appropriés qui permettront aux populations jeunes de l'Afrique d'exceller.

Nous devons également réaffirmer notre détermination à mettre un terme aux cycles de violence qui continuent de ravager certaines parties de notre continent, en dépit de la paix et de la stabilité qui règnent dans la majorité de nos pays.

Notre passé est essentiel pour nos actions d'aujourd'hui et déterminera l'avenir que nous voulons construire. Notre rôle est de poursuivre l'œuvre que nos aînés ont entamée.

C'est avec beaucoup de plaisir que je me joins encore à mes sœurs et frères africains pour féliciter notre Organisation à l'occasion de son 50<sup>e</sup> anniversaire.

**Son Excellence Ernest Bai Koroma,  
Président de la République de Sierra Leone**



Notre organisation continentale a survécu. Et elle est devenue plus forte, plus résiliente et plus unie qu'il y a 50 ans. Dans un monde où existent tant de différences et de défis, le seul fait de rassembler plus de 50 nations dans une organisation continentale qui ne cesse de se renforcer, est un accomplissement qui vaut la peine d'être célébré.

Notre organisation continentale a été fondée pour réaliser nos aspirations les plus chères et relever les défis communs auxquels nous sommes confrontés en tant qu'Africains. L'Union a vu le jour pendant les années d'enthousiasme ayant marqué le début des années 60 pour consolider, à travers un front uni, la liberté politique que nous venions de conquérir ; elle a été fondée pour réaliser les aspirations de notre peuple à la liberté de l'Afrique tout entière, et assurer l'émancipation économique et l'unité des fils et filles des bâtisseurs des pyramides, des grandes murailles du Zimbabwe, des monastères historiques d'Éthiopie et des grandes universités de Tombouctou.

Différentes générations d'Africains ont joué leur partition sur différentes versions de la même vision et ont agi pour relever les défis à ces aspirations : liberté sans contrôle extérieur ; liberté sans servitude intérieure ; liberté à l'abri de la pauvreté ; émancipation des femmes. Les perspectives concernant ces questions évoluent et comme c'est souvent ce qui se passe dans de tels cas, les mécanismes existants pour la réalisation des idéaux de liberté sont considérés comme insuffisants. Chaque génération a eu ses questions les plus urgentes, ses défis les plus redoutables et des visions à matérialiser.

La liberté sans domination extérieure et l'unité afin de réaliser la liberté politique, voilà ce qui a guidé les interventions des premiers visionnaires de l'Organisation ; en commençant par l'Union des États africains proposée par Kwame Nkrumah jusqu'à la création de l'Organisation de l'unité africaine dont nous célébrons le 50<sup>e</sup> anniversaire cette année, cet objectif a été la préoccupation primordiale des peuples et des dirigeants du continent.

Cela a toutefois été considéré comme insuffisant. La liberté sans contrôle politique extérieur aurait une plus grande signification si elle est enracinée dans la liberté sans contrôle économique extérieur. Mais même cette liberté sans contrôle économique extérieur doit s'appuyer sur la liberté sans oppression intérieure et sans dictature, et cette liberté est incomplète si elle ne va pas de pair avec l'émancipation des femmes, la responsabilisation des jeunes, la transformation de l'agriculture et la résolution des conflits.

Nous avons souvent eu des divergences quant aux moyens d'atteindre les objectifs de liberté et d'unité. Nous citerons nos divergences à propos de la guerre civile en Angola, sur le conflit au Sahara occidental, sur les meilleurs moyens de combattre l'apartheid et sur la forme de notre représentation à l'Organisation des Nations Unies. Ces divergences ont ébranlé notre détermination et notre solidarité, mais nous avons, la plupart du temps, évité les écueils et réaffirmé les meilleures options qui soient pour promouvoir la liberté de nos peuples.

La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples a élargi la vision de la liberté telle que définie par notre organisation continentale pour qu'elle englobe les droits des

personnes et des peuples à l'intérieur des États africains. Si les États doivent être libres de tout contrôle extérieur, il doit également en être de même pour les peuples et les personnes dans ces États, qui doivent être à l'abri de l'oppression et des violations des droits de l'homme.

La liberté économique est nécessaire pour le renforcement de nos libertés politiques au niveau des États, des peuples et des individus. Le Plan d'action de Lagos pour le développement de l'Afrique a amené à institutionnaliser cette perspective au sein de notre organisation continentale. Cette vision de la liberté économique allait favoriser l'adoption du Traité de 1991 instituant la Communauté économique africaine ainsi que la reconnaissance des communautés économiques régionales en tant que constituant une base solide pour l'intégration économique de tous les États africains.

Notre Union Africaine est une force pour le bien en Afrique. Là où il y a eu des guerres, comme en Somalie et au Soudan, nous avons œuvré pour la paix ; là où il y a eu l'injustice, comme dans le cas des inégalités et discriminations à l'égard des femmes, nous avons plaidé pour l'équité entre les hommes et les femmes et aujourd'hui la Présidente de notre Commission de l'Union Africaine est une femme à l'expérience à nulle autre pareille ; là où il y a eu une usurpation d'un régime démocratique, comme dans mon propre pays au milieu des années 90, au Togo, en Mauritanie, au Mali et en République centrafricaine, nous avons agi pour la restauration de la légitimité ; là où des abus des droits de l'homme ont été constatés, comme au Darfour, en Somalie, au Mali, en Afrique du Sud durant les années d'apartheid, dans mon propre pays dans les années 90 et dans plusieurs autres pays, nous sommes intervenus pour assurer le rétablissement de la justice. Quelquefois nous avons été loin d'atteindre nos objectifs mais nous avons, dans l'ensemble fait des progrès pour atteindre des idéaux plus élevés en matière de justice, d'inclusion, de sécurité et de développement.

De nouveaux défis compromettent la réalisation de ces idéaux. Notre continent est maintenant la cible d'un réseau de terroristes et de trafiquants de drogues et de personnes ; de nouvelles formes de maladies menacent nos systèmes de soins de santé, nos pays sont confrontés à des crises financières et alimentaires internationales, au défi du changement climatique, à des pratiques commerciales déloyales et à des instruments internationaux qui sont parfois dirigés contre une plus grande participation et une plus grande autono-

misation de l'Afrique. Et une nouvelle génération d'Africains est arrivée : une génération qui s'impatiente devant la lenteur de la croissance, qui aspire à un plus grand pouvoir économique et qui est enthousiasmée par les possibilités de grandeur qu'incarnent notre terre, notre culture et les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Je suis heureux que nous renforçons les instruments ainsi que nos capacités à relever frontalement plusieurs de ces défis et à saisir les opportunités que nous offre le patrimoine naturel et humain de notre continent. Nous avons opéré la transition et sommes passés de l'Organisation de l'unité africaine à l'Union Africaine, signe qu'il y a une plus grande force et une plus grande unité et qu'il y a une foi plus grande dans nos capacités à mener une action commune. Nous avons mis en place le processus du PDDAA pour relever les défis dans le secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Nous avons mis au point le NEPAD et le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs en tant que jalon devant guider le continent à adhérer largement aux valeurs démocratiques, à la bonne gouvernance, au principe de la reddition de comptes et au développement. Nous avons, en tant qu'Union, mis en place le Parlement africain pour promouvoir une plus grande inclusion ; nous avons institué le Conseil économique, social et culturel pour renforcer la participation de la société civile africaine aux affaires de l'Union, et nous avons adopté et adapté plusieurs instruments relatifs aux droits de l'homme, notamment la création de la Cour africaine de justice et des droits de l'homme et des peuples pour protéger nos populations de l'oppression intérieure ; et nous avons créé le Comité des Dix chefs d'État pour guider nos efforts visant à faire de l'Organisation des Nations Unies une organisation plus démocratique, plus inclusive et plus adaptée.

Nous ici, à l'Union Africaine, gardons vivaces les rêves des fondateurs de l'OUA et entretenons toujours les flammes de la liberté et de l'unité pour qu'elles ne soient pas éteintes par les vents violents que sont le pessimisme et les troubles qui sévissent parfois sur notre continent. Pour cela, je voudrais au nom du peuple de la République de Sierra Leone et en mon nom propre, rendre hommage aux fondateurs de notre première organisation continentale. Pour cela, nous saluons les dirigeants de l'Afrique qui n'ont ménagé aucun effort pour que les flammes ne s'éteignent pas, et nous honorons les citoyens de notre continent dont la résilience, l'abnégation et les aspirations à une plus grande liberté ont été des stimulants pour les plus grandes réalisations de notre Union Africaine.

Il reste encore beaucoup à faire, mais les conditions sont réunies, les aspirations sont bien connues et l'UA devient l'institution pertinente primordiale pour la réalisation des objectifs que les Africains se sont fixés à eux-mêmes. Nous prenons acte du fait que les 50 premières années ont été des décennies d'expansion et d'approfondissement des notions de liberté en Afrique et de création des instruments et des mécanismes pour leur matérialisation.

---

Nous réaffirmons notre foi en l'UA, organisation parfaitement indiquée pour réaliser la promesse de l'Afrique. Nous déclarons qu'au cours des 50 prochaines années, chaque foyer en Afrique doit bénéficier des fruits que rapportera l'élargissement de nos notions communes de liberté.



Son Excellence Hassan Sheikh Mohamud,  
Président de la République fédérale de Somalie

C'est un immense plaisir pour moi et pour le peuple de la Somalie de célébrer avec vous, mes sœurs et frères africains le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'OUA/UA. La Somalie, en tant que membre fondateur de cette auguste organisation, s'enorgueillit des réalisations accomplies ces 50 dernières années du fait que nous avons libéré le continent du joug du colonialisme, de l'impérialisme, de l'apartheid et de toutes formes d'oppression, de discrimination et de soumission.

Notre organisation entre dans une nouvelle phase, celle de la renaissance et de la reconstruction et de l'utilisation conjointe des ressources collectives de notre continent en faveur du développement, de l'intégration et d'un nouveau réveil pour que l'Afrique puisse concrétiser les aspirations de ses populations et atteindre les niveaux de vie qui sont ceux des pays développés.

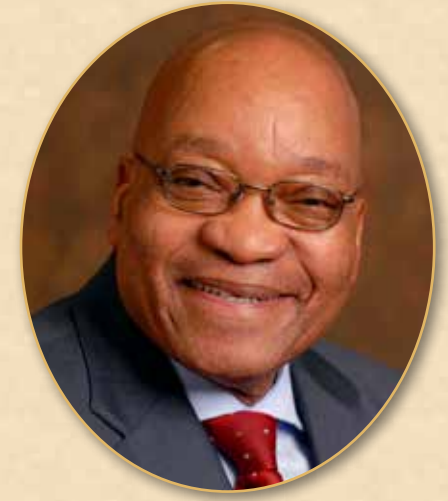
La marche vers la renaissance de l'Afrique est entamée et bientôt l'Afrique, sous la conduite de l'UA, va prendre sa place sous le soleil avec le même statut que les autres continents et contribuer généreusement à faire avancer la civilisation humaine.

Le nouvel espoir du monde, s'agissant du progrès et de l'accroissement de la richesse de l'humanité, c'est l'Afrique et l'UA se charge avec fierté de cette mission.

La Somalie a joué son rôle en appuyant le processus de décolonisation de l'Afrique avec humilité et avec un sens du devoir et elle est prête, aujourd'hui, à apporter sa contribution, avec détermination et confiance à la deuxième phase de la renaissance.

La Somalie célèbre cette journée avec joie et salue les nations d'Afrique dans leur ensemble pour les réalisations qu'elles ont accomplies au cours des 50 dernières années.

Son Excellence Jacob Zuma,  
Président de la République d'Afrique du Sud



Le 25 mai 1963, les dirigeants de 32 États africains indépendants signaient la Charte établissant l'Organisation de l'unité africaine après s'être réunis à cette fin, en ce jour historique, à Addis-Abeba (Éthiopie). Cinquante ans après, cet événement continue, à travers le continent, d'unir les Africains autour de la réalisation du rêve panafricaniste.

Il est bien connu que l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui a précédé l'Union Africaine, avait fait de la décolonisation de l'Afrique son principal objectif. Elle avait, pour ce faire, établi le Comité de libération. Dans le cadre de la Charte de l'OUA, des Africains ont pris, de manière consciente et délibérée, la décision de mener un combat unifié contre le colonialisme et l'apartheid. Des frères africains ont, en collaboration avec les forces révolutionnaires actives dans le monde, soutenu avec persistance nos mouvements de libération alors que luttions contre l'odieux système de l'apartheid dans notre pays.

C'est dans le cadre de la quête de l'unité africaine que le gouvernement sud-africain a été mis au ban des nations entre les années 60 et la fin de l'apartheid, dans les années 90. Nous nous rappelons avec fierté et gratitude le rôle joué par les États de la ligne de front dont les dirigeants et ressortissants menaient le combat qui a donné lieu, par la suite, à la création de la Conférence de coordination pour le développement de l'Afrique australe (SADCC), devenue ensuite la Communauté de développement de l'Afrique australe.

C'est dans ce contexte que le Congrès national africain (ANC) a obtenu le statut d'observateur à l'OUA, où il était représenté par Oliver Tambo, aujourd'hui disparu, l'un des fils les plus courageux de notre continent avant de devenir le Président de l'ANC. Nous sommes

reconnaissants aux fondateurs de l'Union Africaine du geste qu'ils ont eu à notre égard prouvant que nous n'étions pas seuls dans notre situation difficile et que frères africains étaient à nos côtés.

Concernant l'Afrique du Sud, nous pouvons attester avec fierté qu'elle a été dirigée par le plus ancien mouvement de libération africain, le Congrès national africain (ANC), qui se flatte d'œuvrer de longue date en faveur de l'unité africaine. L'ancien Président Mandela (Madiba) et le défunt Oliver Tambo ont joué un rôle important dans la création de l'OUA.

Nous nous rappelons que l'Organisation a été fondée dans la perspective de promouvoir l'unité et la solidarité entre les États africains, de coordonner et d'intensifier la coopération et les efforts visant à améliorer la vie des peuples africains, de défendre la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance des États, d'éradiquer toute forme de colonialisme en Afrique, de promouvoir la coopération internationale en tenant dûment compte de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de coordonner et d'harmoniser les stratégies politiques, diplomatiques, économiques, éducatives, culturelles, médicales, sociales, scientifiques, techniques et militaires de ses États membres.

La date du 25 mai, choisie pour célébrer la Journée de l'Afrique, marque une étape dans cette quête d'unité et d'émancipation politique et économique des peuples africains. Après la fin de l'apartheid, l'Afrique du Sud, pleinement démocratique, a été officiellement admise en qualité de 53<sup>e</sup> État membre de l'Organisation (OAU) au sommet de Tunis (Tunisie) en 1994. Ce rappel de l'évolution historique ayant abouti au cinquantenaire de l'OUA



serait incomplet s'il n'était pas fait mention de la Conférence de Berlin, tenue du 15 novembre 1884 au début de 1885.

Il ressort des documents d'archives qu'à la demande du Portugal, le chancelier allemand alors en exercice, Otto von Bismarck, avait invité toutes les puissances européennes à partager entre elles le continent africain pour enfin surmonter la confusion entourant la colonisation et le contrôle des territoires. La Conférence a permis aux puissances européennes d'harmoniser leurs efforts en matière de colonialisme et d'éviter toute possibilité de confrontation militaire entre elles. Elles avaient compris qu'elles devaient s'unir pour parvenir à soumettre les Africains.

L'OUA a ainsi créé un mécanisme de coordination et de coopération renforcée pour l'intelligentsia africaine et les opposants de première ligne au colonialisme en vue d'émanciper le continent du joug colonial. Elle a ainsi donné une raison d'être aux peuples africains aspirant à recouvrer la liberté et la dignité, et à vivre une vie meilleure. Elle a été le vecteur des espoirs et des aspirations des Africains. L'espoir des Africains de voir se lever le jour marquant la fin de toute trace de colonialisme en Afrique a été ravivé. C'est dans le cadre de l'OUA que la nécessité d'harmoniser les stratégies politiques, diplomatiques, économiques, culturelles, médicales, sociales, scientifiques, techniques et militaires des États membres a été reconnue et envisagée.

Comme l'a dit un jour Marcus Garvey, « ceux qui ont une âme de vainqueurs ne craignent pas les conséquences de leurs actes ». Lorsque l'OUA a été créée en 1963, l'ancien Président Nelson Mandela et ses compagnons de lutte venaient d'être condamnés à la prison à vie en Afrique du Sud. Mus par la nécessité de mettre fin à ce qui serait le dernier pilier du colonialisme en Afrique, les condamnés du procès de Rivonia ont cru, sous la bannière de l'unité africaine, à leur victoire, tout en étant prêts à en subir les conséquences. Les dirigeants africains et ceux d'autres États ont, dans le cadre de l'OUA, partagé ce sentiment et appuyé la cause du mouvement antiapartheid jusqu'à sa disparition. La fin de ce système est devenue le symbole de la victoire contre le colonialisme.

Nous devons donc, à l'occasion du cinquantenaire de l'OUA, multiplier nos efforts et appels en faveur de la réforme du système de gouvernance mondial. Nous déclarons le XXI<sup>e</sup> siècle le « Siècle de l'Afrique » et reconnaissons les obstacles qui nous attendent et les difficultés

qui marqueront la voie menant à la paix, à la stabilité et à la prospérité du continent africain. Nous, dirigeants africains, sommes ainsi invités à renforcer notre détermination, à faire entendre notre voix par le biais de l'Union Africaine et à surmonter les défis posés par le système international actuel.

En Afrique du Sud, nous avons pleinement conscience des difficultés rencontrées par notre continent et l'Union Africaine. Notre Organisation ne pourra y échapper si elle veut accomplir son mandat et dissiper le pessimisme qui prévaut actuellement au sujet de l'Afrique. L'Afrique du Sud souhaite, une fois encore, rappeler que ces défis ne sont pas insurmontables et redire que l'Union Africaine peut s'inspirer du précieux legs transmis par l'Organisation de l'unité africaine.

Nous devons continuer à travailler ensemble à redynamiser le développement par le biais du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Le continent doit tracer la voie en procédant volontairement à une autoévaluation dans le cadre du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs. Il convient de rappeler que, depuis le début du nouveau millénaire, le programme de développement de l'Afrique a pris de l'ampleur et se consolide comme suit:

- L'affirmation par le NEPAD que la paix, la stabilité et la bonne gouvernance sont les conditions préalables au développement, a été entendue et soutenue par un nombre important d'États africains, et porte ses fruits.
- Le NEPAD a renforcé la culture du développement économique sur le continent, laquelle met en évidence la priorité de l'Afrique que sont les échanges commerciaux avec le reste du monde. Cette culture privilégie également le Programme de développement des infrastructures en Afrique et l'Initiative présidentielle des champions de l'infrastructure, ses objectifs principaux étant de combler le déficit du continent en matière d'infrastructures et d'assurer l'intégration des marchés et régions sur le continent.
- L'Afrique ne saurait être marginalisée plus longtemps, alors qu'elle a récemment connu plusieurs phases record en matière de croissance économique. Au cœur de la grave crise financière mondiale, le continent a connu un taux de croissance supérieur à 5%. Ces gains doivent être consolidés.

L'Afrique du Sud souhaite encourager les autres États membres, les organes de l'Union Africaine et les communautés économiques régionales à célébrer dignement cette étape historique, et à unir continûment leurs efforts en faveur d'une Afrique prospère, paisible et développée, laquelle constituera un solide héritage pour les futures générations.

Il est également à espérer qu'après avoir renouvelé notre engagement en faveur de la Renaissance africaine, nous n'épargnerons aucun effort pour financer l'autosuffisance et l'indépendance de l'Union Africaine. La liberté et l'autonomie de l'Afrique resteront un rêve inachevé si nous continuons à être tributaires de sources externes.

---

Dans la perspective des cinq prochaines décennies, nous souhaitons bonheur et prospérité au continent et à ses habitants. Ce vœu fait écho à l'œuvre d'un fils de la terre africaine, Enoch Sontoga, qui a composé et fait retentir « ***Nkosi Sikelel' iAfrica*** ».



Son Excellence Salva Kiir Mayardit,  
Président de la République du Soudan du Sud

Au nom du peuple et du Gouvernement de la République du Soudan du Sud, je voudrais saluer l'action menée par l'Organisation de l'unité africaine et l'Union Africaine depuis la création de l'organisation le 25 mai 1963 à Addis-Abeba (Éthiopie). Alors que nous commémorons ses 50 ans d'existence, les multiples raisons de célébrer cet anniversaire ressortent des réalisations de cette institution panafricaine estimée, à commencer par la poursuite de notre objectif principal, qui est de promouvoir l'unité et la solidarité entre les États membres pour assurer notre avenir économique et politique. En effet, l'Union Africaine a été à la pointe du combat pour la stabilité, la paix et la sécurité sur le continent.

Le Soudan du Sud a connu un long voyage qui a culminé avec l'indépendance du pays le 9 juillet 2011. Le 10 juillet 2011, nous sommes devenus, avec fierté, le 54<sup>e</sup> membre de l'Union Africaine. L'on sait que la guerre civile avait plus ou moins sévi en permanence au Soudan depuis 1955, bien avant la fondation de l'OUA. On se souviendra également que le Soudan était en guerre avec lui-même avant son indépendance en 1956. Depuis ce temps jusqu'à l'Accord de paix global, signé au Kenya en 2005, le peuple sud-soudanais n'a connu que de la guerre.

La fin de la première phase du conflit, qui s'est terminée avec l'Accord d'Addis-Abeba de 1972, signé par le Gouvernement soudanais et les combattants de la liberté du Soudan du Sud (Anyanya), a été négociée par les fondateurs de l'OUA. Malheureusement, la paix n'a duré qu'onze ans et la guerre civile s'est rallumée en 1983. De nombreux efforts, tant régionaux qu'internationaux ont été faits pour négocier la paix entre les deux parties et tenter de mettre fin à la guerre. Les plus longues négociations ont été parrainées par l'Autorité inter-

gouvernementale pour le développement (IGAD), un organisme régional sous les auspices de l'OUA/UA. Plus récemment, au cours de la période intérimaire définie dans l'Accord de paix global, l'Union Africaine a établi un groupe de haut niveau chargé de la mise en œuvre de l'Accord pour appuyer les négociations entre le Soudan du Sud et le Soudan.

Aujourd'hui, nous portons notre attention au-delà de la guerre pour nous concentrer sur l'édification d'une nation digne des martyrs qui ont donné leur vie pour la cause de la libération et de la paix. L'OUA/UA a été un fervent partisan de la paix au Soudan et a œuvré sans relâche à faire en sorte que les deux pays connaissent une paix et une prospérité durables.

Nous remercions le Groupe de haut niveau de son engagement en faveur de l'aboutissement des pourparlers qui ont suivi la sécession. L'Union Africaine a joué un rôle important dans la réalisation de l'Accord et la sauvegarde de l'indépendance du peuple sud-soudanais. Bien que ces discussions aient été longues et parfois tendues, nous apprécions le rôle louable joué par la Commission de l'Union Africaine, et en particulier le Groupe de haut niveau.

La signature historique de l'Accord de coopération mutuelle, survenue le 27 septembre 2012, témoigne de l'engagement de l'Union Africaine.

État le plus jeune du monde, le Soudan du Sud fait face à de nombreux problèmes de développement. Cependant, nous ne craignons pas les défis. À chaque jour qui passe et à chaque nouvelle expérience, le Soudan du Sud apprend, évolue et grandit. Nous atten-

dons avec impatience notre intégration accrue à l'Union Africaine car nous avons pour objectif de consolider le développement démocratique des facteurs politiques, sociaux, culturels, économiques et institutionnels propice à notre développement. La conjoncture difficile qui est la nôtre n'est pas insurmontable et ne saurait nous empêcher de vouloir jeter des ponts solides entre l'Égypte et l'Afrique du Sud ou le Soudan du Sud et le Sénégal.

Regardant vers l'avenir, la République du Soudan du Sud s'engage à développer la coopération avec la Commission de l'Union Africaine, car nous sommes intéressés à renforcer la collaboration entre la République du Soudan du Sud et les États membres de l'Union Africaine. Le Soudan du Sud a toujours considéré la Commission comme un partenaire digne de confiance et un instrument utile pour renforcer la coopération entre les États membres. Nous appelons de nos vœux une fructueuse collaboration à l'appui du programme de développement de notre pays dans les cinquante prochaines années.

Nous allons nous employer, avec l'aide de l'Union Africaine, à nous intégrer à la structure de l'organisation et à réaliser nos objectifs de développement. En tant qu'État le plus jeune

de la planète, nous attendons des autres États membres qu'ils nous conseillent en nous disant quelles sont les leçons qu'ils ont tirées des expériences passées. Ayant fièrement pris place au sein des nations souveraines, nous sommes déterminés à en offrir le bénéfice à notre peuple.

Nous restons convaincus que les nombreuses réalisations de l'Union Africaine au cours des cinquante dernières années ne seront jamais oubliées. C'est sur ces réalisations que nous nous appuierons pour que le continent devienne plus influent sur la scène internationale. Il est possible d'accroître les échanges et de construire des économies plus fortes grâce au réseau constitué par l'Union Africaine. Nous nous réjouissons par avance des nombreuses réalisations et jalons qui ne manqueront pas de marquer les cinquante prochaines années au profit de notre continent et du monde entier.

Que Dieu bénisse l'Union Africaine !



**Son Excellence Omar Hassan Al-Bashir,  
Président de la République du Soudan**

Nous célébrons aujourd'hui le 50e anniversaire de la fondation de l'Organisation de l'unité africaine/Union Africaine, un événement majeur dont se réjouissent les peuples et les gouvernements de l'Afrique, ainsi que ses organisations régionales et non gouvernementales. La création de l'OUA consacre l'affirmation par le continent, dans les années 60, de son indépendance et de son aspiration à voir nos pays nouvellement indépendants s'unir et mobiliser leurs forces et leurs relations pour achever de libérer l'Afrique des séquelles de la colonisation et des régimes de discrimination raciale.

Les pays africains ont, dans une grande mesure, réussi à régler leurs différends frontaliers en respectant le principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation et de la souveraineté de chaque État sur son territoire. Ce n'est pas tant qu'ils soient attachés à ces frontières artificielles, ils cherchent surtout à désamorcer les bombes à retardement que les colonisateurs ont posées pour que le continent soit absorbé par ses conflits et pouvoir ainsi continuer à les dominer et à exploiter ses matières premières à leur guise. Notre amour et notre respect pour les pères fondateurs sont d'autant plus grands que ceux-ci ont, dès le départ, tenu à faire de l'unité africaine un objectif stratégique phare. Nous leur rendons un hommage appuyé pour avoir su poser les solides fondements d'une tradition qui a permis à l'Organisation, depuis sa création jusqu'à aujourd'hui, de tenir régulièrement ses réunions et cela malgré des divergences de vue et des conflits parfois aigus.

L'unité africaine n'a cessé de pâtir des problèmes de sous-développement, de pauvreté, de maladies endémiques, de conflits régionaux, ethniques et culturels entre pays africains et au sein de ces pays. Nos efforts n'en ont pas moins débouché sur des résultats tangibles

avec la création de la Commission économique pour l'Afrique, l'adoption de la Déclaration et du Plan d'action de Lagos, qui ont préparé la voie à l'intégration économique de l'Afrique et à sa concrétisation par des programmes et des projets précis. Des organisations sous-régionales ont été mises en place pour servir de piliers à l'unité du continent. Nous avons créé des organismes et des comités ministériels pour étudier et suivre toutes les formes de solidarité, de l'intégration politique, économique et sociale entre peuples et États du continent. Toutes ces réalisations ne nous ont pas fait perdre de vue notre objectif premier, qui est de réaliser l'union globale. Nous avons pris la décision audacieuse de créer l'Union Africaine en 1999 et œuvré à en développer les institutions et les mécanismes en vue d'atteindre cet objectif de manière naturelle. Nous avons abordé le troisième millénaire avec la pleine conscience que notre monde est devenu un monde de grands regroupements et qu'il est indispensable que les organismes de l'Union Africaine évoluent suivant une vision nouvelle et que soient renforcées les capacités de ces institutions pour qu'elles puissent faire face à la situation internationale actuelle.

L'Afrique a pu, dans une grande mesure, surmonter les effets de la crise financière mondiale en dépit du refus des pays riches d'effacer des dettes qui pèsent lourdement sur les activités de développement du continent. Des statistiques montrent que sept pays africains font partie des pays enregistrant la croissance la plus rapide dans le monde. Les pays africains ont pu couvrir les besoins du monde en énergie et en de nombreuses ressources minérales et rares, ce qui a contribué ainsi à la lutte contre la pauvreté. Mais nous devons développer les services de l'éducation et de la santé de manière à atteindre les cibles définies dans les objectifs du Millénaire pour le développement.

L'Afrique a su se faire une place remarquable parmi les autres nations et traiter avec dignité avec ses grands partenaires. Nous avons pu faire entendre notre voix dans les forums du G-8 et du G-20, nous avons renforcé la coopération arabo-africaine, ainsi qu'avec le Groupe des 77, la Chine et l'Amérique du Nord, l'Inde et les autres pays BRICS, auquel appartient l'Afrique du Sud. Il est de notre devoir de renforcer encore les relations Sud-Sud et avec les économies en développement et de mettre ces relations au service de projets communs de développement, de transfert de technologie et de la réduction de la dépendance vis-à-vis des pays développés dans ces domaines. L'Afrique doit jouer son rôle dans le cadre du dialogue sur la réforme des Nations Unies et obtenir, conformément à son poids réel, un siège permanent au Conseil de sécurité. Elle doit également œuvrer à plus de démocratie dans les institutions et organismes des Nations Unies.

La réalisation du rêve de stabilité et de sécurité que caressent les peuples africains exige de notre part plus d'efforts sincères. La sécurité et le développement constituent les deux faces d'une même médaille. Nous avons, grâce à Dieu, accompli de grands progrès en créant le Conseil de paix et de sécurité, lequel a besoin de notre soutien et de la participation de nos pays et de nos organisations sous-régionales à des opérations de restauration et de maintien de la paix. Nous devons aussi nous abstenir d'attiser des conflits internes en soutenant des rébellions. Une guerre, quelle qu'en soit l'issue, est synonyme de morts, de réfugiés, de populations déplacées et de destruction.

La célébration du cinquantenaire de l'Union Africaine nous donne l'occasion de marquer une pause pour tirer les leçons du passé et aborder l'avenir suivant une vision commune qui traduise notre commune volonté politique et notre détermination à faciliter les échanges entre nous, dans le cadre d'une intégration économique, et à développer nos capacités militaires communes pour maintenir la paix et lutter contre les dangers du terrorisme, de la criminalité transfrontalière et de la traite des personnes humaines. Il nous faut également mettre en place les moyens nécessaires pour créer un environnement favorable à l'union africaine et, partant, relever les défis et vaincre les obstacles qui se dressent devant notre volonté de réaliser la paix, la sécurité et le développement durable, ainsi que de parvenir à l'unité escomptée.

Nous considérons notre pays, le Soudan, comme une Afrique en miniature, une incarnation de l'identité du continent et une affirmation de son unité et de sa richesse qui repose

sur sa diversité ethnique, culturelle et géographique. Nous avons toujours insisté sur le fait que le règlement des différends au Soudan doit rester entre les mains de l'Afrique et de ses organes politiques. Nous saluons à cet égard le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'UA sur le Soudan, composé des anciens chefs d'État Thabo Mbeki, Pierre Buyoya et Abdulsalami Abubakar, qui a contribué efficacement à la conclusion de l'Accord d'Abuja entre le Gouvernement soudanais et les mouvements armés du Darfour. Le Groupe de haut niveau ne cesse de déployer des efforts inlassables et d'aller de succès en succès dans sa médiation entre le Soudan et le Soudan du Sud. Nous avons souligné à plusieurs reprises que le continent était capable de régler ses différends, pourvu que des forces extérieures aux intentions inavouables cessent d'intervenir dans ses affaires intérieures.

Nous espérons que l'expérience du Soudan en matière de règlement des différends fondé sur la paix comme objectif stratégique sera riche d'enseignements pour le continent et profitera grandement à ce dernier. Nous réaffirmons notre désir sincère et notre volonté irrévocable de voir ce processus déboucher sur l'affermissement des rapports de bon voisinage avec l'ensemble de nos voisins, en particulier le Soudan du Sud. Nous espérons aussi voir nos frontières artificielles, de terrains d'affrontement qu'elles étaient, se transformer en espaces de coopération et d'échange profitable à tous, contribuer à la réalisation de l'intégration régionale et de l'unité sur la base de l'entente et de l'égalité et nous permettre à tous d'atteindre notre objectif ultime, qui est l'unité de l'Afrique dans son ensemble.

La victoire de nos peuples sur la colonisation et les régimes de ségrégation raciale doit être consolidée et la bannière de l'unité continuer de flotter par la volonté des États membres de l'Union Africaine et de ses institutions, afin que nous puissions nous arracher à la domination des grandes puissances et des organismes extérieurs donateurs et de leurs conditionnalités. Il est temps pour les pays africains et l'Union Africaine de créer de nouvelles ressources pour le financement des projets stratégiques prévus pour les cinq décennies à venir. L'UA doit prouver aux peuples africains sa capacité de mener à bien, sur fonds propres, ses ambitieux programmes de développement et d'infrastructures.

Un des plus grands devoirs qui nous incombent dans le cadre de l'Union Africaine, pour les années à venir est, d'une part, de faire en sorte que les peuples africains s'approprient cette vision héritée des pères fondateurs d'un continent rassembleur et, d'autre part, d'ancrer le concept d'union africaine parmi les différents groupes sociaux africains, en particulier



---

les jeunes et les femmes. Il nous faut également veiller à ce que les peuples et les États africains se connaissent à travers des activités culturelles, sociales et d'information communes. Des Africains ignorent encore certains pays du continent et leurs cultures. Même les informations concernant ces pays leur parviennent par des canaux étrangers, qui sont loin d'être neutres. Nous devons également renforcer les liens entre les organisations de la société civile, d'approfondir les principes de démocratie et des droits de l'homme africain,

qui doit vivre dans un climat de liberté, de participation et de créativité, un accent particulier devant être mis sur le droit de l'Africain au développement, un droit indispensable à la contribution des Africains à l'édification d'un monde dans lequel prévalent les valeurs de paix, de justice et d'égalité. Vive l'Afrique libre dans ses décisions et indépendante dans sa volonté! Vive l'Union Africaine, creuset de nos efforts pour une unité africaine générale.

## Sa Majesté le Roi Mswati III et Ingwenyama du Royaume du Swaziland



Excellence Monsieur Hailemariam Desalegn, Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie et Président de l'Union Africaine,  
Majestés,  
Excellences Madame, Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,  
Madame la Présidente de la Commission de l'Union Africaine,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique,  
Mesdames, Messieurs,

### Introduction

Monsieur le Président,

C'est pour moi un grand honneur et un réel privilège d'avoir cette mémorable occasion de m'associer à mes collègues chefs d'État et de gouvernement pour célébrer le 50<sup>e</sup> anniversaire de notre organisation continentale, l'OUA/UA.

En célébrant cette journée, nous nous remémorons avec fierté et joie l'œuvre accomplie en 1963 par les hommes et les femmes visionnaires de ce grand continent, qui ont eu la noble idée de créer une organisation continentale qui guidera la marche de l'Afrique.

Reconnaissant l'importance de cette réalisation, il nous faut faire le point sur aussi bien les tâches qui attendent notre organisation que les forces et les faiblesses de celle-ci, en vue de nous positionner de façon stratégique pour relever collectivement les défis et combler

les lacunes. Il convient de tirer les enseignements des expériences passées si l'on veut forger un avenir meilleur pour notre continent.

### Motifs de la création de l'OUA

Le XIX<sup>e</sup> siècle avait placé devant des défis multiples notre cher continent, l'Afrique, déjà accablé par des problèmes considérables. Nombre de nos pays étaient confrontés à l'esclavage et à l'oppression. Les conséquences déshumanisantes du colonialisme et de l'apartheid avaient uni nos prédécesseurs dans la conviction qu'aucun pays ne pouvait, seul, faire face aux difficultés qui assaillaient l'Afrique.

Le principal objectif de notre organisation était donc de concevoir des stratégies visant à atténuer les difficultés et d'apporter des solutions africaines à même de répondre à nos aspirations. À cet égard, il s'agissait principalement de renforcer l'unité entre les pays africains et leurs peuples en vue de libérer le continent.

### Importantes étapes pour l'organisation continentale

Monsieur le Président,

Nous sommes très encouragés par les progrès remarquables accomplis, non sans peine, par l'Afrique au cours des cinquante dernières années. À la création de l'Organisation, 32 pays africains environ étaient indépendants. Ils sont aujourd'hui 54 pays souverains, et c'est une réalisation dont le continent peut, à juste titre, s'enorgueillir.

Monsieur le Président,

Répondant au changement d'orientation politique sur notre continent, nous avons convenu de transformer l'Organisation de l'unité africaine en Union Africaine.

L'Afrique a estimé nécessaire de créer un organisme au mandat élargi et capable de mettre en œuvre une approche intégrée pour relever les défis multiformes du continent.

La création de l'Union Africaine répond à la nécessité de mettre en place un mécanisme qui, au-delà du champ purement politique, s'intéresse plus étroitement aux questions de développement socioéconomique et accélère le rythme de l'intégration des économies et des peuples africains.

Le Royaume d'Eswatini fait pleinement sienne la vision de l'Union Africaine consistant à bâtir, sous l'impulsion de ses propres citoyens, une Afrique intégrée, prospère et pacifique, une Afrique qui représente une force dynamique sur la scène mondiale. Appliquée à la lettre, cette vision conduira l'Afrique vers de nouveaux sommets de réussite.

Monsieur le Président,

Nous observons que des gains associés à la transformation de l'OUA en UA ont été obtenus. Il est essentiel de mettre en place des mécanismes et des instruments pour remédier aux situations de conflit et à d'autres problèmes du continent, si nous voulons créer un environnement permettant aux Africains de vivre en paix. Pour atteindre ce noble objectif, il faut accélérer les efforts en vue de rendre opérationnelle l'Architecture africaine de paix et de sécurité.

La sécurité alimentaire demeure une préoccupation majeure pour une grande partie de nos populations. Ce dont l'Afrique a besoin, c'est un appui à l'accroissement de la production alimentaire sur les sols fertiles que Dieu lui a donnés.

Les initiatives concernant l'agriculture et d'autres domaines comme le développement des infrastructures et le développement industriel demeurent essentielles pour concrétiser notre volonté de développement durable sur le continent.

### **La paix reste hors d'atteinte**

Cependant, Monsieur le Président, en dépit des solides acquis que nous avons obtenus à ce jour, la paix continue d'être pour nous un objectif hors d'atteinte. On assiste à l'émergence de nouvelles formes de situations conflictuelles, dont des contentieux électoraux, des révoltes populaires, des changements anticonstitutionnels de gouvernement et des différends frontaliers non résolus.

Ces situations continuent de compromettre la paix, la sécurité et la stabilité des pays de l'organisation continentale. L'Afrique ne doit pas permettre l'installation de ce type de scénarios qui, de toute évidence, sont inacceptables.

Plus inquiétants sont les changements anticonstitutionnels de gouvernement qui ont pris des formes diverses.

La paix et la stabilité étant les conditions primordiales du développement durable, nous devons de renforcer les organismes chargés de leur promotion, non seulement en Afrique mais aussi dans d'autres régions du monde. Le Royaume du Swaziland estime que cela est possible et, à cet égard, réitère l'appel de l'Afrique à une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU.

### **CONCLUSION**

Monsieur le Président,

Nous voudrions, en conclusion, souligner que le thème du 50<sup>e</sup> anniversaire, qui est «Pan-africanisme et renaissance africaine», est un thème bien pensé et opportun.

Au moment où nous célébrons cinq décennies d'existence, et sommes passés de l'Organisation de l'unité africaine à l'Union Africaine, il convient de nous demander ce que nous avons accompli à ce jour.

En tant que continent, nous avons remporté des succès s'agissant de recouvrer l'indépendance, d'assurer le développement économique, d'améliorer le bien-être social de nos populations, de résoudre les conflits et de réduire la pauvreté.

Nous demeurons toutefois préoccupés par le fait qu'après tant d'années, nous restons hantés par des situations de conflit et de pauvreté, par des problèmes de santé et bien d'autres crises, sans que nous puissions leur trouver une solution africaine.

Le temps est venu pour les Africains de proposer des solutions africaines, parce que nous avons la capacité intellectuelle de faire face à tous nos problèmes.

Nous devrions œuvrer à relever ces défis. La célébration de ce cinquantenaire devrait aussi être l'occasion de souligner les jalons posés par les porte-drapeaux de l'Afrique.

Là où nous avons besoin d'aide – car nous pouvons parfois avoir besoin d'aide – c'est à l'Afrique qu'il appartient, en premier lieu, de déterminer ce dont elle a besoin.

Nous voudrions saisir cette occasion pour féliciter la nouvelle Présidente de la Commission de l'Union Africaine, Mme Nkosazana Zuma – Dlamini, et la féliciter pour les efforts qu'elle entreprend afin de promouvoir des solutions africaines.

Il nous faut nous unir face aux tâches qui nous attendent et agir en soldats se battant pour un destin commun. Nous faisons pleine confiance à nos frères et sœurs africains et croyons en leurs capacités.

Monsieur le Président,

Nous, au Royaume d'Eswatini, ferons de notre mieux pour assurer le succès du jubilé d'or de notre continent.

Nous sommes fiers du fait que nos fêtes culturelles annuelles incarnent de fait l'essence même du panafricanisme et de la renaissance africaine et illustrent ce dont l'Afrique a besoin pour vivre en paix avec elle-même.

Nous, au Royaume d'Eswatini, croyons à la vertu du dialogue, qui se transmet chez nous de génération en génération. Le dialogue constitue le fondement de notre société, tandis que notre patrimoine culturel contribue à assurer notre cohésion.

Nous encourageons les autres pays à suivre cet exemple, afin d'être en symbiose avec la signification du thème de cette année.

Vive l'Afrique !



Son Excellence Jakaya Mrisho Kikwete,  
Président de la République-Unie de Tanzanie

La date du 25 mai est une date très encourageante de l'histoire de l'Afrique et de ses nobles peuples, et ne doit jamais être oubliée. Il y a 50 ans exactement, 32 dirigeants courageux et visionnaires de pays africains indépendants ont pris la décision historique d'établir l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et la Tanzanie a eu le privilège de compter, parmi eux, notre premier Président, Mwalimu Julius Kambarage Nyerere.

Nous avons toutes les raisons de célébrer, avec faste et joie, cette date qui a changé le cours de l'histoire africaine et amélioré les perspectives de ses peuples. La Charte établissant l'Organisation de l'unité africaine a marqué le début d'une ère de liberté, de paix, d'unité et de prospérité en Afrique. L'Organisation a en effet embrassé trois objectifs principaux: premièrement, l'émancipation totale des nations et peuples africains à l'égard des puissances coloniales, de l'apartheid et de la discrimination raciale; deuxièmement, l'avancement et la défense des intérêts des nations et peuples africains dans les instances régionales et internationales; troisièmement, la promotion de l'intégration politique et économique de l'Afrique.

#### **L'OUA mise en œuvre**

Il est réconfortant, au regard de l'histoire, de noter que l'Organisation de l'unité africaine a réalisé de grands accomplissements en mettant en œuvre ses objectifs et promesses en faveur de l'Afrique. À l'heure de sa transformation en une nouvelle organisation, « l'Union Africaine », lors de la cérémonie solennelle tenue à Durban (Afrique du Sud) en 2002, les 53 nations africaines étaient toutes libérées des puissances coloniales. À cette date, l'apartheid avait en effet disparu depuis huit ans et un nouveau système politique était mis en place

dans le pays. Le deuxième Président noir du pays, S.E. Thabo Mbeki, occupait alors les fonctions suprêmes à la suite de S.E. Nelson Mandela.

Il s'agissait d'une grande réalisation politique puisque la libération de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée Bissau, du Cap-Vert, de Sao Tomé-et-Principe, de la Namibie et de l'Afrique du Sud mettait fin à des pouvoirs coloniaux et des régimes minoritaires intransigeants et belliqueux. Les dirigeants africains ont heureusement été déterminés dans leur lutte contre le colonialisme et l'apartheid, et résolus à utiliser tous les moyens, y compris, si nécessaire, la force des armes. Ils ont établi à cet égard le Comité de libération de l'OUA, lequel a impulsé et coordonné la lutte de libération. La Tanzanie se targue d'avoir eu le privilège d'accueillir cette institution.

Grâce au courage, à la résilience, à la détermination et à l'esprit de sacrifice des dirigeants et peuples africains et des membres des mouvements de libération, les efforts de l'Organisation de l'unité africaine ont été couronnés de succès. La décolonisation et la disparition de l'apartheid sont devenues réalité. À ce jour, seul le Sahara occidental reste la seule question non réglée du programme de libération qui reste à accomplir. J'espère sincèrement que les Nations Unies et les parties concernées accéléreront le processus permettant au peuple sahraoui d'avoir la possibilité de décider de son avenir et de mettre un terme à cette situation.

## Agenda de l'intégration africaine

L'Organisation de l'unité africaine a clairement défini l'agenda de l'intégration politique et économique de l'Afrique. La Charte de l'Organisation, le Plan d'action de Lagos de 1980 et le Traité d'Abuja de 1991 ont posé les fondations et défini les processus permettant sa réalisation. L'Union Africaine est aujourd'hui chargée d'accélérer les procédures d'intégration. Elle s'y emploie avec un certain succès. Plusieurs mécanismes et institutions visant à accélérer l'intégration politique et économique de l'Afrique ont été mis en place et consolidés à cette fin. D'autres devraient être établis prochainement.

Le débat sur la date et les modalités de l'intégration africaine n'est toujours pas résolu à ce jour. Deux écoles de pensée ont prévalu à ce sujet lors de la formation de l'Organisation de l'unité africaine. L'une proposait que l'intégration politique de l'Afrique soit mise en place sans délai; l'autre défendait l'idée d'une approche progressive dont les piliers seraient les groupes régionaux d'intégration économique. C'est cette deuxième option qui a prévalu même si la première n'a pas été totalement abandonnée. Elle est en effet réapparue occasionnellement ou formellement ces cinq dernières années. Le débat sur l'intégration politique de l'Afrique, et en particulier la formation d'un gouvernement africain, a mis en péril, à un moment donné, l'unité entre l'Union Africaine et le continent. Je dois reconnaître que j'ai alors craint que l'Union Africaine ne se divise en deux. Les défenseurs de « l'unité sans délai » envisageaient en effet d'établir un gouvernement unique à eux seuls. Ils voulaient entreprendre cette initiative avec les gouvernements prêts à les suivre, et inviter ceux qui s'y refusaient à les rejoindre plus tard. Il est heureux que leurs efforts n'aient pas abouti et que cette menace se soit aujourd'hui nettement allégée.

L'Afrique a réalisé de grandes avancées concernant l'agenda de l'intégration économique régionale de l'Organisation de l'unité africaine. À l'exception de l'Afrique du Nord, toutes les régions ont aujourd'hui établi des groupements économiques régionaux. Leur avancement dans ce processus d'intégration varie toutefois d'une région à l'autre, la Communauté de l'Afrique de l'Est, qui réunit le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie, étant à l'avant-garde du mouvement. Cette communauté, qui a déjà réussi à établir une union douanière, met actuellement en place un marché commun en poursuivant ses négociations, déjà bien avancées, sur une union monétaire. La fédération politique, qui est son objectif ultime, figure parmi ses priorités.

La vision et la méthode de la Communauté de l'Afrique de l'Est appliquent la lettre et l'esprit de l'école de pensée favorable à l'« intégration politique progressive de l'Afrique » prévoyant, pour piliers, les groupements économiques régionaux. Cette école envisage d'établir des groupements économiques régionaux, puis de les fusionner avec ceux existants. C'est, en définitive, l'ensemble des groupements du continent qui seront fusionnés. Nous voyons déjà les premiers signes de cette évolution. Il y a quatre ans, la SADC, la CAE et le COMESA sont convenus de créer une zone de libre échange. Le processus a bien avancé et une feuille de route est d'ores et déjà mise en place. Si la CEDEAO et la CEEAS imitaient leur exemple et fusionnaient avec eux, le rêve des États-Unis africains deviendrait réalité.

## Une situation encourageante

À l'heure où nous célébrons la date historique du 25 mai et les réalisations de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Union Africaine, il nous incombe de saisir l'occasion offerte pour présenter la situation de l'Afrique. Permettez-moi à cet égard de déclarer sans hésitation que l'Afrique n'est plus le continent délaissé et livré à la pauvreté, à l'indifférence, aux conflits, aux guerres et à tous les fléaux possibles et imaginables qu'il était. L'Afrique est aujourd'hui le continent de l'espoir, de l'optimisme et de l'exemple grâce aux avancées qui y ont lieu et à celles qui viendront à l'avenir.

La paix règne actuellement dans la quasi-totalité des pays africains, à l'exception de trois ou quatre d'entre eux. La situation est donc très différente de celle prévalant il y a vingt ou trente ans. On comptait alors sans exception pas moins d'un ou deux conflits violents ou politiques dans chacune des cinq régions. Il ne fait aucun doute que la situation actuelle est emblématique des réalisations remarquables des stratégies et actions de l'OUA et de l'UA en matière de prévention, de gestion et de résolution des conflits sur le continent. Des volumes entiers ne suffiraient pas à contenir le bon travail accompli par l'Organe central de l'OUA et le Conseil de paix et de sécurité de l'UA.

La démocratie, la primauté du droit, le respect des droits de l'homme, la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption et les autres maux sociaux se mettent en place en Afrique. Ils ne sont plus considérés comme des concepts étrangers qui ne nous concernent pas, et des élections ont régulièrement lieu tandis que leur organisation s'améliore par le biais des cycles électoraux. Les dirigeants parvenus au pouvoir de manière non démo-



cratique sont l'exception, et non plus la norme comme dans les années 60 et 70. Les dirigeants non démocratiques sont d'ailleurs condamnés et rejetés sans détour par l'Union Africaine et les communautés économiques régionales, et leur participation aux activités de l'Union Africaine et des communautés économiques régionales auxquelles leurs pays appartiennent est suspendue.

De nos jours, l'Union Africaine, les communautés économiques régionales et les groupes de pays ou de dirigeants interviennent même dans certains États pour contribuer à la résolution des conflits. Leurs initiatives auraient été considérées, dans le passé, comme une ingérence dans les affaires intérieures. L'Afrique a véritablement atteint une certaine maturité grâce à l'Organisation de l'unité africaine et à l'Union Africaine.

### **Des résultats économiques remarquables**

Dans le domaine économique, l'Afrique a réalisé des progrès considérables ces cinq dernières années et son avenir semble prometteur. Les économies africaines ont enregistré de bons résultats macroéconomiques grâce à la constance des gouvernements africains soucieux d'adopter de saines politiques économiques. L'Afrique est aujourd'hui fière d'accueillir pas moins de sept des vingt économies à la croissance la plus rapide dans le monde. En 2008, lors de la crise financière mondiale et de la récession économique, les économies africaines ont résisté de manière étonnante. Leur recul a été moins important que prévu et la reprise s'est rapidement imposée.

Les pays et peuples africains connaissent, dans l'ensemble, une meilleure situation qu'il y a cinquante ou même dix ans. Le piège de la pauvreté fait de moins en moins de victimes et la classe moyenne s'étend rapidement. Les Africains ont de plus en plus accès aux services socioéconomiques de base tels que l'éducation, la santé, l'eau, l'électricité, les télécommunications et les routes.

### **Rester vigilants**

Nous avons toutes les raisons de célébrer la date du 25 mai, notamment par comparaison avec la situation de nos pays au moment de leur indépendance. Je m'empresse toutefois d'ajouter qu'il convient de rester vigilants car il n'y a aucune raison d'être insouciant. Cette attitude ne serait pas sage de notre part au regard de la tâche immense qui nous attend.

Les pays africains partagent trois éléments. Ils ont de jeunes nations, de jeunes structures politiques et de jeunes économies. Leur démocratie est donc fragile et leurs économies, vulnérables. Trop d'Africains vivent encore au-dessous du seuil de pauvreté ou sont dépourvus de tout accès aux services socioéconomiques de base. Les dangers et menaces d'anéantissement des gains durement acquis semblent, dans ces circonstances, plausibles. Il nous appartient donc de trouver les moyens de consolider les gains acquis et de les étendre équitablement aux personnes de tous horizons. Il est important de mettre l'accent sur l'équité car l'écart qui sépare les riches des pauvres s'accroît rapidement dans nos pays. Ce phénomène doit faire l'objet d'une attention appropriée, voire d'un contrôle efficace. Il sera en effet une source de tensions sociales à l'avenir.

### **Une Afrique libérée des conflits**

Nous devons nous efforcer de libérer l'Afrique des conflits. Nous devons renforcer nos systèmes d'alerte précoce et nos mécanismes d'intervention en cas de conflit. Nous devons poursuivre l'intégration africaine avec une vigueur renouvelée. Veillons à ce que les communautés économiques régionales définissent clairement leur agenda en matière d'intégration, fixent des feuilles de route assorties de calendrier précis et garantissent leur mise en œuvre. L'agenda africain en matière d'intégration doit correctement délimiter la promotion du commerce et des investissements intra-africains, ainsi que le renforcement des infrastructures régionales et panafricaines de transport et d'énergie.

Nous devons également consolider les partenariats avec nos partenaires de développement en ayant présent à l'esprit la nécessité de renforcer notre capacité de mobilisation des ressources intérieures. Nous pourrions ainsi réduire continûment la dépendance de nos initiatives de développement à l'égard des fonds des donateurs et devenir auto-suffisants. Nous devons nous engager à payer en temps voulu nos contributions au budget de l'Union Africaine, afin de permettre à ses organes et à elle-même d'accomplir leurs mandats efficacement. Nous aurons alors réussi à faire de l'Union Africaine l'institution exceptionnelle que nous souhaitons, laquelle pourra guider les peuples africains vers l'Afrique libre, unie, démocratique, stable et prospère à laquelle aspiraient les pères fondateurs.

Avant de conclure, je tiens à saisir l'occasion offerte pour rappeler l'engagement de mon gouvernement, du peuple de la République-Unie de Tanzanie et le mien à travailler avec les dirigeants africains, la Commission de l'Union Africaine et ses États membres à avancer

sur la voie de l'unité et de l'intégration du continent. Nous réaffirmons également notre appui indéfectible aux objectifs, principes et buts de l'OUA-UA.

Permettez-moi une fois encore de rendre hommage aux pères fondateurs et aux dirigeants africains qui leur ont succédé dans un service désintéressé des initiatives de l'OUA-UA. Je tiens à remercier tout particulièrement les secrétaires généraux successifs de l'OUA et les présidents de la Commission de l'Union Africaine, ainsi que leur personnel respectif, pour les services rendus à l'Afrique et à ses peuples. Nous sommes reconnaissants aux États membres qui ont élu, par trois fois, et de manière inédite, S.E. Salim Ahmed Salim (Tanzanie) au poste de Secrétaire général de l'OUA. Je félicite chaleureusement S.E. Nkosazana Dlamini Zuma, l'actuelle Présidente de la Commission de l'Union Africaine, d'être la première

femme de l'histoire de l'OUA et de l'UA à exercer ces hautes fonctions, et salue l'excellent travail qu'elle a accompli à ce jour. L'Afrique est très reconnaissante à ses prédécesseurs et à elle-même des services exemplaires rendus à l'OUA, à l'UA et à notre cher continent dans la réalisation du rêve d'une Afrique unie, paisible et prospère et des « États-Unis d'Afrique ». Ce rêve peut devenir réalité grâce à vous!

Vive l'Afrique!

Que Dieu nous bénisse!

Asanteni Sana



**Son Excellence Monsieur Idriss Deby Itno,  
Président de la République du Tchad**

La création de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) le 25 mai 1963 a été un événement majeur qui a marqué l'histoire de notre continent. Le Tchad s'honore d'être parmi les 32 pays qui ont signé la charte de création de l'OUA. Dans l'enthousiasme des indépendances et de la sortie de la colonisation les pays africains avaient l'ambition légitime de s'unir et bâtir un continent fort ayant sa voix dans le concert des nations. En 2002, l'Union Africaine a été créée pour accélérer le processus d'intégration continentale. Elle compte aujourd'hui tous les Etats indépendants africains, sauf un seul.

Il serait difficile de faire un bilan exhaustif des 50 dernières années de l'OUA/UA. Les africains, à travers leur organisation continentale, ont accompli des progrès importants qu'il convient de saluer.

La lutte pour l'indépendance des pays encore sous domination coloniale a été une contribution importante de l'OUA. Tous ces pays, notamment ceux sous domination portugaise, ont acquis leur indépendance et sont devenus des pays libres.

La lutte contre l'apartheid a été menée par l'OUA de façon vigoureuse et constante, face à des puissances occidentales qui se sont opposées pendant longtemps à cette lutte pour la dignité de l'Homme africain.

L'OUA/UA a œuvré certainement de façon importante pour la démocratie et la protection des droits humains. Je voudrais citer la condamnation de la prise de pouvoir par la force et la suspension des pays qui y ont recours, l'adoption de la Charte africaine des droits de

l'homme et des peuples, et la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, le droit des femmes et l'égalité entre l'homme et la femme.

Dans un domaine où l'Afrique est souvent critiquée, l'UA a fait un progrès remarquable avec l'engagement volontaire des Chefs d'Etats et de gouvernement à se faire évaluer par leurs pairs, dans le domaine de la gouvernance politique, économique et d'entreprises. A ce jour 32 pays se sont déjà volontairement engagés.

En matière économique, l'Adoption du NEPAD par le continent a constitué un pas important pour son intégration économique. L'Afrique, à travers le NEPAD, a marqué sa volonté de s'approprier son développement à travers un Programme économique qui met l'accent sur l'intégration dans tous les domaines. Il a permis de promouvoir une convergence de vue sur les grands projets intégrateurs et d'avoir le soutien de la Communauté internationale. La finalité du programme reste l'éradication de la pauvreté et des inégalités sociales, dans une Afrique unie et solidaire qui n'est plus marginalisée qui est intégrée dans l'économie mondiale.

Dans le domaine de paix et sécurité, des réalisations importantes sont à porter au crédit de l'OUA/UA. Des efforts remarquables de règlement de conflits entre les Etats, ou parfois à l'intérieur des Etats, ont été accomplis. On peut citer l'exemple de la Somalie, de la Sierra Leone, du Liberia et du Burundi.

L'OUA/UA a permis aux Etats membres d'adopter des positions coordonnées sur un certain nombre de questions d'intérêt commun concernant l'Afrique dans les instances internationales, ou face aux différents blocs et puissances internationales. Des succès importants ont été obtenus grâce à cette approche unitaire au sein de l'OUA/UA, qui a permis notamment l'amélioration sensible de la représentation de l'Afrique dans les instances internationales, l'accroissement du volume des investissements directs en Afrique par les pays membres du G20, et l'inscription du financement de l'intégration africaine à l'ordre du jour des instances internationales.

C'est le lieu de rendre un vibrant hommage aux Peres Fondateurs de l'OUA qui ont réussi à la créer sur les fonts baptismaux, en dépit de l'hostilité des colonisateurs de ne pas voir l'Afrique s'unir et de parler d'une seule voix.

Si nous avons fait des progrès, nous devons reconnaître nos échecs afin d'en tirer les leçons.

L'OUA/UA est perçue par nos populations comme une affaire des Chefs d'Etats. L'appellation « syndicat des chefs de d'Etat », même s'il ne reflète pas la réalité, traduit une certaine perception de notre organisation par nos peuples, qui doivent d'avantage être mobilisés pour l'idéal de l'intégration africaine.

La faiblesse principale du continent est d'être la Région du Monde Avec le plus grand nombre de pays, face aux autres régions qui sont de grands pays continentaux et puissants. Les pays africains savent que seuls ils n pourront pas faire grand-chose. Cependant, dans les faits, il ya toujours une certaine résistance à mettre en œuvre les décisions prise en matière régionale, entre autres la circulation des personnes, des biens et des capitaux. Notre incapacité de nous mettre d'accord sur les grands projets communs et de déléguer notre organisation pour parler en notre nom, nous affaiblit et nous divise face à la Communauté internationale et aux puissances extérieures au Continent.

Notre faiblesse commune s'est illustrée à l'occasion d'événements très importants qui ont touche des pays du continent dans leur intégrité et leur unité, et qui ont viole tous les textes que nous avons adopte. Je veux citer deux cas pour illustrer mes propos, la guerre en Lybie menée par des puissances extérieures du continent, la situation au Mali ou notre

capacité à réagir rapidement face aux terroristes à été durement mise à l'épreuve. C'est la France qui a été la première à s'engager sur le terrain.

Les intuitions et organes de l'OUA/UA n'ont pas toujours été à la hauteur de leurs taches. Nous avons failli à nos contributions financières pour leur donner les moyens de fonctionne ; mais il importe également de relever qu'une bureaucratie excessive et une insuffisance de transparence ont réduit également la crédibilité de notre intuition, ajoutée à une gestion difficile des fortes divergences entre certains Etats.

La création de l'UA est la réponse des dirigeants africains pour faire un bond gigantesque dans l'intégration africaine. Nus ne pouvons laisser aux générations futures une Afrique qui dans 50 ans sera décrite par eux comme ayant fait un peu de progrès et qu'ils restent encore beaucoup à faire. J'ai personnellement lance le mouvement de renaissance du Tchad il ya deux ans. Mon ambition est de faire du Tchad un pays émergent d'ici 2025, c'est-à-dire un pays a revenu intermédiaire dote d'une économie aux sources de croissance diversifiées, créatrices de valeur ajoutée et d'emplois ; un pays ou tout citoyen tchadien doit avoir accès aux services sociaux de base, à un logement décent et à une formation de qualité.

L'Afrique devra volontairement s'engager dans un développement accéléré, coordonne et solidaire. Nous devons affiner notre vision partagée du développement, faire du NEPAD une réalité vivante dont nos populations se sont appropriées pour le mettre en œuvre. Il ne peut y avoir de réponses nationales d'une part, et des réponses continentales d'autre part. Les grands défis actuels et futurs liés au sous-développement, aux maladies diverses, aux conflits armés, aux crises socio-économiques et financières, à la pauvreté, aux changements climatiques et aux déficits alimentaires, devraient susciter plus d'actions collective à l'échelle continentale.

L'Afrique n'a aucune chance de peser dans le monde d'aujourd'hui et de demain, sans une unité renforcée, sans un renoncement à une partie de la souveraineté nationale pour le bien de chacun et de tous. L'Union Africaine doit avancer sur la voie qu'elle s'est tracée, notamment la création du gouvernement de l'Union, l'intégration politique et économique totale qui est d'ailleurs son objectif ultime. La transformation de la Commission de l'Union Africaine en une Autorité de l'Union devrait accélérer cette intégration. Le parlement afri-

---

cain devra dans les meilleurs commencer à légiférer dans les domaines communs et jouer effectivement son rôle de représentant des peuples Africains.

Nous devons avoir le courage de réduire les multiples organisations régionales dont le fonctionnement nous coute cher, et qui développent aussi des programmes qui font double emploi. Les différentes régions devront finaliser au plus vite les étapes d'intégration dans leur région devront finaliser le progrès vers une intégration continentale.

Dans l'immédiat, et ceci est un préalable, le terrorisme constitue l'un des enjeux majeurs auxquels notre organisation panafricaine doit faire face. Ce phénomène qui se développe dangereusement dans les différentes parties de l'Afrique, notamment dans la corne de l'Afrique, le Sahel et dans le Golfe de Guinée et qui a des ramifications et des réseaux plus vastes à travers le monde, nécessite la mobilisation de tout le continent, car la menace terroriste n'épargnera aucun de nos pays. Nous devons concentrer nos efforts pour éradiquer, au risque de voir tous les progrès réalisés tomber à l'eau.

Nous ne devons pas attendre 50 autres années nous devons être en mesure dans les 10 à 15 ans qui viennent de réaliser tous les chaînons manquants en matière d'infrastructure,

de lever les obstacles non physiques aux échanges, de créer des forces de réaction continentale capable d'aider au maintien de la paix, de donner réellement pouvoir à notre organisation continentale pour parler et négocier en notre nom dans les domaines clés de l'intégration africaine. Il nous revient de veiller dans cette voix à ce que tous les pays soient traités de façon juste et équitable.

Tous les pays africains n'ont pas les mêmes ressources. Nous osons espérer que les années qui viennent vont connaître encore une plus grande solidarité. Nous saluons et remercions les pays développés pour leur aide. Nous devons aussi être en mesure au niveau du continent d'être plus solidaires. Nous devons réfléchir et mettre en place les mécanismes de solidarité entre pays africains qui nous permettraient d'être plus forts et plus unis face aux épreuves.

Bonne fête de cinquantenaire à l'OUA/UA. Vive l'Afrique Unie.

**Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbe,  
Président de la République Togolaise**



Pour mon pays le Togo, qui a eu en juillet 2000, l'insigne honneur d'accueillir le sommet constitutif de l'Union Africaine, la célébration du cinquantenaire de notre organisation continentale est vécue avec beaucoup d'engouement et de ferveur. C'est indéniablement une étape importante de notre cheminement vers l'unité de notre continent.

Nous sommes en effet les témoins privilégiés d'un moment important de l'histoire de l'Afrique. Les 50 ans de vie institutionnelle commune qui viennent de s'écouler traduisent, en dépit de tout, la vitalité du rêve des pères fondateurs de notre Union.

Certes, dans ce nombreux domaines essentiels comme le maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité politique, le rêve d'unité de cohésion a été bien souvent mis à rude épreuve par la dure réalité. Les guerres civiles et les divisions de toutes sortes que nous avons connues, ont pendant longtemps résonné comme un désaveu de notre quête unitaire.

Cependant, quels que soient les écueils qui ont jalonné notre parcours, il faut reconnaître que notre organisation continentale a su épouser les luttes de son temps.

Elle a d'abord porté avec succès nos rêves de liberté face à l'oppression coloniale.

Au matin du 25 mai 1963, à l'heure où une poignée de pionniers africains portaient notre organisation continentale sur les fonts baptismaux, seuls 32 pays africains étaient indépendants. L'on peut mesurer aujourd'hui avec fierté tout le chemin parcouru.

Le rôle de premier plan que notre organisation continentale a joué dans l'émancipation totale des peuples africains, le soutien sans faille qu'elle a apporté à la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, sont autant de victoires historiques qui nous rappellent, qu'à force de fédérer nos énergies, nous sommes en mesure d'inverser le cours de l'histoire.

Mais aujourd'hui, et alors que nous tournons la page d'un demi-siècle de vie institutionnelle commune, le souvenir de nos accomplissements et le récapitulatif de nos efforts inaboutis n'ont de sens que si nous parvenons à y puiser la force de raviver la flamme de l'unité du continent. Nous devons l'entretenir ensemble, pour la rendre encore plus ardente, afin de mieux la transmettre aux générations futures.

L'heure est en effet venue de renouer avec la foi unificatrice des pères fondateurs de notre Union, pour mieux construire un véritable agenda africain, adapté au 21<sup>e</sup> siècle et débarrassé des idéologies et des modèles de développement importés.

Le siècle naissant qui ouvre aussi sur un nouveau millénaire est plein de promesses mais aussi de défis nouveaux.

L'Union Africaine qui a pris le relais de l'Organisation de l'unité africaine a su, dans cette perspective franchir un cap important, en plaçant les valeurs démocratiques au cœur de son agenda intentionnel.



---

Avec la nouvelle architecture qui est mise en place pour promouvoir la paix et la sécurité, notre organisation commune a gagné progressivement en maturité. Elle doit toutefois s'efforcer d'asseoir davantage sa crédibilité sur la scène internationale, en prenant résolument son destin en main quand la paix et la sécurité sont en jeu. Avec le cadre institutionnel qui est désormais en place, nous pouvons et nous devons dans un esprit de solidarité et de responsabilité de faire le pari de l'audace pour notre sécurité individuelle et collective.

L'Afrique enregistre aussi des progrès tangibles sur le plan économique.

Ces résultats fort encourageants ne doivent cependant pas nous faire perdre de vue tout le chemin qu'il reste à parcourir.

Le chantier de l'intégration reste encore largement ouvert et nos progrès futurs dépendront principalement de notre capacité à engranger des succès durables dans ce domaine.

Dans cette optique, nous avons aujourd'hui le devoir historique d'œuvrer à la concrétisation du rêve des pères fondateurs de l'union, en nous efforçant de forger une vraie capacité africaine à poser au quotidien, des actes concrets pour incarner durablement notre aspiration collective à l'unité. C'est à petits pas et par des actes concrets que nous saurons, surmonter ensemble, les faiblesses structurelles qui handicapent depuis des décennies nos Etats, pris individuellement.

Je suis pour ma part heureux de constater que l'union africaine a réussi en quelques années seulement à donner un contenu plus économique à notre démarche collective. Dans ce domaine, les défis sont nombreux et immédiats. Mais le traité d'Abuja a déjà tracé la voie à suivre. Il nous appartient de l'emprunter avec la détermination et la volonté politique requises pour aller progressivement vers la création d'une communauté économique africaine viable.

Quelle que soit l'échelle de priorités que nous adopterons pour progresser sur cette voie, il me paraît essentiel d'accorder une place de choix au développement des infrastructures.

Le déficit en infrastructures dont souffre notre continent est sans doute l'un des freins les plus redoutables au processus d'intégration régionale. Les routes, les voies ferrées, le trans-

port aérien et maritime doivent plus que jamais être au cœur de nos projets communs car ils sont les meilleurs ponts vers une Afrique plus unies. Des infrastructures viables et modernes sont en effet une passerelle de choix, non seulement pour le développement économique et social mais aussi pour l'émergence d'une citoyenneté africaine.

Créer de Tanger au Cap et de Djibouti à Dakar le sentiment d'appartenance à un même ensemble, porteur d'une nouvelle citoyenneté est une aspiration légitime. Cette aspiration est à notre portée.

Pour la réaliser, nous devons miser sur la jeunesse africaine. Nous devons miser aussi sur la femme africaine.

Déjà des 2015, les jeunes représenteront, comme le prévoient certaines études, 75% de la population africaine. Il ne fait à cet égard aucun doute que l'éducation, la formation et l'accès à l'emploi doivent occuper une place plus importante dans nos politiques communes.

Une nouvelle génération africaine est en train d'émerger sous nos yeux. Cette nouvelle génération est plus compétente. Elle est décomplexée. C'est notre meilleur atout pour l'avenir.

La femme africaine est aussi l'autre atout majeur pour l'Afrique de demain. Après un demi-siècle de vie institutionnelle, les dirigeants africains ont choisi de confier les rênes de la Commission de l'Union Africaine à une femme. C'est un signe des temps.

Madame Nkosazana Dlamini-Zuma incarne ainsi un nouveau leadership qu'il nous appartient tous de contribuer à affermir, pour qu'il soit mis au service du continent africain, naguère marginalisé dans la conduite des affaires du monde. Si nous y parvenions, l'Afrique, notre cher continent aura toutes les cartes en main pour se positionner demain comme une force agissante et respectée dans le concert mondial. C'est en effet seulement de cette manière que nous serons en mesure, dans un avenir que j'espère proche, de transformer le rêve d'unité de l'Afrique, en réalité concrète, celle d'une Afrique qui est une et indivisible parce qu'elle a su briser les chaînes du passé.

**Son Excellence Moncef Marzouki,  
Président de la République tunisienne**



Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux  
Monsieur le Président de la République démocratique fédérale d'Éthiopie,  
Monsieur le Premier Ministre de la République démocratique fédérale d'Éthiopie et Président de l'Union Africaine,  
Madame la Présidente de la Commission de l'Union Africaine,  
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi d'exprimer mes sincères remerciements et ma profonde gratitude à S.E. M. Girma Wolde Giorgis, Président de la République démocratique fédérale d'Éthiopie et à S.E. M. le Premier Ministre Hailemariam Desalegn, pour avoir bien voulu accueillir dans ce pays frère d'Éthiopie le présent sommet extraordinaire consacré à la célébration du cinquantième anniversaire de la création de notre honorable organisation.

J'exprime mon appréciation également aux autorités éthiopiennes pour les dispositions qu'elles ont prises en vue d'assurer le succès de nos travaux et d'offrir aux participants les meilleures conditions de séjour dans ce beau pays hospitalier. Je voudrais saisir cette occasion pour féliciter une fois de plus mon cher frère Desalegn pour son élection à la présidence de l'Union Africaine et lui souhaiter plein succès dans cette fonction.

C'est aussi l'occasion pour moi de remercier Mme Nkosazana Dlamini Zuma, qui, depuis son accession à la présidence de la Commission, fait montre d'une grande détermination au service des causes de notre continent, au premier rang desquelles figurent la paix et la sécurité, qui demeurent les principales préoccupations de nos pays. Je formule le vœu que

les efforts déployés par notre Organisation soient couronnés de succès, que nous parvenions à résoudre les crises politiques et de sécurité que nous connaissons et à éteindre les foyers de tension qui subsistent sur le continent.

Monsieur le Président,

Je voudrais, en cette mémorable occasion, rendre hommage aux pères fondateurs de l'Organisation de l'unité africaine et à leur inébranlable volonté d'affranchir définitivement le continent de la colonisation et d'asseoir les fondements d'une véritable solidarité entre ses peuples.

Quel bilan dresser des réalisations et où en sont les rêves des pères fondateurs et les nôtres, leurs projets et les nôtres ?

Si la colonisation sous sa forme classique a pris fin, la dépendance économique, elle, ne cesse de constituer un goulet d'étranglement pour nos peuples et une entrave au développement de nos pays. Elle a appauvri le continent en dépit de ses richesses et de ses ressources abondantes et diversifiées.

Les régimes dictatoriaux fondés sur la corruption, le mensonge et la répression ont fortement reculé. Pour autant, les systèmes en place sont encore loin de garantir à l'homme africain qu'il sera à l'abri de convulsions révolutionnaires dont il paie très cher les conséquences, à l'exemple de ce qui s'est passé dans mon pays, la Tunisie.

---

Réaliser l'unité exige toujours des efforts incessants pour permettre à l'Afrique de jouer le rôle qui doit être le sien dans la prise de décisions internationales, celles en particulier qui engagent son avenir et celui de ses fils.

Cependant, il est indéniable que l'Afrique a enregistré au cours des deux dernières décennies une série de changements politiques. Des voix se sont élevées pour demander un plus grand respect des droits et des libertés des individus et des peuples, suscitant de nombreuses initiatives en faveur de l'union et de l'intégration. Nous sommes convaincus que le continent est en train de s'affranchir de l'héritage des régimes dictatoriaux, en particulier après la chute de régimes politiques dont on a pendant longtemps pensé que leurs relations régionales et internationales les protégeaient. Par ailleurs, un grand nombre de pays frères africains ayant adopté le système démocratique, il est apparu évident qu'une nouvelle ère s'ouvrait sur notre continent, une ère porteuse d'espoir pour tous.

Face à ces changements, il était inévitable que la question de l'unité africaine fasse un retour en force dans nos esprits, qu'elle réapparaisse sous la forme du projet de renaissance africaine, que préconisait notre frère, le Président Thabo Mbeki. Ce projet a pris corps dans le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, une initiative qui a coïncidé avec la transformation de l'« Organisation de l'unité africaine » en « Union Africaine ».

Monsieur le Président,

Nombreux et difficiles sont les défis auxquels nous sommes confrontés, à commencer par les questions de santé, la lutte contre le paludisme et le VIH/sida, la paix et la sécurité, en passant par les défis socioéconomiques relatifs à l'amélioration des conditions de vie des millions d'Africains qui vivent encore dans la pauvreté et l'analphabétisme, sans oublier les défis environnementaux, dont la désertification et la non durabilité environnementale, pour ne citer que ceux-là.

Mais la paix et la stabilité constituent à nos yeux des conditions indispensables à la poursuite de nos actions inlassables en faveur de l'unité et de la renaissance de l'Afrique. Nous saluons à cet égard les efforts de médiation qu'entreprennent le Conseil de paix et de sécurité, la Commission de l'Union Africaine et les frères dirigeants africains dans le cadre du règlement des conflits et de la promotion du dialogue et de la négociation, efforts qui

encouragent le recours à l'arbitrage des structures et des mécanismes africains, auxquels la priorité doit être accordée.

La Tunisie, qui a donné son ancien nom au continent, fière de son appartenance africaine et imprégnée des valeurs de paix et de sécurité, soutiendra sans relâche toutes les initiatives susceptibles de renforcer l'action de l'Union Africaine. Elle s'engage à mettre ses moyens au service de cette action et à poursuivre les efforts qu'elle ne cesse de déployer pour aider au règlement des conflits qui sévissent dans certaines régions du continent. Du reste, la Tunisie s'est toujours acquittée de son devoir de solidarité envers les pays frères d'Afrique.

Je voudrais souligner à cette occasion la nécessité d'accorder la plus grande attention aux problèmes de paix et de sécurité et de ne pas tabler uniquement sur nos moyens de les résoudre, même si nous savons pouvoir compter sur l'appui de la communauté internationale à toute initiative que nous prendrons à l'échelle régionale.

Nous estimons à ce propos qu'il convient d'insister principalement sur la prévention des conflits, d'autant plus que nous avons achevé de mettre en place les structures appropriées, dont les plus importantes sont le Système continental d'alerte rapide et le Groupe des sages composés d'éminentes personnalités africaines aptes à rapprocher les points de vue et à empêcher l'éclatement de guerres et de conflits.

Je saisis cette occasion pour remercier les frères africains de leur soutien à notre initiative tendant à créer une cour constitutionnelle internationale, instrument nécessaire à nos yeux pour se prémunir de l'autocratie et de prises de pouvoir illégales et illégitimes, source d'affrontements internes pouvant causer la mort d'innocents et bloquer le processus de développement.

Tout en étant conscients des liens unissant sécurité et développement, nous réaffirmons qu'il ne peut y avoir ni sécurité ni développement sans systèmes démocratiques qui garantissent le respect des libertés fondamentales et des principes et valeurs universels de droits de l'homme et assoient l'État de droit et des institutions fondées sur la transparence et la bonne gouvernance pour le bien des peuples.

Notre conception du développement humain est que celui-ci doit être un développement dont l'homme est à la fois l'instrument et la finalité. Autrement dit, un développement de l'homme, par l'homme et pour l'homme, un développement évitant à l'individu d'être en exil dans son propre pays ou réfugié à l'étranger.

C'est pourquoi il nous faut, aujourd'hui en particulier, redoubler d'efforts pour améliorer la situation des pauvres, éviter l'exclusion et la marginalisation, renforcer notre capacité de réaction rapide dans la gestion des risques, des grandes catastrophes et de la famine qui menacent la région et précarisent davantage la situation des groupes vulnérables.

Nous lançons de cette tribune un appel à la communauté internationale pour qu'elle soutienne le continent dans ses efforts en vue d'atteindre les nobles objectifs du Millénaire pour le développement, objectifs réalisables si les donateurs respectent leurs engagements vis-à-vis de l'Afrique.

Tout en saluant la Commission de l'Union Africaine, la Commission économique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement pour leurs initiatives en vue d'organiser des consultations aux niveaux régional et continental sur le programme de développement pour l'après-2015, nous formulons le vœu de voir la position commune africaine se cristalliser en objectifs et indicateurs concrets. Nous exhortons également l'ensemble des parties prenantes, notamment les États membres, les organisations et les donateurs, à mobiliser à cet effet toutes les énergies et les partenariats nécessaires.

Monsieur le Président,

La Tunisie, qui a toujours contribué à la promotion de l'action africaine commune dans divers domaines, réaffirme en cette occasion son entière disposition à soutenir tous les efforts visant à renforcer l'Union Africaine, ses institutions et ses structures ainsi qu'à promouvoir son rôle de l'Union pour qu'elle s'acquitte de sa principale mission, à savoir créer un espace intégré au sein duquel nous unissons nos forces pour répondre aux aspirations de tous les fils du continent à une renaissance générale et au développement durable.

Le rôle croissant de notre Union sur la scène continentale et internationale nous commande d'en perfectionner les outils de travail et d'améliorer la performance de ses institu-

tions de façon à favoriser la réalisation de cette unité africaine à laquelle aspirent toujours tous les peuples africains.

En considérant le bilan du processus d'union sur le continent depuis la fondation de l'Organisation de l'unité africaine, on ne peut qu'admettre que celui-ci est positif, en ce que l'organisation a appuyé avec succès les mouvements d'émancipation des pays colonisés, préservé l'unité dans les rangs africains, uni nos efforts dans la défense commune des intérêts de l'Afrique au plan international et renforcé la souveraineté de nos peuples et les facteurs de leur renaissance.

Monsieur le Président,  
Excellences  
Mesdames et Messieurs,

Je ne saurais conclure sans réaffirmer l'engagement de mon pays à poursuivre le travail engagé par les pères fondateurs de l'Organisation de l'unité africaine pour assurer l'intégration du continent et pour répondre aux aspirations de nos peuples à l'unité, au progrès et à la stabilité.

Nous avons foi dans le fait que l'intégration est inéluctable et qu'elle constitue l'objectif que nous nous efforçons tous d'atteindre dans notre intérêt commun et pour concrétiser notre volonté inébranlable de créer un espace fort et intégré, un espace capable de rivaliser avec les autres groupements internationaux.

Je voudrais également exprimer mes sincères remerciements et mon appréciation au Président de l'Union Africaine ainsi qu'au Gouvernement éthiopien pour les dispositions prises afin de faciliter nos délibérations. Je formule l'espoir que de notre sommet sortiront des recommandations et des décisions pratiques qui permettront de renforcer la coopération interafricaine dans divers domaines, serviront les intérêts de nos peuples et répondront à leurs aspirations au progrès et à la prospérité.

Je vous remercie de votre aimable attention



**Son Excellence Michael Chilufya Sata,  
Président de la République de Zambie**

Excellence,

C'est pour moi un honneur et un privilège particuliers de contribuer à ce livre commémoratif du 50<sup>e</sup> anniversaire de cette importante Organisation de l'unité africaine (OUA)/Union Africaine (UA)

Il y a un demi-siècle, les pères fondateurs de l'OUA se sont réunis à Addis-Abeba, en Éthiopie, et ont laissé sur le continent une empreinte indélébile, en exprimant leur unité, leur engagement et leur détermination à être les maîtres de leur propre destin.

C'est donc à juste titre que les sommets de l'UA de 2013 ont eu pour thème «Panafricanisme et renaissance africaine», afin de nous rappeler que le continent a l'impérieuse obligation de dresser le bilan des réalisations accomplies ces cinquante dernières années en vue de concrétiser la vision des pères fondateurs et de répondre à leur aspiration à construire une Afrique unie et prospère.

Nous nous remémorons également le combat mené par nos pères fondateurs dans leur quête d'un continent libéré de tout contrôle politique et économique extérieur, un continent sur lequel les Africains seront maîtres de leur propre destin.

La lutte pour une Afrique unie, que nos prédécesseurs avaient faite leur, est aujourd'hui tout aussi pertinente, sinon plus, qu'elle l'était à l'époque des dirigeants d'antan. C'est pour cette raison que l'Acte constitutif de l'Union Africaine réaffirme les idéaux de l'Organisation

de l'unité africaine et exprime la détermination du continent à promouvoir et à protéger les droits de l'homme et des peuples, à consolider les institutions et la culture démocratiques et à garantir la bonne gouvernance et l'état de droit en tant que base d'un développement socioéconomique pour tous les Africains. L'Acte constitutif nous appelle en outre à développer notre continent en tirant parti de nos vastes ressources matérielles et humaines, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du continent.

En célébrant les 50 ans de la fondation de notre organisation continentale, nous reconnaissons que l'Afrique a fait des progrès considérables s'agissant de l'indépendance politique, en venant à bout du colonialisme. Il me plaît de rappeler que la Zambie fait partie des pays pionniers d'Afrique australe qui ont défendu le droit à l'autodétermination de chaque nation et continuent aujourd'hui de se battre pour le réaliser.

Il convient de décerner une mention spéciale au premier Président de la Zambie, Kenneth David Kaunda, légende vivante dont nous avons la bénédiction de partager encore la vie aujourd'hui. En tant que président après l'indépendance, M. Kaunda était complètement insatisfait de la libération de son pays, la Zambie, tant que celui-ci était entouré de territoires enfermés dans le carcan du colonialisme. Par leur détermination, leur abnégation et leurs énormes sacrifices, des gens comme lui et d'autres dirigeants africains émergents ont permis de libérer non seulement l'Afrique australe, mais aussi le continent dans son ensemble. Ces réalisations, entre autres, doivent être dûment reconnues et consignées dans les annales de l'histoire africaine, car elles traduisent notre aptitude en tant que continent à réussir si nous faisons preuve de courage, de zèle, d'unité et d'entente.

Partout sur le continent, la réforme politique par la démocratie et la bonne gouvernance caractérise de façon constante le système de nombreux pays, la plupart d'entre eux ayant opté pour des élections populaires comme moyen de changer la direction politique.

C'est à cet égard que la Zambie s'est engagée à promouvoir les idéaux démocratiques du gouvernement représentatif, tout en montrant elle-même l'exemple en tenant des élections successives et réussies qui ont permis un transfert pacifique du pouvoir, comme en témoigne la dernière élection présidentielle de septembre 2011. La Zambie se félicite également des initiatives continentales aussi importantes que le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, lequel nous aide en tant qu'États membres à assurer la bonne gouvernance dans nos pays.

Un autre sujet de réflexion et d'inspiration en rapport avec le thème « Panafricanisme et renaissance africaine » est le développement socioéconomique si nécessaire du continent qui devrait apporter la prospérité à l'ensemble des nations africaines. Il convient de prendre davantage de mesures économiques mûrement réfléchies, cohérentes et ciblées susceptibles de déboucher sur une croissance macroéconomique durable.

Sur ce plan, la Zambie a, ces dernières années, enregistré des taux de croissance économique stables de près de 6 %, des taux d'inflation à un chiffre, des taux d'intérêt réduits et une amélioration générale des variables macroéconomiques. Mon gouvernement est détermi-

né à poursuivre les efforts visant à éliminer la pauvreté et à promouvoir l'autonomisation des personnes, notamment en éliminant les obstacles auxquels elles sont confrontées, en renforçant les capacités de production et en développant l'agriculture durable, tout en complétant ces mesures par des politiques sociales et économiques efficaces.

Un autre facteur crucial de la réalisation d'un développement significatif, qui conditionne notre capacité à déterminer notre destin en tant que continent, est le fait de reconnaître l'importance qu'il y a à pouvoir compter sur nous-mêmes. Pour traduire cet impératif dans la réalité, nous, en tant que pays, œuvrons à un développement durable, inclusif, centré sur les personnes, bénéficiant à tous et associant toutes les personnes, y compris les jeunes et les femmes. Dans le même ordre d'idées, si nous voulons une véritable renaissance de l'Afrique, nous devons compléter nos efforts nationaux par la création d'un environnement propre à élargir les possibilités de développement pour nos pays.

Enfin, je tiens à réaffirmer la foi de mon gouvernement et son attachement indéfectible aux idéaux de cette importante organisation et à leur réalisation. La Zambie est prête et disposée à accompagner cette renaissance qui propulsera ce grand continent dans une ère de prospérité sociale et économique, vécue dans l'unité, la paix et la sécurité.

Que Dieu bénisse l'Afrique!





**Son Excellence Robert Mugabe,  
Président de la République du Zimbabwe**

C'est un privilège pour moi que de m'adresser aux générations actuelles et futures d'Africains dans ce livre commémoratif du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)/Union Africaine (UA). Ce privilège est singulier en raison de la place qui est la mienne dans l'histoire en tant qu'un des rares survivants parmi les dirigeants qui ont été les témoins, le 25 mai 1963, de la fondation de l'OUA, à laquelle j'ai assisté en qualité d'observateur représentant notre mouvement de libération, l'Union du peuple africain du Zimbabwe (ZAPU). En cette mémorable occasion, j'ai été captivé par l'esprit et la vision d'une Afrique libre, unie et économiquement prospère qui animaient les pères fondateurs. Aujourd'hui encore, en célébrant le cinquantenaire de l'OUA/UA, j'ai le privilège de faire partie des dirigeants qui doivent maintenant prendre du recul pour réfléchir sur le chemin que l'Afrique a parcouru ces cinq dernières décennies.

En cette occasion historique, je suis tenu de rendre un hommage particulier à la génération des panafricanistes et des pères fondateurs de l'OUA qui ont jeté des fondements aussi solides de l'unité et de la solidarité de l'Afrique. Je me souviens avec fierté et joie des importantes conférences panafricaines qui avaient préparé la création de l'OUA. Les fondateurs qui ont organisé ces réunions, dont des dirigeants comme George Padmore, Marcus Garvey, W.E.B. Du Bois et Kwame Nkrumah, étaient en effet de grands visionnaires ayant très tôt compris que leur unité faisait la force des peuples africains d'Afrique et de la diaspora au moment où ils engageaient le grand combat pour mettre fin au colonialisme et à la discrimination raciale. Leurs sacrifices désintéressés sont immortalisés par les mots d'Osagyefo Kwame Nkrumah qui, à l'indépendance du Ghana, a déclaré que l'indépendance de son pays n'avait pas de sens si elle n'était pas liée à la libération totale du continent africain.

C'est cet esprit de panafricanisme qui a mobilisé les pays africains en faveur de la lutte pour leur indépendance, qu'ils ont acquise à partir des années 50. À la date du 25 mai 1963, 32 pays du continent étaient devenus indépendants et prêts à se réunir à Addis-Abeba pour passer à l'étape historique de la création de l'Organisation de l'unité africaine. Leurs principaux objectifs étaient les suivants: promouvoir l'unité et la solidarité entre les États africains; coordonner et intensifier la coopération pour le développement; préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale des États membres; promouvoir la coopération internationale dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et, chose la plus importante pour ceux qui d'entre nous étaient encore sous domination coloniale, débarrasser le continent des séquelles de la colonisation et de l'apartheid.

La vision d'une Afrique débarrassée du colonialisme et de l'apartheid devait être défendue par le Comité de coordination de l'OUA pour la libération de l'Afrique, communément appelé Comité de libération, qui avait son siège en Tanzanie. Plaçant le Comité de libération en première ligne, l'OUA avait réussi l'exceptionnel exploit de débarrasser l'Afrique du Sud, la Guinée-Bissau, le Cap-Vert, les Comores, Sao Tomé-et-Principe et les Seychelles, du colonialisme et de l'apartheid. Cet exploit doit figurer à jamais dans les annales de l'histoire africaine comme la principale réalisation de l'OUA. Aujourd'hui, seule la République arabe sahraouie démocratique est encore sous occupation coloniale du Maroc, une question qui mérite l'attention constante de l'Afrique jusqu'à ce qu'elle soit définitivement résolue. C'est une honte pour l'Afrique qu'en cette date anniversaire de la création de notre organisation continentale, un des nôtres continue de souffrir sous le joug d'un colonialisme africain.

En se transformant d'OUA en UA, l'organisation continentale continue de jouer un rôle central dans la résolution des nombreux problèmes complexes de l'Afrique et dans l'amélioration de la visibilité du continent sur la scène mondiale.

À cet égard, l'OUA / UA a servi de cadre d'action utile pour traiter de divers problèmes mondiaux. C'est ainsi que sur la question si importante pour l'Afrique du changement climatique, elle a permis d'arrêter une position commune africaine en vue de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20). Bien que les conclusions de cette conférence soient le résultat d'un compromis difficile entre les pays développés et les pays en développement, le cadre a permis à l'Afrique de parler d'une seule voix et de faire prendre en compte ses vues dans les délibérations. Pareillement, l'UA sert de cadre continental utile pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en Afrique et pour conjuguer les efforts du continent afin d'atteindre ces objectifs, tout en traçant la voie à suivre pour l'après 2015.

Cependant, et en dépit de toutes ces réalisations, il est des moments où on ne peut s'empêcher de se demander, à juste raison, si nous sommes restés fidèles à la vision de nos prédécesseurs. Sur le plan politique, les cas abondent où nous avons permis à nos anciens maîtres coloniaux de revenir par la porte arrière du néo-colonialisme. Bien des fois, nous n'avons pas été en mesure d'adopter une démarche ferme en matière de paix et de sécurité en Afrique, laissant ainsi la porte ouverte à l'aliénation du projet panafricain et à la déstabilisation du continent.

Nous n'avons pas agi avec la célérité requise quand il s'est agi de mettre en place et d'opérationnaliser la Force africaine en attente pouvant nous permettre de défendre le continent face aux violations de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États membres, aux changements violents et anticonstitutionnels de gouvernement, au terrorisme et aux crimes contre l'humanité. Pendant trop longtemps, l'Afrique a dû faire face à un nombre disproportionné de conflits interétatiques et intra-étatiques, de personnes déplacées et de réfugiés. Il y a donc un réel besoin de raviver l'esprit de 1963 caractérisé par la claire conscience qu'il faut établir un climat stable d'unité et de paix pour assurer le développement durable.

Sur le plan économique, l'UA n'a pu, en dépit de ses efforts, répondre aux grandes aspirations du peuple africain au progrès socioéconomique et au bien-être. Si un premier pas a été accompli par la création des diverses communautés économiques régionales (CER) et unions douanières, la réalisation de cet objectif reste une tâche cruciale que les générations à venir devront poursuivre. Une lecture même rapide de la situation qui prévaut aujourd'hui apporte d'abondantes preuves de ce vide flagrant. Par exemple, ces dix dernières années, seulement entre 10 et 12 % environ des échanges commerciaux des pays africains ont eu lieu avec d'autres pays africains, contre 40 % avec les pays d'Amérique du Nord et 63 % avec les pays d'Europe occidentale. Cette situation perdure malgré la mise en place de zones de libre-échange, d'unions douanières et de marchés communs sur le continent africain. Nous lisons en outre que le commerce mondial était passé de 13 000 milliards de dollars des États-Unis en 2000 à 18 200 milliards de dollars des États-Unis en 2011 et que, malheureusement, la part de l'Afrique dans ce commerce n'était qu'un dérisoire 4 %. Ces chiffres donnent non seulement à réfléchir, mais sont aussi un véritable motif de préoccupation.

Pour compliquer davantage la situation commerciale déjà faible de l'Afrique sur la scène mondiale, les pays africains commercialisent principalement des produits de base, notamment des produits agricoles, du pétrole et des minéraux. Étant donné qu'ils produisent tous une gamme de produits quasi identiques, ces pays s'affrontent dans une compétition malsaine pour les mêmes marchés, rendant ainsi impossible pour l'Afrique de négocier des termes de l'échange garantissant un rendement équitable à ses exportations vers les pays du Nord.

Les nombreux défis auxquels l'Afrique est confrontée, appellent sans aucun doute une action collective de la part du continent. Si l'on peut se féliciter du fait que la création, en application du Traité d'Abuja, des différentes CER visait, entre autres objectifs, à stimuler le commerce intra-africain et le développement économique en général, il est néanmoins nécessaire d'intensifier les efforts en vue d'établir en fin de compte une union économique africaine, tel qu'envisagé par les fondateurs de l'OUA en 1963. Il est donc urgent d'accélérer la création, d'ici à 2017, de la zone de libre-échange continentale. Nous nous devons à nous-mêmes, en tant qu'Africains, de développer notre économie et d'élever le niveau de vie de nos populations.

---

Malgré les insuffisances relevées, il y a lieu d'envisager l'avenir avec espoir et optimisme quant à la réalisation de l'aspiration de l'Afrique à la paix, à la démocratie, au développement et à l'unité. La seule voie à suivre pour le panafricanisme et la renaissance africaine est celle d'un programme solidement enraciné dans les peuples de l'Afrique, leurs besoins et leurs aspirations. Les 50 prochaines années doivent marquer le passage de l'Afrique de sa situation de continent des potentialités à celle de continent des succès. Comme le disait Julius K. Nyerere, « ma génération a conduit l'Afrique à la liberté potentielle. La génération actuelle de dirigeants et de peuples de l'Afrique doit reprendre la flamme vacillante de la liberté africaine, la ranimer de son enthousiasme et de sa détermination et l'entretenir ».

Nous saisissons donc l'occasion du présent anniversaire pour renouveler notre attachement aux valeurs de nos ancêtres. Ces valeurs d'unité, de patriotisme, de sacrifice et de dévouement qui animaient les pères fondateurs, nous devons les léguer aussi aux générations futures, afin qu'elles puissent veiller avec vigilance sur les acquis de la libération et construire sur ces bases une Afrique prospère, dans laquelle continue de résonner le cri de ralliement de notre combat: « nous sommes nos propres libérateurs ».